

FOCUS

**VIOLENCES
SEXISTES
ET SEXUELLES**
**GENDER-BASED
AND SEXUAL
VIOLENCE**

Où en est l'humanitaire ?

**The current state of
the humanitarian sector**

MAIS ÉGALEMENT...

PERSPECTIVES

Pour des sciences sociales engagées, au temps de la Covid-19... et après
— p. 10
For engaged social sciences, both in the time of Covid-19... and after

BUT ALSO...

TRANSITIONS

L'humanitaire de plus en plus empêché ?
— p. 130
Is the humanitarian sector increasingly restricted?

REPORTAGE

Moria: les cendres de la solidarité européenne
— p. 144
Moria: the ashes of European solidarity

Alternatives Humanitaires est une revue bilingue (français/anglais) à vocation internationale soutenue par :
Humanitarian Alternatives is an international bilingual review (English/French) supported by:



En collaboration avec un réseau d'universités et d'institutions partenaires qui s'enrichit régulièrement. À ce jour :
In collaboration with a developing network of partner universities and institutes:



Directeur de la publication | *Publication director*
Bernard Michel

Conseil d'orientation | *Steering council*

- Francis Charhon • Yvan Conoir
• Emanuela Croce • Bruno-Georges David • Romain de Vries
• Luc Lamprière • Jean-François Mattei • Karine Meaux
• Bernard Michel • Benoît Miribel • Bénédicte Pansier
• Pascal Revault • Jean-Baptiste Richardier • Maria Rubio
• Jean-Christophe Rufin • Philippe Ryfman • Bénédicte Schutz
• Virginie Troit • Joël Weiler

Comité de rédaction | *Editorial board*

- Clara Egger • Pierre Gallien • Valérie Gorin
• Vincent Léger • Stéphanie Stern • Sophie Zaccaria

Conseil scientifique | *Scientific council*

- François Audet • Karl Blanchet
• Sophie Brière / Stéphanie Maltais • Gilles Collard
• Yvan Conoir • Aimé Kouassi Malanhouda
• Houwayda Matta Bou Ramia • Gautier Piotte
• Dana Popescu-Jourdy • Nathalie Rubio
• Jean-Pierre Veyrenche / Frédéric Meunier

Rédacteur en chef | *Editor-in-Chief*

Boris Martin
boris.martin@alternatives-humanitaires.org

Coordination | *Communication*

Capucine Coninx (par intérim)
capucine.coninx@alternatives-humanitaires.org
Audrey Sala (permanente)
audrey.sala@alternatives-humanitaires.org

Traducteurs | *Translators*

Gillian Eaton • Sophie Jeangeorges • Juliet Powys
• Darin Reisman • Benjamin Richardier • Derek Scoins

Correction de la version française
| *Correction for the French version*
Catherine Tranchant

Correction de la version anglaise
| *Correction for the English version*
A.D.T. International

Les opinions émises et informations délivrées dans la revue n'engagent que leurs auteurs.
The opinions expressed and information provided in the review are under the sole responsibility of the authors.

ÉDITORIAL | EDITORIAL

L'humanitaire au défi des violences sexistes et sexuelles

Humanitarian aid and the challenge of gender-based and sexual violence

Jan Verlin • Chercheur postdoctoral à la chaire Géopolitique du risque de l'École normale supérieure, copilote du dossier de ce numéro

Postdoctoral researcher at the Research Chair in the Geopolitics of Risk at the École normale supérieure, joint editor of this issue's *Focus*

Boris Martin • Rédacteur en chef / Editor-in-Chief





JAN VERLIN

BORIS
MARTIN

Début 2018, plusieurs employés d'une organisation non gouvernementale (ONG) britannique sont accusés d'abus sexuels commis en Haïti après le séisme de 2010. Ce qui deviendra « le scandale Oxfam » révèle que l'humanitaire n'échappe pas au fléau des violences sexistes et sexuelles. D'autres ONG, mais aussi des organisations internationales, dévoilent à cette occasion les « comportements sexuels répréhensibles » (« *sexual misconduct* ») ayant pu être commis en leur sein, à l'encontre de bénéficiaires directs, de populations vulnérables ou d'autres personnels humanitaires. En association-référence au mouvement #MeToo, les hashtags AidToo et ReformAid font leur apparition, devenant les bannières sous lesquelles se rangent celles et ceux qui sont décidés à révéler, à combattre et à sanctionner les abus sexuels commis par des personnels évoluant dans le monde de l'aide internationale. En réaction, plusieurs organisations humanitaires expliquent les dispositifs déjà mis en place ou proposent de réformer leurs procédures de recrutement, de développer les formations sur les violences sexistes et sexuelles ou de revoir les mécanismes de sanction à leur disposition.

En octobre 2019, un rapport publié par la commission du développement international du Parlement britannique fait état de progrès limités réalisés parmi les ONG en matière de transparence, certaines se montrant encore réticentes à publier le nombre d'allégations d'abus sexuels qu'elles ont reçues et le résultat des enquêtes. Quelques mois plus tôt, en France, Coordination SUD et ses organisations membres ont adopté une charte par laquelle elles s'engagent à mettre en place des procédures spécifiques pour prévenir et traiter les cas d'atteinte à l'intégrité physique et psychique des personnes, en particulier les violences sexistes et sexuelles. Ces procédures incluent la transparence sur les cas avérés, des mesures internes de sanction et le signalement à la justice. D'autres plateformes d'ONG en Europe

In early 2018, several employees of a British non-governmental organisation (NGO) were accused of sexual abuse in Haiti after the 2010 earthquake. What would become known as the "Oxfam scandal" shows that humanitarian aid is not immune to the scourge of gender-based and sexual violence. Other NGOs, as well as international organisations, took this opportunity to disclose instances of sexual misconduct that may have been committed in their midst against direct beneficiaries, vulnerable populations or other humanitarian personnel. In the wake of the #MeToo movement, the AidToo and ReformAid hashtags have emerged, becoming the banners rallying those determined to expose, combat, and punish the sexual abuse committed by international aid workers. In response, several humanitarian organisations have explained the measures already in place, or proposed reforming their recruitment procedures, expanding their training on gender-based and sexual violence, or reviewing the sanctions available to them.

In October 2019, a report published by the UK Parliament's International Development Committee noted the limited progress made by NGOs in terms of transparency, with some still reluctant to publish the number of sexual abuse allegations they receive and the outcome of their investigations. A few months earlier, in France, *Coordination SUD* and its member organisations had adopted a charter under which they undertake to implement specific procedures to prevent and deal with physical and psychological harm to individuals, particularly gender-based and sexual violence. These procedures include transparency on confirmed cases, internal sanctions and reporting to the police. Other NGO platforms in Europe (VENRO in Germany, Partos in the Netherlands, and Bond in the United Kingdom) subscribe to this approach, while the ECHO and DEVCO Directorates-General of the European Union ask for identical assurances from their NGO partners. In short, the "Oxfam scandal" has become an issue for the

(VENRO en Allemagne, Partos aux Pays-Bas, Bond au Royaume-Uni) s'inscrivent dans cette démarche, tandis que les directions générales ECHO et DEVCO de l'Union européenne demandent des assurances identiques de la part de leurs ONG partenaires. En somme, ce « scandale Oxfam » est devenu l'affaire du milieu de la solidarité internationale dans son ensemble, représentant à la fois un moment de dévoilement de pratiques comme d'une possible transformation du secteur.

On pouvait craindre que la pandémie de Covid-19 ne vienne saper cette dynamique salubre – comme elle a détourné l'attention de tant d'autres sujets majeurs. De fait, elle aura eu pour première conséquence de nous contraindre à reporter ce dossier que nous avions prévu de publier en juillet 2020. Pendant ce temps, nous aurons tout le loisir de guetter les indices de la priorisation ou de la minoration de ce sujet dans un tel contexte. Le « scandale Ebola » surgi en septembre 2020 confirmera tout à la fois la permanence de ce fléau et l'attention dont il est désormais l'objet. Dans un article publié par nos collègues de *The New Humanitarian*, un employé de l'Organisation mondiale de la Santé accusait des travailleurs de l'aide issus des Nations unies comme d'ONG d'abus sexuels commis lors de l'épidémie d'Ebola ayant sévi en République démocratique du Congo entre 2018 et 2020. Cette nouvelle affaire ne faisait que renforcer notre détermination à prendre à bras le corps ce thème que le secteur humanitaire ne peut ignorer. Et en tout état de cause, il s'en est saisi.

Ce dossier se propose donc d'étudier comment la condamnation morale des violences sexistes et sexuelles se traduit ou non en réformes organisationnelles. Il s'agit donc d'abord, autant que cela est possible, d'établir un état des lieux de ces violences en tenant compte des spécificités du secteur humanitaire, non pas à visée absolutoire bien évidemment, mais pour expliquer comment les conditions propres à ce milieu peuvent laisser

international solidarity sector as a whole, providing the opportunity to unveil practices and possibly transform the sector.

There were concerns that the Covid-19 pandemic may undermine this salutary momentum, just as it has diverted attention from so many other major issues. One of its consequences has in fact been to push us to postpone this issue, which we had planned to publish in July 2020. In the meantime, we have had ample time to look for signs of how this subject is being prioritised or sidelined in this context. The "Ebola scandal" that broke in September 2020 will confirm both the enduring nature of this scourge and the attention it is now receiving. In an article published by our colleagues at *The New Humanitarian*, an employee of the World Health Organization accused United Nations and NGO aid workers of sexual abuse during the Ebola outbreak in the Democratic Republic of Congo between 2018 and 2020. This new case only strengthened our determination to tackle this subject head-on – a subject that the humanitarian sector cannot ignore. In any event, the sector has taken it on board.

This issue therefore intends to examine how the moral condemnation of gender-based and sexual violence is translating (or not) into organisational reforms. The first step, therefore, and as far as this is possible, is to present an overview of this violence taking into account the specific characteristics of the humanitarian sector, not in an attempt to justify such violence of course, but to explain how the particular conditions of this environment can give rise to such excesses. It also aims to clarify why the fight against this violence has clearly been so ineffective thus far. The Ebola case attests to this.

We starts with an article by Jan Verlin¹, a researcher working on the subject who kindly agreed to act as joint editor. His article summarises various academic texts

— 1. For a detailed presentation of Jan Verlin, see p.46.

s'exprimer de telles dérives. Ce dossier ambitionne également d'éclairer les raisons pour lesquelles la lutte contre ces violences n'est manifestement que trop peu efficace jusqu'à présent. L'affaire Ebola en atteste.

Ce dossier s'ouvre donc par un article de Jan Verlin¹, chercheur travaillant sur le sujet, qui a bien voulu assurer son copilotage. Il propose ici un aperçu des quelques textes académiques sur le sujet en pointant du doigt le fait que s'il a trop longtemps échappé aux praticiens du secteur humanitaire, il est également quasiment absent de ces « études humanitaires » en perpétuel devenir. Il propose ensuite un cadre d'analyse permettant de comprendre comment les organisations implantent des dispositifs de lutte contre les violences sexistes et sexuelles commis par des travailleurs humanitaires. Ce cadre permet de comprendre les potentialités, mais aussi les limites persistantes des réformes proposées par les organisations humanitaires. Les cinq articles qui suivent viennent « creuser » ces sillons en mêlant auteurs et autrices, des Nords et des Suds, acteur·rice·s comme chercheur·e·s.

Segolen Guillaumat avance ainsi que si le secteur humanitaire n'échappe pas aux violences sexistes et sexuelles, c'est parce qu'il est soumis au rapport patriarcal de domination homme-femme, comme tant d'autres secteurs de la société. Mais c'est aussi parce que certaines de ses spécificités peuvent faciliter des violences auprès de populations vulnérables quand d'autres lui permettraient de « s'immuniser » contre leurs plaintes. L'autrice se réfère ainsi au « brassage multiculturel des acteurs et équipes humanitaires [...] peut-être à nul autre domaine comparable » et au fait que « les expatrié·e·s apportent avec eux-elles leur propre référentiel de normes sans avoir la volonté, ou le temps, de le relativiser au contact

on the subject, pointing out that while it has escaped the attention of humanitarian practitioners for too long, it is also virtually absent from these ever-evolving "humanitarian studies". He then proposes an analytical framework for understanding how organisations are implementing measures to combat the gender-based and sexual violence committed by humanitarian workers. This framework allows us to understand the potential but also the persistent limits of the reforms proposed by humanitarian organisations. The next five articles "plough" these furrows by mixing authors from the North and the Global South, stakeholders and researchers alike.

Segolen Guillaumat argues that the humanitarian sector is not immune to gender-based and sexual violence because it is subject to patriarchal male-female dynamics, as are so many other sectors of society, but also because some of its specific characteristics can facilitate violence against vulnerable populations whilst others allow it to "immunise" itself against their complaints. She thus refers to the "multi-cultural mix of humanitarian actors and teams [that is] perhaps totally unlike that in any other field" and to the fact that "international staff bring their own set of standards without having the will, or the time, to put it into perspective through contact with the host society". To counter the hold of the patriarchy in the humanitarian sector, she tells us, it would be necessary for the latter to take a "dominant position" on the subject and to help free speech, while taking into account the local context in which this violence is rooted.

Françoise Duroch and Emmanuel Noyer then review the measures *Médecins Sans Frontières* (MSF) has taken since 2002 to combat sexual violence. From an analysis of the Mano River scandal to the revelations surrounding the "Ebola scandal", the authors show the moral relativism that runs through humanitarian aid organisations keen to preserve their public image. Even though these

— 1. Pour une présentation détaillée de Jan Verlin, voir p. 46.

de la société d'accueil ». Pour contrer l'emprise du patriarcat dans le secteur humanitaire, nous dit-elle, il serait nécessaire que celui-ci prenne une « position dominante » sur le sujet et qu'il aide à libérer la parole, en prenant en compte le contexte local dans lequel ces violences sont ancrées.

Puis, s'appuyant sur l'exemple de Médecins Sans Frontières (MSF), Françoise Duroch et Emmanuel Noyer reviennent sur les mesures prises par l'ONG pour lutter contre les violences sexuelles depuis 2002. À partir d'une analyse du scandale de la Mano River jusqu'aux révélations attenantes au « scandale Ebola », les auteurs montrent le relativisme moral qui traverse les organisations humanitaires soucieuses de préserver leur image publique. Même si elles sont de plus en plus conscientes de leur obligation de veiller aux comportements de leurs salariés, les avancées organisationnelles ne se font encore trop souvent que sous la pression des scandales. Mais les dispositifs ne pallieront les inégalités, notamment de genre, qu'en s'appuyant, nous disent Duroch et Noyer, sur des approches intersectionnelles. Pragmatiques, les auteurs concluent que si « l'exemplarité comportementale des travailleurs de l'aide s'avère être un horizon normatif difficilement atteignable, [...] la priorité pour une organisation médicale humanitaire telle que MSF reste encore d'investir massivement dans la détection et la gestion des abus éventuellement commis sur ses patients ».

Une bonne manière d'apprécier cet investissement est de suivre Isabelle Auclair, Jade St-Georges, Stéphanie Maltais, Sophie Brière et Anne Delorme jusqu'au Canada. Dans leur article, elles présentent les données recueillies en 2018 auprès d'une quarantaine d'organisations de coopération internationale québécoises pour connaître leurs dispositifs en la matière. Si certaines disposaient déjà d'outils de lutte contre les violences sexistes et sexuelles avant 2018, leur champ d'application

organisations are increasingly aware of their obligation to monitor their employees' behaviour, organisational progress is all too often made only because of pressure from scandals. Duroch and Noyer tell us, however, that the measures taken will only mitigate inequality (especially gender inequality) if they rely on intersectional approaches. Pragmatically, the authors conclude that, while "exemplary behaviour by aid workers is a difficult-to-achieve standard [...], the priority for a humanitarian medical organisation such as MSF is still to invest heavily in detecting and dealing with any abuse perpetrated against its patients."

A good way to appreciate this investment is to follow Isabelle Auclair, Jade St-Georges, Stéphanie Maltais, Sophie Brière and Anne Delorme to Canada. In their article, they present the data gathered in 2018 from forty international co-operation organisations in Quebec with the aim of learning more about their procedures in this matter. While some already had tools to combat gender-based and sexual violence before 2018, their scope, and ultimately their incentive value, seems to vary. Only one organisation had allocated a specific budget for this subject. Similarly, most of the training courses offered in this area were for volunteers and trainees rather than for those in positions of authority while, as the authors remind us, "sexual violence is closely linked to power structures". Without a shadow of a doubt, they conclude that "several challenges remain [...], especially in terms of technical and financial resources needed to establish a specific policy as required."

It is to Cameroon that Jean Émile Mba takes us to learn about the efforts and limitations of the task force formed by an alliance of national and international NGOs to combat sexual abuse by humanitarian workers. Staff turnover, breaches of confidentiality within the very organisations responsible for gathering complaints and attempts at a cover-up by refugee-camp authorities all reflect the difficulty of implementing measures

et finalement leur valeur incitative semblent plus que variables. Ainsi, une seule organisation avait alloué un budget spécifique à ce sujet. De même, la majorité des formations offertes en la matière étaient destinées aux coopérant-e-s et aux stagiaires plutôt qu'aux personnes en situation d'autorité alors que, le rappellent les autrices, « les violences [sont] intimement liées aux relations de pouvoir ». À n'en pas douter, concluent-elles, « plusieurs défis persistent [...], notamment en termes de ressources techniques et financières pour répondre à l'exigence de disposer d'une politique spécifique ».

C'est au Cameroun que Jean Émile Mba nous invite à découvrir les efforts et les limites de la task force constituée par une alliance d'ONG nationales et internationales pour lutter contre les abus sexuels commis par des personnels humanitaires. Le turnover du personnel, les violations de confidentialité au sein des organismes pourtant chargés de recueillir les plaintes, les tentatives d'étouffement par les autorités chargées des camps de réfugiés : autant de données qui expriment la difficulté à mettre en place des dispositifs dans des contextes fragiles. Et l'on comprend alors mieux le silence auquel se condamnent trop de victimes : de l'enquête menée par l'auteur, il ressort que « 90 % des trois cents répondantes mettent en avant la peur de perdre son travail, des représailles ou de ternir son image comme variables explicatives du non-signalement des conduites sexuelles ».

C'est bien à cette autocensure à laquelle a été confrontée notre dernière autrice dans les travaux qu'elle mène depuis longtemps sur les abus sexuels. En s'appuyant sur des témoignages recueillis sur des théâtres d'opérations humanitaires, comme en Ex-Yougoslavie, Jasmine-Kim Westendorf analyse les conditions politiques, mais aussi concrètes, qui facilitent ces abus. Elle en conclut « qu'un large éventail de facteurs locaux, internationaux, normatifs et systémiques contribuent à faire

in fragile contexts. We also gain a better understanding of the silence to which too many victims condemn themselves: in the author's investigation, "90% of the three hundred respondents mentioned the fear of losing their jobs, reprisals, or a negative impact on their image as factors explaining their decision not to report sexual misconduct".

It is this same self-censorship that confronted our last author in her extensive work on sexual abuse. Using evidence gathered in the theatres of humanitarian operations such as the former Yugoslavia, Jasmine-Kim Westendorf analyses the political but also physical conditions that facilitate such abuse. She concludes that "a wide range of local, international, normative, and systemic factors contribute to creating the circumstances in which humanitarian perpetrators choose to abuse and exploit." Recalling the complex nature of "transactional sex", the author opens a path, almost a course of action, that could guide NGOs in their efforts: "ensure that personnel understand not only *what* rules govern their behaviour, but *why* they have been deployed, *how* their everyday behaviours affect the goals and outcomes of a humanitarian mission, and *to what end* certain behaviours have been proscribed". In doing so, she calls for a holistic approach to sexual abuse.

These articles certainly do not exhaust every aspect of this difficult issue: difficult for the victims – obviously and especially so – but also for NGOs, the vast majority of whose staff feel betrayed and tarnished by the actions of a minority. These contributions demonstrate the scale of the task facing the humanitarian sector. To avoid a repetition of such acts in the coming years, new, more radical approaches must be developed to combat gender-based and sexual violence effectively. We can only hope that this issue will have a part to play in that development.

Translated from the French by Derek Scoins

émerger les contextes dans lesquels des humanitaires se rendent coupables d'abus et d'exploitation ». Rappelant la complexité du « sexe transactionnel », l'autrice ouvre une piste, presque une ligne de conduite qui pourrait guider les ONG dans leurs efforts : « s'assurer que les employés comprennent non seulement *quelles* règles régissent leurs comportements, mais aussi *pourquoi* ils ont été missionnés, *comment* leurs comportements quotidiens affectent les objectifs et les résultats d'une mission humanitaire, et *à quelles fins* certains comportements ont été proscrits. » Ce faisant, elle en appelle à une approche holistique des abus sexuels.

Ces articles n'épuisent certainement pas tous les aspects d'une question difficile. Elle l'est évidemment, et avant tout, pour les victimes. Mais elle l'est aussi pour les ONG dont la grande majorité des personnels se sent trahie et salie par les actes d'une minorité. Ces différentes contributions montrent bien l'étendue de la tâche à laquelle le secteur humanitaire est confronté. Pour éviter la répétition de tels actes dans les années à venir, de nouvelles approches plus radicales doivent impérativement être développées pour lutter efficacement contre les violences sexistes et sexuelles. Nous ne pouvons qu'espérer que ce dossier y prendra sa place.



PERSPECTIVES



PERSPECTIVES

Comment la pandémie de Covid-19 renforce la nécessité d'une pratique opérationnelle en anthropologie de la santé

How the Covid-19 pandemic is increasing the need for an operational approach in health anthropology

Yannick Jaffré • Anthropologue, directeur de recherche émérite au CNRS et directeur scientifique du GID-Santé (Groupe interacadémique pour le développement) à l'Académie des Sciences-Institut de France



S'il est une leçon que l'on doit retenir de la pandémie de la Covid-19, c'est bien que nos systèmes de santé, et avec eux des pans entiers de nos savoirs scientifiques, ont été submergés par cette forme d'irruption du réel. Pour combler les interstices qui se révèlent béants, Yannick Jaffré explique ici comment les chercheurs en sciences sociales et les acteurs de la santé ont tout intérêt à travailler ensemble. Ce faisant, cette contribution annonce notre prochain dossier à paraître en juillet 2021 qui sera consacré au thème « Recherche et humanitaire : les défis d'une collaboration ».

If there is one lesson to be learned from the Covid-19 pandemic, it is that our health systems, and entire swathes of our scientific knowledge along with them, have been overwhelmed by this eruption of reality. In this article, Yannick Jaffré explains how social sciences researchers and health stakeholders would be well-advised to work together to fill the yawning gaps. In so doing, this contribution heralds our next *Focus* to be published in July 2021 on the topic of "Research and humanitarian aid: the challenges of a collaboration."



YANNICK
JAFFRÉ

Nous savions qu'une pandémie allait advenir. Depuis les années 1980, de nombreux rapports et articles analysaient scientifiquement les dimensions biologiques et épidémiologiques¹, les questions liées au franchissement des barrières d'espèces², les mondes sociaux et scientifiques construits par les épidémies³, la complexité des pratiques d'acteurs dans les domaines techniques de l'hygiène hospitalière⁴ ou les multiples déclinaisons liant pratiques populaires de la propreté et risques infectieux⁵. Même « les problèmes éthiques liés à l'éventualité d'une pandémie grippale » furent envisagés⁶.

Bref, nous savions. Mais cette connaissance n'a pour autant entraîné aucune véritable anticipation scientifique, alerte ou action préventive prenant appui, notamment, sur ces mêmes travaux de sciences sociales.

Une occasion manquée

Plusieurs raisons peuvent expliquer ce fait. Sans doute une certaine dissonance cognitive fit que « nous savions bien, mais quand même » n'y croyions pas, permettant ainsi à « une croyance de se maintenir malgré le démenti de

We knew that a pandemic was coming. Since the 1980s, numerous reports and articles have scientifically analysed the biological and epidemiological dimensions¹, issues relating to cross-species transmission², the social and scientific worlds constructed by epidemics³, the complexity of stakeholders' practices in the technical fields of hospital hygiene⁴, and the various ways in which popular cleanliness practices and infectious risks are linked⁵. Indeed, even "the ethical problems involved in the event of a flu pandemic" were contemplated⁶.

So, we knew. However, this knowledge did not result in any real scientific planning, alerts or preventive action drawing on this self-same social science research in particular.

A missed opportunity

There are several explanations for this. In all likelihood, a certain cognitive dissonance meant that "we knew, but nevertheless" we didn't really believe it would happen, thus enabling a "belief to persist, despite being contradicted by reality"⁷. In

— 1. Gérard Orth et Philippe Sansonetti (dir.), *La Maîtrise des maladies infectieuses. Un défi de santé publique, une ambition médico-scientifique*, EDP Sciences, coll. « Académie des sciences », 2006.

— 2. Yannick Jaffré, « Les professionnels de la santé face aux nouvelles infections : ce que révèlent quelques réponses hors sujet », in Christian Hervé, Pascal Hintermeyer, Jacques Rozenberg (dir.), *Les Maladies émergentes et le franchissement des barrières d'espèces. Implications anthropologiques et éthiques*, Bruxelles, De Boeck Université, 2011.

— 3. Frédéric Keck, « Surveiller les animaux, préparer les humains : Une ethnographie de la grippe aviaire », in Sandrine Revet et Julien Langumier (dir.), *Le Gouvernement des catastrophes*, Karthala, 2013, p. 73-100.

— 4. Yannick Jaffré, « Anthropologie et hygiène hospitalière », in Doris Bonnet et Yannick Jaffré (dir.), *Les Maladies de passage. Transmissions, préventions et hygiènes en Afrique de l'Ouest*, Karthala, coll. « Médecines du Monde », 2003, p. 341-375.

— 5. Eugénie d'Alessandro et al., « Pandémie grippale A/H5N1 et niveau de préparation du Niger : une étude sur les connaissances des soignants et l'organisation générale des soins », *Bulletin de la Société de pathologie exotique*, 105 (1), 2012, p. 68-75.

— 6. Corine Pelluchon, *L'Autonomie brisée. Bioéthique et philosophie*, Puf, 2014 [2009], p. 182.

— 1. Gérard Orth et Philippe Sansonetti (dir.), *La Maîtrise des maladies infectieuses. Un défi de santé publique, une ambition médico-scientifique*, EDP Sciences, coll. « Académie des sciences », 2006.

— 2. Yannick Jaffré, « Les professionnels de la santé face aux nouvelles infections : ce que révèlent quelques réponses hors sujet », in Christian Hervé, Pascal Hintermeyer, Jacques Rozenberg (dir.), *Les Maladies émergentes et le franchissement des barrières d'espèces. Implications anthropologiques et éthiques*, Bruxelles, De Boeck Université, 2011.

— 3. Frédéric Keck, « Surveiller les animaux, préparer les humains : Une ethnographie de la grippe aviaire », in Sandrine Revet et Julien Langumier (dir.), *Le Gouvernement des catastrophes*, Karthala, 2013, p. 73-100.

— 4. Yannick Jaffré, « Anthropologie et hygiène hospitalière », in Doris Bonnet et Yannick Jaffré (dir.), *Les Maladies de passage. Transmissions, préventions et hygiènes en Afrique de l'Ouest*, Karthala, coll. « Médecines du Monde », 2003, p. 341-375.

— 5. Eugénie d'Alessandro et al., « Pandémie grippale A/H5N1 et niveau de préparation du Niger : une étude sur les connaissances des soignants et l'organisation générale des soins », *Bulletin de la Société de pathologie exotique*, 105 (1), 2012, p. 68-75.

— 6. Corine Pelluchon, *L'Autonomie brisée. Bioéthique et philosophie*, Puf, 2014 [2009], p. 182.

— 7. Octave Mannoni thus illustrates and materialises one of the concrete modalities of the denial of knowledge that is however intellectually accepted in

la réalité »⁷. À cela s'ajoute que si, d'un point de vue théorique, les travaux de sciences sociales permettent de constituer des « îlots d'intelligibilités » – des explications solidement documentées et plausibles –, ils ne peuvent prétendre à la généralité universelle des sciences expérimentales⁸. Dès lors, comment être certain et décider d'agir en engageant d'autres risques, notamment économiques, à partir de ce qui ne se présentait initialement que comme une « hypothèse probable » ou une inquiétude fortement envisageable ? Par ailleurs, d'un point de vue pratique, inscrire concrètement les recommandations d'une étude dans le réel des sociétés implique de transformer une recherche en un problème de santé publique légitime à penser – *evidence-based advocacy*⁹ – et qu'il est nécessaire de traiter – *evidence-based policymaking*¹⁰. Sans compter la litanie de l'obtention de financements, l'obligation de présenter ses recherches selon des modèles technocratiques éloignés des réalités du terrain¹¹, la nécessité d'accords administratifs et de relais politiques pour agir, l'impossibilité de fédérer un marché du développement très concurrentiel, les multiples déplacements sur le terrain et le paiement des salaires. Tout cela fit que ces études – comme tant « d'ambitieuses » recommandations proposées lors des innombrables séminaires qui se déroulent en Afrique¹² – ne furent que de papier.

— 7. Octave Mannoni illustre et matérialise ainsi une des modalités concrètes du déni d'un savoir pourtant intellectuellement accepté dans son livre *Clefs pour l'Imaginaire ou l'Autre Scène*, Le Seuil, 1969, p. 11-19.

— 8. Jean-Claude Passeron, *Le Raisonnement sociologique*, Albin Michel, 2006.

— 9. Katerini T. Storeng et Dominique P. Behague, "Playing the Numbers Game": evidence-based advocacy and the technocratic narrowing of the Safe Motherhood Initiative", *Medical Anthropology Quarterly*, vol. 28 (2), 2014, p.260-279.

— 10. Ian Sanderson, "Evaluation, Policy Learning and Evidence-Based Policy Making", *Public administration*, vol 80 (1), Spring 2002, p.1-22.

— 11. François Giovalucchi et Jean-Pierre Olivier de Sardan, « Planification, gestion et politique dans l'aide au développement : le cadre logique, outil logique, outil et miroir des développeurs », *Revue Tiers Monde*, 2009/2, n° 198, p. 383-406.

— 12. Yannick Jaffré, « Quand la santé fait l'article. Presse, connivences élitaires et globalisation sanitaire

« Inscrire concrètement les recommandations d'une étude dans le réel des sociétés implique de transformer une recherche en un problème de santé publique légitime à penser. »

"The actual application of the recommendations of a study to real societies involves turning research into a public health issue that warrants consideration."

addition, while from a theoretical standpoint, social science research enables "clusters of intelligibility" to be formed – robustly documented and plausible explanations –, this research work cannot claim to attain the universal generality of experimental science⁸. Consequently, how to be sure and decide to act, taking other risks, notably of an economic nature, based on what initially appeared to only be a "probable scenario", or a highly possible concern? Moreover, from a practical perspective, the actual application of the recommendations of a study to real societies involves turning research into a public health issue that warrants consideration – *evidence-based advocacy*⁹ – and needs addressing – *evidence-based policymaking*¹⁰. This is without taking into account the burdensome task of securing funding, and the obligation to present findings in accordance with technocratic models far-removed from the reality on the field¹¹, the need for

his book *Clefs pour l'Imaginaire ou l'Autre Scène*, Le Seuil, 1969, p. 11-19.

— 8. Jean-Claude Passeron, *Le Raisonnement sociologique*, Albin Michel, 2006.

— 9. Katerini T. Storeng et Dominique P. Behague, "Playing the Numbers Game": evidence-based advocacy and the technocratic narrowing of the Safe Motherhood Initiative", *Medical Anthropology Quarterly*, vol. 28 (2), 2014, p.260-279.

— 10. Ian Sanderson, "Evaluation, Policy Learning and Evidence-Based Policy Making", *Public administration*, vol 80 (1), Spring 2002, p.1-22.

— 11. François Giovalucchi et Jean-Pierre Olivier de Sardan, « Planification, gestion et politique dans l'aide au développement : le cadre logique, outil logique, outil et miroir des développeurs », *Revue Tiers Monde*, 2009/2, n° 198, p. 383-406.

Il ne s'agit pas ici, en usant d'une trop complaisante analepse, de critiquer à bon compte ceux (dont nous-même) qui n'agirent, souvent à leur regret, que par des textes. Nous ne souhaitons pas non plus focaliser notre réflexion sur ce qui serait spécifique à la Covid-19 ou aux maladies infectieuses émergentes. Il nous semble que, plus largement, ce dysfonctionnement sanitaire souligne l'écart entre prédire – tout au moins analyser intellectuellement – un problème de santé et pouvoir anticiper des mesures pour contribuer à sa résolution.

Disons-le simplement: comment faire mieux, comment mieux articuler l'étude et l'action? Cette question est certes un peu naïve, mais elle n'est pas illégitime. Surtout, elle nous incite à nous interroger sur une posture de recherche en sciences sociales – un espace épistémologique et pratique – qui, sans rien sacrifier de la rigueur du travail scientifique, serait orientée par la volonté d'une pratique anthropologique soucieuse de résoudre concrètement des problèmes de santé.

Pour des sciences sociales engagées

Bien sûr, toutes les recherches ne peuvent être orientées par un immédiat souci d'agir. Dire précisément les mondes dans leurs diversités, en caractériser les socles matériels (géographiques, techniques, climatiques), souligner leurs multiples pluralités (culturelles, mémorielles...) ou analyser leurs variations, contradictions et usages ne peut se faire sous « un régime de pensée unique » ou selon des thématiques et procédures scientifiques prédéfinies suivant un agenda autoritaire. Tel travail d'histoire – apparemment détaché du présent – portant sur le blasphème se retrouve, malheureusement, au cœur des débats après les attentats de janvier 2015. Une réflexion sur la place des élites et les reconfigurations sociales en temps de peste en 1720 offre des maté-

agreement from the authorities and contacts in the world of politics in order to act, the impossibility of bringing together a highly competitive development market, the multiple field trips needed, and the payment of salaries. All of this means that this research, just like so many "ambitious" recommendations formulated at countless seminars held in Africa¹², never made the leap from paper to practice.

This article does not intend, by means of an overly lenient flashback, to cheaply criticise those (including ourselves) who, often to their regret, act only on paper. Neither do we wish to focus our discussion on anything specific to Covid-19 and other emerging infectious diseases. In a broader sense, this health failing emphasises the gap between predicting, or at least intellectually analysing, a health problem, and being able to plan measures to address it.

In simple terms: how can we do better? How can research and action be better coordinated? This question is undoubtedly a little naive, but it is well-founded. In particular, it encourages us to consider a social science research stance – a practical and epistemological space – which, without sacrificing the rigour of the academic work, would be directed by a desire to have an anthropological approach focused on practically addressing health issues.

In favour of engaged social sciences

Of course, not all research can be motivated by an immediate desire to act. An accurate description of worlds in their diversity, characterisation of the tangible cornerstones (geographical, technical, climatic), emphasis of their multi-faceted nature (multiple cultures and memories, for instance), or analysis of their variations, contradictions and customs, cannot be undertaken with a "single mandatory way of thinking" or

à Bamako, Mali », *Bulletin de la Société de pathologie exotique*, 100 (3), janvier 2007, p. 207-215.

— 12. Yannick Jaffré, « Quand la santé fait l'article. Presse, connivences élitaires et globalisation sanitaire à Bamako, Mali », *Bulletin de la Société de pathologie exotique*, 100 (3), janvier 2007, p. 207-215.

riaux précis pour penser les épidémies d'Ebola ou celle de la Covid-19¹³. Des travaux initiés pour analyser les liens entre humains et animaux domestiques en France se révèlent utiles pour penser des épizooties en Asie¹⁴.

Une large part des recherches en sciences sociales construit ainsi, à son propre rythme, un indispensable répertoire conceptuel et documentaire auquel on peut – voire « on doit » – se référer pour penser scientifiquement les situations du présent. Et éviter que le monde ne soit qu'un horrible bavardage opposant des opinions sans fondements.

Mais cette autonomie thématique et méthodologique n'est aucunement incompatible avec d'autres recherches tout aussi fondamentales, mais plus « socialement engagées » et soucieuses de participer à une résolution, moins différée et moins aléatoire, des questions du présent. Il s'agit alors, plus qu'en fonction de questions bibliographiques et d'interrogations intra-disciplinaires, d'élaborer une anthropologie rigoureuse d'un point de vue conceptuel et méthodologique, mais ayant le souci de son opérationnalité.

Cette posture de recherche n'est pas nouvelle et de nombreux travaux résonnent de cette préoccupation¹⁵. Cependant, décrire comment lier des interrogations scientifiques à l'importance des enjeux sanitaires, définir une façon méthodique de poser des hypothèses en anticipant l'usage des résultats de ses enquêtes, et illustrer comment entrer dans un terrain en articulant son travail avec celui des praticiens de santé ne nous semble pas inutile pour définir un ensemble de processus liant la recherche à l'action.

— 13. Fleur Beauvieux, « Marseille en quarantaine : la peste de 1720 », *L'Histoire*, Sophia Publications, mai 2020.

— 14. Jean-Pierre Digard, « Jalons pour une anthropologie de la domestication animale », *L'Homme*, t. 28, n° 108, 1988, p. 27-58.

— 15. Qu'il suffise ici d'évoquer, dès 1950 les travaux de Georges Balandier ou de Jacques Berque en anthropologie politique ou de Jean Benoist dans le domaine de la santé.

« Éviter que le monde ne soit qu'un horrible bavardage opposant des opinions sans fondements. »

“To prevent the world from becoming submerged in ghastly prattling pitting baseless opinions against each other.”

in accordance with academic procedures and topics that have been pre-defined based on an authoritarian agenda. For instance, such history-based work – apparently detached from the present – focusing on blasphemy, can sadly be seen at the heart of the debate in the wake of the January 2015 terrorist attacks in Paris. A discussion on the place of the elites and social reconfiguration in 1720 at the time of the bubonic plague in France offers specific points for considering the Ebola and Covid-19 epidemics¹³. Research undertaken to analyse links between humans and pets in France is proving useful when looking at epizootic disease in Asia¹⁴.

Therefore, a large swathe of social science research builds up, at its own pace, a vital conceptual and documentary repository to which we can, and even “must”, refer in order to look at present situations from an academic perspective – and to prevent the world from becoming submerged in ghastly prattling pitting baseless opinions against each other.

However, this subject and methodological freedom is by no means incompatible with other equally crucial but more “socially-engaged” research; research work that seeks to help address the issues of the present day, in a less delayed and random fashion. In that case, it is a

— 13. Fleur Beauvieux, « Marseille en quarantaine : la peste de 1720 », *L'Histoire*, Sophia Publications, mai 2020.

— 14. Jean-Pierre Digard, « Jalons pour une anthropologie de la domestication animale », *L'Homme*, t. 28, n° 108, 1988, p. 27-58.

Bien sûr, nous ne ferons que parcourir ce vaste domaine scientifique et technique. Mais la description de cinq points d'ancrage qui sous-tendent cette configuration soucieuse de l'action peut aider à un premier repérage. Elle peut aussi donner quelques orientations pour coupler des recherches anthropologiques avec leur opérationnalisation dans des domaines spécifiques. Et si elle n'atteint pas immédiatement son but, puissions-nous espérer qu'elle incitera à ouvrir un débat que l'actualité et l'obligation d'anticiper un futur incertain imposent de manière criante.

Situer les enjeux et faire des choix opérationnels

D'un point de vue scientifique, toutes les thématiques de recherche sont légitimes. Cependant, certaines questions touchent un grand nombre de populations. Elles deviennent, de fait, des problèmes qu'il est, d'un point de vue sanitaire, social et éthique, important de traiter. Autrement dit, même si cette opération initiale reste souvent implicite, à l'origine de nos études résident toujours des « jugements d'importance¹⁶ » qui justifient nos choix.

Ces choix peuvent se fonder sur un certain « air du temps » ou sur des débats liés à des préoccupations bibliographiques. Mais – et c'est là un premier « pas de côté » que nous proposons –, dans le domaine de l'anthropologie, pour fonder notre jugement, l'épidémiologie nous semble représenter une indispensable boussole. S'appuyer en effet sur les données des disciplines quantitatives – épidémiologie, mais aussi démographie ou biostatistique – permet d'orienter « objectivement » le regard et de choisir ses objets d'étude en lien avec des priorités de santé parfois négligées dans le monde académique.

Par ailleurs, les disciplines quantitatives permettent d'identifier des « angles d'attaques efficaces » et de cibler des questions précises et déterminantes pour améliorer des états de santé. Par

question of developing a rigorous form of anthropology from a conceptual and methodological perspective, while also ensuring that the findings can be applied in practice, rather than concentrating on bibliographical issues and cross-disciplinary questions.

This approach to research is nothing new, and a lot of research work echoes this concern¹⁵. However, describing how to link academic questions to the importance of health issues, defining a method for putting forward hypotheses, while anticipating findings being put into practice, and illustrating how to enter a field by connecting one's research to that of health practitioners, seems to be a relevant way of defining a set of processes linking research to action.

Of course, we will not be looking at this vast academic and technical field in depth. However, the description of five anchor points that underpin this action-focused approach is a first step in identifying some aspects. It may also provide some guidelines for connecting up anthropological research and its implementation in specific areas. If it does not immediately achieve its goal, let's hope that it will encourage a debate for which there is a glaring need, given the current circumstances and the obligation to plan for an uncertain future.

Pinpoint the issues and make operational choices

All research topics are legitimate from an academic perspective. However, some subjects affect a large number of people. Consequently, they become issues that need addressing from a health, social and ethical point of view. In other words, even if this initial decision-making process often remains implicit, our research is always rooted in "value judgements"¹⁶, which justify our choices.

— 15. Examples from the 1950s onwards include the work of Georges Balandier or Jacques Berque in political anthropology, and Jean Benoist in the field of health.

— 16. Paul Ricœur, *Histoire et vérité*, Seuil, 1955, p. 26.

— 16. Paul Ricœur, *Histoire et vérité*, Seuil, 1955, p. 26.

exemple, il est légitime, d'un point de vue strictement anthropologique, de décrire les univers symboliques de la grossesse et de l'accouchement. Mais si les études quantitatives nous montrent que la majorité des femmes accouchent dans des structures de santé, plutôt que de limiter notre étude à l'analyse des accouchements dits « traditionnels », nous devons analyser comment certaines pratiques populaires s'articulent avec les domaines techniques de l'obstétrique et de la néonatalogie¹⁷ et constituent dans certains cas des « facteurs de risques ». Sans rien enlever à la rigueur de nos approches, ce renouvellement de certaines habitudes disciplinaires par le médical – une exigence interdisciplinaire en acte – permet à nos approches qualitatives de contribuer à la réduction des décès maternels et néonataux¹⁸.

Il peut aussi s'agir de mieux choisir les acteurs dont les conduites sont déterminantes. Pour reprendre notre exemple, si les enjeux sanitaires reposent plus sur la qualité du travail des sages-femmes qu'ils n'engagent les pratiques populaires des accoucheuses, peut-être vaudra-t-il mieux, d'un point de vue de santé, s'interroger sur la qualité du travail des professionnel(le)s qui seul(e)s sont aptes à résoudre des questions médicales essentielles (transfusion, césarienne), plutôt que sur des thématiques moins techniquement déterminantes pour la prise en charge des parturientes.

Les mêmes questions se posent quant à la prévention primaire et secondaire des risques pandémiques. Et l'actualité nous y invite plus que jamais. Ainsi, quand des campagnes de vaccination sont envisagées, une des tâches des sciences sociales est de documenter les constructions sociales des préventions populaires (noms localement donnés,

These choices may be in keeping with the *zeitgeist* or based on debates rooted in bibliographical concerns. However, and this is the first “gear change” that we are suggesting, in our view, epidemiology seems to be a vital compass on which to base our decisions in the field of anthropology. Indeed, making use of data from quantitative disciplines, such as epidemiology, as well as demographics and bio-statistics, can help to “objectively” direct our gaze and choose topics that are connected with health priorities at times neglected by academia.

Moreover, the quantitative disciplines help identify “effective angles of attack” and target specific and pivotal issues that will improve health. For instance, from a strictly anthropological perspective, it is a legitimate exercise to describe the symbolic universes of pregnancy and birth. However, if quantitative research shows that most women give birth in healthcare facilities, rather than limiting our research work to analysing so-called “traditional” births, we should instead analyse how some popular practices interconnect with the technical fields of obstetrics and neonatology¹⁷ and in some cases constitute “risk factors”. Without taking anything away from the academic rigour of our approaches, this renewal of some disciplinary habits by medicine – a cross-disciplinary requirement in action – enables our qualitative approaches to contribute to the reduction of maternal and neonatal deaths¹⁸.

It may also be a case of more carefully selecting the workers whose behaviour is decisive. Returning to our example, if health issues revolve more around the quality of the work done by midwives than the popular practices of traditional birth attendants, maybe it would be better, from a health perspective, to

— 17. Sur ce point, nous renvoyons notamment au numéro spécial de la revue *Santé publique* consacré à la santé néonatale en Afrique subsaharienne (2020).

— 18. Roch Houngnihin, Françoise Jabot et Alain Prual (dir.), « Santé néonatale en Afrique subsaharienne. Regards pluriels », *Santé publique*, vol. 32 (hors-série), 2020.

— 17. We are notably referring to the special issue of *Santé publique* devoted to Neonatal Health in Sub-Saharan Africa (2020).

— 18. Roch Houngnihin, Françoise Jabot et Alain Prual (dir.), « Santé néonatale en Afrique subsaharienne. Regards pluriels », *Santé publique*, vol. 32 (hors-série), 2020.

interprétations causales, craintes et rumeurs concernant la maladie et ses traitements, remèdes populaires...). Mais elle peut, et dans certains cas elle doit accompagner le déroulement « concret » de ces campagnes de vaccination, en lister les difficultés et comparer avec des campagnes similaires régulièrement entreprises (rougeole, méningite...) pour étudier les solutions empiriques qui furent apportées par les acteurs aux difficultés de terrain. Plus globalement, les sciences sociales permettront d'analyser la manière dont des décisions sanitaires sont nécessairement « déconstruites » et recomposées par diverses dimensions institutionnelles (allocation de personnel, choix des équipes), matérielles (disponibilité de réfrigérateurs, de véhicules) et sociales (compréhensions populaires de la pathologie, craintes, régularité et compréhension des rendez-vous...)¹⁹. Autant d'interrogations « par le bas » qui seraient essentielles au déploiement cohérent et à l'évaluation de campagnes de vaccination contre la Covid-19.

Adopter ces choix thématiques ouvrant sur une certaine opérationnalité – soins obstétricaux, pratique de tests de dépistage rapide du paludisme²⁰, amélioration des campagnes d'information et de vaccination, etc. – n'entrave en rien la rigueur de l'étude. Ils orientent simplement nos travaux vers une réflexion sur des facteurs déterminant la qualité des systèmes de santé et, parmi ceux-ci, sur les facteurs modifiables des diverses configurations de soin et de prévention.

« Que peut-on faire maintenant dans cette situation ? » est sans doute la phrase la plus entendue en temps de

question the quality of the work done by the professionals who alone are able to address essential medical issues (transfusions and caesarean sections), rather than topics that are less technically decisive for the care of women in labour.

The same issues arise with regard to primary and secondary prevention of pandemic risks. And the current situation invites us to do this more than ever. Consequently, when vaccination campaigns are being envisaged, one of social sciences' tasks is to gather information on the social constructs that underpin prevention in society (locally given names, causal interpretations, fears and rumours about the disease and its treatments, popular remedies, etc.). However, it can, and in some cases must, support the "rollout" of these vaccination campaigns, documenting the difficulties, and comparing them with similar regularly implemented campaigns (such as measles and meningitis) to study the empirical solutions applied by those involved to address the difficulties on the ground. In a more general sense, the social sciences help analyse the way in which health decisions are inevitably "deconstructed" and reconstructed by diverse institutional (staff allocation, choice of teams), resource (availability of refrigerators, vehicles, etc.), and social (popular understanding of the disease, fears, regularity and understanding of appointments, etc.)¹⁹ factors. All of these "bottom-up" questions will be vital to the coherent rollout and evaluation of Covid-19 vaccination campaigns. Indeed, the choice of research topics with a certain operational focus – obstetric care, rapid malaria screening²⁰,

— 19. Henintsoa J. V. Ramaroson et Dolorès Pourette, « Perception des vaccinations de routine et de masse par les mères. Cas du fokontany de Namahora, région Menabe », in Dolorès Pourette et al. (dir.), *Femmes, enfants et santé à Madagascar. Approches anthropologiques comparées*, L'Harmattan, coll. « Anthropologies & Médecines », 2018, p. 173-184.

— 20. S. Faye, « Améliorer la prise en charge du paludisme par les tests de diagnostic rapide (TDR) : appropriation par les prestataires et bénéficiaires de soins au Sénégal », *Bulletin de la Société de pathologie exotique*, 105, 2012, p. 237-244.

— 19. Henintsoa J. V. Ramaroson et Dolorès Pourette, « Perception des vaccinations de routine et de masse par les mères. Cas du fokontany de Namahora, région Menabe », in Dolorès Pourette et al. (dir.), *Femmes, enfants et santé à Madagascar. Approches anthropologiques comparées*, L'Harmattan, coll. « Anthropologies & Médecines », 2018, p. 173-184.

— 20. S. Faye, « Améliorer la prise en charge du paludisme par les tests de diagnostic rapide (TDR) : appropriation par les prestataires et bénéficiaires de soins au Sénégal », *Bulletin de la Société de pathologie exotique*, 105, 2012, p. 237-244.

crise. De fait, cette question est essentielle. Bien sûr, ce souci du pragmatique varie selon les domaines et peut se conjuguer très diversement selon les questions envisagées. Ainsi l'on pourra anticiper des problèmes en lien avec la logistique et la chaîne du froid en usant des outils d'une anthropologie des techniques: analyse des usages, pérennité des entretiens²¹. Si l'on ne peut idéalement éviter des « grossesses non voulues », on pourra au moins améliorer les façons d'accueillir des jeunes filles célibataires enceintes dans les services obstétricaux et réduire ainsi l'impact d'une condamnation sociale sur les risques obstétricaux. Dans le domaine des pathologies chroniques – drépanocytose, cancers, affections cardiaques... –, on pourra optimiser les prises en charge en réduisant la douleur liée à la pathologie ou aux soins. On permettra de mieux articuler l'hospitalisation et les structures des vies ordinaires (économie, travail, école). Ou encore aidera-t-on à penser les soins palliatifs et à « soigner les soignants » qui ont à prendre en charge tout ce tragique de la vie²². Quel que soit le domaine sanitaire, ces procédures d'analyses interdisciplinaires permettent en effet d'articuler nos études avec des approches quantitatives et/ou techniques et d'engager des actions compatibles avec les contextes locaux.

Mais aucune de ces actions n'est possible sans qu'elles engagent les personnels qui seront responsables de ces programmes. Quels sont leurs demandes, leurs « vécus » ? Les écouter signifie les reconnaître. Recueillir leurs connaissances empiriques et s'appuyer sur leurs expériences des soins permet aussi de travailler « horizontalement » en collaboration. Ainsi, étudier en lien avec la clinique et des équipes de pédiatres et de personnels infirmiers les vécus de la maladie par les enfants ou les construc-

improving information and vaccination campaigns, and so on – in no way waters down the rigour of the research. These choices simply direct our research to discuss factors that determine the quality of health systems, and, among them, the modifiable factors involved in the various care and prevention configurations.

"What can we do right now in this situation?" is undoubtedly the most widely heard phrase in times of crisis. This is a crucial question. Of course, this desire to be pragmatic varies in accordance with the fields and can be combined in different ways depending on the topics in question. Therefore, logistics and cold chain problems can be anticipated by using tools from anthropology of techniques: analysis of usage, maintenance longevity²¹. Even if it is impossible to prevent "unplanned pregnancies", we can at least improve the service delivered to young single girls in obstetrics departments, and in this way reduce the impact of social censure on the obstetrical risks already involved. In the field of chronic pathologies – sickle-cell anaemia, cancer, cardiac complaints, etc. – we could optimise care by reducing condition and treatment-related pain. We could better coordinate in-patient stays and everyday settings (economy, work, education). Or we could help to consider palliative care and "care for the carers" who have to cope with the tragic nature of life²². Whatever the health field, this interdisciplinary analysis enables our research to be linked with quantitative and/or technical approaches, and initiatives that fit local contexts to be launched.

However, none of these initiatives are possible unless they engage with the staff who will be heading these programmes. What are their demands and their experiences? Listening to them

— 21. Myriem Naji and Laurence Douny, "Editorial", *Journal of Material Culture*, 14/4, 9 December 2009, p.411-432.

— 22. Yannick Jaffré (dir.), *Enfants et soins en pédiatrie en Afrique de l'Ouest*, Karthala, 2019.

— 21. Myriem Naji and Laurence Douny, "Editorial", *Journal of Material Culture*, 14/4, 9 December 2009, p.411-432.

— 22. Yannick Jaffré (dir.), *Enfants et soins en pédiatrie en Afrique de l'Ouest*, Karthala, 2019.

tions sociotechniques de la douleur permet bien sûr de documenter anthropologiquement ces thématiques centrales pour notre discipline. Mais en mettant les enfants au premier plan, cette démarche permet aussi d'aider à l'amélioration de la qualité des soins en pédiatrie²³. De même, pour en revenir au domaine des pandémies, comment peut-on espérer améliorer les soins sans comprendre les conduites et les émotions ressenties par les personnels de santé face à l'incertitude et aux risques²⁴ ?

Méthodologiquement, cette approche « par le bas » soucieuse des questions vécues par les acteurs permet de donner « une épaisseur socio-affective » aux professionnels et de souligner leurs « tours de main » : la façon dont ils résolvent certains problèmes sans attendre une aide extérieure. Par exemple, certains personnels se cotisent pour acheter des médicaments pour les indigents, d'autres utilisent leur téléphone portable pour distraire les enfants lors des soins, usent de sobriquet pour plaisanter et ainsi rassurer les petits patients... Tout ceci peut sembler anecdotique. Mais le repérage de ces gestes où l'humain déborde le professionnel permet de ne pas raisonner sur des personnages d'organigrammes – sortes de commodités fictions de la santé publique – mais, en donnant corps et sensibilités aux soignants, d'analyser leurs conduites au regard de leurs contraintes et identités plurielles.

Bien sûr, rien n'est oublié des plus larges déterminations (salaires, vétusté du matériel, inégalités sociales et statutaires, défaillance de l'État...). Mais, pragmatiquement, la question posée n'est pas tant celle du poids des déter-

mines involves recognising them. Recognising their empirical knowledge and drawing on their experiences of delivering care also enables researchers to work "horizontally" in collaboration with them. Therefore, studying children's experiences of disease or socio-technical constructs of pain in conjunction with a clinic, teams of paediatricians and nursing staff obviously enables these topics, which are key for our discipline, to be anthropologically researched. However, by bringing children to the fore, this approach also helps improve the quality of paediatric care²³. Likewise, returning to the field of pandemics, how can we hope to improve care without first understanding the behaviour and emotions felt by healthcare staff when faced with uncertainty and risk²⁴?

From a methodological perspective, this "bottom-up" approach focusing on issues experienced by staff helps to give a "socio-emotional depth" to health professionals and to highlight their "tricks of the trade": the ways in which they problem-solve without waiting for external help. For example, some staff club together to buy medicines for the needy, while others use their mobile phones to distract children undergoing treatment and use nicknames to joke around and consequently reassure their young patients. All of this may seem purely anecdotal. However, identifying these instances in which the human being takes over from the professional, enables researchers not to base their work on figures on organisational charts, sort of handy fictional public healthcare characters, but instead, by fleshing out and highlighting health staff's sensibilities, analyse their behaviour in light of their plural identities and behaviours.

— 23. Hélène Kane, *Anthropologie de la santé infantile en Mauritanie*, L'Harmattan, 2018 ; Abdoulaye Guindo, « D'un service à un autre », *Émulations – Revue de sciences sociales*, n° 27, 2019, p. 79-96 ; Yannick Jaffré (dir.), *Enfants et soins...*, op. cit.

— 24. Lise Rosendal Østergaard, « Ebola vu de loin : les agents de la santé face au risque et à l'incertitude dans les campagnes du Burkina Faso », *Anthropologie & Santé*, n° 11, 2015, <http://journals.openedition.org/anthropologiesante/1833>

— 23. Hélène Kane, *Anthropologie de la santé infantile en Mauritanie*, L'Harmattan, 2018 ; Abdoulaye Guindo, « D'un service à un autre », *Émulations – Revue de sciences sociales*, n° 27, 2019, p. 79-96 ; Yannick Jaffré (dir.), *Enfants et soins...*, op. cit.

— 24. Lise Rosendal Østergaard, « Ebola vu de loin : les agents de la santé face au risque et à l'incertitude dans les campagnes du Burkina Faso », *Anthropologie & Santé*, n° 11, 2015, <http://journals.openedition.org/anthropologiesante/1833>

minants sociaux sur l'action, que de ce qu'il est possible de faire localement malgré ces conditions. Il importe d'analyser dans ces contextes les marges de manœuvre des acteurs qui sont confrontés à ces questions: « Si l'on conçoit les actes [...] comme des choix au regard de contraintes, la question centrale n'est plus celle de l'application de normes définies *in abstracto* mais celle de la marge de manœuvre des sujets au sein d'un espace social aux contours incertains », dit autrement et fort précisément Alban Bensa²⁵.

Très concrètement, certains soignants, ou structures de soins, font avec dévouement ce que d'autres refusent. Faute d'un système expert homogène et « régulier », le local est essentiel et dans bien des cas l'anthropologue constate les écarts entre les normes respectées dans certains services et leur oubli dans d'autres, pourtant confrontés aux mêmes difficultés socio-économiques. De ce fait, et de multiples façons, l'approche anthropologique « orientée vers les jeux d'acteurs²⁶ » rejoint les préoccupations sanitaires insistant sur l'importance des initiatives locales.

Circonscrire des agencements et développer des interdisciplinarités efficaces

Chaque pathologie – notamment les maladies infectieuses émergentes – construit des interfaces spécifiques entre des préconisations médicales et des dimensions sociales. De fait, les thématiques sanitaires sont toujours spécifiquement liées à de plus larges enjeux sociétaux: fécondité, sexualité et religion; pédiatrie et statut de l'enfant; maladies chroniques et liens intergénérationnels, virus et rapports aux animaux. Une action sanitaire implique toujours des enjeux variablement définis selon les contextes.

« Dans bien des cas l'anthropologue constate les écarts entre les normes respectées dans certains services et leur oubli dans d'autres. »

"In many cases the anthropologist observes discrepancies between the standards adhered to in some departments, and a failure to adhere to them in others."

Of course, the wider issues are not forgotten (salaries, outdated equipment, social and status inequalities, State failings, etc.). But pragmatically the question being asked is not so much the influence of social factors on action, but what it is possible to do locally despite these conditions. In these contexts, it is important to analyse the leeway enjoyed by workers faced with these issues: "If we perceive actions [...] as choices made in light of the constraints, the core question is no longer that of the application of standards defined in the abstract, but that of the leeway enjoyed by the subjects within a social sphere with vague contours", in the highly accurate words of Alban Bensa²⁵.

In practical terms, some care professionals or care facilities devotedly do what others refuse to do. For want of a "regular" and homogenous expert system, the local level is vital, and in many cases the anthropologist observes discrepancies between the standards adhered to in some departments, and a failure to adhere to them in others faced with the same socioeconomic issues. Consequently, and in many ways, the anthropological approach based on "actor perspectives"²⁶ echoes health concerns, emphasising the importance of local initiatives.

— 25. Alban Bensa, *La Fin de l'exotisme. Essais d'anthropologie critique*, Anacharsis, 2006, p. 188.

— 26. Norman Long, *Development Sociology. Actor Perspectives*, London and New York, Routledge, 2001.

— 25. Alban Bensa, *La Fin de l'exotisme. Essais d'anthropologie critique*, Anacharsis, 2006, p. 188.

— 26. Norman Long, *Development Sociology. Actor Perspectives*, London and New York, Routledge, 2001.

Il revient à l'anthropologie, en usant de variations d'échelle, de cartographier ces ramifications sociales et médicales. Elle offre alors aux actions de santé d'articuler leurs objectifs avec des configurations précises et de circonscrire les agencements sociotechniques qui, localement, construisent les pathologies ou, au contraire, peuvent permettre leur éradication.

Ainsi, lutter contre les fièvres et le paludisme implique à la fois des recherches en lien avec des données entomologiques, d'épidémiologie comparative sur les prévalences variables selon les lieux et les pratiques, avec les techniques sur les usages des moustiquaires, et bien sûr qualitatives sur les façons de réaliser des tests de détection rapide (TDR), ou sémantiques sur les représentations des fièvres. De même, lutter contre les maladies émergentes²⁷, comme certaines diarrhées ou les épidémies de choléra, oblige à réaliser des enquêtes avec des hydrauliciens sur les usages de l'eau, à travailler avec des vétérinaires sur les liens avec les animaux²⁸, des architectes et des urbanistes sur une ville productrice de santé. Dans d'autres domaines, il s'agira de s'interroger sur la place des objets techniques et leur entretien en milieu hospitalier: couveuses, échographes, radiographies, médicaments²⁹ ou sur les infrastructures des programmes sanitaires (véhicules, réparations, pneus, bons d'essence)³⁰.

— 27. Serge Morand et Muriel Figuié, *Émergence de maladies infectieuses. Risques et enjeux de société*, Éditions Quæ, 2016 ; Frédéric Keck, « Surveiller les animaux, préparer les humains : Une ethnographie de la grippe aviaire », art. cit.

— 28. Muriel Figuié, « L'action collective face au défi des zoonoses émergentes », in Serge Morand et Muriel Figuié, *Émergence de maladies infectieuses...*, op. cit., p. 79-104.

— 29. Alice Desclaux et Marc Egrot (dir.), *Anthropologie du médicament au Sud. La pharmaceutisation à ses marges*, L'Harmattan, coll. « Anthropologies & Médecines », 2015.

— 30. Thierry Berche, *Anthropologie et santé publique en pays dogon*, Karthala, 1998.

Determine circumstances and develop effective interdisciplinarity

Each pathology – notably emerging infectious diseases – develops specific interfaces between medical advice and the social dimensions. In fact, health topics are always specifically linked to wider social issues: fertility, sexuality and religion; paediatrics and the status of children; chronic illnesses and inter-generational links, viruses and contact with animals. A health initiative always involves issues that are differently defined depending on the context.

It falls to anthropology to map these social and medical ramifications, by using differences of scale. Anthropology helps health initiatives to link their aims with precise configurations and to determine the socio-technical circumstances which enable pathologies to develop locally, or, on the other hand, enable them to be eradicated.

Therefore, combatting fevers and malaria involves at once research focusing on entomological data, comparative epidemiology on variable prevalence depending on the location and practices, on mosquito net usage techniques, and of course qualitative research on rapid detection tests methods, and semantics research on attitudes towards fevers. Likewise, combatting emerging diseases²⁷, such as some diarrhoeas and cholera epidemics, involves undertaking investigations with hydraulic engineers on water usage, working with vets on contact with animals²⁸, and architects and town planners on healthy urban areas. In other areas, the focus will be on the role of technical equipment and its maintenance in hospital settings: incubators, ultrasound scanners, X-rays,

— 27. Serge Morand et Muriel Figuié, *Émergence de maladies infectieuses. Risques et enjeux de société*, Éditions Quæ, 2016 ; Frédéric Keck, « Surveiller les animaux, préparer les humains : Une ethnographie de la grippe aviaire », art. cit.

— 28. Muriel Figuié, « L'action collective face au défi des zoonoses émergentes », in Serge Morand et Muriel Figuié, *Émergence de maladies infectieuses...*, op. cit., p. 79-104.

Méthodologiquement, répondre à ces demandes sanitaires précises oblige à pratiquer une socio-anthropologie rigoureuse dont le but est de construire, du fait même de la précision de l'indexation empirique des hypothèses, « un micro-système, méthodologiquement maîtrisable, de relations entre des données³¹ ».

Pratiquement, chacun de ces agencements socio-pathologiques oblige nos études à parcourir et à documenter des interdisciplinarités souvent bien éloignées de nos habituelles relations scientifiques. Mais toujours, d'après cette perspective opérationnelle, chacun des objets de recherche devra être abordé selon la polysémie de ses usages : ses caractéristiques techniques (fonctionnement mécanique, appropriations cognitives, contraintes gestuelles et ergonomie, disponibilité économique...), tout autant qu'en fonction des sémantiques sociales, des morales pratiques et des régimes d'affectivité qui influent sur leurs usages (choix des bénéficiaires des soins, conduites éthiques et professionnelles sélectives, interprétations sociales de l'efficacité, normes pratiques...). Pour le dire une nouvelle fois très simplement, il ne suffit pas de dénombrer des outils (respirateurs, seringues ou médicaments) : il faut analyser comment ces matériaux sont concrètement utilisés, selon quelles raisons pratiques et quels choix éthiques.

Dans cette perspective opérationnelle, dire le réel, ce n'est donc pas le subsumer sous quelques vastes rubriques supposées explicatives de la diversité des situations observées. Il s'agit de déplier les lignes complexes qui contraignent les situations et les gestes des acteurs, que ceux-ci concernent les domaines techniques, logistiques ou d'éthique des soins.

— 31. Jean-Claude Passeron, *Le Raisonnement sociologique*, op. cit., p. 116 ; Dominique Schnapper, « Un "tableau de pensée" », in Dominique Schnapper, *La Compréhension sociologique. Démarche de l'analyse typologique*, Puf, 2012, p. 9-34.

drugs²⁹, or health programme infrastructure (vehicles, repairs, tyres, petrol coupons)³⁰.

From a methodological perspective, meeting these specific health needs requires us to undertake rigorous social anthropology with the aim of developing, by the very fact of the accuracy of the empirical indexation of the hypotheses, "a methodologically manageable micro-system of links between data"³¹.

In a practical sense, each of these socio-pathological circumstances requires our research to scour and gather information from interdisciplinaries far-removed from our usual academic relations. From this operational perspective, there is always a need to tackle each of the research topics based on the polysemy of its usages: its technical characteristics (mechanical operation, cognitive understanding, ergonomic and physical constraints, economic availability, etc.), just as much as social semantics, moral practices and affects that influence use (choice of healthcare beneficiaries, selective professional and ethical conduct, social interpretations of effectiveness, practical standards, etc.). In the simplest possible terms: it is not enough to list equipment (ventilators, syringes or drugs), instead, we must analyse how this equipment is actually used, based on practical rationale and ethical choices.

From this operational perspective, namely real life, the aim is not to incorporate it into a few wide-ranging categories that supposedly explain the diverse range of situations observed. Instead, it is a question of highlighting the

— 29. Alice Desclaux et Marc Egrot (dir.), *Anthropologie du médicament au Sud. La pharmaceutisation à ses marges*, L'Harmattan, coll. « Anthropologies & Médecines », 2015.

— 30. Thierry Berche, *Anthropologie et santé publique en pays dogon*, Karthala, 1998.

— 31. Jean-Claude Passeron, *Le Raisonnement sociologique*, op. cit., p. 116 ; Dominique Schnapper, « Un "tableau de pensée" », in Dominique Schnapper, *La Compréhension sociologique. Démarche de l'analyse typologique*, Puf, 2012, p. 9-34.

Cibler les « facteurs modifiables » et les déterminants discrets

L'anthropologie de la santé est une discipline holistique ouvrant le regard au plus vaste pour comprendre les raisons d'un phénomène sanitaire ou expliquer les logiques comportementales ayant un lien avec la maladie. Cependant, si cet aspect largement exploratoire est essentiel à la compréhension des états de santé d'une population ou des conduites des individus concernés par la maladie, cela n'ouvre pas obligatoirement à des actions permettant d'améliorer ce que l'on observe. Comprendre n'est malheureusement pas synonyme de pouvoir agir.

Pour « passer à l'action », il faut analyser comment les problèmes se construisent concrètement, déplacer le regard des causes médicales directes de mortalité et de morbidité vers les raisons comportementales de ceux qui construisent ces risques. Enfin, il devient possible d'identifier comment il est possible d'agir sur certaines de ces conduites. Par exemple, les asphyxies et les infections sont parmi les principales causes de la mortalité néonatale et l'analyse des décès souligne qu'elles proviennent largement d'un ensemble d'erreurs de personnels de santé. Mais ces dernières s'expliquent à leur tour par un certain rapport à leur profession et au statut de l'enfant... Agir consistera donc à suivre ces fils des causalités « discrètes » et à aborder ces questions avec les soignants³².

Tout n'est pas faisable, mais certains points sont stratégiques, tant par leur importance sanitaire que par leur faible coût économique. Expliquer un soin, interroger et rassurer un patient, calmer une parturiente et l'aider à respirer pour que les contractions soient plus régulières et efficaces, commenter une ordonnance pour améliorer l'observance des traitements... Ce sont là autant de

complex factors that constrain situations and how healthcare staff act, whether from a technical, logistics or medical ethics standpoint.

Target “what can be changed” and the low-key deciding factors

Health anthropology is a holistic discipline with an extremely broad scope in order to understand the reasons behind a health phenomenon or explain what underpins disease-related behaviour. However, if this largely exploratory aspect is vital for understanding the health of a population or the behaviour of individuals affected by a disease, it does not necessarily result in initiatives that would improve the observed situation. Sadly, understanding does not actually mean being able to take action.

Indeed, “taking action” involves analysing how the problems develop in practice and shifting our attention from the direct medical causes of mortality and morbidity to the principles underpinning the behaviour of those who develop these risks. Finally, it becomes possible to identify how action can be taken to address some of the behaviours. For example, asphyxia and infections are some of the leading causes of neonatal mortality, and analysis of deaths shows that they are mainly caused by mistakes made by medical staff. However, the errors are in turn explained by a certain relationship with their profession and the status of the child. Therefore, taking action will involve following these threads of “low-key” causalities and tackling these issues with healthcare staff³².

Not everything is feasible, but certain points are crucial because of their health importance and low financial cost. Explaining treatment, questioning and reassuring a patient, calming a woman in labour and helping her to breathe so that her contractions are more regular and effective, explaining a prescription

— 32. Roch Hounghinihin, Françoise Jabot et Alain Prual (dir.), « Santé néonatale en Afrique subsaharienne. Regards pluriels », art. cit.

— 32. Roch Hounghinihin, Françoise Jabot et Alain Prual (dir.), « Santé néonatale en Afrique subsaharienne. Regards pluriels », art. cit.

facteurs modifiables qui peuvent significativement améliorer les soins sans exiger d'intrants supplémentaires.

Par ailleurs, l'ouverture du regard de l'anthropologie permet, par exemple en suivant des trajectoires de patients, de découvrir des dimensions négligées parce que « modestes » et apparaissant comme étant trop banales pour être incluses dans les études et les programmes. Pourtant, le fonctionnement des guichets d'entrée dans certains hôpitaux s'avère déterminant pour accéder aux soins³³. L'état des toilettes dans les maternités ou les hôpitaux, la vétusté des logements proposés aux sages-femmes lorsqu'elles sont affectées en brousse ou la distance à parcourir la nuit entre leur domicile et le centre de santé sont des facteurs déterminants des choix et des conduites des soignants comme des usagers³⁴.

L'approche par l'entièreté des expériences des acteurs permet d'inclure dans l'amélioration du système de santé des dimensions qui, semblant « marginales », en sont pourtant des composantes essentielles.

Définir les actions en fonction des contextes et des possibilités des acteurs

En 1932, à son retour d'Allemagne, Raymond Aron fit un brillant exposé à un secrétaire d'État aux Affaires étrangères qui donna lieu au petit échange suivant : « Tout ça, c'est très intéressant, mais si vous étiez à ma place, que feriez-vous ? » Et Aron de convenir : « J'ai été beaucoup moins brillant dans la réponse à cette question³⁵ ». L'anecdote est

to help improve treatment compliance: these are all factors that can be changed and can significantly improve healthcare without requiring any additional inputs.

Moreover, broadening the scope of anthropology can, for example, by following patient pathways, help unearth dimensions that are neglected because they are "modest" and seem too banal to be included in studies and programmes. Yet how reception desks operate in some hospitals is crucial for those wishing to access care³³. The state of the toilets in maternity wards and hospitals, the dilapidated nature of the accommodation offered to midwives when posted to the bush or the distance to be travelled at night between their home and the health centre are all factors that determine the choices made and behaviours of healthcare staff and users³⁴.

An integral approach to stakeholder experiences helps to include dimensions that seem "marginal", yet in fact are essential component parts, into health system improvements.

Determine initiatives based on contexts and stakeholder capacity

In 1932, on his return from Germany, Raymond Aron gave a brilliant exposé to a secretary of state for foreign affairs, which led to the following short exchange: "all of that is very interesting, but what would you do if you were in my shoes?" And Aron admitted, "my response to that question was a lot less brilliant"³⁵. This is a well-known anecdote. And it also raises questions and offers lessons. We will be focusing on two of them, located at two different levels of intervention.

— 33. Abdoulaye Guindo, « D'un enfant à un autre : variation dans l'accès aux soins dans un service de pédiatrie à Bamako (Mali) », in Yannick Jaffré (dir.), *Enfants et soins...*, op. cit., p. 83-104.

— 34. Yannick Jaffré, « Ce que les sages-femmes disent de leurs vies, de leur métier et de leurs pratiques de soin », *Santé publique*, n° HS, 2018, p. 151-166, <https://www.cairn.info/revue-sante-publique-2018-HS-page-151.htm>

— 35. Paul Thibaud, « L'œil du cyclone Raymond Aron », in Revue Esprit éd., *Traversées du xx^e siècle*, La Découverte, 1988, p. 179-199.

— 33. Abdoulaye Guindo, « D'un enfant à un autre : variation dans l'accès aux soins dans un service de pédiatrie à Bamako (Mali) », in Yannick Jaffré (dir.), *Enfants et soins...*, op. cit., p. 83-104.

— 34. Yannick Jaffré, « Ce que les sages-femmes disent de leurs vies, de leur métier et de leurs pratiques de soin », *Santé publique*, n° HS, 2018, p. 151-166, <https://www.cairn.info/revue-sante-publique-2018-HS-page-151.htm>

— 35. Paul Thibaud, « L'œil du cyclone Raymond Aron », in Revue Esprit éd., *Traversées du xx^e siècle*, La Découverte, 1988, p. 179-199.

connue. Elle est aussi riche d'enseignements et de questions. Nous en retiendrons deux, situés à deux différents niveaux d'intervention.

Tout d'abord, cet apologue humoristique et pratique incite le chercheur à une certaine modestie. Il l'invite à ne pas se contenter, souvent après coup et en se situant en un paisible « surplomb », de produire des études ayant la forme d'un catalogue critique : « il aurait fallu », ou « les agents ont négligé ceci ou cela ». Combien de chercheurs, « d'experts » et de responsables d'institutions internationales pratiquent ainsi cette « histoire avec des si³⁶ » lorsqu'ils proposent des « recommandations » et refont le monde sans s'être confrontés, au cœur de l'action, à l'embrouillamini des statuts, des relations, des compétences, des aléas politiques et à l'émiettement des pouvoirs et des décisions toujours négociées.

À l'inverse, « se mettre à la place de » consiste à s'obliger à replacer l'ensemble des propositions dans le contexte des compétences localement disponibles, des inévitables indécisions et des possibilités d'action des décideurs. Cela aide à mieux comprendre comment, de multiples façons, le possible contraint le pensable et le souhaitable.

Cette exigence de penser depuis les entraves et les « capacités » des acteurs, de lier le dire et l'action, et d'envisager les études en lien avec leurs conséquences et leurs possibles usages caractérise une « éthique de la responsabilité » consistant largement à entrer en dialectique avec des faits³⁷.

Une nouvelle fois, réduire l'échelle d'analyse et « se mettre à la place » des acteurs, comprendre les motifs de leurs actions, de leurs sentiments, de

Firstly, this humorous and practical parable encourages researchers to be somewhat modest. The parable invites researchers not to content themselves, often after the event and locating themselves in a peaceful spot providing an "overview", with producing research that takes the form of a critical catalogue: "should have" or "those involved failed to do this or that". How many researchers, "experts" and heads of international institutions are exponents of this history based on "what ifs"³⁶ when they put forward "recommendations" and set the world to rights, without being confronted, on the frontline, with the chaos of statutes, relations, skills, political contingencies, and the dissipation of power, and decisions that always have to be negotiated.

On the other hand, "putting oneself in someone else's shoes" is all about having to contextualise all the proposals against locally available skills, the inevitable indecision, and decision-makers' scope for action. This method improves the understanding of how, in many ways, what is actually possible constrains what is conceivable and desirable.

This requirement to take into consideration stakeholders' constraints and "capacity", link words and deeds, and envisage research with a connection to its consequences and potential usage, characterises an "ethic of responsibility" largely based on using facts in dialectics³⁷.

Once again, reducing the scale of analysis and "putting oneself in the shoes" of stakeholders, understanding the motives behind their actions, feelings, obligations and often conflictual norms that govern their behaviour, helps to identify the amount of leeway that they have and tailor our proposals to it. Therefore, how can researchers take into account the constraints of midwives to

— 36. Quentin Deluermoz et Pierre Singaravélou, *Pour une histoire des possibles*, Seuil, 2016, p. 19.

— 37. Jean-Pierre Grossein, « Leçon de méthode weberienne », in Max Weber, *Concepts fondamentaux de sociologie*, Gallimard, 2016, p. 31.

— 36. Quentin Deluermoz et Pierre Singaravélou, *Pour une histoire des possibles*, Seuil, 2016, p. 19.

— 37. Jean-Pierre Grossein, « Leçon de méthode weberienne », in Max Weber, *Concepts fondamentaux de sociologie*, Gallimard, 2016, p. 31.

leurs obligations et les normes souvent conflictuelles qui régissent leurs conduites permet de situer leurs marges de manœuvre et d'y adapter nos propositions. Ainsi, comment tenir compte des contraintes des sages-femmes pour leur permettre d'exercer en milieu rural? Comment intégrer une sorte de « prix de la corruption » pour – provisoirement tout au moins – mettre en place un forfait obstétrical? Comment prendre médicalement soin d'un nouveau-né sans entrer en conflit avec ceux et celles qui représentent l'autorité et une certaine « tradition », parfois malheureusement préjudiciable à la survie des enfants?

La description modeste – « au ras du sol » – des pratiques et des raisons d'agir permet de construire pour chacun des acteurs – soignant, patient ou population – une sorte de périmètre d'action soulignant la part qu'ils occupent dans la construction du problème de santé.

Construire des réflexivités

Il ne s'agit donc pas d'analyser des mondes pour les commenter « hors sol » de façon savante, éventuellement universitaire, ou encore selon les multiples gadgets des « études *ex post* ». Il n'est pas davantage question de dire ce qu'il faudrait faire au nom d'une « vérité » sanitaire, comme le font largement les programmes « *top down* » rêvant d'ordonner le monde selon leurs choix.

Le but de nos travaux consiste à ouvrir des espaces de débats « éclairés », permettant à chacun de se positionner en tenant compte des connaissances acquises et de ce qu'il comprend des choix et contraintes des autres acteurs participant à cette même configuration sanitaire et sociale. Il ne s'agit donc pas de développer uniquement un « savoir sur », mais un « savoir avec » les acteurs. Cette approche « *bottom up* » use largement des procédures de restitutions auprès des populations concernées.

enable them to undertake their role in rural settings? How can a sort of “cost of corruption” be incorporated in order to – at least provisionally – put in place an obstetrical risk insurance scheme? How to deliver medical care to a newborn baby without coming into conflict with those representing authority and a certain brand of “tradition”, at times sadly detrimental to children’s very survival?

A modest “ground-level” description of the practices and rationale underpinning behaviour enables a sort of scope to be sketched out for each of the actors (health professional, patient, or population), emphasising the part that they play in the development of the health issue.

Building reflexivities

Therefore, it is not a question of analysing worlds to comment on them “from afar” in a learned and potentially academic fashion, or worse to use the multiple gadgets offered by “*ex post facto* research”. And neither is it a question of saying what should be done in the name of a health “truth”, as is broadly the case by “*top-down*” programmes seeking to order the world based on their decisions.

The aim of our work is to open up “enlightened” forums for debate, enabling everyone to take a stance based on the acquired knowledge and what the individual understands about the choices and constraints of the other stakeholders involved in the same health and social setting. Consequently, the intention is not to solely build “knowledge about” but “knowledge with” the stakeholders. This “*bottom-up*” approach makes extensive use of feedback to the populations in question.

« Il ne s'agit donc pas de développer uniquement un “savoir sur”, mais un “savoir avec” les acteurs. »

“The intention is not to solely build ‘knowledge about’ but ‘knowledge with’ the stakeholders.”

Ces « retours de terrain » sont des pratiques habituelles dans le travail anthropologique³⁸. Ces restitutions seront bien sûr différentes selon que l'on s'adresse aux professionnels ayant effectué certains gestes afin qu'ils commentent leurs conduites – effet de miroir –, ou que l'on croise et confronte divers points de vue des acteurs en présence. Dans ce dernier cas, cela permet aux sages-femmes d'expliquer aux parturientes les raisons de leurs gestes et aux accouchées d'exprimer leurs craintes et critiques aux personnels obstétricaux : effet d'explicitation réciproque.

Bien que diverses, ces pratiques consistent toutes à confronter les acteurs à leurs conduites et aux multiples façons dont elles s'articulent avec celles des autres intervenants. Il ne s'agit ni de juger ni de condamner. Ces pratiques de dévoilement et de déploiement permettent à chacun des « maillons professionnels » – et l'anthropologie visuelle est ici très utile³⁹ – de situer ses gestes dans une plus vaste structure (suivi d'une prescription médicale, parcours d'une ordonnance du médecin à son achat et usage, compréhension d'un message de prévention...). Elles offrent aussi d'analyser les conséquences de ses conduites selon ses propres normes morales et obligations sociales (conséquences d'une négligence technique, ressentis d'une violence professionnelle...).

Plutôt que de s'opposer, au nom d'une rationalité sanitaire, à des conduites sociales correspondant toujours à des négociations entre plusieurs systèmes de contraintes ou de vouloir imposer des

“Field feedback” is standard practice in anthropological research³⁸. The feedback will differ depending on whether the researchers are addressing health professionals who performed certain tasks so that they can describe their behaviour (mirror-meetings), or if researchers are cross-checking and comparing the different views of stakeholders in an in-person meeting. In the latter case, this enables midwives to explain to women who were recently in labour the reasons for their actions, and for women who have just given birth to express their fears and criticisms to obstetrics staff, making for a process of reciprocal explanation.

Although these practices are diverse, they all involve getting stakeholders to confront their behaviour and the many ways in which it is linked with the behaviour of the other stakeholders. The intention is neither to judge nor find fault. These uncovering and deployment practices enable each of the “professional links in the chain” – and visual anthropology has a big part to play here³⁹ – to contextualise their actions in a bigger picture (following up a medical prescription, the pathway taken by a prescription from the prescribing physician to its purchase and usage, understanding of prevention messages, etc.). These practices also help to analyse the consequences of their behaviour in accordance with their own moral standards and social obligations (consequences of technical negligence, perception of violence in the workplace, and so forth).

— 38. Patricia Vasseur et Laurent Vidal, « Le soignant en son miroir : Accompagnement anthropologique d'une intervention en santé maternelle au Sénégal », *Autrepart*, 3, n° 55, 2010, p. 107-124 ; Laurent Vidal, « Rendre compte. La restitution comme lieu de refondation des sciences sociales en contexte de développement », *Cahiers d'études africaines*, n° 202-203, 2011, p. 591-607.

— 39. Nous renvoyons ici aux divers films consacrés à la pédiatrie, aux grossesses non voulues et à la qualité des soins en pédiatrie produits dans le cadre du réseau ENSPEDIA, consultables sur le site du GID : <https://g-i-d.org/fr/gid-sante/programmes-de-recherches-en-cours>

— 38. Patricia Vasseur et Laurent Vidal, « Le soignant en son miroir : Accompagnement anthropologique d'une intervention en santé maternelle au Sénégal », *Autrepart*, 3, n° 55, 2010, p. 107-124 ; Laurent Vidal, « Rendre compte. La restitution comme lieu de refondation des sciences sociales en contexte de développement », *Cahiers d'études africaines*, n° 202-203, 2011, p. 591-607.

— 39. See various films on paediatrics, unplanned pregnancy, and the quality of paediatric care produced under the framework of the ENSPEDIA network (Children, Health Care, and Paediatrics in West Africa Research-Action Project) that can be viewed on GID's website: <https://g-i-d.org/fr/gid-sante/programmes-de-recherches-en-cours>

normes, la recherche doit inciter à ouvrir des débats et à construire des dialogues éclairés porteurs d'une démocratie sanitaire en actes.

Réformer un système de santé ressemble fort à produire un jeu de Lego en cherchant par l'enquête et en trouvant dans la pratique les pièces essentielles pour construire les meilleurs dispositifs pour un contexte précis. Autrement dit, plutôt que d'imaginer de vastes programmes articulés par divers objectifs « théoriques », il s'agit de créer des cercles de qualité constitués par des groupes de travail au sein d'unités socioprofessionnelles déterminées (un service⁴⁰, un dispensaire, etc.). Il faut renverser les perspectives. Il ne s'agit pas de penser qu'un projet va transformer un contexte, mais plutôt d'être conscient que chaque service abrite, souvent de façon informelle, un ensemble de « réformateurs » et de dynamiques qu'une recherche-action a justement pour tâche d'identifier et d'accompagner.

Les liens rigoureux de la recherche et de la pratique en anthropologie

Partout, la santé déborde le médical, et les orientations de l'Organisation mondiale de la Santé souhaitant inclure « la santé dans toutes les politiques » déclinent en divers domaines cette sorte d'« *evidence-based* » empirique que nous avons tenté d'illustrer.

Une fois de plus, pour se limiter à quelques exemples en Afrique, la santé publique – en lien avec de multiples acteurs associatifs – ne peut que déborder de ses strictes prérogatives sanitaires. Elle le fait, par exemple, en menant contre certaines instances politico-religieuses « fondamentalistes », ou contre des intérêts financiers et des dissymétries statutaires de genre, la plupart des combats pour l'avortement

Research should foster debate and help develop enlightened dialogue leading to a health democracy reflected in deeds, rather than opposing social conducts that always result from negotiations between several systems of constraints, or wanting to impose standards, all in the name of a health rationale.

The reform of a health system is very similar to building a Lego model by using investigation and by finding in existing practices the pieces needed to develop the best measures for a specific context. In other words, rather than devising wide-ranging programmes based on diverse “theoretical” objectives, the idea is to create circles of quality made up by working groups in set socio-professional units (a department⁴⁰, a clinic, etc.). The perspectives need to be reversed. We should not think that a project will transform a given context, but rather that each department, and often in an informal fashion, houses a group of “reformers” and dynamics that research-action must identify and support.

The strong connections between research and practice in anthropology

Everywhere, health is extending beyond the purely medical sector, and the World Health Organization's guidelines seeking to include “Health in All Policies” apply in diverse areas this sort of “evidence-based” empirical approach that we have endeavoured to illustrate.

Once again, if we confine ourselves to a handful of examples in Africa, public health, in conjunction with multiple non-profit sector stakeholders, inevitably goes beyond its strict health prerogatives. For instance, it goes beyond the health sector by leading most of the campaign for safe medical abortions⁴¹,

— 40. Voir par exemple le film « L'enfant au cœur des soins », qui illustre cette construction de pratiques de qualité en pédiatrie : <http://g-i-d.org/fr/gid-sante/programmes-de-recherches-en-cours/item/401-l-enfant-au-coeur-des-soins>

— 40. See, for instance, the film *L'enfant au cœur des soins*, which illustrates this development of quality practices in paediatrics: <http://g-i-d.org/fr/gid-sante/programmes-de-recherches-en-cours/item/401-l-enfant-au-coeur-des-soins>

— 41. Siri Suh, “Rewriting abortion: deploying medical records in jurisdictional negotiation over a forbidden practice in Senegal”, *Social Science & Medicine*, 108, 2014, p.20-33.

« En Afrique comme ailleurs, cette préoccupation concrète pour les biens communs devrait inciter les sciences sociales et les acteurs de la santé à poursuivre et à approfondir leurs collaborations. »

"In Africa and elsewhere, this concrete concern for communal assets should encourage social sciences and health stakeholders to continue and deepen their collaboration."

médicalisé⁴¹, l'âge au mariage ou les droits des personnes malades. Elle y contribue également en luttant contre les stigmatisations qui, du VIH à Ebola et maintenant aux malades de la Covid-19, ajoutent à la douleur de la maladie la violence des condamnations sociales. Il ne s'agit donc aucunement d'opposer la santé publique et l'anthropologie, mais plutôt de construire un espace technique et épistémologique où l'apport des sciences sociales consiste à rapporter dans la réflexion le référentiel concret des mots utilisés par les développeurs : « qu'est-ce qu'un professionnel de santé ? », « que signifie venir à l'hôpital ? », « qu'est-ce qu'une plainte ? », « comment se déroule une journée de travail d'un soignant ? », « comment s'effectue une vaccination dans un dispensaire un jour de marché ? »...

Partout, construire un système de santé implique ce souci du réel. Cela exige de documenter les liens entre des pratiques sociales et des causalités médicales, d'analyser les controverses sociales préjudiciables à la prévention aux malades et aux personnels de santé, de décrire les enjeux humains des transitions épidémiologiques... Pour toutes ces raisons, on ne pourra construire des systèmes de santé pérennes et adaptés aux situations locales sans articuler des approches

the legal marriage age, or the rights of sick people, pitting itself against "fundamentalist" political-religious authorities, or against financial interests, or enshrined gender inequality. Public health also makes a contribution by addressing the stigma which, from HIV to Ebola, and now Covid-19, adds social censure to the health difficulties experienced by those with the disease. In no way is it a case of pitting public health against anthropology, but rather the intention is to foster a technical and epistemological space in which social sciences' contribution involves bringing to the table a practical reference framework for the terms used by the developers: "what is a health professional?", "what does going to hospital mean?", "what is a complaint?", "what is a nurse's day like?", "how does one administer vaccinations in a clinic on market day?"...

The development of health systems everywhere involves this focus on real life. The links between social practices and medical causalities need to be researched, the burning social issues that hamper prevention for both patients and health staff need to be analysed, and the human issues involved in epidemiological transitions need to be described. For all of those reasons, sustainable health systems tailored to local contexts cannot be developed without linking together globalised technical-scientific approaches, local versions of modernity, and ethics that are often constrained by the available resources. This will only be achieved if we analyse the many conflicting norms that govern most behaviour by both health staff and patients, and also if we give the floor back to the stakeholders so that they can identify worlds that fit with their choices. In Africa and elsewhere, this concrete concern for communal assets should encourage social sciences and health stakeholders to continue and deepen their collaboration. If they manage to do so to the extent of getting science and health requirements to fit with real-life constraints, at least the Covid-19 pandemic will have had a major benefit.

— 41. Siri Suh, "Rewriting abortion: deploying medical records in jurisdictional negotiation over a forbidden practice in Senegal", *Social Science & Medicine*, 108, 2014, p.20-33.

techno-scientifiques mondialisées, des appropriations locales de la modernité et des éthiques souvent contraintes par les ressources disponibles. On n'y parviendra pas sans analyser les multiples conflits de normes qui régissent la plupart des conduites des soignants comme des soignés et sans rendre la parole aux acteurs afin qu'ils puissent définir des mondes correspondant à leurs choix. En Afrique comme ailleurs, cette préoccupation concrète pour les biens communs devrait inciter les sciences sociales et les acteurs de la santé à poursuivre et à approfondir leurs collaborations. S'ils y parviennent au point de faire coïncider la science et les exigences sanitaires aux contraintes du réel, la pandémie de la Covid-19 aura au moins eu un immense avantage.

Remerciements à Hélène Kane et Godefroy Lansade qui ont bien voulu relire et commenter une première version de ce texte.

Thank you to Hélène Kane and Godefroy Lansade for proofreading and commenting on a first draft of this article.

Translated from the French by Gillian Eaton

Biographie | Biography



YANNICK JAFFRÉ

Anthropologue, directeur de recherche émérite au CNRS (UMI 3189 Environnement, Santé, Sociétés) et directeur scientifique du GID-Santé (Groupe interacadémique pour le développement) à l'Académie des Sciences-Institut de France. Yannick Jaffré a vécu vingt ans au Sahel où il a enseigné dans plusieurs facultés de médecine et réalisé diverses études autour de l'anthropologie du corps, de la santé et des sensibilités. Ses recherches portent principalement sur les domaines de la santé maternelle, infantile et néonatale.

Anthropologist, emeritus research director at France's National Centre of Scientific Research (CNRS – UMI 3189 Environment, Health and Society) and scientific director of GID-Santé (Inter-academic Group for Development-Health) at the Académie des Sciences-Institut de France. Yannick Jaffré lived in the Sahel for twenty years where he taught at several faculties of medicine and conducted various studies on the anthropology of the body, health and sensitivities. His research focuses mainly on maternal, child and neonatal health.

FOCUS

**VIOLENCES
SEXISTES
ET SEXUELLES**
GENDER-BASED
AND SEXUAL
VIOLENCE

**TOUS !
ENSEMBLE CONTRE
LE VIOL**

TEVODLIB
2021

Ministère de la Santé
Ministère de la Justice
Ministère de l'Éducation
Ministère de l'Intérieur
Ministère de la Femme et de la Famille





Où en est l'humanitaire ?

The current state of
the humanitarian sector

Comment mieux comprendre la gestion des violences sexistes et sexuelles commises par des humanitaires

How to better understand the management of sexist and sexual violence committed by humanitarian aid workers

Jan Verlin • Chercheur postdoctoral
à la chaire Géopolitique du risque
de l'École normale supérieure

P

our introduire ce dossier, son copilote Jan Verlin présente une revue non-exhaustive de la littérature académique consacrée au thème des violences sexistes

et sexuelles dans l'humanitaire. Le premier constat est que s'il a trop longtemps échappé aux praticiens du secteur humanitaire, il est également quasiment absent des « études humanitaires ». L'auteur propose donc un cadre d'analyse permettant de comprendre comment les organisations implantent des dispositifs de lutte contre ces violences. S'il offre de prendre la mesure des potentialités des réformes proposées par ces organisations, il met également en lumière leurs limites.

To introduce this *Focus*, its joint editor Jan Verlin presents a non-exhaustive review of the academic literature devoted to the theme of gender-based and sexual violence in humanitarian work. The first observation is that while the subject has eluded practitioners in the humanitarian sector for too long, it is also almost absent from "humanitarian studies". The author therefore proposes an analytical framework that makes possible to understand how organisations implement systems to combat this violence. While it offers to take stock of the potential of the reforms proposed by these organisations, it also highlights their limitations.



JAN VERLIN

En février 2018, l'ancien directeur belge de l'organisation non gouvernementale (ONG) humanitaire britannique Oxfam en Haïti reconnaît publiquement avoir eu des rapports sexuels avec une femme « honorable et mûre¹ » après le tremblement de terre de 2010. À peine une semaine plus tard, Oxfam remet en question son récit et publie un rapport interne s'appuyant sur une enquête comportant plus de quarante entretiens. Il s'agit de répondre aux accusations selon lesquelles trois de ses employés auraient organisé des « orgies » avec des prostituées mineures au siège de l'organisation en 2010. Le rapport révèle en outre que les personnes concernées avaient déjà admis, lors d'une précédente enquête interne menée en 2011, avoir eu des rapports sexuels avec des prostituées haïtiennes, possiblement aussi mineures.

La gestion de l'affaire par la simple démission du protagoniste principal était au centre de la couverture médiatique. Mais le fait que l'organisation ait conduit une enquête interne à la suite des témoignages de deux lanceurs d'alerte et que des procédures de gestion des accusations existaient donc préalablement a en revanche peu suscité l'intérêt public. Le fait est aussi que cette enquête, tout comme les procédures préexistantes n'ont pas permis de véritable sanction du principal mis en cause. Et c'est sans doute ce qui devrait susciter des questionnements.

Car la même dynamique s'est répétée dans une affaire, révélée en 2020, d'abus commis par des agents de l'aide internationale (organisations non gouvernementales et organisations internationales confondues) durant la lutte contre Ebola en République démocratique du Congo².

In February 2018, the former Belgian director of the British non-governmental organisation (NGO) Oxfam in Haiti publicly admitted to having had sexual relations with an "honourable, mature"¹ woman after the earthquake that struck the country in 2010. Barely a week later, Oxfam challenged his account into question and published an internal report based on an investigation conducted through more than forty interviews. It sought to respond to accusations that three of his employees had organised "orgies" with underage prostitutes at the organisation's headquarters in 2010. The report also revealed that the people concerned had previously admitted, during an internal investigation in 2011, to having had sexual relations with Haitian prostitutes, who were possibly also underage.

The matter being settled by the token resignation of the main perpetrator was the main thrust of the media coverage. But the fact that the organisation had conducted an internal investigation following testimonies from two whistle-blowers, and that procedures to manage the accusations had previously been implemented did not arouse much public interest. It is also true that this enquiry, like all the procedures previously followed, failed to punish the accused – and this is what should really raise concerns.

For the same situation happened again in another case, revealed in 2020, of abuses committed by international aid workers (non-governmental and international organisations combined) during the fight against Ebola in the Democratic Republic of Congo². These

— 1. "Ex-Oxfam official denies organising orgies as Haiti opens probe", *France 24*, 16 February 2018, <https://www.france24.com/en/20180216-ex-oxfam-official-denies-organising-orgies-haiti-opens-probe>

— 2. Robert Flummerfelt et Nellie Peyton, « Plus de 50 femmes accusent des travailleurs humanitaires d'abus sexuels lors de l'épidémie d'Ebola en RDC », *The New Humanitarian*, 29 septembre 2020, <https://www.thenewhumanitarian.org/fr/2020/09/29/femmes-accusent-des-travailleurs-humanitaires-abus-exploitation-sexuels>

— 1. "Ex-Oxfam official denies organising orgies as Haiti opens probe", *France 24*, 16 February 2018, <https://www.france24.com/en/20180216-ex-oxfam-official-denies-organising-orgies-haiti-opens-probe>

— 2. Robert Flummerfelt et Nellie Peyton, "More than 50 women accuse aid workers of sex abuse in Congo Ebola crisis", *The New Humanitarian*, 29 September 2020, <https://www.thenewhumanitarian.org/2020/09/29/exclusive-more-50-women-accuse-aid-workers-sex-abuse-congo-ebola-crisis>

Ces révélations sont encore suivies d'annonces, faites par des organisations de l'aide internationale, que de nouveaux dispositifs de lutte contre les violences sexistes et sexuelles seront mis en place. Certaines des organisations visées par les révélations – parmi lesquelles Oxfam ou Médecins Sans Frontières (MSF) – disposaient donc pourtant de procédures et du personnel dédié à la prise en charge de victimes et à la lutte contre les abus sur le terrain. Elles avaient parfois même été pionnières en la matière. Manifestement, ces dispositifs ont échoué à jouer leur rôle dans un secteur qui a systématiquement intégré la lutte contre ces violences et, plus globalement, contre les inégalités de genre depuis la fin des années 1980.

Il importe donc de s'intéresser au processus et aux outils de prise en charge des victimes dans les organisations autant qu'au contexte spécifique qui a permis de développer ces instruments et qui les limite. Et il faut notamment s'interroger sur le fait que les violences sexistes et sexuelles commises par des agents humanitaires et l'inefficacité des dispositifs de lutte n'ont que très peu fait l'objet d'analyses scientifiques.

Pourtant, le secteur humanitaire et le secteur académique sont fortement imbriqués³ et une riche littérature est aujourd'hui dédiée aux organisations humanitaires, quelquefois labélisée « études humanitaires ». C'est pourquoi cet article présente quelques analyses qui se sont intéressées à la question des violences sexistes et sexuelles des agents humanitaires. Il identifie ensuite des pistes pour expliquer comment ce phénomène a pu échapper en grande partie au regard scientifique. Il se conclut en proposant un cadre d'analyse pour les futures recherches à mener sur cette question.

— 3. Comme en témoignera notre numéro 17 de juillet 2020 qui sera consacré au thème « Recherche et humanitaire : les défis d'une collaboration » [NDLR].

revelations were then followed by further announcements made by international aid organisations that new mechanisms to fight against sexist and sexual violence would be implemented. Certain organisations targeted by the accusations – among them Oxfam or *Médecins Sans Frontières* (MSF) – nevertheless had specific procedures and personnel in place to deal with victims and the struggle against abuse in the field. They had on occasion even been pioneers on the subject. These mechanisms had plainly failed to do their job in a sector which has systematically taken on board the fight against such violence and, more generally, against gender inequalities since the late 1980s.

It is therefore important to focus on the processes and tools that exist to handle victims in these organisations as well as on the specific context which led to the development of these tools and where their limits lie. We must also question why the sexist and sexual violence committed by humanitarian aid workers and the inefficiency of the mechanisms to fight against it have not already been the subject of multiple scientific studies.

However, the humanitarian and academic sectors are closely intertwined³ and there is a wealth of literature dedicated to humanitarian organisations, sometimes referred to as “humanitarian studies”. This article thus presents some analysis that have focused on the question of sexist and sexual violence by humanitarian aid workers. It then presents possible reasons to explain how this phenomenon has largely evaded scientific analysis. It concludes by suggesting a framework for the analysis of future research to be carried out on this subject.

— 3. As will be reflected in our 17th issue (July 2020) dedicated to the topic “Research and humanitarian aid: the challenges of a collaboration” [Editor's note].

Comment étaient abordées les violences sexistes et sexuelles des humanitaires jusqu'à l'affaire Oxfam ?

Avant 2018, ce sont les organisations humanitaires elles-mêmes qui ont produit les quelques études sur l'exploitation et les abus sexuels dans les organisations humanitaires. Un rapport du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et de l'ONG Save the Children fait déjà un état des lieux en 2002 après des abus sexuels commis en Afrique de l'Ouest⁴. Save the Children produira un deuxième rapport en 2008⁵. Le Humanitarian Accountability Partnership recueille également des témoignages de bénéficiaires en 2008. En 2019, le Fonds des Nations unies pour la population propose des chiffres sur les abus sexuels commis notamment par des humanitaires en Syrie⁶. Toutes ces études se sont intéressées à la forme et à la fréquence des incidents et ont fait des propositions sur les outils à créer pour lutter plus efficacement contre ces types de violences.

Même si les ONG humanitaires y apparaissent, l'accent est mis sur les organisations internationales membres du système des Nations unies. Ce faisant, ces études n'ont pas permis de rendre compte des spécificités de la gestion du personnel dans le secteur des ONG. Celui-ci est, il est vrai, soumis à une logique concurrentielle – induisant de préserver son image pour ne pas mettre

How was sexist and sexual violence committed by humanitarians handled before the Oxfam scandal?

Before 2018, the few studies on exploitation and sexual abuse in humanitarian organisations were produced by humanitarian organisations themselves. A report by the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) and the NGO Save the Children presented an overview in 2002 in the wake of sexual abuses committed in West Africa⁴. Save the Children produced another report in 2008⁵. The Humanitarian Accountability Partnership also gathered witness accounts from beneficiaries in 2008. In 2019, the United Nations Population Fund released figures on sexual abuse in particular committed by humanitarian aid workers in Syria⁶. All of these studies focused on the form and frequency of the incidents and made proposals regarding the mechanisms to be developed to fight this kind of violence more efficiently.

Although the studies included humanitarian NGOs, the focus was on international organisations that were part of the United Nations (UN) system. For this reason, these studies did not factor in the specific nature of personnel management in the NGO sector, which is indeed subject to the laws of competition – urged to preserve its image so as not to jeopardise relations with donors – and governed by particularly fragmented standards. Although the attention paid to sexual abuse in the context

— 4. "Note for Implementing and Operational Partners on Sexual Violence and Exploitation by UNHCR and the Save the Children-UK: The Experience of Refugees Children in Guinea, Liberia and Sierra Leone", February 2002, www.unhcr.org/3c7cf89a4.html

— 5. Corinna Csáky, « Aucun recours. La sous-représentation de l'exploitation et de la violence sexuelles subies par les enfants aux mains des travailleurs humanitaires et des soldats de la paix », Londres, Save the Children, 2008, <https://reliefweb.int/report/world/aucun-recours-la-sous-repr%C3%A9sentation-de-lexploitation-et-de-la-violence-sexuelles>

— 6. United Nations Population Fund, "Whole of Syria. Gender-Based Violence Area of Responsibility: Voices from Syria 2019-Assessment Findings of the Humanitarian Needs Overview", 2019, https://www.ecoi.net/en/file/local/2009369/voices_from_syria_2019.pdf

— 4. "Note for Implementing and Operational Partners on Sexual Violence and Exploitation by UNHCR and the Save the Children-UK: The Experience of Refugees Children in Guinea, Liberia and Sierra Leone", February 2002: www.unhcr.org/3c7cf89a4.html

— 5. Corinna Csáky, "No one to turn to: The under-reporting of child sexual exploitation and abuse by aid workers and peacekeepers", London, Save the Children, 2008, <https://reliefweb.int/report/world/no-one-turn-under-reporting-child-sexual-exploitation-and-abuse-aid-workers-and>

— 6. United Nations Population Fund, "Whole of Syria. Gender-Based Violence Area of Responsibility: Voices from Syria 2019-Assessment Findings of the Humanitarian Needs Overview", 2019, https://www.ecoi.net/en/file/local/2009369/voices_from_syria_2019.pdf

en péril les liens avec les bailleurs – et traversé par des normes particulièrement fragmentées. Si la forte attention portée sur les abus sexuels dans le cadre des missions de la paix onusiennes a produit un grand nombre d'analyses à partir de 2004, sans doute a-t-elle amené à percevoir les problèmes des violences sexistes et sexuelles dans l'assistance humanitaire comme un problème essentiellement onusien et militaire.

Par ailleurs, on peut se demander si la focalisation du débat sur le processus de prise en charge psychosociale des victimes dans les zones de conflit où les agresseurs sont extérieurs au secteur de l'aide internationale n'a pas empêché les chercheurs de penser les formes de gestion de ce type de violence.

Une analyse plus détaillée de la question sous l'angle des rapports de domination sur le terrain a été menée par Michel Agier et Françoise Bouchet-Saulnier⁷ comme réaction au premier rapport Save the Children sur la question⁸. Leur travail alertait sur les limites des outils de lutte contre les abus sexuels mis en place dans les camps de réfugiés, étant donnée la situation de dépendance des victimes. Les deux auteurs proposaient comme alternative d'appliquer un cadre légal international pour les espaces humanitaires comme les camps de réfugiés afin de ne pas rendre les victimes dépendantes des codes de conduite et normes professionnelles des ONG.

D'autres travaux de recherche appliquée qui se sont explicitement intéressés aux ONG le font en effet dans le cadre d'analyse de responsabilité [*accountability*]

of UN peace missions produced many analysis from 2004, it undoubtedly led to the perception that sexist and sexual violence in humanitarian aid was primarily a UN and military problem.

Moreover, we might ask whether the debate's focus on the processes of psychosocial care for victims in conflict zones where the perpetrators are outside the international aid sector has not precluded researchers from considering the different forms handling this type of violence can take.

A more detailed analysis of the question, from the perspective of power relationships in the field, was carried out by Michel Agier and Françoise Bouchet-Saulnier⁷ in reaction to Save the Children's first report on the issue⁸. Their work warned of the limits of the tools implemented in refugee camps as part of the struggle against sexual abuse, given the victims' situation of dependency. The two authors suggested an alternative of applying an international legal framework for humanitarian spaces such as refugee camps so as not to make victims dependent on the codes of conduct and professional standards of NGOs.

Other applied research that explicitly focused on NGOs effectively did so in the analytical framework of accountability or compliance with the sector's professional norms. A report by the Overseas Development Institute in 2005 therefore categorised humanitarian sexual abuse as a form of "non-financial corruption"⁹, as did a report by Transparency

— 7. Michel Agier and Françoise Bouchet-Saulnier, "Humanitarian spaces: spaces of exception", in Fabrice Weissman (ed.), *In the Shadow of "Just Wars": Violence, Politics and Humanitarian Action*, Ithaca, Cornell University Press, p. 297-313.

— 8. Kirsti Lattu *et al.*, "To complain or not to complain: still the question. Consultations with humanitarian aid beneficiaries on their perceptions of efforts to prevent and respond to sexual exploitation and abuse", Genève, HAP, 2008, https://pseatackforce.org/uploads/tools/tocomplainornottocomplainstillthequestion_hapinternational_english.pdf

— 7. Michel Agier and Françoise Bouchet-Saulnier, "Humanitarian spaces: spaces of exception", in Fabrice Weissman (ed.), *In the Shadow of "Just Wars": Violence, Politics and Humanitarian Action*, Ithaca, Cornell University Press, p. 297-313.

— 8. Kirsti Lattu *et al.*, "To complain or not to complain: still the question. Consultations with humanitarian aid beneficiaries on their perceptions of efforts to prevent and respond to sexual exploitation and abuse", Genève, HAP, 2008, https://pseatackforce.org/uploads/tools/tocomplainornottocomplainstillthequestion_hapinternational_english.pdf

— 9. Barnaby Willits-King and Paul Harvey, "Managing the Risks of Corruption in Humanitarian Relief

ou de conformité aux normes professionnelles du secteur [*compliance*]. Un rapport de l'Overseas Development Institute de 2005 catégorise ainsi les abus sexuels d'humanitaires comme une forme de « corruption non financière⁹ », tout comme le fera un rapport de Transparency International en 2008¹⁰. Les violences sexistes et sexuelles y sont perçues comme le symptôme d'une inadéquation entre les normes du secteur humanitaire et les pratiques. En somme, il s'agit de dénoncer le fait que les normes, aussi volontaristes soient-elles en la matière, ne correspondent pas aux engagements des organisations.

Un autre angle d'attaque vient de travaux qui se sont intéressés aux risques psychosociaux pesant cette fois-ci sur les femmes humanitaires. Plusieurs études menées depuis 2012 montrent ainsi que l'exposition aux risques de violences sexistes et sexuelles constitue un facteur de stress et de traumatisme pour certaines d'entre elles¹¹.

Autrement dit, si les travaux sur les violences sexistes et sexuelles commis au sein des ONG humanitaires restent peu nombreux, l'essentiel de l'existant opère une distinction entre les victimes selon qu'elles sont des bénéficiaires ou des humanitaires. La plupart de ces travaux font de la disjonction entre normes et pratiques un problème central. On verra plus loin que si ces analyses ont contribué à faire émerger ce sujet, elles ne vont sans doute pas assez loin pour appréhender toute sa complexité.

— 9. Barnaby Willitts-King and Paul Harvey, "Managing the Risks of Corruption in Humanitarian Relief Operations: A Study for the UK Department for International Development", Overseas Development Institute, London, 31 March 2005, <https://www.odl.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/1977.pdf>

— 10. Daniel Maxwell *et al.*, "Preventing Corruption in Humanitarian Assistance", Transparency International, Berlin, 2008, https://www.transparency.org/files/content/pressrelease/Humanitarian_Assistance_Report.pdf

— 11. Par exemple l'étude de Barbara Lopes Cardozo *et al.*, "Psychological Distress, Depression, Anxiety, and Burnout among International Humanitarian Aid Workers: A Longitudinal Study", *PLoS ONE*, 2012.

International in 2008¹⁰. Sexist and sexual violence was perceived as the symptom of an incompatibility between the sector's norms and practices. In short, the research denounced the fact that the norms, however voluntaristic they might be on the subject, failed to reflect the commitments of the organisations.

Another approach came from research that focused on psychosocial risks, concentrating on female humanitarian workers. Several studies carried out since 2012 therefore show that the exposure to risks of sexist and sexual violence is a factor of stress and trauma for some of them¹¹.

In other words, whilst there has been relatively little research on sexist and sexual violence committed within humanitarian NGOs, the research we do have makes a distinction between the victims according to whether they are beneficiaries or humanitarian workers. Most of this research sees the disconnect between norms and practices as the central problem. We will see below that although such analyses helped uncover this issue, it undoubtedly did not go far enough to explain all of its complexities.

From NGO headquarters to operational fields

The recent scandals concerning sexist and sexual violence appear as a moment of transgression with regard to the fundamental standards that underpin the sector. Of course, sexual violence as a manifestation of the power relationships at play between men and women affects every segment of society. However, the

Operations: A Study for the UK Department for International Development", Overseas Development Institute, London, 31 March 2005, <https://www.odl.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/1977.pdf>

— 10. Daniel Maxwell *et al.*, "Preventing Corruption in Humanitarian Assistance", Transparency International, Berlin, 2008, https://www.transparency.org/files/content/pressrelease/Humanitarian_Assistance_Report.pdf

— 11. For example, the study of Barbara Lopes Cardozo *et al.*, "Psychological Distress, Depression, Anxiety, and Burnout among International Humanitarian Aid Workers: A Longitudinal Study", *PLoS ONE*, 2012.

Des sièges des ONG aux terrains d'intervention

Les scandales récents de violences sexistes et sexuelles apparaissent comme un moment de transgression des normes du secteur. Certes, les violences sexuelles comme manifestation des rapports de domination entre hommes et femmes touchent tous les secteurs de la société. Mais la révélation publique de ces violences dans l'humanitaire, relayée par des mouvements de plaidoyer pour la cause des femmes en son sein, apparaît d'autant plus problématique que le secteur est affublé de hautes valeurs morales.

Ces affaires rendues publiques donnent à voir également la mise en scène du scandale comme moment de transformation sociale des organisations. De fait, on observe depuis 2018 un certain alignement des pratiques, les organisations touchées comme celles qui ont été épargnées mettant presque toutes en place, ou étoffant des dispositifs de prévention, d'alerte et de sanctions.

Les réformes organisationnelles comprennent à la fois la gestion des cas d'exploitation et d'abus sexuels des bénéficiaires sur le terrain et la gestion du harcèlement sexuel sur le lieu de travail. Alors que la première logique découle des pratiques dans les zones d'intervention, la seconde émerge aux sièges des organisations, situés essentiellement dans les pays bailleurs de fonds. On observe donc une gestion compartimentée : si des cellules de déontologie s'occupent des « incidents » sur le terrain, les services de ressources humaines prennent en charge ceux survenant aux sièges des ONG. Cette distinction, qui opère davantage sur la qualité des victimes que sur celle des agresseurs, marque aussi la littérature portant sur cette question, comme les quelques études disponibles le montrent bien.

Or l'évolution des métiers de l'humanitaire – qui tend vers une intégration de plus en forte de salariés issus de pays « bénéficiaires », en réduisant la masse salariale des pays « bailleurs de fonds »

public revelation of this violence in the humanitarian sector, further relayed by advocacy groups defending women's causes, was all the more problematic given that the sector is associated with high moral standards.

These scandals made public also reveal how they have been framed as moments of social transformation for organisations. Indeed, since 2018, we have observed efforts by nearly all organisations, whether they are affected or not, to align practices by implementing, or building on, prevention, whistleblowing and sanctioning mechanisms.

These organisational reforms include both the management of the exploitation and sexual abuse of beneficiaries in the field and that of sexual harassment in the workplace. While the first phenomenon relates to practices in the field, the second happens in organisations' headquarters, mostly located in donor countries. This reveals a compartmentalised approach: whilst ethics departments deal with "incidents" in the field, it is the job of human resource departments to deal with those that occur at NGO headquarters. This distinction, dictated more by the status of the victims than that of the aggressors, also prevails in the literature on the subject, as illustrated by the few studies that are available.

The development of humanitarian professions – which involves the increasing integration of employees from "beneficiary" countries while reducing the workforce from "donor" countries and movement between headquarters and the field – shows the limits of this distinction. Future analysis of sexist and sexual violence must consider the changing power dynamics between the North and the Global South in connection with the power relationships between men and women.

We will need to study how internal pressure (from employees, especially) and external pressure (from the press, for example) on the repression of violence

et la circulation entre sièges et terrains – montre les limites de cette distinction. C'est à ces transformations des rapports de domination nord-sud en lien avec les rapports de domination femme-homme que de futures analyses des violences sexistes et sexuelles devraient certainement s'atteler.

Il s'agira notamment d'étudier comment la pression interne (celle des salariés notamment) et externe (celle de la presse par exemple) sur la répression des violences, en tenant en compte les transformations de l'écosystème, se traduit en de nouvelles réformes organisationnelles de l'aide humanitaire. En posant l'hypothèse que ces dernières intégreront des dispositifs efficaces et adaptés de lutte contre le harcèlement sexuel au travail, contre l'exploitation sexuelle de bénéficiaires et contre les violences sexuelles entre bénéficiaires, il sera alors opportun de s'intéresser à la façon dont ces changements induisent une reconfiguration des jeux d'acteurs du travail humanitaire.

Potentialités et limites des réformes organisationnelles

Les conditions pour étudier ces changements sont déjà en place. Les nombreux travaux sur le lien entre les organismes d'aide humanitaire et leurs pratiques se sont focalisés depuis trente ans sur les logiques de professionnalisation et de bureaucratisation traversant le secteur. Certains se sont notamment intéressés aux changements affectant les institutions et normes encadrant ces organisations, qu'il s'agisse du politiste Michael Barnett, analysant les systèmes de gouvernance du secteur¹², ou en France, de Philippe Ryfman, s'intéressant au fonctionnement des ONG¹³.

D'autres travaux ont choisi l'entrée par les salarié-e-s humanitaires et leurs relations au terrain, à l'image de ceux

– taking into account the transformations happening in the ecosystem – translates into new organisational reforms in the humanitarian sector. By advancing the theory that organisations in the sector will introduce effective and adapted mechanisms to fight against sexual harassment at work and against sexual exploitation and sexual violence against beneficiaries, it will therefore be important to focus on how these changes may reconfigure stakeholder dynamics in the humanitarian field.

« Ces affaires rendues publiques donnent à voir également la mise en scène du scandale comme moment de transformation sociale des organisations. »

"These scandals made public also reveal how they have been framed as moments of social transformation for organisations."

Opportunities and limitations of organisational reforms

The conditions for studying these changes are already in place. The numerous studies on the connection between humanitarian aid organisations and their practices have focused for thirty years on the dynamics of professionalisation and bureaucratisation permeating the sector. Some have focused on the changes affecting the institutions and norms that govern these organisations, be it the political scientist Michael Barnett analysing the sector's governance systems¹² or, in France, Philippe Ryfman analysing the functioning of NGOs¹³.

Other research has chosen to approach the subject by way of humanitarian employees and their relationships in the field, like the research on the

— 12. Michael N. Barnett, "Humanitarian Governance", *Annual Review of Political Science*, vol. 16, 2013, p. 379-398.

— 13. Philippe Ryfman, *Les ONG*, La Découverte, 2014.

— 12. Michael N. Barnett, "Humanitarian Governance", *Annual Review of Political Science*, vol. 16, 2013, p.379-398.

— 13. Philippe Ryfman, *Les ONG*, La Découverte, 2014.

en anthropologie de l'aide humanitaire de Laetitia Atlani-Duault¹⁴ ou de ceux de Johanna Siméant et Pascal Dauvin sur les motivations des salarié-e-s à rejoindre le métier et les relations entre siège et terrain¹⁵. Marion Fresia et Philippe Lavigne-Delville ont récemment posé un regard ethnographique sur les relations entre humanitaires et bénéficiaires sur le terrain¹⁶, tandis qu'Anne Le Naëlou avertit sur les effets secondaires de la professionnalisation du secteur¹⁷.

Cette professionnalisation croissante de l'action humanitaire depuis les années 1990¹⁸ s'est renforcée à la suite de la réforme humanitaire de l'ONU. Mais elle a soulevé de nouvelles questions sur les conséquences induites de la systématisation des pratiques humanitaires et la concurrence croissante entre les multiples acteurs humanitaires dans les situations d'urgence complexes sur le terrain. Il en va aussi de la transition d'un modèle de solidarité nord-sud eurocentrique à une conception multipolaire au croisement d'intérêts divergents portés par une grande diversité d'acteurs.

Dans ce même mouvement, des chercheurs se sont intéressés à l'émergence de nouveaux mécanismes de gestion pour les salarié-e-s humanitaires comme le pilotage à distance¹⁹, ainsi qu'à l'arrivée de nouveaux métiers, comme ceux liés à la sécurité humanitaire²⁰. D'autres

anthropology of humanitarian aid by Laetitia Atlani-Duault¹⁴ or the work of Johanna Siméant and Pascal Dauvin on employees' motivations for entering the profession and on the relationships between headquarters and the field¹⁵. Marion Fresia and Philippe Lavigne-Delville recently provided an ethnographic perspective on the relationships between humanitarian workers and beneficiaries in the field¹⁶, whereas Anne Le Naëlou has warned of the secondary effects of professionalisation in the sector¹⁷.

The increasing professionalisation of humanitarian action since the 1990s¹⁸ was reinforced by the UN's humanitarian reform. But it raised fresh questions regarding the consequences of systematising humanitarian practices and the growing competition between different humanitarian actors in complex emergency situations in the field. There was also the question of a transition from a Eurocentric North-South solidarity model to a multi-polar conception of divergent interests carried by a wide variety of actors.

In the same movement, researchers became interested in the emergence of new management mechanisms for humanitarian employees, such as remote management¹⁹, as well as the emergence of new professions, such as those connected to humanitarian security²⁰. Other research,

— 14. Laetitia Atlani-Duault, *Au bonheur des autres. Anthropologie de l'aide humanitaire*, Armand Colin, 2009.

— 15. Johanna Siméant et Pascal Dauvin, *Le travail humanitaire : les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Presses de Sciences Po, 2002.

— 16. Philippe Lavigne-Delville et Marion Fresia (dir.), *Au cœur des mondes de l'aide internationale*, IRD Éditions, 2018.

— 17. Anne Le Naëlou, « ONG : les pièges de la professionnalisation », *Revue Tiers Monde*, vol. 45, n° 180, 2004, p. 727-734.

— 18. Voir, dans ce numéro, l'article de Rory Downham, « La professionnalisation de l'action humanitaire : un chantier qui reste ouvert », p. 112-127 [NDLR].

— 19. Mark Duffield, *Post-Humanitarianism: Governing Precarity in the Digital World*, London, Polity, 2018.

— 20. Monique Jo Beerli, "Saving the Saviors: Security Practices and Professional Struggles in the Humanitarian Space", *International Political Sociology*, 12/1, 2018, p.70-87.

— 14. Laetitia Atlani-Duault, *Au bonheur des autres. Anthropologie de l'aide humanitaire*, Armand Colin, 2009.

— 15. Johanna Siméant et Pascal Dauvin, *Le travail humanitaire : les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Presses de Sciences Po, 2002.

— 16. Philippe Lavigne-Delville et Marion Fresia (dir.), *Au cœur des mondes de l'aide internationale*, IRD Éditions, 2018.

— 17. Anne Le Naëlou, « ONG : les pièges de la professionnalisation », *Revue Tiers Monde*, vol. 45, n° 180, 2004, p. 727-734.

— 18. See, in the current issue, the article of Rory Downham, "The professionalisation of humanitarian action: a work still in progress", p. 112-127 [NDLR].

— 19. Mark Duffield, *Post-Humanitarianism: Governing Precarity in the Digital World*, London, Polity, 2018.

— 20. Monique Jo Beerli, "Saving the Saviors: Security Practices and Professional Struggles in the Humanitarian Space", *International Political Sociology*, 12/1, 2018, p.70-87.

travaux, comme ceux d'Elsa Rambaud, ont porté sur certaines organisations – en l'occurrence MSF – caractérisées par leur identité « critique », autrement dit la mise en avant du questionnement de leurs pratiques et de leurs actions²¹. Ces analyses s'interrogent sur la manière dont ces organisations critiques, Oxfam est de celles-là, en combinant une aide de plus en plus routinière et un travail de plaidoyer pour une réduction des inégalités nord-sud, gèrent les contradictions entre professionnalisation et engagement.

Tous ces travaux peuvent sembler bien éloignés du sujet qui nous intéresse ici, mais ne nous y trompons pas. L'approche par la professionnalisation permet de comprendre ce qui se passe à l'intérieur des organisations, sur le terrain comme dans les sièges. La nature de plus en plus concurrentielle du secteur, la précarité des contrats humanitaires, les terrains « complexes » faisant intervenir de multiples acteurs ou les normes de sécurité qui renforcent la déconnexion entre expatrié-e-s et populations sont autant de pistes pour mieux comprendre les violences sexistes et sexuelles qui y prennent place. Ces thèmes « périphériques » en apparence nous informent beaucoup sur les rapports de domination spécifiques qui rendent possibles les agressions dans ce milieu.

Ces travaux peuvent aussi nous renseigner sur les potentialités et les limites des initiatives lancées après l'affaire Oxfam. Mais ils devraient être lus de concert avec la littérature sur l'institutionnalisation de la cause de femmes pour mieux comprendre les effets de ces réformes. Cette littérature fait le constat d'une double dynamique quand de nouveaux outils pour réduire la discrimination des femmes sont adoptés par des organisations. Ces réformes produisent en effet une politisation individuelle ou collective des rapports de genre à l'intérieur

« L'approche par la professionnalisation permet de comprendre ce qui se passe à l'intérieur des organisations, sur le terrain comme dans les sièges. »

"The professionalisation approach enables us to understand what is happening inside these organisations, in the field and at headquarters."

such as Elsa Rambaud's, focused on certain organisations – MSF, in this instance – characterised by their "critical" identity, in other words, highlighting the questioning of their practices and actions²¹. These analysis concern the ways in which these critical organisations, including Oxfam, handle the contradictions between professionalisation and engagement by combining increasingly routine aid with advocacy work to reduce inequalities between the North and the Global South.

All of these studies may seem far removed from the subject at hand, but let there be no mistake. The professionalisation approach enables us to understand what is happening inside these organisations, in the field and at headquarters. The increasingly competitive nature of the sector, the precarity of humanitarian contracts, the "complex" fields that include multiple actors, and the security norms that exacerbate the disconnection between expatriates and local populations provide so many avenues to better understand the sexist and sexual violence that takes place. These apparently "peripheral" topics tell us a lot about the specific power relationships that make assaults possible in this environment.

This research can also inform us about the opportunities and limitations of the initiatives that were launched in the wake of the Oxfam scandal. But they should be considered together with the literature on the institutionalisation of women's

— 21. Elsa Rambaud, « L'organisation sociale de la critique à Médecins Sans Frontières », *Revue française de science politique*, 59 (4), 2009, p. 723-756.

— 21. Elsa Rambaud, « L'organisation sociale de la critique à Médecins Sans Frontières », *Revue française de science politique*, 59 (4), 2009, p. 723-756.

« Pour analyser la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, le travail humanitaire doit être compris comme une gestion des rapports nord-sud. »

"In order to analyse the fight against sexist and sexual violence, humanitarian work must be understood as a system for dealing with relationships between the North and the Global South."

de ces organisations²², mais aussi une dépolitisation de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles tant elle se révèle soumise à des contraintes (enjeux de légitimité, concurrence entre organisations, pacification de conflits internes, etc.).

L'étude des imbrications des rapports de domination de genre et des rapports de domination nord-sud, centrale dans la littérature sur le genre et la mondialisation, permet également de comprendre les transformations actuelles²³. En effet, les violences sexuelles commises par des humanitaires masculins blancs n'ont été que tardivement ciblées par les organisations humanitaires, même si des ruptures de contrat de personnels masculins « locaux », à la suite de plaintes formelles et informelles, étaient réalisées depuis longtemps. Mais la possibilité d'être reconnue et écoutée comme victime, puis d'être prise en charge par des dispositifs de lutte contre le harcèlement d'une part, tout comme le risque d'être sanctionné d'autre part dépend du positionnement de la victime et de l'agresseur dans le champ humanitaire. Or, pour analyser la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, le travail humanitaire doit être

causes in order to better understand the effects of these reforms. This literature notes the dual dynamic that arises when organisations adopt new tools to reduce discrimination against women. These reforms effectively produce an individual or collective politicisation of gender relationships within these organisations²², but also a depoliticisation of the struggle against sexist and sexual violence, inasmuch as it is subject to constraints (issues of legitimacy, competition between organisations, pacification of internal conflicts, etc).

The study of the connections between gendered power relationships and North-South power relationships, which is central to the literature on gender and globalisation, also enables us to understand current transformations at work²³. Indeed, sexual violence committed by white, male humanitarian workers was only addressed relatively recently by humanitarian organisations, even though the contractual termination of "local" male personnel's work contracts as a result of formal and informal complaints had been going on for a long time. But the possibility of being recognised and listened to as a victim, and then benefiting from actions to combat harassment, on the one hand, and the risk of being sanctioned, on the other, depends on the position of the victim and the aggressor in the humanitarian field. In order to analyse the fight against sexist and sexual violence, humanitarian work must be understood as a system for dealing with relationships between the North and the Global South, which remains largely under-studied to date.

— 22. Pauline Delage, Marylène Lieber, Natacha Chetcuti-Osorovitz, « Lutter contre les violences de genre. Des mouvements féministes à leur institutionnalisation. Introduction », *Cahiers du Genre*, 66 (1), 2019, p. 5-16.

— 23. Jules Falquet et al., *Le Sexe de la mondialisation. Genre, classe, race et nouvelle division du travail*, Presses de Sciences Po, 2010.

— 22. Pauline Delage, Marylène Lieber, Natacha Chetcuti-Osorovitz, « Lutter contre les violences de genre. Des mouvements féministes à leur institutionnalisation. Introduction », *Cahiers du Genre*, 66 (1), 2019, p. 5-16.

— 23. Jules Falquet et al., *Le Sexe de la mondialisation. Genre, classe, race et nouvelle division du travail*, Presses de Sciences Po, 2010.

compris comme une gestion des rapports nord-sud, un pan largement sous-étudié jusqu'à aujourd'hui.

Comprendre les imbrications entre rapports sociaux nord-sud et entre rapports sociaux de sexe

Nous sommes donc aujourd'hui capables de mieux comprendre les potentialités, mais aussi les limites des efforts des organisations humanitaires pour mieux correspondre dans leurs pratiques aux idéaux qu'elles promeuvent. Les violences sexistes et sexuelles commises par certains personnels humanitaires ne disparaîtront pas simplement en renforçant les outils de lutte contre ces violences. Des sanctions plus claires et plus systématiques pour les agresseurs et une écoute plus attentive pour les victimes aideront à les réduire. Mais les agresseurs qui inscrivent leurs violences dans un rapport de dépendances avec les victimes, lequel se nourrit des rapports sociaux de genre et des rapports sociaux nord-sud, pourront toujours adapter leurs comportements. Une réduction des rapports de domination entre salarié-e-s humanitaires et bénéficiaires, mais également entre personnels humanitaires, est un prérequis pour éradiquer de telles violences.

Understanding how North-South social relationships interconnect with gendered social relationships

We are currently in a better position to understand the opportunities, but also the limitations, of humanitarian organisations' efforts to meet in practice the ideals that they promote. Sexist and sexual violence committed by certain humanitarian personnel will not disappear simply by reinforcing the tools in the fight against this violence. Clearer and more systematic sanctions for perpetrators and a more attentive ear to the victims will help reduce it. But the aggressors who enshrine their violence in a relationship of dependency with the victims, which is itself informed by gendered social relationships and social relationships between the North and the Global South, will always be able to adapt their behaviour. Redressing power relationships between humanitarian employees and beneficiaries, but also between humanitarian personnel, is a prerequisite in the battle to eradicate this violence.

Translated from the French by Juliet Powys

Biographie | Biography



JAN VERLIN

Chercheur postdoctoral à la chaire Géopolitique du risque de l'École normale supérieure et chercheur associé au Centre de sociologie des organisations (CSO – CNRS/Sciences Po). Après des études de sciences politiques à l'Université libre de Berlin, Jan Verlin a fait un doctorat à l'Université Paris-Ouest – Nanterre sur le gouvernement de la crise humanitaire en Haïti après le séisme de 2010. Il a ensuite travaillé en tant que chercheur postdoctoral dans le projet de recherche RAVEX au Centre de recherches internationales (CERI – CNRS/Sciences Po) sur les experts du risque environnemental dans les Caraïbes. Après un deuxième postdoctorat sur la planification de gestion d'urgence dans les Antilles dans le cadre du projet de recherche V-CARE, il fait actuellement partie du projet de recherche ENGAGE sur la résilience sociale après des catastrophes naturelles financé par le conseil de recherche européen dans le cadre de son programme Horizon 2020. Ses travaux portent sur les professionnels de crise et notamment dans l'aide humanitaire. Il conduit depuis deux années une enquête sur la gestion des violences sexistes et sexuelles dans les organisations humanitaires. Il milite également depuis des années sur la lutte contre ces violences.

Postdoctoral researcher at the Research Chair in the Geopolitics of Risk at the École normale supérieure and associate researcher at the Centre de sociologie des organisations (CSO – CNRS/Sciences Po). After his studies in political science at Freie Universität Berlin, Jan Verlin completed a PhD at the Université Paris-Ouest – Nanterre on the governance of the humanitarian crisis in Haiti after 2010 earthquake. He then worked as a postdoctoral researcher on the RAVEX project at the Centre de recherches internationales (CERI – CNRS/Sciences Po) on environmental risk experts in the Caribbean. Following a second postdoctoral study on the planning of emergency management in the Antilles in the context of the research project V-CARE, he is currently part of the ENGAGE research project on social resilience in the wake of natural disasters, funded by the European Research Council as part of its Horizon 2020 programme. His work focuses on crisis management professionals, particularly in the humanitarian sector. For two years, he has been conducting an investigation on the management of gender-based and sexual violence in humanitarian organisations. He has also been campaigning for years on the fight against this violence.

Réflexions sur le patriarcat et la lutte contre les violences sexistes et sexuelles au sein du secteur humanitaire

Reflections on patriarchy and the fight against gender-based and sexual violence in the humanitarian sector

Segolen Guillaumat • Enseignante-chercheuse auprès du Centre de Leadership Humanitaire (CHL)/Deakin University (Australie)

S

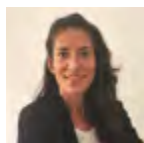
il le secteur humanitaire n'échappe pas aux violences sexistes et sexuelles, c'est qu'il est soumis au rapport patriarcal de domination homme-femme, comme tant d'autres secteurs de la société. Certaines de ses spécificités peuvent aussi faciliter des violences auprès de populations vulnérables quand d'autres lui permettaient de « s'immuniser » contre leurs plaintes. Pour contrer l'emprise du patriarcat dans le secteur humanitaire, l'autrice milite pour que celui-ci prenne une « position dominante » sur le sujet et aide à une libération de la parole, en tenant compte du contexte local dans lequel ces violences sont ancrées.

ter des violences auprès de populations vulnérables quand d'autres lui permettaient de « s'immuniser » contre leurs plaintes. Pour contrer l'emprise du patriarcat dans le secteur humanitaire, l'autrice milite pour que celui-ci prenne une « position dominante » sur le sujet et aide à une libération de la parole, en tenant compte du contexte local dans lequel ces violences sont ancrées.

L'écosystème humanitaire est intrinsèquement associé à un haut degré de valeurs morales, éthiques, voire spiri-

If the humanitarian sector is not immune to gender-based and sexual violence, it is because it is subject to patriarchal male-female dynamics, as are so many other sectors of society. Some of its specific characteristics can facilitate violence against vulnerable populations whilst others allow it to "immunise" itself against their complaints. To counter the patriarchy's grip within the humanitarian sector, the author advocates for it to take a "dominant position" on the subject and urge free speech, taking into account the local context in which this violence is anchored.

The humanitarian ecosystem is intrinsically associated with a high degree of moral, ethical and even spiritual or religious values. This means that collective thinking often sets the sector "apart" from all others, potentially considering it out of touch with reality.



SEGOLEN
GUILLAUMAT

tuelles ou religieuses. De ce fait, la pensée collective place souvent le secteur « à part », au risque de le considérer comme hors sol.

Parler des violences sexistes et sexuelles dans le secteur humanitaire¹, c'est affirmer leur existence, d'un côté, et la nécessité d'évoquer les spécificités du secteur, de l'autre. Mettre ensemble violences sexistes et sexuelles, ce n'est pas dire qu'elles sont d'égale gravité ou également répandues, mais c'est appréhender ces violences comme un tout. C'est affirmer que la banalisation des premières est un risque et constitue une prédisposition aux secondes. Il ne s'agit pas non plus de se situer à l'échelle de chaque individu, mais de ce qu'une société peut engendrer. En somme, il s'agit d'affirmer que si la lutte contre ces fléaux est évidemment nécessaire, elle doit englober les deux aspects de ces violences.

Ces dernières années, comme en témoignent régulièrement les médias, nombre de secteurs ont été de gré ou de force amenés à faire leur introspection. Le silence se rompt, lentement, et les révélations se multiplient dans les mondes de la littérature, de l'audiovisuel, du cinéma, du sport ou encore de l'industrie des jeux vidéo. Le secteur humanitaire ne fait pas exception, et pour cause : il fait partie de cet ensemble et relève des mêmes systèmes patriarcaux, aux racines du pouvoir et des violences de genre. Mais s'il s'inscrit dans ce tout, le secteur est aussi porteur de spécificités si bien que les conséquences sont plus amères encore pour celles et ceux qui en sont victimes et survivant·e·s. C'est précisément au nom de cette exemplarité attendue que les luttes contre les violences sexistes et sexuelles au sein du secteur humanitaire peuvent contribuer aux transformations plus profondes de nos sociétés. Ce sont ainsi trois réflexions qui vont structurer cette contribution.

— 1. Lire l'avertissement de l'autrice à la fin de cet article [NDLR].

To speak of gender-based and sexual violence in the humanitarian sector¹ is to affirm both its existence and the need to discuss the sector's specific characteristics. To speak of gender-based and sexual violence in the same breath does not mean that they are equally serious or equally prevalent, but that they should be understood as a whole, and that the normalisation of the former constitutes a risk and a predisposition to the latter. Nor is it simply a matter of looking at individuals, but at what society as a whole is capable of engendering. Simply put, while the fight against these scourges is obviously necessary, it must address both aspects of this violence.

In recent years, and as the media regularly attests, many sectors have been encouraged – willingly or not – to take a good look at themselves. The silence is slowly being broken and we are seeing an increasing number of revelations in the media, literature, cinema, sport and even the video-game industries. The humanitarian sector is no exception, and for good reason: it is part of this whole and governed by the same patriarchal systems, at the root of power and gender-based violence. Yet even though it is part of this whole, the sector has its own specific characteristics so that consequences are even more painful for those who are victims and survivors. It is precisely because the humanitarian sector is expected to lead by example that the struggle against gender-based and sexual violence within it might contribute to deeper transformations in our societies. This article will therefore be structured around three trains of thought.

A chain of violence: at the roots of patriarchy

Even though it is driven by powerful principles and values, humanitarian action is not set "apart" from or above society but is deeply entrenched in it. As is the case elsewhere, the humanitarian sector is structured around human relations

— 1. See the author's notes at the end of this article [Editor's note].

Violences en chaîne : aux racines du patriarcat

Bien que mue par de puissants principes et valeurs, l'action humanitaire ne se situe pas « à part » ou au-dessus du monde, mais s'y fonde totalement. Comme ailleurs, le secteur humanitaire est hiérarchisé autour de relations humaines et de pouvoir(s). Ce contrat social est léonin lorsque certains l'exercent de manière déséquilibrée, « au détriment » d'autres. Et ces rapports sont un terreau propice aux violences sexuelles et sexistes, manifestations extrêmes de ces « masculinités de domination » qui fondent le patriarcat². Dans le secteur humanitaire, comme ailleurs, on trouve des auteurs de violences et, comme ailleurs, on trouve des victimes et des survivant·e·s, majoritairement des femmes, bien que cela concerne aussi des enfants et d'autres minorités de genre.

Les témoignages convergent pour dénoncer les conséquences immédiates et durables pour celles et ceux qui ont le courage de prendre la parole et de dénoncer ces violences : dénigrement, minimisation, injustice, conséquences sanitaires et psychologiques, honte individuelle, voire familiale, mise au ban du cercle familial, voire de la communauté. La parole, loin de libérer, conduit à de nouvelles violences qui s'ajoutent à celles déjà subies. Certes, la voix et l'écoute des victimes et des survivant·e·s émergent, mais encore trop peu, ce qui consolide ces déséquilibres de pouvoir et alimente la défiance envers les systèmes établis. Le coût de la libération de la parole demeure bien trop élevé, comme en témoigne par exemple le récit de victimes publié très récemment³.

— 2. Patriarcat : « Forme d'organisation sociale dans laquelle l'homme exerce le pouvoir dans le domaine politique, économique, religieux, ou détient le rôle dominant au sein de la famille, par rapport à la femme », Larousse. Voir également Ivan Jablonka, *Des hommes justes. Du patriarcat aux nouvelles masculinités*, Seuil, 2019.

— 3. Robert Flummerfelt et Nellie Peyton, « Comment les travailleurs humanitaires ont pu commettre des abus sexuels en toute impunité lors de l'épidémie d'Ebola au Congo », *The New Humanitarian*, 29 septembre 2020, <https://www.thenewhumanitarian.org/fr/analyses/2020/09/30/travailleurs-humanitaires-abus-sexuels-l-epidemie-d-ebola-congo>

and power(s). This social contract is unconscionable when applied unevenly, "to the detriment" of others. Such relationships provide fertile ground for sexual and gender-based violence as extreme manifestations of these "masculinities of domination" that underpin patriarchy². In the humanitarian sector, as elsewhere, there are perpetrators of violence, and as elsewhere, there are victims and survivors, mostly women, although children and other gender minorities are also affected.

The testimonies converge to denounce the immediate and lasting consequences for those brave enough to speak out and denounce this violence: denigration, belittlement, injustice, health and psychological consequences, individual or even family shame, and banishment from the family circle or even from the community. Speaking out, far from being liberating, leads to further violence, on top of that which has already been endured. The voices of the victims and the survivors are indeed being heard, but not yet enough, thereby consolidating the power imbalances that exist and fuelling the distrust of established systems. The cost of freeing these voices is still far too high, as demonstrated by recently published victims' accounts³.

This explains why the victims and survivors of gender-based and sexual violence, regardless of their background and sector, largely remain silent. The shame and fear of not being heard or believed, losing their job or not finding one at all, or finding their career trajectory if not blocked then stalled also extends to the witnesses. These obstacles are all the more oppressive when the perpetrators are on the top rung of the power ladder.

— 2. Patriarchy: "A form of social organisation in which men exercise power in the political, economic and religious spheres or have a dominant role within the family, in relation to women", Larousse. See also Ivan Jablonka, *Des hommes justes. Du patriarcat aux nouvelles masculinités*, Seuil, 2019.

— 3. Robert Flummerfelt and Nellie Peyton, "Power, poverty, and aid: The mix that fuelled sex abuse claims in Congo", *The New Humanitarian*, 29 September 2020, www.thenewhumanitarian.org/analysis/2020/09/29/Power-poverty-aid-sex-abuse-claims-Congo-Ebola-response

Cela explique pourquoi les victimes et survivant-e-s des violences sexistes et sexuelles, quel que soit leur profil et secteur, demeurent dans une large majorité silencieux-ses. La honte et la crainte de ne pas être entendu-e-s ni cru-e-s, de perdre leur emploi, de ne plus en trouver, ou de ralentir, jusqu'à l'arrêt, l'avancement de leur carrière s'étendent aussi aux témoins. Et ces hypothèques sont d'autant plus lourdes lorsque les auteurs se situent en haut de l'échelle des pouvoirs.

Jusque très récemment, celles et ceux qui osaient prendre la parole étaient rarement entendu-e-s, encore moins soutenu-e-s. Au contraire, dans les secteurs corporatistes – et ils le sont presque tous –, le fait de dénoncer publiquement de tels actes pouvait se retourner contre celles et ceux qui avaient ce courage. Par une sorte d'aberration, ils devenaient coupables de calomnie ou de délation, d'autant plus s'il en résultait des conséquences publiques néfastes à l'image, à la réputation et aux financements ou aux bénéfices de l'institution. Les auteurs échappaient le plus souvent aux sanctions et poursuites judiciaires. Et si les sanctions internes ont certes été peu à peu mieux définies et encadrées, la remarque sexiste relève encore souvent de la boutade culturelle, voire d'une « liberté d'importuner⁴ ».

Le rôle des États doit à ce stade être interrogé puisque, d'un pays à l'autre, le législateur s'est plus ou moins emparé de la question. S'il se montre rarement d'une exemplarité dissuasive pour les auteurs, il est également peu attentif aux attentes et besoins des victimes et survivant-e-s. La composition même des parlements du monde entier en atteste : les normes sociales patriarcales représentent un rapport biaisé et déséquilibré des relations humaines. Et comme les violences de genre existent

Until very recently, those who dared to speak out were rarely heard, let alone supported. On the contrary, in the corporate sectors – and almost all of them are – the act of publicly denouncing such incidents could backfire on those who had the courage to do so. Strangely, they became guilty of slander or denunciation, especially if the public consequences were detrimental to the institution's image, reputation, funding or profits. The perpetrators most often escaped sanctions and legal action. And, even though internal sanctions have indeed gradually been better defined and framed, the sexist remark is often still seen as a cultural joke or even the expression of the "freedom to annoy"⁴.

The role of the State must now be questioned since, country after country, legislators are now seizing upon the issue, to varying degrees. Rarely setting a dissuasive example for perpetrators, they also pay precious little attention to the expectations and needs of victims and survivors. The very composition of parliaments throughout the world attests to this: patriarchal social norms reflect a biased and unbalanced relationship of human interactions. And, because gender-based violence exists everywhere, one can hardly be surprised – whilst still being outraged – to see that it also exists in the humanitarian sector. In the absence of figures compiled on a global scale, nothing allows us to say whether or not it is more or less widespread than elsewhere, but we must commend other sectors for paving the way and freeing voices. In this regard, the scale and international visibility of the movements speaking out on behalf of the victims and survivors of sexual violence in the wake of the Weinstein scandal that

— 4. Tribune, « Nous défendons une liberté d'importuner, indispensable à la liberté sexuelle », *Le Monde*, 9 janvier 2018, https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/01/09/nous-defendons-une-liberte-d-importuner-indispensable-a-la-liberte-sexuelle_5239134_3232.html

— 4. Tribune, « Nous défendons une liberté d'importuner, indispensable à la liberté sexuelle », *Le Monde*, 9 janvier 2018, https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/01/09/nous-defendons-une-liberte-d-importuner-indispensable-a-la-liberte-sexuelle_5239134_3232.html [text published in the French national press, signed by 100 public figures, all women, which sparked controversy].

partout, on ne peut s'étonner, tout en restant indigné·e·s, qu'elles existent également dans le secteur humanitaire. Faute de chiffres compilés à l'échelle globale, rien ne nous permet d'affirmer qu'elles sont plus ou moins répandues qu'ailleurs. Il faut en revanche savoir gré à d'autres milieux d'avoir ouvert la voie ; et libéré les voix. À cet égard, l'ampleur et la visibilité internationale des mouvements de prise de parole des victimes et survivant·e·s de violences sexuelles après l'« affaire Weinstein » en octobre 2017⁵ ont certainement favorisé l'écho retentissant de l'affaire des salariés humanitaires à Haïti, rendue publique en février 2018 par *The Times*⁶. D'autres scandales⁷ avaient déjà depuis le début des années 1990 émaillé l'histoire, mais aucun n'avait eu un tel retentissement. Et c'est sans doute depuis cette affaire que, sous la pression des médias comme de l'opinion publique, s'est posée la question des spécificités propres au secteur humanitaire⁸.

Spécificités humanitaires : de la défiance à la conscience

Si le secteur humanitaire est « comme les autres », au sens où il n'échappe pas aux réalités patriarcales, ses particularismes vont en diffracter les conséquences. L'action humanitaire a pour cadre des lieux de grande complexité, voire de chaos. Qu'il s'agisse de conflits, de catastrophes naturelles ou de pandémies, ces théâtres favorisent les « déraillements » individuels, car le terreau y est plus fertile. Les

broke in October 2017⁵ certainly had a major impact in the case of the humanitarian aid workers in Haiti, which *The Times* reported in February 2018⁶. There had been other scandals⁷ since the early 1990s, but none had such a major impact as this one. And it has probably been since this affair that, under pressure from the media and public opinion alike, the specific characteristics of the humanitarian sector have been questioned⁸.

Specific characteristics of the humanitarian sector: from distrust to awareness

If the humanitarian sector is "like other sectors" in the sense that it is not immune to patriarchal reality, its distinctive features distort the consequences of that reality. Humanitarian action operates in situations of great complexity if not chaos. Conflict, natural disaster or pandemic, these theatres are conducive to individual episodes of "going off the rails" because the ground is more fertile. The vulnerability of some people is exacerbated, while the power of others grows exponentially. The other specific characteristic relates to people: the primary human principle underpinning humanitarian action is to relieve the suffering of "beneficiaries" or "affected populations" – responding to their "needs" is the reason d'être of humanitarian actors. It has already been said that there are victims and survivors in all areas, but this imbalance in human relations takes on a darker hue in this

— 5. Par exemple #MeToo (mouvement féministe intersectionnel lancé par Tarana Burke en 2007. Le hashtag est ensuite repris par Alyssa Milano en 2017 au moment où éclate ce qui deviendra l'« affaire Weinstein »), #BalanceTonPorc, #QuellaVoltaQue, etc. créés à la suite.

— 6. Sam O'Neill, "Oxfam in Haiti: 'It was like a Caligula orgy with prostitutes in Oxfam T-shirts'", *The Times*, 9 February 2018.

— 7. Robert Flummerfelt and Nellie Peyton, "Timeline: UN and NGO sex scandals from 1990 to 2020", in "More than 50 women accuse aid workers of sex abuse in Congo Ebola crisis", *The New Humanitarian*, 29 September 2020.

— 8. Panel "The humanitarian #MeToo moment: where do we go from here?", *The New Humanitarian*, 23 March 2018, accessible sur YouTube via <https://www.thenewhumanitarian.org/2018/03/23/humanitarian-metoo-moment-where-do-we-go-here>

— 5. For example #MeToo (an inter-sectional women's movement launched by Tarana Burke in 2007. The hashtag was then adopted by Alyssa Milano in 2017 when what would become known as the Weinstein scandal broke out), #BalanceTonPorc, #QuellaVoltaQue, etc., were subsequently founded.

— 6. Sam O'Neill, "Oxfam in Haiti: 'It was like a Caligula orgy with prostitutes in Oxfam T-shirts'", *The Times*, 9 February 2018.

— 7. Robert Flummerfelt and Nellie Peyton, "Timeline: UN and NGO sex scandals from 1990 to 2020", in "More than 50 women accuse aid workers of sex abuse in Congo Ebola crisis", *The New Humanitarian*, 29 September 2020.

— 8. Panel "The humanitarian #MeToo moment: where do we go from here?", *The New Humanitarian*, 23 March 2018, available on YouTube: <https://www.thenewhumanitarian.org/2018/03/23/humanitarian-metoo-moment-where-do-we-go-here>

« Ce déséquilibre des relations humaines prend une coloration plus sombre au sein de ce secteur lorsque pouvoir et violences de genre sont exercés sur ceux-elles-là mêmes censé-e-s être assisté-e-s. »

"This imbalance in human relations takes on a darker hue in this sector when power and gender-based violence are exercised over those whom the sector is supposed to be helping."

vulnérabilités de certain-e-s y sont exacerbées, tandis que le pouvoir d'autres augmente de manière exponentielle. L'autre spécificité tient aux personnes: le principe premier d'humanité qui sous-tend l'action humanitaire consiste à soulager les souffrances de « bénéficiaires » ou de « populations affectées », et la réponse à leurs « besoins » est la raison d'être des acteurs humanitaires. On l'a écrit, il est des victimes et survivant-e-s dans tous les domaines, mais ce déséquilibre des relations humaines prend une coloration plus sombre au sein de ce secteur lorsque pouvoir et violences de genre sont exercés sur ceux-elles-là mêmes censé-e-s être assisté-e-s. Il y a en cela une contradiction éthique, morale et intellectuelle de l'humanitaire qui ajoute aux souffrances d'autrui au lieu de les atténuer.

Le brassage multiculturel des acteurs et équipes humanitaires est peut-être à nul autre domaine comparable. Les expatrié-e-s apportent avec eux-elles leur propre référentiel de normes sans avoir la volonté, ou le temps, de le relativiser au contact de la société d'accueil. Les travailleurs nationaux jouent parfois sans distinction du pouvoir de l'institution et de leurs fonctions pour exercer une ascendance sur autrui. Et quand les abus surviennent, les victimes se trouvent confrontées aux pléthoriques mécanismes de plaintes qui associent trop rarement ceux-elles-là mêmes qu'ils entendent défendre, alimentant méconnaissance et défiance. Très peu de plaintes sont déposées auprès des

sector when power and gender-based violence are exercised over those whom the sector is supposed to be helping. There is an ethical, moral, and intellectual contradiction in the humanitarian system here which increases, rather than mitigates, the suffering of others.

The multicultural mix of humanitarian actors and teams is perhaps totally unlike that in any other field. International staff bring their own set of standards without having the will, or the time, to put it into perspective through contact with the host society. National workers sometimes play indiscriminately on the power of their institution and their own duties to gain the upper hand over others. And when abuse occurs, victims find themselves confronted with a plethora of complaint mechanisms that all too rarely involve the very people they aim to defend, fuelling a lack of understanding and distrust. Very few complaints are filed with the public authorities in the host states – which are often fragile – and when the "investigators" are called in, they are called in by the institution for which the alleged perpetrator is working. Even though such "investigations" are, without doubt, conducted professionally, there is reasonable cause for suspicion. In any event, the legitimacy and biases of those who will determine what is true or not are hereby called into question. A conflict of interests is possible when an investigation is conducted in a neutral and impartial manner, but which may also have a negative impact on the institution. The victims and survivors can do very little to reverse this state of affairs, which is far removed from the reality of their situation.

Since 2018, the sector has undoubtedly been making sweeping changes. The "Haiti affair" highlighted the humanitarian system's failures in terms of gender-based and sexual violence. Since then, denial has not been an option. In the early 2000s, the United Nations (UN) defined the concepts of sex-

autorités publiques des États d'intervention, souvent fragiles, et quand ils sont diligentés les « enquêteur-riche-s » le sont par l'institution d'où vient l'auteur présumé. Bien que ces « investigations » soient certainement conduites avec professionnalisme, il est permis une suspicion raisonnable. Cela interroge en tout cas la légitimité et les biais de celles et ceux qui vont décider ce qui est vrai ou non. Le conflit d'intérêts est possible lorsqu'il s'agit d'intervenir en toute neutralité et impartialité et que, dans le même temps, cela peut négativement impacter l'institution. Les victimes et survivant-e-s peuvent bien peu de choses de leur côté pour renverser cet ordre-là, éloigné de leurs réalités.

Depuis 2018, le secteur opère incontestablement une mue. L'« affaire Haïti » a été la loupe des défaillances du système humanitaire en matière de violences sexistes et sexuelles. Depuis, le déni n'est plus permis. Les Nations unies avaient défini au début des années 2000 les concepts d'exploitation et d'abus sexuel⁹, précisés au fur et à mesure. Elles ont depuis (ré)affirmé régulièrement leur « tolérance zéro¹⁰ » à l'encontre de toutes les formes de violences sexistes et sexuelles et édicté une politique standardisée pour l'ensemble du système onusien. De leur côté, les organisations non gouvernementales (ONG) internationales ont formalisé, voire renforcé leurs politiques en matière d'exploitation et d'abus sexuel (EAS) et précisé, dans leurs codes de conduite notamment¹¹, le

ual exploitation and abuse⁹, concepts which have gradually been refined. Since then, the UN has regularly (re)asserted its “zero tolerance”¹⁰ approach to all forms of gender-based and sexual violence and implemented a standardised policy for the entire UN system. For their part, international non-governmental organisations (NGOs) have formalised or strengthened their sexual exploitation and abuse (SEA) policies and, in their codes of conduct in particular, set out¹¹ the framework for sexual harassment in the workplace. Statements by national NGOs tend to be heading in the same direction, but at a slower and less formalised pace¹², often lacking resources and support from their international partners, and despite the localisation principle of the Grand Bargain launched at the World Humanitarian Summit in May 2016¹³, whose implementation should now incorporate this requirement. Perhaps it will be necessary to count on the impetus of donors: in October 2018, twenty-two donor states¹⁴ signed and published their commitments, which include consideration for victims and survivors, transparency and accountability,

— 9. Circulaire du Secrétaire général des Nations unies, « Dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les abus sexuels », ST/SGB/2003/13, 9 octobre 2003, <https://undocs.org/fr/ST/SGB/2003/13>

— 10. António Guterres, « Le chef de l'ONU réaffirme la politique de tolérance zéro envers le harcèlement sexuel », *ONU Info*, 2 février 2018 ; Fadéla Chaib (porte-parole de l'OMS, RDC), in “More than 50 women accuse aid workers of sex abuse in Congo Ebola crisis”, *The New Humanitarian*, 29 September 2020.

— 11. À titre d'exemple, on trouve une gamme d'actions dans les PSEA qui recouvre des sensibilisations et formations des personnels (en interne ou via des expert-e-s), des séances d'informations sur le terrain (incluant les mécanismes de collectes de plaintes), des mesures de traitement des plaintes, de l'appui à la libération de la parole et des investigations, accompagnements et/ou indemnisation des victimes et survivant-e-s, des poursuites judiciaires, etc.

— 9. UN Secretary-General's Bulletin, “Special measures for protection from sexual exploitation and sexual abuse”, ST/SGB/2003/13, 9 October 2003, <https://undocs.org/ST/SGB/2003/13>

— 10. António Guterres, « Le chef de l'ONU réaffirme la politique de tolérance zéro envers le harcèlement sexuel », *ONU Info*, 2 février 2018 ; Fadéla Chaib (WHO spokesperson, DRC), in “More than 50 women accuse aid workers of sex abuse in Congo Ebola crisis”, *The New Humanitarian*, 29 September 2020.

— 11. For example, SEA policies feature a range of actions including awareness and training of staff (in-house or by experts), information sessions in the field (including mechanisms for gathering complaints), measures for dealing with complaints, support for freedom of speech and investigations, guidance and/or compensation for victims and survivors, prosecution, etc.

— 12. Mirela Shuteriqi, “Systems in place”, in *The Long Run to Protection Against Sexual Exploitation and Abuse (PSEA)*, ICVA, 1 June 2018, p.6.

— 13. Inter-Agency Standing Committee, « Qu'est-ce que le Grand Bargain ? », juillet 2017.

— 14. Department for International Development and Foreign, Commonwealth and Development Office, *Commitments made by donors to tackle sexual exploitation and abuse and sexual harassment in the international aid sector*, Policy Paper, 18 October 2018.

cadre du harcèlement sexuel au travail. Les déclarations des ONG nationales tendent à aller dans le même sens, à un rythme toutefois plus lent et moins formalisé¹². Souvent faute de moyens et d'appui de la part de leurs partenaires internationaux, et en dépit du principe de localisation porté par le Grand Bargain lancé lors du Sommet humanitaire mondial de mai 2016¹³, dont la mise en application devrait intégrer désormais cette exigence. Peut-être faudra-t-il compter avec l'impulsion des bailleurs: en octobre 2018, vingt-deux États donateurs¹⁴ ont signé et rendu publics leurs engagements qui incluent la prise en compte des victimes et survivant-e-s, la transparence et la redevabilité, des standards minimums communs et le développement du leadership et des capacités organisationnelles au sein du secteur.

Outre ces démarches normatives, d'autres initiatives sont également conduites. Si elle n'existe plus en tant que telle, faute de financements, l'expérience Report the Abuse (RTA)¹⁵ demeure éclairante sur les violences sexistes et sexuelles subies par les travailleur-euse-s humanitaires. Bien que l'analyse ne permette pas d'extrapoler aux victimes et survivant-e-s d'EAS, elle parle néanmoins de réalités et pratiques ancrées. L'idée de médiateur-riche supranational-e pour le secteur a également été avancée sans toutefois aboutir¹⁶, tout comme la recommandation de créer un organisme indépendant pour l'ensemble

common minimum standards and the development of organisational leadership and capacity within the sector.

In addition to these normative approaches, other initiatives are also being undertaken. Even though it no longer exists as such (lack of funding), the "Report the Abuse" experiment¹⁵ is still enlightening about gender-based and sexual violence suffered by humanitarian workers. Although the analysis cannot be extrapolated to the victims and survivors of SEA, it nonetheless speaks of entrenched realities and practices. The idea of a supranational mediator for the sector has also been mooted but without success¹⁶, just like the recommendation to set up an independent body for the entire UN system¹⁷. All these examples reflect awareness, but the transformation process remains slow. The humanitarian sector could be at the forefront by being, in a way, exemplary.

Towards transformation and trust?

Transforming our societies, and their most fundamentally entrenched ideas, requires mutual recognition and respect. These changes, however, will come about by transforming the way in which victims and survivors of gender-based violence are viewed, and by enabling them to move from denial to recognition, from invisibility to existence. The point is not to unravel the system that has been built up in recent years, but to explore things as they currently stand and the progress made, to encourage and welcome the testimony of victims and survivors, and to support their place at the very heart of the system.

— 12. Mirela Shuteriqi, "Systems in place", in *The Long Run to Protection Against Sexual Exploitation and Abuse (PSEA)*, ICVA, 1 June 2018, p.6.

— 13. Inter-Agency Standing Committee, « Qu'est-ce que le Grand Bargain ? », juillet 2017.

— 14. Department for International Development (DFID) and Foreign, Commonwealth and Development Office (FCDO), *Commitments made by donors to tackle sexual exploitation and abuse and sexual harassment in the international aid sector*, Policy Paper, 18 October 2018.

— 15. Megan Norbert, *Humanitarian Experiences with Sexual Violence: Compilation of Two Years of Report the Abuse Data Collection*, Report the Abuse, August 2017.

— 16. Mirela Shuteriqi, *Enhancing accountability SEA: Is a Sector Ombudsperson the next step?*, ICVA, September 2018, https://www.icvanetwork.org/system/files/versions/180908_NGO_Sectorial_Ombudsman_DiscussionPaper.pdf

— 15. Megan Norbert, *Humanitarian Experiences with Sexual Violence: Compilation of Two Years of Report the Abuse Data Collection*, Report the Abuse, August 2017.

— 16. Mirela Shuteriqi, *Enhancing accountability SEA: Is a Sector Ombudsperson the next step?*, ICVA, September 2018, https://www.icvanetwork.org/system/files/versions/180908_NGO_Sectorial_Ombudsman_DiscussionPaper.pdf

— 17. Anders Kompass, "Why the UN must set up an independent body to tackle sexual abuse", *The New Humanitarian*, 8 October 2020, <https://www.thenewhumanitarian.org/opinion/2020/10/08/UN-sexual-abuse-exploitation-investigation>

du système onusien¹⁷. Autant d'exemples qui traduisent bien une prise de conscience, mais l'infusion de la transformation reste lente. Le secteur humanitaire pourrait être aux avant-postes en se montrant, d'une certaine manière, exemplaire.

Vers la transformation et la confiance ?

Transformer nos sociétés, dans ce qu'elles ont de plus fondamentalement ancré, passe par la reconnaissance et le respect de l'autre. Or ces changements adviendront par la transformation du regard porté sur les victimes et survivant-e-s de violences sexistes et sexuelles, en leur permettant de passer du déni à la reconnaissance, de l'invisibilité à l'existence. Il ne s'agit pas de détricoter le système, qui s'est érigé au fil de ces dernières années, mais au contraire d'explorer l'existant et les progrès réalisés d'une part, d'encourager et d'accueillir la parole des victimes et survivant-e-s, de soutenir leur place centrale au cœur du système d'autre part.

Promouvoir une action holistique, plus respectueuse des droits des femmes et d'autres minorités de genre, pourra permettre de briser le silence. Cela passe par le refus de l'indifférence ou le rejet des victimes et survivant-e-s, en changeant de cible et le poids sociétal de la honte et de l'opprobre. Cela passe également par la proximité, la prise en compte des réalités locales (contexte culturel et social, fonctionnement des infrastructures étatiques, sanitaires, psychologiques, judiciaires, organes sociaux, etc.) pour adapter les dispositifs, tout en évitant la standardisation.

La transformation requiert du temps et de l'argent. En la matière, elle demande que les acteurs humanitaires adoptent, au-delà des actualités, une position dominante et que les organisations internationales et les bailleurs convergent dans la lutte contre toutes les formes de

Promoting holistic action, more respectful of the rights of women and other gender minorities, may help break the silence. This involves not accepting indifference or the rejection of victims and survivors and changing the target and societal weight of shame and opprobrium. It also involves proximity, accounting for local realities (the cultural and social context, the workings of state, health, psychological and judicial infrastructures, social bodies etc.) so as to adapt measures whilst avoiding standardisation.

« Promouvoir une action holistique, plus respectueuse des droits des femmes et d'autres minorités de genre, pourra permettre de briser le silence. »

"Promoting holistic action, more respectful of the rights of women and other gender minorities, may help break the silence."

Transformation requires time and money. It requires humanitarian actors to adopt – beyond the news headlines – a dominant position, and international organisations and donors to join forces in the fight against all forms of gender-based violence. To do this, they must factor in the specificities of the contexts, with donors being called upon to allocate dedicated and sustainable financial resources. They must also be able to count on States to ensure that victims and survivors are effectively and better cared for, and that the alleged perpetrators are held accountable for their actions before recognised and legitimate authorities. Finally, there must be a more central place for local actors who hear the voices of victims and survivors and work to provide them with care. In a transformative effort tackling the violence entrenched in patriarchal systems, in a humanitarian sector whose specific characteristics bring additional challenges, each and every actor can be a valuable sounding board.

Translated from the French by Derek Scoins

— 17. Anders Kompass, "Why the UN must set up an independent body to tackle sexual abuse", *The New Humanitarian*, 8 October 2020, <https://www.thenewhumanitarian.org/opinion/2020/10/08/UN-sexual-abuse-exploitation-investigation>

violences de genre. Ils doivent, pour ce faire, tenir compte des spécificités des contextes, les bailleurs étant appelés à allouer des moyens financiers dédiés et durables. Ils doivent aussi pouvoir compter sur les États pour que ceux-ci garantissent aux victimes et survivant-e-s une prise en charge effective et de qualité et fassent en sorte que les auteurs présumés seront tenus comptables de leurs actes devant des instances reconnues et légitimes. Il doit y avoir enfin une place plus centrale pour les acteurs locaux de proximité qui recueillent la parole des victimes et survivant-e-s et œuvrent à leur prise en charge. Dans une démarche transformative qui s'attaque à des violences enracinées dans des systèmes patriarcaux, dans un secteur humanitaire dont les spécificités sont autant de défis supplémentaires, chaque acteur peut être une caisse de résonance.

Biographie | Biography



SEGOLEN GUILLAUMAT

Enseignante-chercheuse auprès du Centre de Leadership Humanitaire (CHL)/ Deakin University (Australie), Segolen Guillaumat est également consultante au sein des secteurs humanitaire et du développement auprès de différentes organisations et think tanks. Elle a été précédemment directrice régionale adjointe des opérations pour l'Afrique de l'Ouest et centrale au siège d'Action contre la Faim durant sept ans. Elle a notamment œuvré au développement de programmes régionaux associant humanitaire et développement. Elle a également exercé en tant que responsable géographique de missions en Afrique centrale et comme coordinatrice de programmes en Birmanie et au Cambodge. Segolen est titulaire d'un master en droit européen et international (Paris 12/Université de Leiden) et d'un master en développement, coopération internationale et action humanitaire (Paris 1 Panthéon-Sorbonne).

A lecturer and a researcher at the Centre for Humanitarian Leadership (CHL) at Deakin University (Australia). Segolen Guillaumat is also a consultant in the humanitarian and development sectors to various organisations and think tanks. For seven years she was Deputy Regional Operations Director for West and Central Africa at the headquarters of Action Against Hunger. In particular she has worked on the development of regional programmes combining humanitarian aid and development. She has also served as regional manager for missions in Central Africa and as programme coordinator in Burma and Cambodia. Segolen holds a Master's in European and International Law (Paris 12/University of Leiden) and a Master's in Development, International Cooperation and Humanitarian Action (Paris 1 Panthéon-Sorbonne).

Note de l'autrice :

Ce texte prend le parti de traiter des « violences sexistes et sexuelles » au sein du secteur humanitaire, entendues au sens large: il peut s'agir de harcèlement sexuel au travail commis entre collègues ou d'exploitation et d'abus sexuel (EAS)* lorsque le-la survivant-e est un tiers non membre de l'institution dans laquelle travaille l'auteur.

Si le corpus juridique est varié pour le harcèlement sexuel au travail, il est parfois inexistant dans certaines législations nationales. Les normes de référence et standards humanitaires pour l'exploitation et l'abus sexuel sont ceux des circulaires du Secrétaire général des Nations unies: elles sont standardisées, sans pour autant avoir de valeur juridique propre. Ces éléments compliquent la reconnaissance de ce type de faits, l'accompagnement et l'indemnisation des survivant-es, voire la condamnation des auteurs.

L'autrice prend également le parti d'utiliser le terme « auteur » au masculin, considérant les dossiers disponibles et consultables qui font état de violences commises par des hommes; et le terme « survivant-e » qui concerne, dans une très large proportion des femmes et des enfants (filles et garçons confondus) et plus largement les violences de genre dans leur ensemble.

Dans le *Glossary on Sexual Exploitation and Abuse* publié par les Nations unies (édition 2017), « victime » est le terme générique consacré, privilégié par les secteurs légaux et médicaux, tandis que survivant-e est celui utilisé par les secteurs psychosociaux, en ce qu'il induit l'idée de résilience. L'autrice a fait le choix d'utiliser indistinctement les deux formules.

* À propos de distinction entre harcèlement sexuel au travail ou exploitation et abus sexuel: Cornerstone OnDemand Foundation, "Responding to Sexual Violence in the Aid Workplace", 2019.

Author's note:

This text addresses "gender-based and sexual violence" in the broadest sense of the term within the humanitarian sector. The term covers sexual harassment in the workplace between colleagues, or sexual exploitation and abuse (SEA)* when the survivor is a third party and not a member of the institution where the perpetrator works.

Whilst the legal corpus varies with regard to sexual harassment in the workplace, some national legislations make no mention of it. The reference norms and humanitarian standards for sexual exploitation and abuse are those set out in the United Nations Secretary-General's bulletins; they are standardised yet have no legal value of their own. This complicates the recognition of this type of incident, the support and compensation for survivors, and even the conviction of the perpetrators.

The author uses the term "perpetrator" to refer to males, on the basis of the available and searchable records all of which refer to violence committed by men; the term "survivor" largely refers to women and children (girls and boys alike) and more broadly to gender-based violence as a whole.

In the United Nations' *Glossary on Sexual Exploitation and Abuse* (2017 edition), "victim" is the generic term preferred by the legal and medical sectors, while "survivor" is the term used by the psychosocial sectors as it implies resilience. The author decided to use both terms interchangeably.

*With regard to the distinction between sexual harassment in the workplace or exploitation and sexual abuse, see: Cornerstone OnDemand Foundation, "Responding to Sexual Violence in the Aid Workplace", 2019.

Abus sexuels commis par des acteurs humanitaires : du relativisme moral à la concurrence des victimes

Sexual abuse perpetrated by humanitarian workers: from moral relativism to competitive victimhood

*Françoise Duroch • Unité de Recherche
sur les Enjeux et Pratiques Humanitaires,
Médecins Sans Frontières, Centre opérationnel
de Genève (Suisse)*

*Emmanuel Noyer • Unité Abuse and Behavior, MSF,
Centre opérationnel de Genève (Suisse)*

S'

appuyant sur l'exemple de Médecins Sans Frontières (MSF), Françoise Duroch et Emmanuel Noyer reviennent sur les mesures prises par l'organisation non gouvernementale (ONG) pour lutter contre les violences sexuelles. Les auteurs montrent le relativisme moral qui traverse les organisations humanitaires soucieuses de préserver leur image publique. Certes elles sont de plus en plus conscientes de leur obligation de veiller aux comportements de leurs salariés, mais les dispositifs doivent s'attaquer aux inégalités, notamment de genre. Pour les auteurs, les ONG n'y parviendront qu'en intégrant des approches intersectionnelles.

Drawing on the example of *Médecins Sans Frontières* (MSF), Françoise Duroch and Emmanuel Noyer review the measures taken by the non-governmental organisation (NGO) to combat sexual violence. The authors show the moral relativism that runs through humanitarian organisations concerned with preserving their public image. Admittedly, the latter are increasingly aware of their obligation to monitor the behaviour of their employees, but the systems need to tackle inequalities, especially gender-based ones. For the authors, NGOs will only achieve this by integrating intersectional approaches.

Sexual abuse in wartime has long been regarded as the inevitable consequence of armed conflict. Sexual abuse

Les abus sexuels en temps de guerre ont longtemps été considérés comme le corollaire inéluctable des situations de conflits armés. Ils contribuaient ainsi bien souvent à matérialiser l'humiliation du vaincu¹ par le viol des femmes et des filles ou, plus prosaïquement, faisaient figure de rétribution pour les contingents militaires.

Particulièrement répandues lors de la guerre de Bosnie et officiellement reconnues par différentes résolutions de l'Organisation des Nations unies (ONU) dans les années 1990, les violences sexuelles en temps de guerre ont été criminalisées², spécialement au regard de leur caractère massif et répétitif. Une politique de tolérance zéro à l'égard des abus sexuels susceptibles d'être commis par les Casques bleus a été formellement établie en 2003³.

Les années 1990 ont donc été marquées par un ensemble de scandales qui ont éclaboussé les forces de maintien de la paix, mêlant exploitation sexuelle de personnes vulnérables et affaires de mœurs, impliquant quelquefois des cadres de l'ONU, des militaires et des civils. Ils ne tarderont pas à s'étendre aux organisations non gouvernementales (ONG) humanitaires.

Le scandale de la Mano River : « big men » et « local girls »

En 2002, un rapport du Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR) et de Save the Children souligne l'implication d'une quarantaine d'ONG dans l'exploitation sexuelle de réfugiés dans les

frequently gave tangible form to the loser's humiliation¹ through the rape of women and girls or was seen, more prosaically, as a form of retribution for the military contingents.

Particularly widespread during the war in Bosnia and officially recognised by various United Nations (UN) resolutions in the 1990s, sexual violence in conflict has been made illegal², particularly in light of its massive scale and repetitive nature. A zero-tolerance policy on sexual abuse by UN peacekeeping forces was formerly established in 2003³.

The 1990s were marked by a raft of scandals that tarnished the peacekeeping forces, combining sexual exploitation of vulnerable people and sex scandals, at times involving UN managers, soldiers and civilians. It did not take long for humanitarian non-governmental organisations (NGOs) to be implicated too.

The Mano River scandal: "big men" and "local girls"

In 2002, the UN High Commissioner for Refugees (UNHCR) and Save the Children released a report detailing the involvement of some forty NGOs in the sexual exploitation of refugees in the Mano River countries⁴. The extreme destitution of the people living in these West African refugee camps at that time, particularly women, made them easy prey for a group of actors

— 1. Anonyme, *Une femme à Berlin*. Journal. 20 avril - 22 juin 1945, trad. de Françoise Wuilmart, coll. « Folio », Gallimard, 2008.

— 2. Claire Fourçans, « La répression par les juridictions pénales internationales des violences sexuelles commises pendant les conflits armés », *Archives de politique criminelle*, 2012/1, n° 34, <https://www.cairn.info/revue-archives-de-politique-criminelle-2012-1-page-155.htm>

— 3. Circulaire du Secrétaire général des Nations unies, « Dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les abus sexuels », ST/SGB/2003/13, 9 octobre 2003, <https://undocs.org/fr/ST/SGB/2003/13>

— 1. Anonymous, *A Woman in Berlin: Diary 20 April 1945 to 22 June 1945*, Virago, 2006.

— 2. Claire Fourçans, « La répression par les juridictions pénales internationales des violences sexuelles commises pendant les conflits armés », *Archives de politique criminelle*, 2012/1, n° 34, <https://www.cairn.info/revue-archives-de-politique-criminelle-2012-1-page-155.htm>

— 3. UN Secretary-General's Bulletin, "Special measures for protection from sexual exploitation and sexual abuse", ST/SGB/2003/13, 9 October 2003, <https://undocs.org/ST/SGB/2003/13>

— 4. The report accuses dozens of NGOs of providing aid in return for sexual favours in refugee camps in Guinea, Sierra Leone, and Liberia. "Note for Implementing and Operational Partners on Sexual Violence and Exploitation by UNHCR and the Save the Children-UK: The Experience of Refugee Children in Guinea, Liberia and Sierra Leone", February 2002, www.unhcr.org/3c7cf89a4.html

FRANÇOISE
DURÓCHEMMANUEL
NOYER

pays dits de la Mano River⁴. L'extrême dénuement des populations vivant alors dans ces camps ouest-africains, en particulier des femmes, en faisait des proies faciles pour un ensemble d'acteurs au pouvoir social et financier plus conséquent⁵. L'ONU relativisera plus tard les conclusions de cette enquête⁶, mais le scandale médiatique⁷ qui s'est ensuivi a poussé certaines organisations, dont MSF, à se doter de mécanismes de gestion des cas d'abus commis par leurs personnels.

La crainte de voir entachée la réputation de l'organisation, avec pour conséquence une baisse possible de financements, a largement orienté cette décision. On retrouvera plus tard cette ambivalence inaugurale. Deux objectifs principaux et quelquefois concurrents dans la lutte contre les comportements inappropriés pouvaient en effet être identifiés : la protection de l'image des institutions *versus* le devoir de diligence de tout employeur à l'égard de ses personnels. Les discussions internes en cours à MSF en ce début des années 2000 sont pour certaines partiellement empreintes de relativisme moral, tandis que d'autres évoquent des conceptions culturalistes de la sexualité. Tout le monde s'accorde pourtant à dire que ces abus émergent

with much greater financial and social power⁵. The UN would later relativise the conclusions of this investigation⁶, but the ensuing media scandal⁷ pushed several organisations, including MSF, to put in place mechanisms for handling cases of abuse perpetrated by their staff.

The fear of the organisation's reputation being tarnished, resulting in a potential drop in funding, was the driving force behind this decision. This initial ambivalence will also be present later on. Two main and at times competing objectives in the fight against inappropriate behaviour could be identified: protecting the institutions' image versus the employer's duty of care towards their staff. Internal discussions at MSF in the early 2000s were imbued with moral relativism for some, while others raised culturalist notions about sexuality. However, everyone did agree that this abuse was arising in contexts in which populations were poverty stricken, and in which the extreme economic disparities between those involved fostered the sexual exploitation of the most vulnerable. It is worth noting that following this scandal MSF significantly stepped up its efforts to help victims of sexual violence⁸.

A new investigation has evoked the persistence of such practices almost eighteen years after the publication of the report on the Mano River scandal.

— 4. Le rapport accuse des dizaines d'organisations non gouvernementales de conditionner leur aide à des faveurs sexuelles dans les camps de réfugiés de Guinée, de Sierra Leone et du Libéria. "Note for Implementing and Operational Partners on Sexual Violence and Exploitation by UNHCR and the Save the Children-UK: The Experience of Refugee Children in Guinea, Liberia and Sierra Leone", February 2002, disponible en anglais seulement : www.unhcr.org/3c7cf89a4.html

— 5. « Big men » est le nom sous lequel les mineures entendues par les enquêteurs de Save the Children désignaient leurs « exploiters sexuels ». Michel Agier, « 41. Le chaos et les camps. Genèse du gouvernement humanitaire », in Serge Paugam (dir.), *Repenser la solidarité, l'apport des sciences sociales*, Puf, 2007, p. 797-815.

— 6. Pierre Hazan, « L'ONU relativise les dérives de l'humanitaire », *Libération*, 25 octobre 2002, https://www.liberation.fr/planete/2002/10/25/l-onu-relativise-les-derives-de-l-humanitaire_419611

— 7. Pierre Hazan, « L'humanitaire vire au sordide en Afrique », *Libération*, 28 février 2002, https://www.liberation.fr/planete/2002/02/28/l-humanitaire-vire-au-sordide-en-afrique_395317

— 5. "Big men" was the name used by the children to refer to their "sexual exploiters" when questioned by the Save the Children investigators. Michel Agier, « 41. Le chaos et les camps. Genèse du gouvernement humanitaire », in Serge Paugam (dir.), *Repenser la solidarité, l'apport des sciences sociales*, Puf, 2007, p. 797-815.

— 6. Pierre Hazan, « L'ONU relativise les dérives de l'humanitaire », *Libération*, 25 octobre 2002, https://www.liberation.fr/planete/2002/10/25/l-onu-relativise-les-derives-de-l-humanitaire_419611

— 7. Pierre Hazan, « L'humanitaire vire au sordide en Afrique », *Libération*, 28 février 2002, https://www.liberation.fr/planete/2002/02/28/l-humanitaire-vire-au-sordide-en-afrique_395317

— 8. Françoise Duroch and Catrin Schulte-Hillen, "Care for victims of sexual violence, an organization pushed to its limits: The case of Médecins Sans Frontières", *International Review of the Red Cross*, 96/894, 2014, p. 601-624, <https://international-review.icrc.org/articles/care-victims-sexual-violence-organization-pushed-its-limits-case-medecins-sans-frontieres>

de contextes où les populations sont fortement paupérisées et où de considérables disparités économiques entre les acteurs en présence favorisent l'exploitation sexuelle des plus faibles. Il convient de noter qu'à la suite de ce scandale, MSF développera de manière drastique ses opérations d'aide en faveur des victimes de violences sexuelles⁸.

Presque dix-huit ans après le rapport révélant le scandale de la Mano River, une nouvelle enquête évoque la persistance de telles pratiques. Dans un article de presse, un employé de l'Organisation mondiale de la Santé dénonce des travailleurs de l'aide issus des Nations unies et d'ONG pour abus sexuels lors de l'épidémie d'Ebola ayant sévi en République démocratique du Congo entre 2018 et 2020⁹. Dans la région particulièrement fragile qui est concernée, on retrouve les composantes principales de l'affaire de la Mano River: pauvreté, impunité, inégalités économiques et sociales.

#MeToo et scandale Oxfam

Les années 2017 et 2018 voient éclater une série de scandales largement relayés via les médias et les réseaux sociaux. Dans le sillage de l'affaire Weinstein qui secoue l'industrie du cinéma, l'actrice Alyssa Milano relance le hashtag MeToo¹⁰ initié en 2006 par la travailleuse sociale Tarana Burke¹¹. C'est dès lors un mouvement

In a press article, an employee from the World Health Organization flagged up sexual abuse perpetrated by UN and NGO aid workers during the Ebola epidemic in the Democratic Republic of Congo from 2018 to 2020⁹. The component parts of the Mano River affair can also be found in this particularly fragile region: poverty, impunity, and socio-economic inequality.

#MeToo and the Oxfam scandal

A series of scandals came to light in 2017 and 2018. These scandals were extensively covered by the media and on social networks. In the wake of the Weinstein affair which shook the film industry, the actor Alyssa Milano relaunched the hashtag MeToo¹⁰ started in 2006 by the activist Tarana Burke¹¹. #MeToo became an organised global movement denouncing the sexual abuse suffered by women in their private lives and in the workplace. Concomitantly, Oxfam had to contend with a slew of complaints about some of its staff, including one of its field managers, accused of having organised a sex party shortly after the earthquake hit Haiti in 2010¹². Already destabilised by a drop in funding, the UK NGO went on to lose several million pounds while Conservative MP Jacob Rees-Mogg presented to the British prime minister a petition, signed by over 100,000 people, calling for cuts to the development aid budget.

— 8. Françoise Duroch et Catrin Schulte-Hillen, « Soigner les victimes de violences sexuelles, une organisation face à ses limites : le cas de Médecins Sans Frontières », *Revue internationale de la Croix-Rouge*, n° 894, septembre 2015, p. 147-172, <https://international-review.icrc.org/fr/articles/soigner-les-victimes-de-violences-sexuelles-une-organisation-face-ses-limites-le-cas-de>

— 9. Robert Flummerfelt et Nellie Peyton, « Comment les travailleurs humanitaires ont pu commettre des abus sexuels en toute impunité lors de l'épidémie d'Ebola au Congo », *The New Humanitarian*, 29 septembre 2020, <https://www.thenewhumanitarian.org/fr/analyses/2020/09/30/travailleurs-humanitaires-abus-sexuels-l-epidemie-d-ebola-congo>

— 10. Pauline Croquet, « #MeToo, du phénomène viral au "mouvement social féminin du xxi^e siècle" », *Le Monde*, 14 octobre 2018, https://www.lemonde.fr/pixels/article/2018/10/14/metoo-du-phenomene-viral-au-mouvement-social-feminin-du-xxie-siecle_5369189_4408996.html

— 11. Gurminder Gill and Imran Rahman-Jones, "Me Too founder Tarana Burke: Movement is not over", *BBC News*, 9 July 2020, <https://www.bbc.com/news/newsbeat-53269751>

— 9. Robert Flummerfelt and Nellie Peyton, "Power, poverty, and aid: The mix that fuelled sex abuse claims in Congo", *The New Humanitarian*, 29 September 2020, www.thenewhumanitarian.org/analysis/2020/09/29/Power-poverty-aid-sex-abuse-claims-Congo-Ebola-response

— 10. Pauline Croquet, « #MeToo, du phénomène viral au "mouvement social féminin du xxi^e siècle" », *Le Monde*, 14 octobre 2018, https://www.lemonde.fr/pixels/article/2018/10/14/metoo-du-phenomene-viral-au-mouvement-social-feminin-du-xxie-siecle_5369189_4408996.html

— 11. Gurminder Gill and Imran Rahman-Jones, "Me Too founder Tarana Burke: Movement is not over", *BBC News*, 9 July 2020, <https://www.bbc.com/news/newsbeat-53269751>

— 12. « Oxfam : la presse britannique parle d'un scandale sexuel "plus important que l'affaire Weinstein" », *Le Monde*, 12 février 2018, https://www.lemonde.fr/europe/article/2018/02/12/la-presse-britannique-s-interroge-sur-la-portee-et-les-consequences-du-scandale-oxfam_5255786_3214.html

mondial de dénonciation d'abus sexuels subis par les femmes dans les domaines privés et professionnels qui se structure. De manière concomitante, l'organisation Oxfam doit alors faire face à un ensemble de plaintes visant certains de ses personnels, dont un de ses cadres de terrain, accusé d'avoir organisé une partie fine peu après le séisme ayant frappé Haïti en 2010¹². Déjà précarisée par la baisse de ses financements, l'ONG britannique subira une perte de plusieurs millions de livres sterling, alors que le député conservateur Jacob Rees-Mogg présentera à la Première ministre britannique une pétition signée par plus de 100 000 personnes demandant des coupes dans le budget de l'aide au développement. Megan Nobert, elle-même victime de violence sexuelle au sein de son organisation, publiera dans *The Guardian* une tribune mettant en garde contre la tentation de diaboliser l'ensemble du secteur humanitaire¹³. Peu de temps après, un article de la *BBC* souligne chez MSF, à partir de témoignages d'anciens employés, la tolérance de l'organisation vis-à-vis de la consommation d'actes prostitutionnels et, plus globalement, le caractère généralisé du harcèlement sexuel au sein de ses équipes. Suite à ces événements, les dirigeants de l'association prennent une série de mesures afin de prévenir et de sanctionner les problèmes de comportement de manière plus ambitieuse¹⁴.

Comme pour l'affaire de la Mano River quinze années plus tôt, l'organisation, toujours sensible à la protection de son image institutionnelle, semble avancer dans le domaine de la lutte contre les abus

Megan Nobert, herself a victim of sexual violence when working for a humanitarian organisation, published an opinion piece in *The Guardian* warning against the temptation to demonise the entire aid sector¹³. Shortly afterwards, a BBC article published accounts from former employees of MSF highlighting the organisation's tolerance of staff use of local sex workers and, more generally, the widespread nature of sexual harassment in their teams. Following these events, the organisation's management implemented a series of measures in order to take a more ambitious approach to preventing and sanctioning bad behaviour¹⁴.

Just like for the Mano River affair fifteen years earlier, ever sensitive to protecting its image, the organisation seems to be making progress in addressing abuse, advancing at the same pace as that of the various media scandals¹⁵. The conduct that it regards as unacceptable would gradually extend to other groups – locally-employed colleagues and patients –, and to other types of behaviour, notably the use of sex workers. In 2018, the organisation adopted a set of behavioural commitments¹⁶, laying down a number of principles, including not making use of sex workers' services when on assignment abroad.

Moral leadership?

Still in 2018, Penny Mordaunt, a British Conservative MP, stated that Oxfam and the aid sector in general had failed in

— 12. « Oxfam : la presse britannique parle d'un scandale sexuel "plus important que l'affaire Weinstein" », *Le Monde*, 12 février 2018, https://www.lemonde.fr/europe/article/2018/02/12/la-presse-britannique-s-interroge-sur-la-portee-et-les-consequences-du-scandale-oxfam_5255786_3214.html

— 13. Megan Nobert, "The Oxfam scandal does not justify demonising the entire aid sector", *The Guardian*, 17 February 2018, <https://www.theguardian.com/global-development/2018/feb/17/oxfam-scandal-does-not-justify-demonising-entire-aid-sector>

— 14. « Engagements pour un comportement responsable », MSF, juin 2018 ; création de l'Intersectional ethics platform on behaviors (IPOB) pour la prévention et la gestion des comportements abusifs, 2018.

— 13. Megan Nobert, "The Oxfam scandal does not justify demonising the entire aid sector", *The Guardian*, 17 February 2018, <https://www.theguardian.com/global-development/2018/feb/17/oxfam-scandal-does-not-justify-demonising-entire-aid-sector>

— 14. "Behavioural commitments", MSF, June 2018. Creation of the Intersectional ethics platform on behaviours (IPOB) to prevent and manage abusive behaviour, 2018.

— 15. Laura Motet, « Violences sexuelles par des humanitaires : les ONG peinent à trouver des solutions », *Le Monde*, 1^{er} mars 2018, https://www.lemonde.fr/international/article/2018/03/01/violences-sexuelles-par-des-humanitaires-les-ong-peinent-a-trouver-des-solutions_5264401_3210.html

— 16. MSF, "Behavioural Commitments", <https://www.msf.ch/en/work-with-us/behavioural-commitments>

au rythme des différents scandales médiatiques¹⁵. Le champ des actes qu'elle estime non tolérables va peu à peu s'étendre à d'autres types de populations – collègues employés localement et patients – et à d'autres types de comportements, notamment ceux liés à la prostitution. Ainsi, en 2018, l'organisation adopte un texte¹⁶ aux fins de promouvoir un comportement responsable en édictant un certain nombre de principes, dont celui de ne pas avoir recours à des professionnel-le-s du sexe lors de missions à l'étranger.

Leadership moral?

Toujours en 2018, Penny Mordaunt, députée conservatrice britannique, déclarait qu'Oxfam et plus généralement le secteur de l'aide avaient échoué dans leur rôle de leadership moral¹⁷. Ce fut le point de départ d'une série de débats visant à déterminer si une organisation de solidarité internationale se devait d'être un parangon de vertu, tout en intégrant la tension d'ordre éthique inhérente entre la délivrance de la mission sociale et les comportements inappropriés, spécialement envers les plus vulnérables. Parmi ces derniers, et pour une association médicale telle que MSF, les patients constituent un groupe social à protéger en premier lieu, alors même que très peu de cas sont actuellement rapportés. En effet, si l'organisation s'est dotée d'un ensemble d'outils et a renforcé ses capacités de gestion, de prévention et de détection des abus, le nombre de cas parmi les bénéficiaires de ses actions n'en reste pas moins marginal au regard de la taille de l'association (plus de 64 000 personnes¹⁸).

— 15. Laura Motet, « Violences sexuelles par des humanitaires : les ONG peinent à trouver des solutions », *Le Monde*, 1^{er} mars 2018, https://www.lemonde.fr/international/article/2018/03/01/violences-sexuelles-par-des-humanitaires-les-ong-peinent-a-trouver-des-solutions_5264401_3210.html

— 16. MSF, « Engagements pour un comportement responsable », <https://www.msf.ch/travailler-avec-nous/engagements-comportement-responsable>

— 17. "Oxfam Haiti sex claims: Charity 'failed in moral leadership'", *BBC News*, 11 February 2018, <https://www.bbc.com/news/uk-43020875>

— 18. MSF International Human Resources Indicators 2019.

« L'organisation, toujours sensible à la protection de son image institutionnelle, semble avancer dans le domaine de la lutte contre les abus au rythme des différents scandales médiatiques. »

"Ever sensitive to protecting its image, the organisation seems to be making progress in addressing abuse, advancing at the same pace as that of the various media scandals."

their moral leadership¹⁷. This was the starting point for a series of debates to determine whether international aid organisations should be paragons of virtue, while including the inherent ethical tension between the delivery of a social mission and inappropriate behaviour, particularly towards the most vulnerable. Among the latter, and for a medical organisation such as MSF, patients are a social group to be protected as a matter of priority, even though very few cases are being reported at the present time. Although the organisation has equipped itself with a set of tools and has increased its abuse management, prevention and detection capacity, the number of cases among its beneficiaries remains very low given the organisation's size (over 64,000 people¹⁸).

Furthermore, despite the measures taken, it is difficult to obtain information from locally recruited staff, who make up over 90% of the field teams. A fear of reprisals, a lack of confidence in reporting system confidentiality, barriers with regard to communicating in a foreign language, a lack of knowledge of the complaint submission procedure, difficulties for the organisation when trying to clearly distinguish between

— 17. "Oxfam Haiti sex claims: Charity 'failed in moral leadership'", *BBC News*, 11 February 2018, <https://www.bbc.com/news/uk-43020875>

— 18. MSF International Human Resources Indicators 2019.

Par ailleurs, malgré les mesures prises, il est difficile d'obtenir des remontées d'informations auprès des collaborateurs recrutés localement, lesquels représentent plus de 90 % des équipes sur les terrains d'intervention. Peur de représailles, manque de confiance dans le caractère confidentiel de la démarche, blocages liés à la maîtrise d'une langue étrangère, méconnaissance des processus de dépôt de plainte, difficulté pour l'organisation d'établir une ligne claire entre des comportements relevant de la sphère privée et du cadre professionnel¹⁹, ou contextes culturels, politiques et légaux. Ce sont là autant de barrages qui ne favorisent pas la dénonciation d'abus, notamment ceux d'ordre sexuel. Il convient également de noter qu'une plus grande diversité dans la composition des équipes a été perçue par certains cadres comme pouvant limiter nombre d'abus. En effet, elle permettrait de restreindre les zones de « confort culturel », notamment quand les personnels sont issus de sociétés où la question du contrôle de mœurs demeure une valeur essentielle et où la mixité sociale et de genre est présente. Fonctionnant à la manière d'un contre-pouvoir au sein des groupes, la diversité des référentiels culturels de la population expatriée autorise le questionnement de certains comportements pouvant être jugés inadéquats selon la sensibilité morale des personnes en présence.

Abus sexuels, racisme et discriminations : vers une approche intersectionnelle ?

Le mouvement Black Lives Matter a suscité de nombreux débats dans la société et le secteur de l'aide n'y a pas échappé²⁰.

behaviour in people's work and private lives¹⁹, and cultural, political and legal contexts: these are all barriers that do not facilitate the reporting of abuse, particularly sexual abuse.

It is also worth noting that greater team diversity has been viewed by some managers as a way of limiting different types of abuse. Indeed, diversity would help restrict "cultural comfort zones", particularly when staff are from societies in which the issue of moral regulation remains a key value and in which social mixing and gender diversity are present. Operating as a counter-power in groups, the expat population's diversity of cultural reference points enables certain behaviours to be called into question; behaviours that may be deemed unsuitable based on the moral sensitivities of the people on the ground.

Sexual abuse, racism and discrimination: towards an intersectional approach?

The Black Lives Matter movement has sparked much debate in society, including within the aid sector²⁰. As a result, the issue of racial discrimination prompted MSF to launch a set of initiatives aiming to combat racism²¹. However, the notion of intersectionality²² – the convergence of several types of

— 19. Erwan Queinnec, « Scandale Oxfam : peut-on vraiment contrôler la vie privée des employés dans les ONG ? », *The Conversation*, 20 février 2018, <https://theconversation.com/scandale-oxfam-peut-on-vraiment-controler-la-vie-privée-des-employés-dans-les-ong-92052>

— 20. Africa Stewart, "Standing in solidarity with our black colleagues and the black community in the United States", *Doctors Without Borders*, 3 June 2020, <https://www.doctorswithoutborders.org/what-we-do/news-stories/story/standing-solidarity-our-black-colleagues-and-black-community-united>

— 19. Erwan Queinnec, « Scandale Oxfam : peut-on vraiment contrôler la vie privée des employés dans les ONG ? », *The Conversation*, 20 février 2018, <https://theconversation.com/scandale-oxfam-peut-on-vraiment-controler-la-vie-privée-des-employés-dans-les-ong-92052>

— 20. Africa Stewart, "Standing in solidarity with our black colleagues and the black community in the United States", *Doctors Without Borders*, 3 June 2020, <https://www.doctorswithoutborders.org/what-we-do/news-stories/story/standing-solidarity-our-black-colleagues-and-black-community-united>

— 21. « L'ONG Médecins Sans Frontières en proie à des débats sur son "racisme institutionnel" », *L'Express*, 10 juillet 2020, https://www.lexpress.fr/actualite/monde/l-ong-medecins-sans-frontieres-en-proie-a-des-debats-sur-son-racisme-institutionnel_2130575.html

— 22. Alexandre Jaunait et Sébastien Chauvin, « Intersectionnalité », in Catherine Achin, Laure Bereni (dir.), *Dictionnaire. Genre et science politique*, Les Presses de Sciences Po, 2013, <https://www.cairn.info/dictionnaire-genre-et-science-politique--9782724613810-page-286.htm>

Ainsi, la question de la discrimination sur motif racial a-t-elle donné lieu au sein de MSF²¹ à un ensemble d'initiatives visant à lutter contre le racisme. Pour autant, la notion d'intersectionnalité²² – c'est-à-dire la convergence de plusieurs types de discriminations, de dominations, voire de violences envers des catégories de populations particulièrement vulnérables – a été tardivement prise en considération. Très polarisés sur la question raciale, les échanges associatifs ont peut-être manqué l'occasion d'aborder la question des stigmatisations sous un angle plus global, qui aurait permis d'identifier les personnes particulièrement à risque et de porter les efforts vers cette population prioritaire.

On connaît depuis longtemps l'existence de « plafonds de verre » dans les sièges de l'organisation qui se manifestent par une représentation de cadres issus des terrains d'intervention très minoritaire. De même, si des politiques de diversité et d'inclusion²³ ambitieuses ont été mises en place, elles ne manquent pas de se heurter à la réalité de contextes sociaux et politiques marqués par un accès des femmes à l'éducation difficile, voire inexistant²⁴, à la présence de minorités culturelles ostracisées, à l'impossibilité dans certains cas de vivre

discrimination, domination, and even violence towards particularly vulnerable population groups – has been belatedly taken into consideration. Internal discussions on the issue of race have been highly polarised and may have missed an opportunity to address the issue of stigma from a more global perspective, which would have identified people particularly at risk and enabled efforts to be focused on this priority group.

The existence of "glass ceilings" at the organisation's head offices, manifested by the extremely small number of managers from the fields of intervention, has been common knowledge for some time. Similarly, while ambitious diversity and inclusion²³ policies have been implemented, they are inevitably coming up against the reality of social and political contexts marked by difficult if not non-existent female access to education²⁴, the presence of ostracised minority groups, the difficulty in some cases of having an alternative sexual orientation or accessing good career opportunities when an individual has a disability. All of these factors would seem, at first glance and at an early stage, to limit the diversity of professionals recruited to work on MSF operations. Consequently, these factors favour social reproduction mechanisms that benefit people from affluent social backgrounds, in which there are still few women, particularly in senior management positions. It comes as no great surprise then that the organisation is highly sensitive to the social and political movements in the countries where it works, and that it replicates, in its internal dynamics, the social characteris-

— 21. « L'ONG Médecins Sans Frontières en proie à des débats sur son "racisme institutionnel" », *L'Express*, 10 juillet 2020, https://www.lexpress.fr/actualite/monde/l-ong-medecins-sans-frontieres-en-proie-a-des-debats-sur-son-racisme-institutionnel_2130575.html

— 22. Alexandre Jaunait et Sébastien Chauvin, « Intersectionnalité », in Catherine Achin, Laure Bereni (dir.), *Dictionnaire. Genre et science politique*, Les Presses de Sciences Po, 2013, <https://www.cairn.info/dictionnaire-genre-et-science-politique--9782724613810-page-286.htm>

— 23. Maria Giuseppina Bruna, « Diversité dans l'entreprise : d'impératif éthique à levier de créativité », *Management & Avenir*, vol. 43, n° 3, 2011, p. 203-226, <https://doi.org/10.3917/mav.043.0203>

— 24. En Afrique subsaharienne, 4 millions de filles ne seront jamais scolarisées contre 2 millions de garçons. Au total, 32 millions d'enfants âgés de 6 à 11 ans ne sont pas scolarisés dans la région : Unesco, "New methodology shows that 258 million children, adolescents and youth are out of school", Factsheet no. 56, September 2019, <http://uis.unesco.org/sites/default/files/documents/new-methodology-shows-258-million-children-adolescents-and-youth-are-out-school.pdf>

— 23. Maria Giuseppina Bruna, « Diversité dans l'entreprise : d'impératif éthique à levier de créativité », *Management & Avenir*, vol. 43, n° 3, 2011, p. 203-226. <https://doi.org/10.3917/mav.043.0203>

— 24. Across sub-Saharan Africa, 4 million girls will never attend school compared to 2 million boys. In total, 32 million children between the ages of 6 and 11 are out of school across the region: Unesco, "New methodology shows that 258 million children, adolescents and youth are out of school", Factsheet no. 56, September 2019, <http://uis.unesco.org/sites/default/files/documents/new-methodology-shows-258-million-children-adolescents-and-youth-are-out-school.pdf>

une orientation sexuelle alternative ou d'accéder à une opportunité professionnelle de qualité quand un individu est porteur de handicap. Autant de facteurs qui limitent *a priori* et en amont la diversité des professionnels recrutés dans le cadre des opérations menées par MSF. Ils favorisent ainsi des mécanismes de reproduction sociale au bénéfice des personnes issues de milieux sociaux favorisés, au sein desquels les femmes demeurent peu présentes, notamment dans les fonctions de haute responsabilité. À ce titre, et sans grande surprise, l'organisation se révèle très perméable aux mouvements sociaux et politiques des pays dans lesquels elle évolue, qu'elle reproduise dans ses dynamiques internes les caractéristiques sociales propres à un contexte ou qu'elle s'approprie les termes d'un débat de société qui n'avait été alors que faiblement pris en compte.

Au-delà du concept de vulnérabilité

Souvent sous la pression de scandales médiatiques, MSF s'est dotée d'un ensemble de procédures et de mécanismes pour lutter contre les violences sexuelles en son sein, tout en peinant à concilier la préservation de son image avec la protection effective de ses personnels en tant qu'employeur responsable. Des critiques ont émergé sur l'efficacité de certaines de ces politiques qui sont allées de pair avec la multiplication de plateformes et autres entités en charge de la gestion des abus. Il est néanmoins évident que la lutte contre les violences sexuelles renvoie *in fine* chaque individu à ses responsabilités propres : nécessaire identification des personnes à risque et diagnostic contextualisé sur la nature des vulnérabilités spécifiques de catégories de populations, tout en se gardant de stéréotypes préétablis et de catégorisations trop hâtives²⁵. La

tics of a given context or that it takes on board the terms of a social debate which it had hardly considered until that point.

Beyond the notion of vulnerability

Often under pressure from media scandals, MSF has put in place a raft of procedures and mechanisms to combat sexual violence in its midst, while struggling to balance safeguarding its image with effective protection of its staff as a responsible employer. Criticism has emerged of the effectiveness of some of these policies, which go hand-in-hand with a rise in the number of platforms and other entities tasked with dealing with abuse. However, it is clear that combating sexual violence ultimately amounts to each individual taking responsibility: the need to identify those at risk and a contextualised assessment of the nature of the specific vulnerabilities of each population group, while refraining from pre-established stereotypes and overly knee-jerk categorisations²⁵. Consideration of different types of discrimination, bringing together not only gender but also a set of distinctive regional factors, should fine-tune the organisation's initiatives, even though the danger of the moral and political pitfalls of pitting the victims of abuse against one other remains an issue. A fragmented silo approach, which successively addresses different types of abuse – historic violence against women, current racial discrimination – struggles to accurately portray the complexity of these phenomena, how they fit in with political and social balances of power, and their systemic dimensions. This sort of approach could result in divisive rhetoric, not liable to serve the interests of the victims of abuse while fostering the harmful emergence of competitive victimhood²⁶. Instead, the aim is to unite the teams around a shared

— 25. Ahmed Al-Dawoody et Saman Rejali, "Who are you calling 'vulnerable'? Muslim women and inclusive humanitarianism", *Humanitarian Law & Policy*, 17 December 2020, <https://blogs.icrc.org/law-and-policy/2020/12/17/vulnerable-muslim-women-inclusive-humanitarianism>

— 25. Ahmed Al-Dawoody et Saman Rejali, "Who are you calling 'vulnerable'? Muslim women and inclusive humanitarianism", *Humanitarian Law & Policy*, 17 December 2020, <https://blogs.icrc.org/law-and-policy/2020/12/17/vulnerable-muslim-women-inclusive-humanitarianism>

— 26. Jean-Michel Chaumont, « Du culte des héros à la concurrence des victimes », *Criminologie*, vol. 33, n° 1, p. 167-183, <https://www.erudit.org/fr/revues/crimino/2000-v33-n1-crimino142/004712ar.pdf>

prise en considération d'un faisceau de discriminations sociales alliant non seulement le genre, mais également un ensemble de particularismes, devrait affiner les actions de l'organisation, alors que le danger d'un écueil moral et politique qui consisterait à opposer les victimes d'abus entre elles reste présent. Une approche en silo, fragmentée, qui aborde successivement des catégories d'abus – violences faites aux femmes hier, discrimination raciale aujourd'hui –, peine à rendre compte de la complexité de ces phénomènes, de leurs inscriptions dans des rapports de force politiques et sociaux, ainsi que de leurs dimensions systémiques. Elle pourrait induire une rhétorique de la division, peu encline à servir les intérêts des personnes abusées et favorisant l'émergence d'une concurrence des victimes délétère²⁶. Or il s'agit bien de souder les équipes vers un but commun, notamment une recherche d'équité, bien au-delà de la préservation de l'image institutionnelle. Il s'agit tout autant d'éviter de sombrer dans la tentation du relativisme culturel à propos de sujets sensibles, au carrefour de conceptions singulières sur la nature des relations hommes-femmes ou le regard individuel que l'on peut poser sur la différence culturelle, raciale ou d'origine sociale.

Exemplarité ?

Si aucune organisation ne peut endosser le rôle de modèle de vertu, chacune doit néanmoins pouvoir renvoyer ses membres à leurs responsabilités individuelles quand il s'agit d'apprécier le caractère abusif et quelquefois contingent d'une relation, d'une situation ou d'un comportement. Les politiques institutionnelles, aussi nécessaires soient-elles, ne pourront en aucun cas se substituer à cet impératif éthique, celui de pouvoir prévenir, détecter, apprécier et résoudre à l'échelle de l'individu les comportements abusifs. Ainsi cette casuistique, qui consisterait

« Le danger d'un écueil moral et politique qui consisterait à opposer les victimes d'abus entre elles reste présent. »

“The danger of the moral and political pitfalls of pitting the victims of abuse against one other remains an issue.”

goal, notably a quest for equality, above and beyond protecting the organisation's image. First and foremost, the objective is to avoid succumbing to the temptation of cultural relativism on sensitive issues, at the intersection of different ideas about the nature of gender relations or individual views on cultural, racial or social differences.

Exemplarity?

While no organisation can be a perfect role model, they should all be able to have their members take individual responsibility when gauging the abusive and sometimes contingent nature of a relationship, situation or behaviour. Although institutional policy is necessary in this area, it cannot under any circumstances replace this ethical priority of being able to prevent, detect, assess and resolve abusive behaviour at an individual level. Therefore, the fallacy of systematically questioning behavioural ambivalences in situations often marked by flagrant inequality should seek to avoid any paternalistic or intrusive tendencies. Prescriptive interference in the private life of a working professional remains a dangerous trend, particularly in contexts with a painful colonial history²⁷. Likewise, pigeonholing sections of the population as automatically vulnerable runs the risk of infantilising the adults in question, notably when characterising the type of relationships. Admittedly, there is a need to set boundaries for emotional and sexual relationships between national and international col-

— 26. Jean-Michel Chaumont, « Du culte des héros à la concurrence des victimes », *Criminologie*, vol. 33, n° 1, p. 167-183, <https://www.erudit.org/fr/revues/crimino/2000-v33-n1-crimino142/004712ar.pdf>

— 27. Philippe Testard-Vaillant, « De la domination sexuelle dans les empires coloniaux », *CNRS Le Journal*, 3 décembre 2019, <https://lejournal.cnrs.fr/articles/de-la-domination-sexuelle-dans-les-empires-coloniaux>

« L'exemplarité comportementale des travailleurs de l'aide s'avère être un horizon normatif difficilement atteignable. »

"Exemplary behaviour by aid workers is a difficult-to-achieve standard."

à interroger systématiquement les ambivalences de comportements dans des situations souvent marquées par des inégalités criantes, devrait cependant s'affranchir de toute tendance paternaliste ou intrusive. L'immixtion normative dans les sphères privées d'un professionnel en exercice demeure une tendance dangereuse, spécialement dans des contextes à l'histoire coloniale douloureuse²⁷. De même, l'enfermement de pans de la population dans des catégories désignées d'emblée comme vulnérables présente le risque d'infantiliser les adultes concernés, notamment quand il s'agit de caractériser la nature de relations. Certes, les relations affectives et sexuelles entre collègues nationaux et internationaux – ou encore avec des personnes issues de la société dans laquelle l'organisation intervient – nécessitent d'être encadrées, notamment pour des questions d'éthique ou de sécurité. On doit néanmoins pouvoir questionner le postulat quelquefois entendu qu'aucune relation n'est *a priori* envisageable entre des personnes aux statuts économique et social trop inégalitaires. Les personnes concernées peuvent en effet estimer à raison qu'il s'agit là d'un déni de leur libre arbitre et de leur autonomie, alors que d'autres ont encore en tête une période de l'histoire où le contrôle des mœurs était essentiel, et où le colonisateur s'arrogeait le droit de dicter la règle en la matière. Enfin, l'exemplarité comportementale des travailleurs de l'aide s'avère être un horizon normatif difficilement

leagues, or with people from the society in which the organisation is working, particularly for ethical or security issues. However, there is a need to be able to question the sometimes-heard premise that no relationships can be possible between people with widely different socioeconomic statuses. The people in question may rightly feel that this is a denial of their free will and freedom, while others still remember a period of history in which moral regulation was essential and in which the coloniser assumed the role of imposing the moral rules. Finally, exemplary behaviour by aid workers is a difficult-to-achieve standard, particularly in light of the stress and exhaustion they frequently experience in dangerous or difficult settings. However, it should remain pivotal in a profession which cannot totally disassociate itself from its primary aim of assisting and helping populations in danger as effectively as possible, while at all costs trying to avoid harming them. In light of this, the priority for a humanitarian medical organisation such as MSF is still to invest heavily in detecting and dealing with any abuse perpetrated against its patients. This process promises to be a complex and vast undertaking, but it will produce more formative results if it takes place unfettered by media dynamics and public allegations.

The authors wish to thank all the members of the MSF abuse response committee in Geneva, as well as Duncan McLean, Sofia Mili, Stephen Cornish, Christine Jamet and Amy Mavor for their valuable comments.

This article commits only its authors and in no way the organisation to which they belong.

Translated from the French by Gillian Eaton

— 27. Philippe Testard-Vaillant, « De la domination sexuelle dans les empires coloniaux », *CNRS Le Journal*, 3 décembre 2019, <https://lejournel.cnrs.fr/articles/de-la-domination-sexuelle-dans-les-empires-coloniaux>

atteignable – spécialement au regard des facteurs de stress et d'épuisement fréquents dans les contextes dangereux ou difficiles. Elle doit pourtant demeurer centrale dans un exercice professionnel qui ne pourrait totalement s'affranchir de son but premier, celui de servir et d'aider au mieux des populations en danger, en tentant d'éviter à tout prix de leur nuire. En cela, la priorité pour une organisation médicale humanitaire telle que MSF reste encore d'investir massivement dans la détection et la gestion des abus éventuellement commis sur ses patients. Ce processus s'annonce déjà comme un chantier aussi énorme que complexe, mais il sera d'autant plus porteur de résultats structurants qu'il se déroulera sans être indexé sur les dynamiques médiatiques et les dénonciations publiques.

Les auteurs tiennent à remercier l'ensemble des membres du comité de réponse aux abus de MSF à Genève, ainsi que Duncan McLean, Sofia Mili, Stephen Cornish, Christine Jamet et Amy Mavor pour leur relecture attentive.

Cet article n'engage que ses auteurs et nullement l'organisation à laquelle ils appartiennent.

Biographies



FRANÇOISE DUROCH

Françoise Duroch est responsable de l'Unité de Recherche sur les Enjeux et Pratiques Humanitaires (UREPH) basée au centre opérationnel de MSF à Genève. Titulaire d'un doctorat en Sciences de l'éducation de l'Université Lyon 2, ainsi que d'un master 2 en Histoire, droit et droits de l'Homme de l'Université Grenoble 2, elle a d'abord travaillé avec Handicap International en 1994 puis avec MSF à différents postes, notamment en Bosnie, au Kenya, au Nigeria et en Guinée. Elle est également spécialiste des questions de violences basées sur le genre.

Françoise Duroch is the head of the Research Unit on Humanitarian Stakes and Practices (UREPH), based at MSF's Operational Centre in Geneva. She holds a PhD in Education Sciences from the University Lyon 2 and a Master's degree in History, Law and Human Rights from the University Grenoble 2. She first worked with Handicap International in 1994 and then with MSF in various positions, notably in Bosnia, Kenya, Nigeria and Guinea. She also specialises in gender-based violence issues.

EMMANUEL NOYER

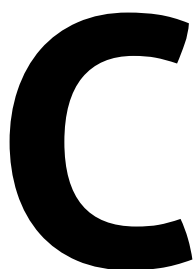
Emmanuel Noyer a rejoint MSF en 2000 en tant que chef de mission au Burundi, en Afghanistan, au Soudan du Sud et au Libéria. Il a ensuite intégré l'unité d'urgence au siège de MSF Suisse à Genève en tant que référent ressources humaines (RH). En 2007, il devient conseiller sécurité et responsable des ressources humaines terrain. Tout en se concentrant sur la gestion de crise dans une perspective RH, Emmanuel a créé un nouveau poste en 2013 : point focal inter-sections sur les incidents et abus comportementaux. Il est depuis 2015 coordinateur de l'unité ABU (Abuse and Behavior Unit) pour MSF Suisse. Il a une formation de juriste en relations internationales et humanitaires : Université Paris V-René Descartes (master et DEA) et Fordham University (NOHA), et a récemment obtenu un diplôme en médiation pour la résolution de conflits interpersonnels.

Emmanuel Noyer has joined MSF in 2000 and worked as a head of mission in Burundi, Afghanistan, South Sudan and Liberia. He then joined the emergency unit at MSF's Switzerland headquarters in Geneva as a HR specialist. In 2007, he became a security advisor and field HR manager. While focusing on crisis management from a HR perspective, in 2013 Emmanuel created a new post: inter-sectional focal point on behavioural incidents and abuses. He has been the coordinator of the ABU (Abuse and Behavior Unit) for MSF Switzerland since 2015. He studied international and humanitarian relations law at Université Paris V-René Descartes (Master's and Master of Advanced Studies) and Fordham University (NOHA), and recently obtained an interpersonal conflict resolution mediation qualification.

Portrait de la lutte contre les violences sexuelles dans les organisations québécoises de coopération internationale

Confronting sexual violence in Quebec's international cooperation organisations

*Isabelle Auclair, Jade St-Georges, Stéphanie Maltais et Sophie Brière • Université Laval (Québec)
Anne Delorme • Directrice du Fonds Agir ensemble pour l'inclusion (AGIRI) au sein de l'ONG Equitas (Canada)*

A large, bold, black letter 'C' is positioned on the left side of the page, partially overlapping a light gray circular graphic element.

Comment les organisations québécoises de coopération internationale (OCI) prennent en charge les violences sexistes et sexuelles? S'appuyant notamment sur une enquête menée en 2018 auprès d'une quarantaine de ces OCI, les cinq autrices esti-

ment que le champ d'application et finalement la valeur incitative des dispositifs mis en place sont plus que variables.

Le mouvement social #metoo/#moiaussi a favorisé la prise de parole des personnes – majoritairement des femmes – ayant vécu des violences sexuelles dans différentes sphères de leur vie. Cette vague de dénonciations, historique, a permis de constater qu'en dépit des efforts des organisations et mobilisations féministes et de celles de défense des droits des femmes, ces formes de violences perdurent.

How do Quebec's international cooperation organisations (ICOs) deal with gender-based and sexual violence? Basing their reasoning on a survey carried out in 2018 among forty of these ICOs, the five authors believe that the scope and ultimately the incentive value of the measures put in place are more than variable.

The #MeToo social movement has encouraged many who have experienced incidences of sexual violence in different areas of their lives – mostly women – to speak out. This unprecedented wave of allegations has revealed that, in spite of ongoing efforts and demonstrations by feminist and human rights organisations, this type of violence against women persists.

Any social situation is an environment in which sexual violence can occur. The field of international cooperation (IC) is



ISABELLE
AUCLAIR



JADE
ST-GEORGES



STÉPHANIE
MALTAIS



SOPHIE BRIÈRE



ANNE
DELORME

Tous les contextes sociaux sont des espaces où elles peuvent survenir. Le domaine de la coopération internationale (CI) ne fait pas exception. Il est donc pertinent de s'attarder aux façons dont cet enjeu social transversal s'exprime dans ce contexte précis et quelles sont les mesures qui peuvent être mises en place pour y répondre.

Dans le présent article, cette réflexion sur les violences sexuelles dans le domaine de la CI s'appuie sur les résultats de deux collectes de données. Dans un premier temps, un sondage a été mené par le Comité québécois femmes et développement (CQFD) de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) qui représente une soixantaine d'organisations de coopération internationale (OCI) sur le territoire québécois¹. Les résultats ont permis de dresser un état des lieux des politiques et procédures organisationnelles en matière de lutte contre les violences sexuelles parmi ses membres. Dans un deuxième temps, une analyse des données qualitatives issues de la recherche « Du plafond à la frontière de verre : comment institutionnaliser le genre dans les organisations de développement international et d'action humanitaire ? », dirigée par les professeures Isabelle Auclair et Sophie Brière de l'Université Laval², a été réalisée. Celle-ci permet de mettre en lumière des pistes de réflexion sur des actions à mener, en cohérence avec le contexte spécifique, pour travailler sur cet enjeu.

Contextualisation de la problématique

Les violences sexuelles s'inscrivent dans un contexte plus large de violences multiples, exacerbées par les différents systèmes d'oppression (dont le sexisme, le racisme et le colonialisme) qui caractérisent un contexte

no exception. It is therefore relevant to focus on the ways this social issue occurs in this specific context and what measures can be implemented to deal with it.

In this article, our assessment of sexual violence in the field of IC is based on data from two studies. The first is a quantitative survey conducted by the Quebec Committee for Women and Development (*Comité québécois femmes et développement* – CQFD in French), part of the Quebec Association of International Cooperation Organisations (*Association québécoise des organismes de coopération internationale* – AQOCI in French), which represents over sixty international cooperation organisations (ICOs) in Quebec¹. The results established a baseline for existing organisational policies and procedures used among its members to prevent and cope with sexual violence. The second was an analysis of the qualitative data from the research project « *Du plafond à la frontière de verre : comment institutionnaliser le genre dans les organisations de développement international et d'action humanitaire ?* » ("Glass ceiling to glass borders: how to institutionalise gender in international development and humanitarian aid organisations?"), led by professors Isabelle Auclair and Sophie Brière from Université Laval². The analysis highlights potential ways to address the issue of sexual violence in each specific context.

Placing the issue in context

Sexual violence is one piece of a much larger puzzle that includes several other types of violence, all exacerbated by the different forms of oppression (including sexism, racism and colonialism) that can occur in a given situation. Within the context of IC, surveys have provided insight into the incidents of sexual violence experienced by professionals in the sector. According to data provided

— 1. Nous aimerions remercier l'AQOCI pour le partage des données du sondage et Mounia Chadi, chargée de programme à Droits des femmes et égalité des genres, pour ses commentaires.

— 2. Financé par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.

— 1. We would like to thank AQOCI for sharing the data from the survey and Mounia Chadi, head of the women's rights and gender equality program, for her input.

— 2. Funded by the Social Sciences and Humanities Research Council of Canada.

donné. Dans le contexte de la CI, des enquêtes ont permis de poser certains constats sur les violences sexuelles vécues par des professionnel·le·s du domaine. Selon les données fournies par le Humanitarian Women's Network³, qui a interrogé 1 005 femmes dans soixante-dix organisations, 69 % des répondantes ont entendu des collègues faire des commentaires sur leur apparence physique, dont 6 % sur une base quotidienne. Cinquante-cinq pour cent des répondantes ont reçu des avances persistantes de collègues masculins, 27 % ont été embrassées, 22 % ont été touchées sans leur consentement et enfin 4 % ont été violées. La majorité (68 %) des répondantes ayant vécu des violences ne l'ont pas signalé et parmi celles l'ayant fait auprès de leur organisation, 47 % disent qu'aucune suite n'a été donnée et 22 % soutiennent avoir subi des conséquences professionnelles négatives. Ces données démontrent que le domaine de la CI, à l'image du reste de la société, est traversé par différents rapports de pouvoir qui mènent à l'exacerbation des violences sexuelles. Elles confirment également l'importance de mener une réflexion sur les réponses mises en avant face à cet enjeu.

Alors que des données internationales sur le sujet émergent, celles portant sur les organisations québécoises et canadiennes sont moins nombreuses. En cohérence avec sa politique d'aide internationale féministe, Affaires mondiales Canada (AMC)⁴ oblige désormais les organisations d'aide internationale canadiennes à se doter d'une politique contre le harcèlement et les violences sexuelles. Toutefois, la mise en œuvre de stratégies et d'actions concrètes afin de prévenir, de sensibiliser et d'agir contre ces violences est supportée par peu de données empiriques

by the Humanitarian Women's Network³, who surveyed 1,005 women in seventy organisations, 69% of respondents have heard male colleagues make comments about their physical appearance, including 6% on a daily basis. In addition, 55% of respondents were subject to sexual advances on a regular basis from male colleagues, 27% had been kissed and 22% touched without their consent, and 4% had been raped. The majority (68%) of respondents that had been subject to some form of sexual violence did not report it, and among those who reported it to their organisation, 47% said that nothing happened and 22% suffered negative professional consequences. This data demonstrates that the field of IC, just like the rest of society, is subject to a variety of power dynamics that lead to increased sexual violence. It also confirms the need to examine the alarming responses to this issue more thoroughly.

While international data on this issue are emerging, the data available for organisations in Quebec and Canada remains limited. Consistent with its policy for international aid for women, Global Affairs Canada (GAC)⁴ now requires Canadian international aid organisations to establish and enforce a sexual harassment policy. However, there is little empirical and qualitative data available about implementing strategies and concrete measures to prevent, build awareness of and cope with sexual assault. Yet this type of data is essential to develop a context-appropriate response. Further documentation and examination are needed in the future, and the next sections of this article provide an initial contribution.

— 3. Humanitarian Women's Network, Full Survey Results, 2016: https://interagencystandingcommittee.org/system/files/hwn_full_survey_results_may_2016.pdf

— 4. Ministère du gouvernement fédéral canadien chargé des relations diplomatiques et consulaires, de stimuler le commerce international et d'organiser l'aide internationale du Canada [NDLR].

— 3. Humanitarian Women's Network, Full Survey Results, 2016: https://interagencystandingcommittee.org/system/files/hwn_full_survey_results_may_2016.pdf

— 4. The department of the federal government of Canada in charge of diplomatic and consular relations as well as international trade, and which leads Canada's international development and humanitarian assistance [Editor's note].

quantitatives et qualitatives. Ces données sont pourtant essentielles afin de proposer des réponses contextualisées. C'est donc ce qu'il faut documenter et approfondir dans l'avenir et les prochaines sections de cet article en sont les premières contributions.

Matériel issu de deux collectes de données

La définition des violences sexuelles retenue ici prend en compte un spectre d'actes allant du harcèlement aux agressions sexuelles, en mettant en exergue les dynamiques genrées, systémiques et multiples de telles violences⁵. En ce sens, notre analyse s'inscrit dans un cadre théorique féministe intersectionnel et s'appuie sur le concept de continuum des violences. Ce dernier permet de dépasser la simple hiérarchisation des abus pour mettre en évidence les liens entre les différentes manifestations violentes et les systèmes d'oppression⁶. Pour nourrir cette analyse, nous présenterons deux ensembles de données. Le premier est issu du sondage proposant des résultats quantitatifs sur les politiques et codes de conduite en matière de violences sexuelles. Le second s'intéresse à la trajectoire de carrière des femmes en CI et permet d'ajouter une valeur qualitative à l'analyse des violences sexuelles.

Résultats du sondage auprès des OCI québécoises

En 2018, l'AQOCI a développé un outil de diagnostic organisationnel sur les violences sexuelles pour ses membres. Il s'est traduit par un sondage en ligne composé de trente-neuf questions sur la prévention et la prise en charge des personnes ayant subi une forme de violence sexuelle. Quarante organisations y ont répondu.

— 5. Manon Bergeron *et al.*, « Violences sexuelles en milieu universitaire au Québec : Rapport de recherche de l'enquête ESSIMU », Université du Québec à Montréal, 2016.

— 6. Isabelle Auclair, « Violences de genre et stratégies de résistance », in Charmain Levy et Andrea Martinez (dir.), *Genre, féminismes et développement. Une trilogie en construction*, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2019, p. 231.

Knowledge provided by the two data sets

The definition of sexual violence applied here takes into consideration a spectrum of acts ranging from harassment to physical sexual assault, highlighting the multiple and widespread gender dynamics involved in this type of violence⁵. Our analysis uses an intersectional feminist theoretical framework and is based on the concept of a violence continuum. A continuum allows us to go beyond a simple hierarchy of abuses to highlight the connection between different types of violence and systems of oppression⁶. For this analysis, we present two data sets. The first provides quantitative information about policies and codes of conduct related to sexual violence. The second focuses on the career paths of women working in IC and adds a qualitative component to our analysis of sexual violence.

Results from the survey among Quebec's ICOs

In 2018, to assess sexual violence, the AQOCI developed an organisational diagnostic tool for its members. This tool included an online survey with thirty-nine questions on prevention and how to take care of people who experienced some form of sexual violence. Forty organisations responded.

The results revealed that even prior to "the Oxfam scandal"⁷, some Quebec ICOs had already implemented policies and procedures to prevent and/or cope with sexual violence. Nineteen of them had already created a code of conduct that established clear rules and pro-

— 5. Manon Bergeron *et al.*, « Violences sexuelles en milieu universitaire au Québec : Rapport de recherche de l'enquête ESSIMU », Université du Québec à Montréal, 2016.

— 6. Isabelle Auclair, « Violences de genre et stratégies de résistance », in Charmain Levy et Andrea Martinez (dir.), *Genre, féminismes et développement. Une trilogie en construction*, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2019, p. 231.

— 7. Sean O'Neill, "Minister orders Oxfam to hand over files on Haiti prostitute scandal", *The Times*, 9 February 2018, <https://www.thetimes.co.uk/article/top-oxfam-staff-paid-haiti-quake-survivors-for-sex-mhm6mpmgw>

À la lumière des résultats obtenus, il apparaît que même avant « l'affaire Oxfam⁷ », certaines OCI québécoises disposaient déjà de politiques et pratiques en matière de lutte contre les violences sexuelles. Dix-neuf d'entre elles avaient déjà développé un code de conduite qui posait clairement les règles et les principes de l'organisation quant aux violences sexuelles pour le personnel et les volontaires. Cependant, l'étendue du champ d'application de ces politiques et pratiques variait d'un milieu à l'autre. Ainsi, dix-huit de ces codes de conduite encadraient les liens intimes, amoureux et sexuels entre une personne en position d'autorité et une autre sous cette autorité, et dix-huit également le faisaient entre un-e représentant-e de l'organisation et un-e bénéficiaire. Par ailleurs, dix OCI ayant répondu au sondage ont mentionné mener une politique spécifique couvrant les violences sexuelles quand quinze autres affirmaient en avoir une en cours de rédaction ou de mise à jour, ou disposer d'une procédure ne constituant pas une politique en tant que telle.

La précision des documents quant à la définition des violences sexuelles varie. Quelques OCI y inscrivent une définition des violences sexuelles (n=10) et de l'exploitation sexuelle (n=8). Quant aux formations, elles sont rarement faites de façon régulière ou systématique. Sur trente-quatre OCI ayant répondu à cette question, seize ont affirmé que leur organisation ne fournissait pas de telles formations. Bien que les violences soient intimement liées aux relations de pouvoir, la majorité des formations offertes étaient destinées aux coopérant-e-s (n=10) et stagiaires (n=13) plutôt qu'aux personnes en situation d'autorité. Par ailleurs, dix-sept organisations ont répondu avoir une personne experte en la matière à l'interne ou avoir noué un partenariat avec une ressource externe. Enfin, une seule organisation disait avoir alloué un budget spécifique à ce sujet.

— 7. Sean O'Neill, "Minister orders Oxfam to hand over files on Haiti prostitute scandal", *The Times*, 9 February 2018, <https://www.thetimes.co.uk/article/top-oxfam-staff-paid-haiti-quake-survivors-for-sex-mhm6mpmgw>

cedures for personnel and volunteers within the organisation regarding sexual violence. However, the extent to which these policies and practices are applied varied from one case to another. For example, eighteen of the codes of conduct provided a framework for intimate, romantic, and sexual relationships between a person in a position of authority and a person working under this authority, and eighteen of them too provided it between a representative of the organisation and an aid recipient. In addition, ten ICOs that responded to the survey indicated having a specific policy covering sexual violence while ten others reported being in the process of drafting or updating one, or having a procedure in place even though it does not constitute official policy.

How specific these documents are regarding the definition of sexual violence varies. A few ICOs provide clear definitions of sexual violence (n=10) and sexual exploitation (n=8). When it comes to education, training is rarely conducted on a regular or systematic basis. For thirty-four ICOs that responded to the survey, sixteen confirmed that their organisation did not provide such training. Even though sexual violence is closely linked to power structures, the majority of training provided was for workers (n=10) and interns (n=13) rather than for people in a position of authority. In addition, seventeen organisations replied that they either had one internal expert or worked with an external resource. Finally, only one organisation replied that they had a dedicated budget to deal with this issue.

When it comes to providing support to victims and survivors⁸, as well as handling complaints, eleven organisations

— 8. Using the terms "victims and survivors" makes it possible to highlight the power to act and the resilience of survivors, but without denying the violent and marked nature of sexual violence (AQOCI, 2019; CALACS, 2017). The isolated use of one term or the other being often criticised, the Centre for assistance and the fight against sexual assault (*Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel* – CALACS in French) reminds us of the importance of privileging above all the word that the person concerned prefers.

Relativement au soutien aux victimes et aux survivant-e-s⁸ et à la gestion des plaintes, onze organisations favorisaient l'accès aux soins médicaux et seize permettaient celui à des soins psychosociaux responsables et sûrs, tandis que seulement douze permettaient aux témoins d'y avoir accès. Les procédures de prise en charge des violences sexuelles respectaient dans 64 % des cas les obligations légales canadiennes et québécoises; 64 % étaient centrées sur les besoins des survivant-e-s; 40 % permettaient d'accompagner les survivant-e-s dans le cas où un changement de région ou de pays était nécessaire pour obtenir des soins; et 12 % leur permettaient de prendre un congé payé à la suite des faits. Quinze organisations expliquaient dans leur politique comment signaler ou déposer une plainte, mais seulement sept détenaient une procédure d'enquête spécifique. Parmi celles-ci, cinq permettaient de réaliser une enquête objective, et deux avaient des mesures pour assurer la confidentialité. Aucune n'incluait un-e enquêteur-ice externe compétent-e, un examen de tous les documents pertinents ou encore l'obligation de consigner les informations.

Ce sondage a permis de mettre en évidence le fait que peu de politiques abordaient la manière de faire un signalement ou de déposer une plainte, ou encore, le fait que plusieurs OCI n'offraient pas de formation sur les violences sexuelles en 2018. Depuis, un travail a été mené pour renforcer les capacités des organisations membres à travers des outils et des formations. La trousse sur les violences sexuelles développée par l'AQOCI comprend ainsi des fiches sur l'introduction aux violences sexuelles dans le secteur de la CI, des

provided access to medical care and sixteen offered access to reliable psycho-social care and support, whereas only twelve provided witnesses with access to this type of support. In 64% of cases, the procedures in place to handle sexual violence abided by Canada's and Quebec's legal requirements; 64% focused on survivor needs; 40% provided support in cases where survivors needed to travel to another region or country to receive the necessary care; and 12% allowed them to take paid leave after the facts. Fifteen organisations explained in their policies how to report or file a complaint, but only seven had a specific procedure in place to launch an investigation. Among them, five allowed for an objective investigation, and two had measures in place that guarantee confidentiality. None called for the involvement of a competent external investigator, for a thorough review of all relevant documents, or for all the information provided to be recorded.

The survey drew attention to the fact that few policies covered how to report or file a complaint and that as late as 2018 several ICOs still did not provide any training on sexual violence. Since then, tools and training have been provided to bolster the capacities of member organisations. The toolkit developed by the AQOCI to handle sexual violence includes fact sheets about sexual violence that occurs in the field of IC, tools and best practices for preventing and reporting sexual violence, training, and exposing this type of violence⁹. These are important tools for the work currently being conducted to reduce the level of violence that, as explained in the next section, persists.

— 8. Utiliser les termes « victimes et survivant-e-s » permet de mettre en avant le pouvoir d'agir et la résilience des survivant-e-s, mais sans nier le caractère violent et marquant des violences sexuelles (AQOCI, 2019 ; CALACS, 2017). L'utilisation isolée d'un terme comme de l'autre faisant l'objet de critiques, le Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) rappelle l'importance de privilégier avant tout le mot que la personne concernée préfère.

— 9. AQOCI, « Violences sexuelles dans le secteur de la coopération internationale », <https://aqoci.qc.ca/violences-sexuelles-dans-le-secteur-de-la-cooperation-internationale/>

outils et de meilleures pratiques de prévention et de signalement des violences sexuelles, de la formation et un dévoilement de ce type de violences⁹. Il s'agit d'outils importants dans le travail en cours pour réduire les violences qui, comme indiqué dans la prochaine section, perdurent.

Résultats de la recherche sur la carrière des femmes en coopération internationale

Cette recherche visait à documenter et à mieux comprendre, dans une perspective intersectionnelle, les enjeux et les défis rencontrés à toutes étapes de carrière en CI. Pour ce faire, des entretiens individuels et de groupes ont été effectués avec 237 personnes (gestionnaires, responsables des ressources humaines, praticien-ne-s œuvrant dans différents pays). Même si l'objectif de la recherche n'était pas de documenter systématiquement les violences sexuelles, celles-ci se sont avérées être un élément incontournable. L'analyse des résultats nous permet d'extraire plusieurs éléments relatifs à ces violences, notamment la nécessité d'adopter une approche de tolérance zéro; de développer une stratégie collective de lutte à ces violences; et de mobiliser les ressources et l'expertise nécessaires.

Pour les personnes rencontrées, il est primordial d'adopter une approche et une culture de tolérance zéro à l'égard de la discrimination, des violences, du harcèlement et de l'abus de pouvoir dans les organisations. Les témoignages dénoncent la persistance de la culture de masculinité toxique qui s'appuie encore sur l'imaginaire du « Rambo de l'humanitaire ». Cette culture est une caractéristique systémique d'un contexte plus large qui banalise les violences sexuelles et reproduit les systèmes d'oppression. Une professionnelle en humanitaire raconte: « À un certain moment, j'ai informé le siège. Ils ont dit: "Tu en es

Results from research on women's careers in international cooperation

Taking an intersectional point of view, this research sought to document and to provide a better understanding of the key issues and challenges faced during a career in IC. Individual and group interviews were conducted with 237 people (administrators, human resources managers, and practitioners working in several countries). While the goal of the research was not to systematically document incidents of sexual violence, information about these incidents proved essential. While analysing the results, we identified several key aspects of sexual violence, especially the need to adopt a zero-tolerance approach; to develop a collective strategy to combat sexual violence; and to mobilise the necessary resources and expertise.

**« Les témoignages dénoncent
la persistance de la culture
de masculinité toxique. »**

***"First-hand accounts condemn the
ongoing culture of toxic masculinity."***

Individuals interviewed deem it essential that ICOs adopt a zero-tolerance approach and culture regarding discrimination, violence, harassment, and the abuse of authority. First-hand accounts condemn the ongoing culture of toxic masculinity that is still heavily based on the "humanitarian Rambo" fantasy. This culture is a systemic aspect of a much larger context that downplays sexual violence and reproduces systems of oppression. A woman working as a humanitarian professional explains, "at some point, I informed the headquarters. They told me, 'this is your first time as mission leader, you're still learning. Just know that this is normal behaviour on a project.'"

— 9. AQOCI, « Violences sexuelles dans le secteur de la coopération internationale », <https://aqoci.qc.ca/violences-sexuelles-dans-le-secteur-de-la-cooperation-internationale/>

à ta première mission comme chef de mission, tu apprends. Il faut savoir que c'est normal dans les projets." »

Cette normalisation des actes de harcèlement et de violences sexuelles est renforcée par ce que des participant-e-s nomment « la culture du silence » qui rend difficiles les dénonciations. Bien que les politiques et les codes de conduite soient nécessaires et pertinents, ils doivent être développés, diffusés et appliqués dans une approche qui vise des changements structurants. Les propos d'une spécialiste genre résument bien cet enjeu :

« Pour moi, le gros [manque] c'est qu'il n'y a pas vraiment [de travail] sur la culture, c'est-à-dire qu'à chaque fois on renouvelle des mesures de [sauvegarde]. Tout d'un coup, on remet des mesures en place : "Vous allez voir, ça va arriver plus." Mais de toute façon ça va arriver encore dans dix ans parce qu'on ne travaille pas sur la culture. »

Cette difficulté à mettre en œuvre des changements transformateurs au sein de la culture du secteur est en partie due à l'absence d'une stratégie de soutien aux carrières qui inclurait diverses dimensions dont des conditions et milieux de travail exempts de violences. Ce qui nous amène à soulever la nécessité de développer une stratégie collective face aux violences sexuelles.

Tout en considérant des contextes multiples, cette stratégie qui aborde un enjeu commun devrait inclure les différent-e-s acteur-ric-e-s de l'écosystème en coopération internationale. Nous voulons parler des bailleurs de fonds, des associations représentant les OCI, des OCI elles-mêmes, des spécialistes au sein du milieu académique, etc. Selon plusieurs participant-e-s, il est important que ces parties prenantes travaillent conjointement à l'élaboration et à la mise en œuvre des solutions concrètes et structurantes. Comme le mentionne un consultant en genre :

The normalisation of acts of harassment and sexual violence has been reinforced by what participants refer to as "the culture of silence" that makes any form of whistle blowing difficult. Even though the policies and codes of conduct are relevant and necessary, they need to be further developed, circulated, and applied through an approach that fosters structural change. These comments by a gender specialist summarise the issue:

"For me, the gap is that no real [work] is being done to change the culture. In other words, each time an incident occurs we renew the [safeguarding] measures. All of a sudden we put new measures in place and state, 'you'll see, it won't happen again,' but it will happen again and again over the next ten years because we never work on making cultural changes."

This difficulty to create transformative changes within the international cooperation organisation culture is due in part to the lack of career support strategies, which should include various dimensions including working conditions and environments free from violence. This leads us to point out the need to develop a collective strategy for dealing with sexual violence.

While each situation has its own specific context, this strategy covers a common issue and should involve every stakeholder within the international cooperation ecosystem. This includes donor organisations, non-profits that represent ICOs, the ICOs themselves, specialists in academia, etc. According to several participants, it is important for these stakeholders to participate in the creation and implementation of concrete solutions that establish the right framework. As one gender consultant mentioned:

"If we put mechanisms in place that make it easy and risk-free for women to report inappropriate behaviour, then it becomes much more [difficult] for a man to behave in a [reprehensible] manner. He is going to say to himself that making certain comments and behaving inappropriately is not worth the risk because he knows that he will be admonished."

« Si on met des mécanismes en place qui font en sorte que c'est facile et pas risqué pour une femme de dénoncer un comportement inapproprié, à ce moment-là, ça devient beaucoup plus [difficile] pour un homme d'avoir un comportement [répréhensible]. Il va se dire que ça ne vaut pas la peine de se risquer à faire des commentaires, à avoir des comportements inappropriés parce qu'il sait qu'il va se faire rabrouer. »

L'adoption d'une stratégie collective ne signifie pas l'adoption d'un modèle unique et uniforme. Il est nécessaire que les politiques, plans d'action et mesures soient sensibles aux différents contextes. Ceux-ci varient notamment en fonction des régions, de la taille des organisations, des types d'aides, des ressources disponibles et des inégalités qui mènent à l'exacerbation des violences.

Les résultats de la recherche permettent d'affirmer que cette stratégie collective et contextualisée devrait inclure un volet de prévention et un autre de gestion des cas. Certaines de ces dimensions doivent être gérées par les OCI, alors que d'autres pourraient être partagées. Selon une gestionnaire rencontrée, bien que la prévention revienne aux organisations et que cela corresponde à leurs valeurs, les questions de gestion des plaintes, du suivi de celles-ci et de l'aide apportées aux survivantes posent problème si ces dimensions sont laissées à la discrétion de chaque organisation, puisque toutes les organisations n'ont pas les mêmes ressources.

Pour que les stratégies collectives et contextualisées, les plans d'action ainsi que les mesures concrètes en découlant apportent les changements souhaités, il est impératif que les ressources techniques et financières soient mobilisées. Pour ce faire, les résultats montrent que les différents acteurs (bailleurs de fonds, associations et OCI) ont des responsabilités complémentaires.

AMC a lancé un message fort en exigeant des organisations qu'elles se dotent d'une politique contre le harcèlement

Adopting a collective strategy does not mean implementing the same model everywhere. All policies, action plans, and measures applied need to take into consideration each different situation. The context varies by region, organisation size, the type of aid provided, available resources, and the inequalities that lead to exacerbating the violence.

Results from the research confirm that a collective and context-specific strategy should include both prevention and case management. Certain aspects should be handled by the ICOs while others could be shared. According to one manager we met, although prevention is the responsibility of the organisations and is in line with their values, the issues of managing complaints, monitoring them and supporting survivors pose a problem if these dimensions are left to the discretion of each organisation, since not all organisations have the same resources.

To bring about the desired changes through the action plans and tangible measures that result from collective and context-specific strategies, it is imperative to gather the right technical and financial resources. To do this, the results demonstrated that certain stakeholders (donor organisations, non-profits, and ICOs) have complementary responsibilities.

GAC sent a stern message by requiring organisations to establish a policy that prohibits sexual harassment and violence. In spite of certain initiatives¹⁰, the technical and financial support provided by donor organisations has proven insufficient to address this requirement. Due to the issue's complexity, these two types of support are not enough to provide a complete solution but can contribute to structuring the fight against sexual violence. In addition, non-profits are doing important work to consolidate and represent the needs of ICOs. How-

— 10. For example, at the centre of expertise Digna, funded by GAC and managed by Cooperation Canada: <https://www.digna.ca>

et les violences sexuelles. Malgré certaines initiatives¹⁰, l'accompagnement technique et le soutien financier du bailleur demeurent insuffisants pour répondre à cette exigence. En raison de la complexité des enjeux, ces deux types de soutien ne peuvent à eux seuls offrir une réponse complète, mais ils peuvent contribuer à lutter de manière structurée contre les violences sexuelles. Par ailleurs, les associations font un important travail de consolidation et de représentation des besoins des OCI. Elles doivent cependant avoir les moyens pour poursuivre leurs engagements et contribuer au développement de services collectifs pour soutenir les OCI et leurs travailleur·euse·s.

Dans la lutte contre les violences sexuelles, les OCI doivent s'assurer que cet enjeu est traité de façon transversale et que l'ensemble du personnel de l'organisation est sensibilisé, formé et responsabilisé. La recherche a permis de constater que la responsabilisation de la gestion des violences sexuelles est souvent attribuée à la division des ressources humaines qui n'a pas toujours la formation nécessaire sur le sujet. Le développement des connaissances et la reconnaissance de l'expertise sur le sujet sont essentiels. En ce sens, les gestionnaires des organisations et les expert·e·s en égalité et en genre ont souvent un rôle primordial dans les stratégies de lutte contre les violences avec l'appui de toutes les personnes impliquées dans l'organisation.

Pistes de recherche

Dans le contexte canadien actuel, où les politiques contre le harcèlement sexuel sont obligatoires, des efforts sont incontestablement faits dans les OCI pour aborder cet enjeu. Toutefois, plusieurs défis persistent pour les OCI, notamment en termes de ressources techniques et financières pour répondre à l'exigence de disposer d'une politique

ever, they require the means to pursue their commitments and contribute to developing services to support ICOs and their workers.

In the fight against sexual violence, ICOs need to make sure that the issue is handled across the board and that all personnel within the organisation are made aware of, trained on and understand their responsibilities. Research reveals that managing sexual violence more often than not falls upon human resources, which does not always possess the necessary training. Developing the right skills and expertise to be recognised as an expert on the topic is essential. In this sense, organisation administrators along with gender equality experts often play a key role in strategies to fight sexual violence, as long as they are endorsed by the organisation.

Potential research topics

Within Canada's current context, where sexual harassment policies are required, efforts are clearly being made within ICO to deal with the issue. Moreover, several challenges remain for ICO, especially in terms of technical and financial resources to establish a specific policy as required. Their approach should involve context-specific organisational initiatives, as well as collective strategies where different stakeholders each have a role to play. In addition, further research is necessary to collect context-specific data on the subject and propose measures appropriate to each situation. These data should take into account different types of oppression and how they can lead to sexual violence toward traditionally marginalised social groups, including women. With this in mind, research on the issue should continue to better document the experiences of those who have been subject to, witnessed, or told about sexual violence, and the organisational practices and measures that should be put in place.

Translated from the French by Darin Reisman

— 10. Par exemple le centre d'expertise Digna, financé par AMC et sous la direction de Coopération Canada : <https://www.digna.ca/fr>

spécifique. La démarche devrait passer non seulement par des initiatives organisationnelles contextualisées, mais également par des stratégies collectives dans lesquelles les différentes parties prenantes ont chacune leur rôle à jouer. En outre, d'autres recherches sont nécessaires pour collecter des données contextualisées sur le sujet et proposer des mesures adaptées aux différentes situations. Ces données doivent prendre en compte l'intersection des différents systèmes d'oppression et leur impact sur l'exacerbation des violences sexuelles chez les groupes sociaux historiquement marginalisés, dont les femmes. Dans cette optique, les travaux sur le sujet doivent se poursuivre afin de documenter plus amplement à la fois les vécus des personnes ayant subi des violences ou en ayant été témoins ou confidentes, et les pratiques et mesures organisationnelles qui ont été ou devraient être mises en place.

« La responsabilisation de la gestion des violences sexuelles est souvent attribuée à la division des ressources humaines qui n'a pas toujours la formation nécessaire. »

"Managing sexual violence more often than not falls upon human resources, which does not always possess the necessary training."

Biographies



ISABELLE AUCLAIR

Isabelle Auclair détient un doctorat en anthropologie. Elle est Titulaire de la Chaire Claire-Bonenfant - Femmes, Savoirs et Sociétés et professeure au département de management de l'Université Laval (Québec) où elle délivre des cours portant sur les approches et les méthodologies féministes, les enjeux d'équité, diversité et inclusion en milieu de travail ainsi que sur l'intégration d'une analyse féministe intersectionnelle dans la gestion des projets de coopération internationale. En lien avec ses activités d'enseignement, elle est impliquée dans diverses recherches s'intéressant entre autres à l'intersection des systèmes d'oppression et au continuum des violences dans différents domaines, notamment les migrations forcées.

Isabelle Auclair holds a PhD in anthropology. She is the current tenured faculty member running the Claire Bonenfant Chair on Women, Knowledge and Societies and professor in the Department of Management at Université Laval (Quebec), where she teaches courses on feminist approaches and methodologies, equality, diversity, and inclusion issues in the workplace, as well as the integration of an intersectional feminist analysis for managing international cooperation projects. In addition to teaching, she is involved in a wide variety of research projects, including those that focus on the crossroads between systems of oppression and the violence continuum, most notably with regard to forced migration.

JADE ST-GEORGES

Jade St-Georges est doctorante en gestion du développement international et de l'action humanitaire au département de management de la Faculté des sciences de l'administration à l'Université Laval (Québec). Elle détient une maîtrise en développement international avec l'Institut des hautes études internationales de l'Université Laval. Dans le cadre de sa maîtrise, elle a réalisé un stage en tant que conseillère genre en Haïti pour le programme Uniterra puis a ensuite été agente d'équité femmes-hommes à l'Organisation internationale de la Francophonie. À la suite de ces différentes expériences, Jade a entamé sa thèse sur l'application d'une perspective féministe intersectionnelle et décolonisante en gestion de projets de coopération internationale.

Jade St-Georges is a PhD candidate in International Development and Humanitarian Action Management in the Department of Management at the Faculty of Business Administration at Université Laval (Quebec). She earned a Master's degree in International Development from the Institute of International Studies at Université Laval. As part of her Master's degree, she completed an internship in Haiti as a gender consultant for the Uniterra programme, and then served as a gender equality officer at the Organisation Internationale de la Francophonie. After these experiences, Jade started her thesis on applying an intersectional feminist and decolonisation perspective when managing international cooperation projects.

STÉPHANIE MALTAIS

Titulaire d'un doctorat en développement international de l'École de développement international et mondialisation de l'université d'Ottawa, sa thèse portait sur la gestion des crises sanitaires dans les États fragiles avec une étude de cas sur l'épidémie d'Ebola en Guinée. Stéphanie est chargée de cours à la Faculté des sciences de l'administration de l'Université Laval (Québec) où elle enseigne dans la maîtrise en gestion du développement international et de l'action humanitaire. Elle travaille également comme professionnelle de recherche à l'Université Laval, à l'École nationale d'administration publique et à l'université d'Ottawa sur différents projets portant notamment sur la Covid-19, la carrière des femmes en développement international et action humanitaire, et les évaluations neutres au sein de la fonction publique fédérale canadienne. Elle est coordonnatrice éditoriale de la *Revue canadienne d'évaluation de programme* et membre du Conseil scientifique de la revue *Alternatives Humanitaires*.

Stéphanie Maltais holds a PhD in International Development from the School of International Development and Global Studies at the University of Ottawa (Canada). Her thesis focused on the management of health crises in fragile states, with a case study on the Ebola epidemic in Guinea. Stéphanie is a lecturer at the Faculty of Business Administration at Université Laval (Quebec), where she teaches the Master's in International Development and Humanitarian Action. She also works as a research professional at Université Laval, the École nationale d'administration publique and the University of Ottawa on different projects including Covid-19, women's careers in international development and humanitarian action, and neutral assessments within the Canadian federal civil service. She is the editorial coordinator for the *Canadian Journal of Program Evaluation* and a member of the Scientific Council of *Humanitarian Alternatives*.

SOPHIE BRIÈRE

Sophie Brière est professeure titulaire au département de management de la Faculté des sciences de l'administration de l'Université Laval (Québec). Elle détient un doctorat (PhD) de l'École nationale d'administration publique (ENAP) du Québec et un post doctorat de l'École de développement international et de mondialisation de l'université d'Ottawa. Elle est directrice de l'Institut EDI2 (équité, diversité, inclusion, intersectionnalité) de l'Université Laval. Sophie Brière est responsable de la maîtrise en développement international et action humanitaire à la faculté des sciences de l'administration. Ses travaux d'enseignement et de recherche portent notamment sur l'équité, la diversité et l'inclusion dans les organisations de tous secteurs et sur la gestion de projets. Elle est coauteure, avec Yves Poulin, Yvan Conoir, Stéphanie Maltais et Isabelle Auclair de *La gestion de projets de développement international et d'action humanitaire*, Presses de l'Université Laval, Deuxième édition, 2021. Elle est membre du Conseil scientifique de la revue *Alternatives Humanitaires*.

Sophie Brière is a tenured professor in the Department of Management at the Faculty of Business at Université Laval. She earned a PhD at Quebec's University of Public Administration (ENAP) and a post-doc at the University of Ottawa's School of International Development and Global Studies. She is now the director of Institut EDI2 (equity, diversity, inclusion, intersection) at Université Laval. Sophie Brière is in charge of the Master's programme in International Development and Humanitarian Action at the Faculty of Business Administration. Her classes and research focus primarily on equity, diversity, and inclusion in organisations in all sectors and in project management. She co-authored with Yves Poulin, Yvan Conoir, Stéphanie Maltais and Isabelle Auclair the book *La gestion de projets de développement international et d'action humanitaire* (Presses de l'Université Laval, 2nd edition, 2021). She is a member of the Scientific Council of *Humanitarian Alternatives*.

ANNE DELORME

Anne Delorme est Directrice du Fonds Agir ensemble pour l'inclusion (AGIRI) au sein de l'ONG Equitas (Canada). Elle est titulaire d'un MBA de la faculté de gestion Desautels de l'Université McGill et a vingt ans d'expérience dans la gestion de programmes de développement complexes et d'équipes au sein d'ONG internationales et d'agences de développement nationales et multilatérales, notamment au sein du Programme des Nations unies pour le développement. Elle est une leader d'opinion dans la promotion de l'égalité des sexes et son approche est profondément influencée par une longue histoire de travail avec des organisations, des réseaux et des mouvements sociaux internationaux fondés sur les droits. Elle a été coordonnatrice du Comité québécois femmes et développement (CQFD) de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI). Elle a réussi à influencer un réseau d'organisations afin d'intégrer de façon significative les approches intersectionnelles de l'égalité entre les sexes et de l'inclusion dans leurs programmes et institutions.

Anne Delorme is the Fund Director for Act Together for Inclusion Fund within the NGO Equitas (Canada). She earned an MBA at McGill University's Desautels Faculty of Management and has twenty years of experience managing teams and complex development programmes for international NGO and multi-lateral national development agencies, in particular for the United Nations Development Programme. She is an opinion leader in promoting gender equality and her approach is influenced by a long history of working with international social organisations, networks, and movements for fundamental rights. She was coordinator for CQFD at AQOCI. She successfully influenced a network of organisations to adopt an intersectional approach for gender equality and inclusion in their programmes and institutions.

Exploitation et abus sexuels dans les organisations humanitaires au Cameroun : dispositifs de repérage et logiques d'obstruction

Sexual exploitation and abuse in humanitarian organisations in Cameroon: methods for identification and logics of obstruction

Jean Émile Mba • Doctorant en science politique
à l'université de Ngaoundéré (Cameroun)

T

urnover du personnel, violations de confidentialité au sein des organismes chargés de recueillir les plaintes, tentatives d'étouffement par les autorités chargées des camps de réfugiés : autant de données qui expriment la difficulté

à mettre en place des actions contre les abus sexuels dans des contextes fragiles. C'est le cas au Cameroun où Jean Émile Mba nous invite à découvrir les efforts incontestables mais aussi les limites des dispositifs mis en place pour lutter contre les abus commis par des personnels humanitaires.

Staff turnover, breaches of confidentiality within the organisations responsible for gathering complaints and attempts at a cover-up by refugee-camp authorities all reflect the difficulty of implementing measures against sexual abuse in fragile contexts. This is the case in Cameroon where Jean Émile Mba takes us to learn about the valiant efforts but also limitations of the methods put in place to combat abuse by humanitarian workers.

This contribution is part of a wider sociological analysis of a social reality that remains relatively unexplored in the Cameroonian context. It aims to outline the state of affairs regarding the problem

Cette contribution s'inscrit dans un travail d'analyse sociologique d'une réalité sociale encore inexplorée en contexte camerounais. Elle ambitionne en effet d'esquisser un état des lieux du phénomène de l'exploitation et des abus sexuels (EAS) au sein des organisations humanitaires. Elle le fait en mettant en lumière aussi bien les dispositifs de repérage et les défis organisationnels que les logiques de transaction sociale qui contribuent à l'occultation de cette réalité.

Tenter de cerner les contours de ce « fait social » s'avère particulièrement ardu au regard de l'opacité sociale qui entoure la question. Pour ce faire, les apports de la sociologie de la transaction sociale et de l'analyse stratégique ont servi de « boîtes à outils » pour saisir les échanges et marchandages, négociations et compromis, jeux d'acteurs et relations de pouvoirs qui obstruent le signalement des EAS dans le champ humanitaire camerounais. La mise en intelligibilité de ces différents aspects a mobilisé des entretiens semi-directifs, l'enquête documentaire et l'analyse de contenu.

Construction sociologique d'une réalité sociale inexplorée

La notion d'« exploitation sexuelle » désigne « le fait d'abuser ou de tenter d'abuser d'un état de vulnérabilité, d'un rapport de force inégal ou de rapports de confiance à des fins sexuelles, y compris, mais non exclusivement, en vue d'en tirer un avantage pécuniaire, social ou politique ». La notion d'« abus sexuels » concerne quant à elle « toute atteinte sexuelle commise avec force, contrainte ou à la faveur d'un rapport inégal¹ ». Ces actes, ici désignés d'« conduites sexuelles² », sont le plus souvent commis dans le champ de l'aide par des travailleurs humanitaires, ou d'autres

of Sexual Exploitation and Abuse (SEA) within humanitarian organisations by shedding light on both the methods of identifying these abuses and the organisational challenges caused by the social transactional logics that contribute to the concealment of this social reality.

Attempts to grasp the contours of this "social reality" turns out to be particularly difficult given the social opacity of the issue. Contributions from the sociology of social transactions and strategic analysis served as tools to begin to understand the exchanges and bargaining, negotiations and compromises, strategies and power relationships that impede the identification of SEA in the humanitarian field in Cameroon. Efforts to comprehend these different aspects included semi-directive interviews, documentary studies and content analysis.

The sociological construction of an unexplored social reality

The concept of "sexual exploitation" refers to "any actual or attempted abuse of a position of vulnerability, differential power, or trust, for sexual purposes, including, but not limited to, profiting monetarily, socially or politically from the sexual exploitation of another". The concept of "sexual abuse", for its part, refers to "the actual or threatened physical intrusion of a sexual nature, whether by force or under unequal or coercive conditions"¹. These acts, referred to here as "sexual misconduct", are most often committed in the humanitarian field by aid workers, or other actors in the chain, against the beneficiaries of humanitarian aid. They can also arise between humanitarian workers and take the form of sexual harassment at work.

The exposure of the topic of EAS in the humanitarian field goes back to 2002 with the study carried out by the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) and the British

— 1. Définitions empruntées à la Circulaire du Secrétaire général des Nations unies (Kofi Annan à l'époque) portant sur les « Dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les abus sexuels », ST/SGB/2003/13, 9 octobre 2003, <https://undocs.org/fr/ST/SGB/2003/13>

— 2. Par référence à la formule anglo-saxonne de « *sexual misconducts* », parfois traduite aussi par « comportements sexuels répréhensibles ».

— 1. Definitions taken from Secretary-General's Bulletin (Kofi Annan in those days) on the "Special measures for protection from sexual exploitation and abuse", ST/SGB/2003/13, 9 October 2003, <https://undocs.org/en/ST/SGB/2003/13>



JEAN ÉMILE
MBA

acteurs intervenant dans la chaîne, sur les bénéficiaires de l'aide humanitaire. Ils peuvent aussi survenir entre personnels humanitaires et prendre la forme de harcèlements sexuels au travail.

La publicisation du thème de l'EAS dans le champ humanitaire remonte à l'étude réalisée en 2002 par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et l'organisation non gouvernementale (ONG) britannique Save The Children sur les abus sexuels généralisés dans les camps de réfugiés du Liberia, de Guinée et de Sierra Leone. Cette étude a conduit à la rédaction du premier code de conduite en 2003, puis à la publication de la Circulaire du Secrétaire général des Nations unies la même année³. La levée de boucliers médiatique qui s'est ensuivie, réactivée par le scandale de l'ONG Oxfam en Haïti après le séisme de 2010, a contribué à faire de la reconnaissance de l'EAS un enjeu crucial à l'échelle humanitaire mondiale.

Mais la construction scientifique de cette réalité nécessite d'être saisie sous le prisme des savoirs préexistants. Les faits d'EAS ne sont évidemment pas propres à l'humanitaire, et les travaux sur les abus sexuels dans l'Église⁴, sur le genre, les minorités sexuelles⁵ et les violences sexuelles commises par les Casques bleus de l'organisation des Nations unies (ONU) se sont accrus⁶. Au Cameroun, si quelques rares recherches⁷ offrent un

non-governmental organisation (NGO) Save the Children on the generalised sexual abuse in refugee camps in Liberia, Guinea, and Sierra Leone. This study led to the drafting of the first code of conduct in 2003, and then to the publication of the Secretary-General's Bulletin the same year². The media outcry that followed, reignited by the scandal involving the NGO Oxfam in Haiti after the 2010 earthquake, propelled the recognition of SEA as a crucial global humanitarian issue.

But the scientific construction of this reality needs to be grasped through the prism of pre-existing knowledge. SEA is obviously not specific to humanitarian aid, and research abounds on sexual abuse in the Church³, gender, sexual minorities⁴ and sexual violence committed by the United Nations (UN) Blue Berets⁵. In Cameroon, although some rare works⁶ provide a rich and relevant analytical framework for the understanding of sexual abuse in schools⁷ and in urban environments⁸, they do not have any real connection to humanitarian aid. The scientific vacuum observed in the country around the issue of SEA in humanitarian aid substantiates the professed social opacity of a phenomenon that remains taboo. Our aim here

— 2. *Ibid.*

— 3. Hans Zollner, « Les abus sexuels dans l'église. Un appel à changer de regard », *Études*, n° 9, 2016, p. 29-40.

— 4. Wendy Delorme, « Insurrections sexuelles... dix ans après », *Mouvements*, 2019/3, n° 99, p. 121-130.

— 5. See Marie Saiget, *L'ONU face aux violences sexuelles de son personnel. Crise de crédibilité et changement en organisation internationale*, L'Harmattan, 2012 ; Nathalie Durhin, « Les opérations de maintien de la paix des Nations unies : le problème des violences sexuelles », *Revue Défense Nationale*, 2017/10, n° 805, p. 87-93.

— 6. Daniel Mbassa Menick, « Les enfants victimes d'abus sexuels en Afrique (Ou l'imbricatio d'un double paradoxe : l'exemple du Cameroun) », in Thérèse Agossou (dir.), *Regards d'Afrique sur la maltraitance*, Karthala, 2009, p. 77-95.

— 7. Daniel Mbassa Menick, « Les abus sexuels en milieu scolaire au Cameroun : résultats d'une recherche action à Yaoundé », *Médecine tropicale*, vol. 62, 2002, p. 58-62.

— 8. See Daniel Mbassa Menick et Ferdinand Ngho, « Les abus sexuels au Cameroun. Une étude socio-démographique à Yaoundé », in Thérèse Agossou (dir.), *Regards d'Afrique sur la maltraitance*, op. cit., p. 187-198.

— 3. Circulaire du Secrétaire général des Nations unies, op. cit.

— 4. Hans Zollner, « Les abus sexuels dans l'église. Un appel à changer de regard », *Études*, n° 9, 2016, p. 29-40.

— 5. Wendy Delorme, « Insurrections sexuelles... dix ans après », *Mouvements*, 2019/3, n° 99, p. 121-130.

— 6. Voir Marie Saiget, *L'ONU face aux violences sexuelles de son personnel. Crise de crédibilité et changement en organisation internationale*, L'Harmattan, 2012 ; Nathalie Durhin, « Les opérations de maintien de la paix des Nations unies : le problème des violences sexuelles », *Revue Défense Nationale*, 2017/10, n° 805, p. 87-93.

— 7. Daniel Mbassa Menick, « Les enfants victimes d'abus sexuels en Afrique (Ou l'imbricatio d'un double paradoxe : l'exemple du Cameroun) », in Thérèse Agossou (dir.), *Regards d'Afrique sur la maltraitance*, Karthala, 2009, p. 77-95.

cadre analytique fécond et pertinent pour la compréhension des abus sexuels en milieu scolaire⁸ et urbain⁹, elles sont sans véritable lien avec l'humanitaire. Le vide scientifique constaté dans ce pays sur la question des faits d'EAS dans l'humanitaire accrédite la thèse de l'opacité sociale d'un phénomène qui demeure ainsi tabou. Notre propos vise ici à lever le voile sur cette réalité sociale et à mobiliser la recherche pour l'inscrire dans le discours scientifique à l'aune des démarches méthodologiques et analytiques énoncées plus haut.

Sociologie des dispositifs de repérage des exploitations et abus sexuels

Depuis 2019, le champ humanitaire camerounais a fait des avancées notables dans sa lutte contre l'EAS, notamment avec la mise en place à l'échelle du pays d'un organe de coordination, d'échange de bonnes pratiques et de surveillance des mesures de prévention des faits d'EAS. Ce réseau dénommé « Task Force PSEA »¹⁰, logé au sein du Bureau du Coordinateur résident du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) est administré par une conseillère nationale PSEA qui coordonne ses activités.

Créé à Yaoundé en juillet 2020, le Réseau PSEA regroupe les personnels appelés « points focaux » (voir plus loin) des agences onusiennes et des ONG nationales et internationales. Il a pour rôle de mettre sur pied des mécanismes de prévention contre l'EAS en développant des termes de référence, des formations et des plans d'action¹¹. C'est l'Équipe

is to shed light on this social reality and to mobilise research to include it in the scientific narrative, on the basis of the methodological and analytical approaches listed above.

Sociology of methods for identifying sexual exploitation and abuse

Since 2019, the humanitarian field in Cameroon has made significant progress in the fight against SEA, namely with the implementation of a nationwide body responsible for coordinating, sharing best practice and monitoring prevention methods in the area of SEA. This network, known as Task Force PSEA⁹, housed in the Office of the Resident Coordinator of the United Nations International Children's Emergency Fund (Unicef) is administered by a "PSEA national advisor" who coordinates its activities.

Created in Yaoundé in July 2020, the PSEA Network brings together personnel known as "focal points" (see below) from UN agencies and national and international NGOs. Its role is to implement prevention mechanisms against SEA by developing reference terms, training programmes and action plans¹⁰. It is the Humanitarian Country Team (HCT) who is responsible for monitoring progress in their implementation¹¹. A central body for coordination and strategic orientation of humanitarian action in Cameroon, the HCT is made up of representatives of United Nations agencies and NGOs, but also observers, like donors, the International Committee of the Red Cross or *Médecins Sans Frontières*.

The PSEA Network is positioned as a device overseeing a constellation of three PSEA regional working groups. The one in the Far North Region of Cameroon, set up in 2017, is managed by the Office

— 8. Daniel Mbassa Menick, « Les abus sexuels en milieu scolaire au Cameroun : résultats d'une recherche action à Yaoundé », *Médecine tropicale*, vol. 62, 2002, p. 58-62.

— 9. Lire Daniel Mbassa Menick et Ferdinand Ngoh, « Les abus sexuels au Cameroun. Une étude socio-démographique à Yaoundé », in Thérèse Agossou (dir.), *Regards d'Afrique sur la maltraitance*, op. cit., p. 187-198.

— 10. PSEA : acronyme anglais qui signifie "Protection from Sexual Exploitation and Abuse".

— 11. Ressources disponibles sur la plateforme Inter-Agency Standing Committee (IASC) [dont le « Plan d'action pour la lutte contre les abus et l'exploitation sexuels »]: <https://psea.interagencystandingcommittee.org/location/west-and-central-africa/cameroon>

— 9. PSEA: Protection from Sexual Exploitation and Abuse.

— 10. Resources available on the Inter-Agency Standing Committee (IASC) platform [including the "PSEA Action Plan"]:
<https://psea.interagencystandingcommittee.org/location/west-and-central-africa/cameroon>

— 11. See the PSEA Action Plan 2019-2020, p.1.

humanitaire du pays (EHP) qui est responsable de suivre les progrès accomplis dans leur mise en œuvre¹². Organe central de coordination et d'orientation stratégique de l'action humanitaire au Cameroun, l'EHP est constitué des représentants des agences des Nations unies et des ONG, mais aussi d'observateurs à l'instar des bailleurs, du Comité international de la Croix-Rouge ou de Médecins Sans Frontières.

Le réseau PSEA se positionne comme un dispositif national chapeautant une constellation de trois groupes de travail régionaux PSEA. Celui de l'Extrême-Nord Cameroun, mis en place en 2017, est piloté par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH ou OCHA en anglais). Celui de l'Est-Adamaoua-Nord, établi en 2020, est placé sous l'égide du HCR. Celui du Nord et Sud-Ouest est encore en construction. Pour asseoir ces dispositifs régionaux, quatre-vingt-treize points focaux EAS de différentes organisations – cinquante-deux à l'Extrême-Nord et quarante et un à l'Est-Adamaoua-Nord – ont été formés depuis 2020¹³.

Ces mécanismes étant très récents, il est encore difficile de mesurer et d'analyser leur véritable impact. Reste que les défis auxquels ils sont confrontés en disent déjà beaucoup sur l'ampleur de la tâche consistant à prendre en charge la question des EAS. Tout d'abord, ces dispositifs se heurtent aux difficultés de mise en application des plans d'action. L'harmonisation d'un code de conduite EAS inter-organisations ; l'obligation de vérifier les antécédents EAS des candidats lors des recrutements au sein des ONG ; la standardisation d'une ligne téléphonique verte inter-agences ; la mise en place d'équipes mobiles « points focaux » pour mener des actions de sensibilisation dans d'autres organisations

for the Coordination of Humanitarian Affairs. The one in the East-Adamawa-North Region, established in 2020, is under the aegis of the UNHCR. The one in the North and Southwest is still under construction. To support these regional initiatives, ninety-three SEA focal points for different organisations – fifty-two in the Far North and forty-one in the East-Adamawa-North – have been created since 2020¹².

Since these mechanisms are very recent, it is difficult to measure and analyse their true impact. The fact remains that the challenges they face speak volumes about the scope of the task in hand of addressing the issue of SEA. First of all, these initiatives struggle with putting their action plans into practice. The standardisation of an inter-organisational SEA code of conduct; the obligation to check the SEA antecedents of applicants during recruitment by NGOs; the standardisation of an inter-agency toll-free hotline; the implementation of mobile "focal point" teams to carry out awareness actions in other organisations, or the implementation of standard operational procedures for complaints on a community basis and in an inter-organisational mode: so many works-in-progress that are as necessary as they are time-consuming to put in place.

The instability of the focal points themselves tends to disrupt the implementation and functioning of the system. Indeed, "NGOs currently face the challenge of training permanent and specialised personnel in charge of SEA issues. Most often in the organisations, people come and go. People who received training on SEA can move on elsewhere, leaving a void", explained one focal point¹³. The supply of statistical data on the established initiatives is another challenge, while the focal points seem to lack the wherewithal and room for ma-

— 12. Voir le « Plan d'action pour la lutte contre les abus et l'exploitation sexuels », 2019-2020, p. 1.

— 13. Voir le Compte-rendu de réunion du groupe de travail PSEA de l'Est, l'Adamaoua et du Nord-Bertoua, 24 novembre 2020, p. 2-3.

— 12. See the meeting report of the PSEA Working Group in the East, Adamawa and North Bertoua, 24 November 2020, p. 2-3.

— 13. Interview on 12 January 2021 with David Ayambouye, focal point for ADEES, a local NGO.

ou la mise en place de procédures opérationnelles standards de plainte à base communautaire et sur un mode inter-organisationnel : ce sont là autant de chantiers aussi nécessaires que longs à être mis en place.

L'instabilité même des points focaux est de nature à perturber la mise en place et le bon fonctionnement des dispositifs. En effet, « les ONG se heurtent aujourd'hui à ce défi, celui de mettre sur pied un personnel permanent et spécialisé qui s'occupe des questions d'EAS. Le plus souvent dans les organisations, des personnes vont et viennent. Des personnes qui ont été formées aujourd'hui pour les EAS peuvent partir ailleurs et laisser un vide », explique un point focal¹⁴. L'approvisionnement en données statistiques des dispositifs établis représente un autre défi à surmonter, alors que les points focaux semblent ne pas disposer des moyens et de marges de manœuvres suffisants pour transmettre des rapports d'allégations circonstanciés au réseau national PSEA. Il est vrai que l'autorisation de leur dissémination reste éminemment administrative et dépend soit du Chef de Base, soit du directeur pays. Autrement dit, le bon fonctionnement des procédures externes ou entre organisations pour le signalement des préoccupations en matière d'EAS dépend largement des organisations et pas simplement des points focaux. De même, on observe encore une quasi-absence de mécanismes de retour d'informations au sein des ONG. Seules quelques-unes, comme Plan International, disposent de comités dits de feed-back et d'une trentaine de points focaux *Safeguarding* (« sauvegarde ») dans tout le pays¹⁵. Leur rôle, crucial, est d'activer les mécanismes de retour d'informations et de signalement des actes nuisant à la sauvegarde des enfants et des jeunes, notamment en

noeuvre to pass on detailed allegation reports to the PSEA national network. It is true that the authorisation of their dissemination remains eminently administrative and depends either on the Base Chief or on the Country Director. In other words, the proper functioning of external or inter-agency procedures for reporting SEA concerns largely depends on the organisations and not just on the focal points. Similarly, there seems to be a near total absence of feedback mechanisms within NGOs. Only a few, such as Plan International, have feedback committees and thirty-odd safeguarding focal points in the whole country¹⁴. Their crucial role is to activate mechanisms for feedback and reporting of acts harmful to the protection of children and young people, especially in the event of SEA allegations¹⁵. International Medical Corps has also set up PSEA focal points in its intervention areas. The fact remains that these focal points, as they are appointed within each project, may be persuaded to cover up certain facts if they risk tarnishing the image of the project for which they are hired. Thus, their transparency and neutrality remain unreliable.

In addition to these embryonic mechanisms, there are toll-free hotlines set up by the UNHCR on site, and the "suggestion boxes"¹⁶ implemented by certain organisations to escalate complaints. While such mechanisms for reporting SEA issues have the merit of at least existing, their security and accessibility are questionable. For instance, some suggestion boxes are often stored in the homes of the chairs of the feedback committee when they should be accessible to the wider population. Some alleged SEA

— 14. Entretien du 12 janvier 2021 avec David Ayambouye, point focal d'une ONG locale (ADEES).

— 15. Ces points focaux sauvegarde des enfants et des jeunes veillent à ce que ceux-ci soient protégés, afin d'éviter qu'ils ne subissent des préjudices sous quelque forme que ce soit.

— 14. Safeguarding focal points ensure that children and young people are protected from all types of harm.

— 15. See the guide and toolkit of Plan International, *Child-friendly feedback mechanisms guide and toolkit*, 2019, p.3: https://fscluster.org/sites/default/files/documents/glo-feedback_complaints_mechanisms_guidance_toolkit-final-io-english-jul19.pdf

— 16. These "suggestion boxes" are designed to collect nine categories of data, from simple suggestions for improvement or information requests to reports of SEA or safety issues.

cas d'allégations d'EAS¹⁶. International Medical Corps a aussi mis en place des points focaux PSEA dans ses zones d'intervention. Reste que ces points focaux, désignés au sein de chacun des deux projets, peuvent être amenés à couvrir certains faits lorsque ceux-ci risquent d'égratigner l'image du projet qui les emploie. Dès lors, leur transparence et leur neutralité restent contestables.

À ces embryons de dispositifs, il faut ajouter les lignes téléphoniques vertes (gratuites) ouvertes par le HCR sur ses sites, et diverses « boîtes à suggestions »¹⁷ mises en place dans certaines organisations pour faire remonter des plaintes. Si ces dispositifs de remontée des faits d'EAS ont le mérite d'exister, leur sécurité et leur accessibilité sont sujettes à caution. Ainsi certaines boîtes à suggestions sont souvent entreposées au domicile des présidents du comité de feed-back alors qu'elles devraient être accessibles aux populations. Certains auteurs présumés d'EAS (cadres haut placés) étaient mêmes détenteurs des clés de ces boîtes qu'ils pouvaient donc ouvrir à discrétion. Ces boîtes à suggestions et les lignes vertes sont aussi parfois inadaptées aux réalités sociologiques (barrières linguistiques, illettrisme et analphabétisme), d'où leur sous-utilisation par les victimes. De même, les réunions des comités de feed-back posent question : elles respectent rarement les règles de confidentialité si bien que les plaignant(e)s ne sont pas dans les conditions adéquates pour témoigner et dénoncer ceux qu'ils/elles accusent. C'est le cas des réunions « comités de gestion de plaintes » instaurées par African Initiatives for Relief and Development dans les sites

perpetrators (senior executives) even held the keys to these boxes so could access them whenever they wanted. These suggestion boxes and the toll-free hotlines are also sometimes poorly suited to the sociological realities (language barriers, illiteracy), hence their scant use by victims. Likewise, meetings of feedback committees are problematic: they rarely respect confidentiality rules, so complainants do not feel the conditions are in place to testify and denounce the perpetrators of abuse. This is the case with the "Complaints Management Committees" meetings set up by African Initiatives for Relief and Development in the refugee sites in Lolo, Mbilé, Timangolo, Ngam, Ngaoui and Gado, as they are they are open to the general public.

Of course, it is important to bear in mind again that all these national and regional set-ups and coordination between organisations are still in their infancy. Their efficiency in the future will depend on the effective implementation of internal mechanisms within NGOs and on the unfaltering commitment of stakeholders, in particular with regards to the four cardinal rules of reporting: safety, confidentiality, transparency and accessibility.

Logics of obstruction and social opacity: performance, sexual transactions, and organisational image

This corpus is based on the results of a qualitative study carried out by means of interviews with members of feedback committees, focal points, and other humanitarian workers¹⁷. Based on these consultations, a number of elements

— 16. Voir le guide et la boîte à outils de Plan International, *Mécanismes de retour d'information adaptés aux enfants*, 2019, p. 3 : https://fslcluster.org/sites/default/files/documents/glo-feedback_complaints_mechanisms_guidance_toolkit-final-io-french-jul19.pdf

— 17. Ces « boîtes à suggestions » sont appelées à collecter neuf catégories de données, depuis de simples suggestions d'amélioration ou demandes d'informations à des signalements d'EAS ou des problèmes de sécurité.

— 17. The survey was carried out from November 2020 to January 2021 through open-ended (semi-structured) interviews with 400 humanitarian professionals (300 female and 100 male), randomly selected from various humanitarian organisations via different WhatsApp groups, meeting attendance lists or by being put in touch by another colleague. Eighty percent of these interviews were conducted over the phone. The corpus is also based on ten focus groups conducted with thirty Complaints Management Committees or Feedback Committees in the East, Adamawa and Far North Regions. It is also based on phone interviews conducted with fifteen focal points.

de réfugiés de Lolo, Mbilé, Timangolo, Ngam, Ngaoui et Gado, qui sont ouvertes au grand public.

Certes, il faut encore rappeler que tous ces dispositifs nationaux et régionaux de coordination inter-organisations sont très jeunes. Leur efficacité dans l'avenir dépendra de la mise en place effective des dispositifs internes au sein des ONG et de l'engagement sans faille des acteurs, notamment au regard des quatre règles cardinales qui doivent entourer les signalements : la sécurité, la confidentialité, la transparence et l'accessibilité.

Logiques d'obstruction et opacité sociale : jeux d'acteurs, transactions sexuelles et image organisationnelle

Ce corpus s'appuie sur les résultats issus d'une enquête qualitative conduite par entretiens auprès des membres des comités de feed-back, des points focaux et autres travailleurs humanitaires¹⁸. De ces consultations, plusieurs éléments rendent compte de l'opacité sociale en milieu humanitaire quant à ces faits d'EAS. D'abord, 90 % des trois cents répondantes mettent en avant la peur de perdre son travail, des représailles ou de ternir son image comme variables explicatives du non-signalement des inconduites sexuelles. Mais cette dissimulation est aussi le fait des acteurs eux-mêmes dans un monde humanitaire où la culture de l'impunité peut alimenter en retour un sentiment d'impuissance et le réflexe de silence. On observe ainsi au niveau communautaire des logiques d'étouffement des

« Si ces dispositifs de remontée des faits d'EAS ont le mérite d'exister, leur sécurité et leur accessibilité sont sujettes à caution. »

"While such mechanisms for reporting SEA issues have the merit of at least existing, their security and accessibility are questionable."

illustrate the social opacity of SEA in the humanitarian environment. Firstly, 90% of the three hundred respondents mentioned the fear of losing their jobs, reprisals or a negative impact on their image as factors explaining their decision not to report sexual misconduct. But the act of withholding is also down to the actors themselves where the culture of impunity in the humanitarian sector can exacerbate a sense of helplessness and the instinct of silence. We therefore observe efforts to conceal cases at the community level, such as in Lolo¹⁸, where a humanitarian worker from the NGO Agence Humanitaire Afrique was reported for abusing a 17-year-old refugee girl. The vigilance committee¹⁹ attempted to cover up the case, without going through the proper NGO channels, even though it did not have the mandate to manage SEA cases. Taking a leaf out of the book of the UNHCR, which introduced a scale of fines for theft offences, the committee supposedly asked the perpetrator to pay 100,000 CFA francs [approximately €150, editor's note] as an amicable settlement. When the negotiations failed, due to the fact the perpetrator refused to pay and absconded, the case was passed over to the UNHCR.

— 18. L'enquête a été menée de novembre 2020 à janvier 2021 par entretiens à questions ouvertes (semi-directifs) auprès de 400 professionnels humanitaires (300 de sexe féminin et 100 de sexe masculin), sélectionnés de manière aléatoire auprès de diverses organisations humanitaires via différents groupes WhatsApp, listes de présence aux réunions ou par mise en contact par un autre collègue. Quatre-vingts pour cent de ces entretiens ont été réalisées par téléphone. Le corpus s'appuie également sur dix focus groups conduits auprès de trente comités de gestion de plaintes ou Comités Feedback à l'Est, Adamaoua et Extrême-Nord. Il s'appuie aussi sur des interviews téléphoniques réalisées avec quinze points focaux.

— 18. Site for Central African refugees located in the East Region of Cameroon.

— 19. The vigilance committee is a community structure set up by elections. Its role is to monitor activities (e.g. food distribution) at refugee sites. It also monitors site security: it controls entry and exit, flags the presence of suspicious people, intervenes in the event of crowd movements and manages tensions. Finally, it ensures the security of goods and services on the site.

cas, comme à Lolo¹⁹ où un humanitaire de l'ONG Agence Humanitaire Africaine aurait abusé d'une jeune fille réfugiée de 17 ans. Le cas a fait l'objet d'une tentative d'étouffement par le comité de vigilance²⁰, sans passer par les ONG, et alors même qu'il n'a pas mandat pour gérer les cas d'EAS. S'inspirant de la pratique du HCR qui a instauré une grille des amendes en cas de vol, il aurait demandé le versement d'une somme de 100 000 francs CFA [environ 150 €, NDLR] à l'auteur pour un arrangement communautaire à l'amiable. Pour finir, l'échec du marchandage, imputable à l'auteur qui a refusé de payer et s'est enfui, a conduit à la transmission de l'affaire au HCR.

Au niveau des ONG, on observe que l'esprit corporatiste du personnel humanitaire participe de la construction des logiques de « solidarité organique » illustrées par les amicales, tontines, sorties en amis et autres regroupements sportifs qui renforcent un sentiment d'appartenance humanitaire. Alliances et connivences se créent, complicités et affinités se nouent qui viennent construire, voire sacraliser le « devoir de protéger » tout collègue accusé d'inconduites sexuelles. De tels « rideaux de fer » rendent compte des blocages et enfumages qui empêchent ou compliquent le repérage des EAS.

« L'esprit corporatiste du personnel humanitaire participe de la construction des logiques de "solidarité organique". »

"The corporatist mentality of humanitarian personnel is contributing to the emergence of 'organic solidarity'."

— 19. Site des réfugiés centrafricains situé dans la région de l'Est-Cameroun.

— 20. Le comité de vigilance est une structure communautaire mise en place par élections. Il a vocation à surveiller les activités (par exemple les distributions alimentaires) sur les sites de réfugiés. Il veille aussi à la sécurité du site : il contrôle les entrées et sorties, signale la présence de personnes suspectes, intervient en cas de mouvements de foule, gère les tensions. Il veille enfin à la sécurité des biens et services sur le site.

At the NGO level, we have observed that the corporatist mentality of humanitarian personnel is contributing to the emergence of "organic solidarity", seen through the clubs, tontines, after-work drinks or sports between colleagues that foster a stronger sense of belonging to a same humanitarian cause. As alliances and friendships form and bonds and affinities develop, the "duty to protect" any colleague accused of sexual misconduct becomes standard practice or even the unwritten rule. Such barriers are just one example of the obstacles and smoke-screens that thwart or complicate the identification of SEA.

Beyond these organisational obstacles, individual inclinations also play a part. The race up the career ladder in which "the new young humanitarians"²⁰ compete is part of a game plan. This latest generation of humanitarian workers, prone to manipulation, is often required to negotiate sexual transactions with higher management. These "economic-sexual exchanges"²¹, described by Paola Tabet as "a big scam"²², are another example of how the sexuality of female humanitarian workers is regarded as a bargaining chip to advance their careers. Left feeling betrayed, tainted, and disillusioned, they often prefer to keep quiet. Although 70% of our respondents admitted to having been exploited in this way, only 30% of them said they rejected repeated advances from their superiors, as illustrated by these anonymous extracts, two of many, below:

"I had just been recruited by the organisation and we often finished work late. One night, whilst we were reporting on our activities, Mister suggested that I sleep with

— 20. To use Amélia Houmairy-Romy and Vincent Taillandier's expression, "Should the 'new young humanitarians' hack the system?", *Humanitarian Alternatives*, issue 13, March 2020, p.35-46, <http://alternatives-humanitaires.org/en/2020/03/13/should-the-new-young-humanitarians-hack-the-system>

— 21. Paola Tabet, an Italian feminist anthropologist, defined economic-sexual exchange as "any sexual relationship involving compensation", in Frédéric Salin, « Les échanges économico-sexuels », *Regards croisés sur l'économie*, 2014/2, n° 15, p. 302-305.

— 22. See Paola Tabet, *La grande arnaque. Sexualité des femmes et échange économico-sexuel*, L'Harmattan, 2004.

Au-delà de ces obstructions organisationnelles, les rationalités individuelles y participent également. La course aux dynamiques d'ascension professionnelle des « jeunes pousses humanitaires²¹ » est révélatrice des jeux d'acteurs. Parfois manipulée, cette nouvelle génération d'humanitaires est souvent confrontée aux transactions sexuelles avec des cadres hiérarchiques. Ces « échanges économico-sexuels²² », que Paola Tabet décrit comme une « grande arnaque²³ », traduisent les manières dont la sexualité des femmes humanitaires est constituée en objet d'échange pour faciliter leurs carrières. Se sentant trahies, salies, désillusionnées, elles préfèrent souvent garder le silence. Si 70 % de nos répondantes déclarent avoir été exploitées de cette manière, seules 30 % d'entre elles affirment avoir repoussé les avances répétitives des cadres, comme en témoignent ces deux morceaux choisis anonymes, parmi tant d'autres :

« J'étais nouvellement recrutée dans cette organisation et il nous arrivait de finir à des heures tardives. Un soir, pendant que nous faisions l'état des activités, monsieur m'a proposé de coucher avec lui pour avoir la promotion professionnelle. J'ai décliné sa proposition. Il a commencé à me faire du chantage qu'il va me détruire. Heureusement, il a été muté ailleurs. Je ne l'avais pas dénoncé, car je ne savais pas à qui m'adresser et, surtout, j'avais peur des représailles²⁴. »

— 21. Pour reprendre la formule d'Amélia Houmaïry-Romy et de Vincent Taillandier, « Les "jeunes pousses humanitaires" doivent-elles hacker le système ? », *Alternatives Humanitaires*, n° 13, mars 2020, p. 35-46, <http://alternatives-humanitaires.org/fr/2020/03/13/les-jeunes-pousses-humanitaires-doivent-elles-hacker-le-systeme>

— 22. Paola Tabet, anthropologue féministe italienne, définit l'échange économico-sexuel comme « toute relation sexuelle impliquant une compensation », in Frédéric Salin, « Les échanges économico-sexuels », *Regards croisés sur l'économie*, 2014/2, n° 15, p. 302-305.

— 23. Lire Paola Tabet, *La Grande Arnaque. Sexualité des femmes et échange économico-sexuel*, L'Harmattan, 2004.

— 24. Récit de vie d'une répondante anonyme du 16 décembre 2020.

him to get a promotion. I declined his offer. He started to blackmail me, saying he was going to ruin me. Thankfully, he was transferred elsewhere. I didn't report him, because I didn't know who to talk to, and above all, I was afraid of reprisals."²³

"I was the victim of harassment by a superior, an expatriate, who took my phone number and called me at the weekends. First, he pretended to talk to me about work, and then he started to say: 'I would like to come to where you are now? Could you show me around the city?' He did everything to find out where I lived... I didn't report him, because I didn't want to get him into trouble, I am a Christian."²⁴

The issue of SEA is becoming central to the humanitarian mandate of NGOs, which is to be commended. Sponsors are moving in this direction, perceiving SEA committed by the very people sent to bring aid as a grave violation of accountability and with the potential to affect the legitimacy of operations, trust, and community acceptance of humanitarian interventions. Although a number of NGOs are taking part in this movement, many others – at least in Cameroon – are reluctant to open their doors to inter-organisational mechanisms of regulation and coordination against SEA. They are concerned about their reputation and image, especially since SEA scandals can impact their funding, and therefore resort to developing internal cover-up strategies. When these obstacles are not produced by the humanitarian system itself, the mentalities of actors who control the "grey areas" must be challenged. The very recent approach taken in Cameroon, the beginnings of which and the reality it hopes to bring to light we have described here, is a step in this direction. It still needs to be structured in order to fulfil its potential and fight the scourge of sexual exploitation and abuse.

Translated from the French by Juliet Powys

— 23. Life story of an anonymous respondent from 16 December 2020.

— 24. Witness statement recorded on 12 January 2021 from an anonymous victim.

« J'ai été victime d'un harcèlement d'un chef hiérarchique, un expatrié, qui a pris mon numéro et les week-ends se hasardaient à m'appeler. Il faisait d'abord semblant de me parler du travail, et après il commence à me dire : "Je voudrais arriver où tu es ? Est-ce que tu pourrais me présenter la ville ?" La personne a tout fait pour savoir où j'habitais... Je ne l'ai pas dénoncé, car je ne voulais pas lui faire de mal, je suis chrétienne²⁵. »

La question des EAS devient centrale dans le mandat humanitaire des ONG et l'on ne peut que s'en réjouir. Les bailleurs de fonds poussent en ce sens, estimant que les EAS commis par ceux qui fournissent de l'aide constituent une grave violation à la redevabilité et sont de nature à affecter la légitimité des opérations, la confiance et l'acceptation communautaire des interventions humanitaires. Si de nombreuses ONG s'engagent dans ce mouvement, beaucoup d'autres – en tout cas au Cameroun – rechignent à ouvrir leurs portes aux dispositifs inter-organisations de régulations et de coordinations des EAS. Très sensibles à leur réputation et à leur image, surtout lorsque les scandales d'EAS peuvent impacter leurs financements, elles s'emploient alors à développer des stratégies d'étouffement en interne. Et quand ces obstructions ne sont pas le fait du système organisationnel lui-même, les rationalités d'acteurs contrôlant des « zones d'incertitudes » doivent être largement mises en cause. La démarche très récemment initiée au Cameroun, dont nous avons tenté de décrire les prémices, en même temps que les faits qu'elle tend à mettre en lumière, va en ce sens. Elle doit encore se structurer pour donner sa pleine mesure et combattre ce fléau de l'exploitation et des abus sexuels.

— 25. Témoignage recueilli le 12 janvier 2021 auprès d'une victime anonyme.

Biographie | Biography



JEAN ÉMILE MBA

Il occupe actuellement le poste de Safeguarding Children and Youth Program Officer à Plan International au Cameroun. Auparavant, Jean Émile occupait les fonctions de Child Protection Officer et de Child Protection Supervisor à International Medical Corps. Titulaire d'un master 2 en études internationales, doctorant en science politique, il achève actuellement une thèse de doctorat à l'université de Ngaoundéré (Cameroun) sous le thème « ONG humanitaires et démobilisation des mécanismes communautaires de protection de l'enfance en période post-intervention dans l'Extrême-Nord Cameroun ». Pour le contacter: jeanemilemba@yahoo.fr

He currently holds the position of Safeguarding Children and Youth Program Officer at Plan International in Cameroon. Previously, Jean Émile was a Child Protection Officer and a Child Protection Supervisor at International Medical Corps. He has a Master's in International Studies and is a PhD student in Political Science. He is currently completing a PhD thesis at the university of Ngaoundéré (Cameroon) on the topic of "Humanitarian NGOs and the demobilisation of community mechanisms for the protection of children in the post-intervention period in the Far North Region of Cameroon". He can be contacted at jeanemilemba@yahoo.fr

« Ne pas nuire » : le défi du sexe transactionnel dans les opérations humanitaires

“Do no harm”: the challenge of transactional sex in humanitarian operations

Jasmine-Kim Westendorf • Senior Lecturer
in International Relations at La Trobe University
(Australia)

S

e basant sur des témoignages recueillis sur différents théâtres d'opérations humanitaires, Jasmine-Kim Westendorf analyse les conditions politiques, mais aussi concrètes, qui facilitent les abus. L'autrice traite en

particulier du « sexe transactionnel », particulièrement complexe à combattre tant il s'insère dans le déséquilibre des relations entre humanitaires et bénéficiaires.

« Nous étions affamés, nous n'avions rien à manger. J'aurais fait n'importe quoi pour de la nourriture. » Ces mots sont ceux d'une femme ayant travaillé pour des organisations internationales pendant et après le siège de Sarajevo au début des années 1990. Ils m'ont été rapportés une dizaine d'années plus tard à l'occasion d'un déplacement en Bosnie en vue d'étudier les conséquences de l'exploitation et des abus sexuels commis par le personnel international du maintien de la paix et

Based on testimonies gathered in different theatres of humanitarian operations, Jasmine-Kim Westendorf analyses the political, as well as the concrete, conditions that facilitate abuses. The author focuses on “transactional sex”, which is particularly complex to combat as it is so ingrained in the power imbalance between humanitarians and beneficiaries.

“We were starving; we had no food. I would have done anything for food.” A few years ago, I was in Bosnia researching the impacts of sexual exploitation and abuse by international peacekeeping and humanitarian personnel when a woman who had worked with international organisations during and after the siege of Sarajevo, in the early 1990s, told me this¹. She described a time when



JASMINE-KIM
WESTENDORF

— 1. The research and analysis presented in this article is based on research conducted between 2016-2020 and published in my book *Violating Peace: Sex, Aid and Peacekeeping*, Cornell University Press (2020). The project included over 100 interviews and extensive research in Timor-Leste and Bosnia, with the humanitarian community in Geneva and UN community in New York.

de l'aide humanitaire¹. Elle décrivait une époque où elle et sa famille étaient affamées, alors que ses collègues internationaux profitaient de fêtes de Noël somptueuses et étaient très bien payés. Une fois, elle m'a raconté qu'elle était si désespérée qu'elle a rapporté chez elle une conserve de poisson provenant des réserves de son organisation. Elle a été accueillie le lendemain par son patron et un agent de sécurité, qui l'ont réprimandée pour ce vol. « Ce qu'il n'a pas réalisé, dit-elle, c'est que s'il m'avait proposé de m'acheter une pizza pour le déjeuner si je couchais avec lui, j'aurais accepté ». En effet, de nombreuses femmes que j'ai rencontrées ont raconté des histoires de femmes dont on a abusé de la situation désespérée et qui ont en fait été exploitées et abusées sexuellement par des hommes travaillant dans le cadre des opérations de maintien de la paix et des interventions humanitaires en Bosnie pendant et après la guerre.

Bien que la femme dont j'ai rapporté ici les paroles n'ait pas été elle-même victime d'exploitation sexuelle par son patron, ses mots illustrent les raisons pour lesquelles l'exploitation et les abus sexuels perpétrés par certains membres du personnel humanitaire contre les communautés locales qu'ils sont censés aider et protéger ont été si difficiles à combattre, malgré des efforts concertés. Ils soulignent combien ce phénomène s'explique par le profond déséquilibre de pouvoir et de ressources qui caractérise les relations entre le personnel international et les communautés dans lesquelles il est déployé. Ils évoquent également le défi central auquel sont confrontés les efforts de prévention et de rétorsion, à savoir que si certains abus sexuels sont manifestement violents et criminels, d'autres impliquent un jeu

« Si certains abus sexuels sont manifestement violents et criminels, d'autres impliquent un jeu complexe de pouvoir, de coercition et de négociation. »

"While some instances of sexual misconduct are clearly violent and criminal, others involve a complex interplay of agency, coercion and negotiation."

she and her family were starving, but her international colleagues enjoyed lavish Christmas parties and were highly paid. She told me she was once so desperate that she took home a small can of fish from her organisation's supplies and was met the next day by her boss and a security officer, who admonished her for stealing. "What he didn't realise," she said, "was that if he'd offered to buy me a pizza for lunch if I had sex with him, I would have said yes." Indeed, many women I met with recounted stories of women whose desperate circumstances were taken advantage of and who were in fact sexually exploited and abused by men who worked as part of the peace-keeping and humanitarian responses in Bosnia during and after the war.

Although the woman whose words I shared above was not herself a victim of sexual exploitation by her boss, her words provide insight into why sexual exploitation and abuse perpetrated by some humanitarian personnel against the local communities they have been sent to support and protect has been so difficult to tackle, despite concerted efforts. They highlight that this phenomenon hinges on the deep imbalance of power and resources that characterises the relationship between international personnel and the communities into which they have been deployed. It also speaks to the central challenge facing prevention and accountability efforts, namely that while some instances of sexual misconduct are clearly violent and criminal, others involve a complex

— 1. La recherche et l'analyse présentées dans cet article sont basées sur des recherches menées entre 2016 et 2020 et publiées dans mon livre *Violating Peace: Sex, Aid, and Peacekeeping*, Cornell University Press, 2020. Le projet comporte plus de 100 entretiens et des recherches approfondies au Timor oriental et en Bosnie, avec la communauté humanitaire à Genève et la communauté de l'ONU à New York.

complexe de pouvoir, de coercition et de négociation qui les rend beaucoup plus difficiles à traiter, tant sur le plan pratique que conceptuel.

Cet article s'articule autour de ces questions. Il commence par examiner pourquoi, et dans quelles circonstances, les humanitaires abusent et exploitent malgré le principe de « ne pas nuire » qui encadre leur déploiement dans les conflits et les urgences humanitaires. Il s'interroge ensuite sur la manière d'améliorer les mécanismes de responsabilisation. Je montre qu'une réponse efficace à l'exploitation et aux abus sexuels dans le secteur humanitaire doit être fondée sur une compréhension de la fluidité de la dynamique de pouvoir qui façonne les relations entre les humanitaires et les membres des communautés qu'ils sont censés servir.

Comprendre les abus

Ce phénomène d'exploitation par des travailleurs humanitaires et d'abus sexuels sur des femmes et des enfants appartenant aux communautés vulnérables auxquelles ils viennent en aide n'est pas nouveau. Cette question a longtemps été une épine dans le pied du secteur humanitaire², bien qu'elle ait comparativement moins retenu l'attention du public que les abus similaires perpétrés par les forces de maintien de la paix de l'Organisation des Nations unies (ONU). Et si seul un petit nombre de travailleurs humanitaires sont concernés, leurs actions ont des conséquences graves et durables sur les communautés avec lesquelles ils travaillent et les résultats de leurs missions³.

L'exploitation et les abus sexuels englobent un ensemble de comportements allant du trafic sexuel, du viol

interplay of agency, coercion and negotiation that make them much trickier to address both practically and conceptually.

This article revolves around these issues. It begins by considering why, and under what circumstances, humanitarians abuse and exploit despite the principle of "do no harm" that underpin their deployment into conflicts and humanitarian emergencies. It then turns to questions of how accountability mechanisms can be improved. I show that an effective response to sexual exploitation and abuse in the humanitarian sector needs to be grounded in considerations of how to navigate the power dynamics that shape the relationships between humanitarians and those within the communities they have been deployed to serve.

Making sense of misconduct

The phenomenon of some aid workers sexually exploiting and abusing women and children in the vulnerable communities they have been sent to support is not new. This issue has long been a thorn in the side of the humanitarian sector², although it has received comparably less public attention than similar abuses perpetrated by peacekeepers from the United Nations (UN). And while only a small number of aid workers abuse and exploit, their actions have serious and lasting consequences for the communities in which they work and for the outcomes of the missions they serve in³.

Sexual exploitation and abuse encompass a diverse set of behaviours ranging from sex trafficking, rape and violent sadistic abuse, to prostitution, the production of pornography and transactional sex, with differing degrees of coercion,

— 2. Pour l'un des premiers rapports sur l'inconduite sexuelle des humanitaires, voir le rapport du Secrétaire général des Nations unies intitulé « Enquête sur l'exploitation sexuelle de réfugiés du fait d'agents des services d'aide humanitaire en Afrique de l'Ouest A/57/465 », 11 novembre 2002, <https://www.undocs.org/pdf/symbol/fr/a/57/465>

— 3. Mon livre les documente en détail. Voir *Violating Peace...*, *op. cit.*

— 2. For one of the first reports on sexual misconduct by humanitarians, see the note by the UN Secretary-General titled "Investigation into sexual exploitation of refugees by aid workers in West Africa A/57/465", United Nations, 11 October 2002, <https://www.unhcr.org/en-au/excom/unhcrannual/3deb32dd4/investigation-sexual-exploitation-refugees-aid-workers-west-africa-note.html>

— 3. My book documents these in detail. See *Violating Peace...*, *op. cit.*

et du comportement sadique violent jusqu'à la prostitution, la production de pornographie et le sexe transactionnel, avec différents degrés de coercition, de consentement et de criminalité⁴. Les auteurs de ces abus ciblent autant des adultes que des enfants, les principales victimes étant des femmes et enfants (garçons ou filles) de moins de 18 ans. En outre, malgré l'idée répandue selon laquelle ces faits seraient principalement liés à des soldats déployés dans le cadre de missions de maintien de la paix, ils concernent en réalité tout l'éventail du personnel associé au maintien de la paix et à l'humanitaire, y compris du personnel en uniforme et en civil, des travailleurs humanitaires, des diplomates et des entrepreneurs privés. Les responsables sont des membres du personnel international, régional et local. L'unique dénominateur commun est le fait qu'ils soient tous des hommes, les données et recherches disponibles ne mentionnant aucune femme.

Ainsi, pourquoi ceux qui sont envoyés pour protéger certaines des populations les plus vulnérables du monde se rendent-ils coupables d'abus et d'exploitation sexuels à leur rencontre? Il n'est pas surprenant, étant donné la diversité des comportements et des responsables, que les facteurs qui donnent lieu à ces actions soient également nombreux et variés. Mes recherches suggèrent qu'un large éventail de facteurs locaux, internationaux, normatifs et systémiques contribuent à faire émerger les contextes dans lesquels des humanitaires se rendent coupables d'abus et d'exploitation.

Il s'agit notamment de contextes de vulnérabilité dans lesquels les opérations humanitaires sont déployées, caractérisés par une inégalité matérielle extrême entre personnel humanitaire et population locale. Des populations civiles

consent and criminality⁴. Perpetrators have targeted adults and children alike, with the primary victims being women and children (both boys and girls) under the age of eighteen. Furthermore, despite public perceptions that perpetrators are primarily soldiers deployed with peacekeeping missions, they in fact include the full range of personnel associated with peace and humanitarian deployments, including both uniformed and civilian peacekeepers, humanitarian aid workers, diplomats and private contractors. Perpetrators include international, regional and local staff – the only unifying factor is that they are all men; no female perpetrators are noted in any of the available research or data.

So why do those sent to protect some of the world's most vulnerable populations perpetrate sexual abuse and exploitation against them? Unsurprisingly, given the variety of behaviours and perpetrators, the factors that give rise to these actions are also many and varied. My research suggests that a wide range of local, international, normative and systemic factors contribute to creating the circumstances in which humanitarian perpetrators choose to abuse and exploit.

These include the contexts of vulnerability into which humanitarian operations are deployed, which are characterised by economies of extreme material inequality between humanitarian personnel and locals. Displaced civilian populations are often present, as are criminal networks already engaged in various forms of violence, abuse and exploitation. But normative and systemic factors also play a critical role in creating the conditions in which sexual exploitation and abuse is perpetrated. These include racism, sexism, gender constructs such as masculinity, and unequal social and political power structures and cultures within humanitarian organisations and

— 4. Jasmine-Kim Westendorf et Louise Searle, "Sexual exploitation and abuse in peace operations: trends, policy responses and future directions", *International Affairs*, vol.93, no. 2, 1 March 2017, p. 365-387, <https://doi.org/10.1093/ia/iix001>

— 4. Jasmine-Kim Westendorf et Louise Searle, "Sexual exploitation and abuse in peace operations: trends, policy responses and future directions", *International Affairs*, vol.93, no. 2, 1 March 2017, p. 365-387, <https://doi.org/10.1093/ia/iix001>

déplacées sont souvent présentes, tout comme des réseaux criminels déjà engagés dans diverses formes de violence, d'abus et d'exploitation. Mais des facteurs normatifs et systémiques jouent également un rôle essentiel : entre autres le racisme, le sexisme, les constructions sexistes telles que la masculinité, et l'inégalité des structures et des cultures de pouvoir social et politique au sein des organisations humanitaires et des réseaux sociaux. Par exemple, en 2004, un Français membre civil de la Mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo (Monuc) ayant admis avoir violé vingt-quatre jeunes filles mineures a déclaré aux enquêteurs : « Là-bas, l'esprit colonial persiste. L'homme blanc obtient ce qu'il veut⁵. »

Il n'existe pas de solution simple à ce problème, et les différents facteurs que je suggère interagissent les uns avec les autres pour donner lieu à des modèles et des formes variés d'abus sexuels dans des contextes différents. À titre d'exemple, les circonstances particulières à Beni, en République démocratique du Congo (RDC), pendant la crise d'Ebola de 2018-2020, ont conduit à la mise en place d'un vaste programme de « sexe contre travail » au sein du personnel humanitaire⁶. Les comportements répréhensibles des humanitaires en Bosnie durant les opérations internationales de maintien de la paix en réponse aux guerres de Yougoslavie dans les années 1990 tournaient en grande partie autour du patronage de maisons closes gérées par des organisations criminelles qui faisaient entrer clandestinement dans le pays des

social networks. For instance, in 2004, a French civilian peacekeeper from the United Nations Organization Mission in the Democratic Republic of the Congo (*Mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo* – MONUC in French) who admitted to raping twenty-four underage girls told investigators: "Over there, the colonial spirit persists. The white man gets what he wants."⁵

There are no simple solutions here, and the various factors I suggest interact with one another to give rise to quite distinct patterns and forms of sexual misconduct in different contexts. So, for example, the particular circumstances in Beni, Democratic Republic of Congo (DRC), during the 2018-2020 Ebola crisis, led to the establishment of an extensive sex-for-jobs scheme among humanitarian personnel⁶. Misconduct by humanitarians in Bosnia during international peacekeeping operations in response to the Yugoslav wars in the 1990s revolved largely around the patronage of brothels run by criminal outfits that trafficked women from neighbouring states into the country. By contrast, community members in Timor Leste reported to me that the main type of sexual exploitation by humanitarians that they experienced involved the establishment of romantic relationships characterised by unequal power dynamics and dishonesty and which sometimes resulted in the birth of children who were subsequently abandoned by the fathers. It is important to note that this particular pattern of behaviour in Timor Leste would generally not even fall under the behaviours that the zero tolerance policy or other organisational codes of conduct prohibit

— 5. "Verdict today in case of UN employee accused of raping 23 African girls", *The Irish Times*, 11 September 2008, <https://www.irishtimes.com/news/verdict-today-in-case-of-un-employee-accused-of-raping-23-african-girls-1.937754>

— 6. Robert Flummerfelt et Nellie Peyton, « Plus de 50 femmes accusent des travailleurs humanitaires d'abus sexuels lors de l'épidémie d'Ebola en RDC », *The New Humanitarian*, 29 septembre 2020, <https://www.thenewhumanitarian.org/fr/2020/09/29/femmes-accusent-des-travailleurs-humanitaires-abus-exploitation-sexuels>

— 5. "Verdict today in case of UN employee accused of raping 23 African girls", *The Irish Times*, 11 September 2008, <https://www.irishtimes.com/news/verdict-today-in-case-of-un-employee-accused-of-raping-23-african-girls-1.937754>.

— 6. Robert Flummerfelt et Nellie Peyton "More than 50 women accuse aid workers of sex abuse in Congo Ebola crisis", *The New Humanitarian*, 29 September 2020, <https://www.thenewhumanitarian.org/2020/09/29/exclusive-more-50-women-accuse-aid-workers-sex-abuse-congo-ebola-crisis>

femmes provenant des États voisins. En revanche, des membres de communautés au Timor oriental m'ont rapporté que le principal type d'exploitation sexuelle dont ils ont été victimes de la part des humanitaires impliquait l'établissement de relations amoureuses caractérisées par une dynamique de pouvoir inégale et une malhonnêteté, aboutissant parfois à la naissance d'enfants par la suite abandonnés par les pères. Il est important de comprendre que ce modèle particulier de comportement au Timor oriental ne relève, généralement, même pas des comportements interdits par les politiques de tolérance zéro ou autres codes de conduite organisationnels, car il implique des relations consenties entre adultes, non transactionnelles au sens immédiat du terme. Mais il était néanmoins considéré comme une forme flagrante d'exploitation sexuelle par les membres de la communauté, car il reposait sur un profond déséquilibre de pouvoir entre les individus concernés et avait de graves conséquences négatives pour les femmes timoraises.

En fin de compte, le plus grand défi auquel est confrontée la réponse organisationnelle en matière d'abus sexuels dans le secteur humanitaire est que la nature du « problème » reflète la complexité des contextes dans lesquels il se présente. Il est difficile pour un cadre politique unique d'aborder les différents types de comportements englobés par l'expression « exploitation et abus sexuels », la diversité des responsables et des modes impliqués. Ceci reflète à la fois l'absence de mécanismes exhaustifs de notification et de collecte de données à l'échelle du secteur, et la nature décentralisée et multidimensionnelle de ce même secteur. En outre, il est difficile de mettre en place des enquêtes et des mécanismes de rétorsion fiables, puisque seuls certains des comportements interdits sont criminels (comme le viol) ; les autres relèvent d'infractions à la politique organisationnelle (comme certaines relations sexuelles transactionnelles entre adultes). De plus, les régimes juridiques et les capacités

because it involves consensual relationships between adults that are not transactional in the immediate sense, but it was nonetheless considered an egregious form of sexual exploitation by community members because it hinged on a deep imbalance of power between the individuals involved, and had serious negative consequences for Timorese women.

Ultimately, the greatest challenge facing policy response relating to sexual misconduct in the humanitarian sector is that the nature of "the problem" reflects the complexity of the contexts in which it is perpetrated. It is difficult for one policy framework to address the different types of behaviours encompassed by the term "sexual exploitation and abuse", the types of perpetrators and patterns of perpetration involved, which reflects both the lack of comprehensive sector-wide reporting and data collection mechanisms and the decentralised and multifaceted nature of the sector itself. Moreover, it is hard to establish robust investigations and accountability mechanisms when only some of the prohibited behaviours are criminal (such as rape) while others are administrative policy breaches (such as some forms of transactional sex between adults), where legal regimes and investigative capacities vary significantly between host countries, and while there remains deep contention over whether some behaviours, such as purchasing sex, ought to be prohibited at all, if it occurs between consensual adults.

This all constitutes a particular challenge for the humanitarian sector because although humanitarian personnel have been implicated in many different forms of sexual misconduct, both UN peace-keeping data on civilian perpetrators of sexual misconduct and my own research suggest that most allegations of sexual misconduct against humanitarian staff revolve around transactional sex⁷, which is particularly difficult to prevent and ensure accountability for.

— 7. See UN Conduct and Discipline data, <https://conduct.unmissions.org/data>

d'enquête varient considérablement d'un pays à l'autre, et la question de l'interdiction de certains comportements – comme l'achat de services sexuels – se produisant entre adultes consentants, reste très controversée.

Tout cela constitue un défi particulier pour le secteur humanitaire car, bien que son personnel ait été impliqué dans de nombreuses formes d'inconduite sexuelle, les données de l'ONU sur les responsables civils d'abus sexuels, ainsi que mes propres recherches suggèrent que la plupart des allégations à l'encontre du personnel humanitaire concernent des relations sexuelles transactionnelles⁷, qui sont particulièrement difficiles à prévenir et à punir.

Au défi de la définition et de la caractérisation du sexe transactionnel

Le sexe transactionnel est parfois qualifié de « sexe de survie » en référence aux circonstances qui définissent les choix des victimes en matière de rencontres sexuelles. Le rapport est consenti – sous divers niveaux de coercition – contre des biens essentiels, de l'argent, une aide, une protection ou, comme dans le récent scandale de Beni, des emplois auprès d'organisations internationales. Bien que la politique de tolérance zéro de l'ONU⁸ et les codes de conduite des organisations non gouvernementales interdisent les rapports sexuels tran-

The challenge of defining and characterising transactional sex

Transactional sex is sometimes called "survival sex" in reference to the circumstances that define victim choices around sexual encounters. Sex is traded, under varying levels of coercion, for essential supplies, money, support, protection or, as in the recent scandal in Beni, DRC, jobs with international organisations. Although the UN's zero tolerance policy⁸ and non-governmental organisations' codes of conduct prohibit transactional sex, the complex nature of this behaviour presents a challenge to training, reporting and investigations mechanisms.

Any sex between adults and children, even in the context of a negotiated transaction, constitutes sexual abuse under the sexual exploitation and abuse policies. It is indeed considered as a criminal act under most jurisdictions (although the age of consent may vary creating some difficulties here). In spite of this, there have been some cases where the fact that a transaction was made led investigators to conclude that acts of criminal child sex abuse were in fact sexual exploitation⁹. This goes to show that even in the context of clear rules, personal prejudice can significantly influence the outcome of allegations of sexual exploitation and abuse.

The importance of personal judgements and stigma of investigators and officials is even more clear in relation to transactional sex between adults. This is generally not criminal and involves a level of negotiation and agency on the part of victims, albeit in the context of extreme deprivation, desperation and insecurity. During my research, I interviewed some officials who were in positions of authority over conduct and discipline investigations. They told me that, in their view,

« La plupart des allégations à l'encontre du personnel humanitaire concernent des relations sexuelles transactionnelles. »

"Most allegations of sexual misconduct against humanitarian staff revolve around transactional sex."

— 7. Voir les données sur la conduite et la discipline des Nations unies, <https://conduct.unmissions.org/data>

— 8. Circulaire du Secrétaire général, « Dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les abus sexuels ST/SGB/2003/13 », 9 octobre 2003, <https://undocs.org/fr/ST/SGB/2003/13>

— 8. Secretary-General's Bulletin, "Special measures for protection from sexual exploitation and sexual abuse ST/SGB/2003/13", 9 October 2003, <https://undocs.org/en/ST/SGB/2003/13>

— 9. See for example the International Committee of the Red Cross's Code of Conduct, https://www.icrc.org/sites/default/files/wysiwyg/code_of_conduct_may_2018.pdf

sactionnels, la nature complexe de ces comportements pose un défi aux mécanismes de formation, de signalement et d'enquête.

Tout rapport sexuel entre adultes et enfants, même dans le cadre d'une transaction négociée, constitue un abus sexuel en vertu des politiques en matière d'exploitation et d'abus sexuels. Il est ainsi considéré comme un acte criminel dans la plupart des juridictions (bien que l'âge du consentement puisse varier, ce qui crée certaines difficultés). Malgré cela, certains cas de transactions sexuelles ont conduit les enquêteurs à conclure que des actes criminels d'abus sexuels sur des enfants constituaient en fait une exploitation sexuelle⁹. Cela montre que même en présence de règles claires, les préjugés personnels peuvent influencer de manière significative l'issue des allégations d'exploitation et d'abus sexuels.

L'importance des jugements personnels et de la stigmatisation des enquêteurs et des fonctionnaires est encore plus évidente en ce qui concerne les relations sexuelles transactionnelles entre adultes. Elles ne sont généralement pas criminelles et impliquent un niveau de négociation et d'intervention de la part des victimes – bien entendu, dans un contexte de privation extrême, de désespoir et d'insécurité. Au cours de mes recherches, j'ai interrogé certains fonctionnaires en position d'autorité sur les enquêtes de conduite et de discipline. Ils m'ont confié que, selon eux, toute relation sexuelle transactionnelle entre adultes est basée sur le consentement des deux parties et ne devrait pas être considérée comme de l'exploitation ni relever des codes de conduite, même si elle a lieu dans des contextes définis comme étant des rapports de force inégaux. En outre, le pouvoir social et économique des humanitaires – relativement aux communautés

any transactional sex between adults is based on the consent of both parties and should not be considered exploitative or within the purview of codes of conduct despite occurring in contexts defined as unequal power. Moreover, the social and economic power that humanitarians have in comparison to the communities they serve creates circumstances in which transactional sex can become embedded in local economies and in the expectations of interveners.

Effectively preventing and addressing sexual exploitation is particularly complicated when so many people are implicated either in the behaviours themselves or its associated economies (such as hospitality venues, taxi networks and hotels), which creates a permissive environment for transactional sex economies to flourish, incentivises their protection and continuation, and undermines the operation of accountability mechanisms. It is almost unsurprising then that senior officials from numerous organisations have told me that they tend to focus on allegations of sexual abuse rather than sexual exploitation because the latter are "just too difficult". Investigating allegations of rape, by contrast, seems more straightforward.

Investigation conditions

These challenges to investigations are compounded by the fact that reporting rates are low¹⁰. Many people do not know how to report their experiences at the hands of international personnel to the relevant authorities, or if they do, shame and stigma discourage them. Local and international humanitarian staff have reported fearing retaliation if they report sexual misconduct perpetrated by their colleagues¹¹. Others have told me that they did not report what seemed to

— 9. Voir par exemple le Code de conduite du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), mai 2018, https://www.icrc.org/sites/default/files/wysiwyg/code_of_conduct_may_2018.pdf (en anglais).

— 10. William Worley, "Sexual abuse in aid sector still 'widespread'" *Devex*, 17 July 2020, <https://www.devex.com/news/sexual-abuse-in-aid-sector-still-widespread-97730>

— 11. Sophie Edwards, "Sexual assault and harassment in the aid sector: Survivor stories", *Devex*, 7 February 2017, <https://www.devex.com/news/sexual-assault-and-harassment-in-the-aid-sector-survivor-stories-89429>

qu'ils servent – crée des circonstances dans lesquelles les rapports sexuels transactionnels peuvent s'inscrire dans l'économie locale et les attentes des intervenants.

Il est particulièrement compliqué de prévenir et de combattre efficacement l'exploitation sexuelle lorsque tant de personnes sont impliquées dans les comportements eux-mêmes ou dans les secteurs économiques qui leur sont associés (comme les lieux d'accueil, les réseaux de taxis et les hôtels). Ceci crée un environnement propice à l'essor d'économies sexuelles transactionnelles, incite à les protéger et à les poursuivre, et compromet le fonctionnement des mécanismes de rétorsion. Il n'est donc pas surprenant que de hauts fonctionnaires de nombreuses organisations m'aient confié qu'ils avaient tendance à se concentrer sur les allégations d'abus sexuels plutôt que sur l'exploitation sexuelle, car cette dernière est jugée « trop compliquée ». En comparaison, enquêter sur des allégations de viol semble plus simple.

Conditions d'enquête

Ces difficultés d'enquête sont aggravées par le fait que le niveau de signalement est faible¹⁰. De nombreuses personnes ne savent pas comment faire connaître leurs problèmes avec le personnel international aux autorités compétentes ou, si elles le savent, la honte et la stigmatisation les en découragent. Des membres du personnel humanitaire local et international ont déclaré craindre des représailles s'ils dénonçaient des abus sexuels perpétrés par leurs collègues¹¹. D'autres m'ont dit qu'ils ne signalaient pas ce qui semblait être des comportements d'exploitation par des collègues parce qu'ils n'étaient pas sûrs de ce qui

be exploitative behaviours by colleagues because they didn't know exactly what was going on at the time and were hesitant to "judge" whether others were in fact acting inappropriately by making allegations. Instead, they distanced themselves from the perpetrators professionally and personally, but in retrospect often wished they had spoken out formally.

Where investigations into transactional sex are launched, they may be difficult to conclude because of the challenges of gathering evidence, particularly where there have been elements of consent or negotiated transactions, or when contributing to an investigation may put the victim-survivor at risk, for instance in countries where sex work is illegal. Where allegations are substantiated by organisational investigations, accountability options are limited, particularly where no criminal offence has taken place or where local jurisdictions lack robust legal frameworks around sexual violence.

This discussion illustrates how a set of mutually enforcing systemic, cultural and contextual factors present serious challenges to the prevention and punishment of sexual exploitation and abuse by humanitarians. Together, they effectively create an environment in which a small number of predators can abuse and exploit without fear of retribution. They also highlight that policies need to more explicitly respond to the challenges that the very nature of the contexts into which humanitarians are deployed present to what have been predominantly human resources driven approaches to sexual misconduct to date.

Policy directions and the need for a holistic approach

In 2018, an international scandal was sparked by revelations about sexual misconduct by Oxfam Great Britain staff working in Haiti in the aftermath of the 2010 earthquake, but it quickly encompassed many more humanitarian organisations and missions. The scandal led to

— 10. William Worley, "Sexual abuse in aid sector still 'widespread'", *Devex*, 17 July 2020, <https://www.devex.com/news/sexual-abuse-in-aid-sector-still-widespread-97730>

— 11. Sophie Edwards, "Sexual assault and harassment in the aid sector: Survivor stories", *Devex*, 7 February 2017, <https://www.devex.com/news/sexual-assault-and-harassment-in-the-aid-sector-survivor-stories-89429>

se passait, et qu'ils hésitaient à « juger » le comportement d'autres personnes en les dénonçant. Ainsi, ils ont préféré prendre leurs distances avec les auteurs de ces actes sur les plans professionnel et personnel mais, rétrospectivement, ils ont souvent regretté de ne pas s'être exprimés de manière formelle.

Une enquête ouverte pour des faits de transactions sexuelles peut être difficile à conclure en raison des problèmes que pose la collecte de preuves, en particulier en présence d'éléments de consentement ou de transactions négociées, ou lorsque le fait de contribuer à une enquête peut mettre la victime-survivante en danger. Il en va ainsi quand le travail sexuel est illégal dans le pays concerné. Lorsque les allégations sont corroborées par des enquêtes internes, les options de rétorsion sont limitées, en particulier si aucune infraction pénale n'a été commise ou si les juridictions locales ne disposent pas de cadres juridiques solides en matière de violences sexuelles.

Cette discussion illustre qu'un ensemble de facteurs systémiques, culturels et contextuels intriqués présente de sérieux défis pour la prévention et la répression de l'exploitation et des abus sexuels par les humanitaires. Ensemble, ils créent un environnement dans lequel un petit nombre de prédateurs peuvent abuser et exploiter sans crainte de représailles. Ils soulignent également que les politiques doivent répondre plus explicitement aux défis que la nature même des contextes humanitaires pose à ce qui a été, jusqu'à présent, une approche de l'inconduite sexuelle essentiellement appréciée sous l'angle des « ressources humaines ».

Orientations politiques et nécessaire approche holistique

En 2018, un scandale international a été déclenché par les révélations sur les abus sexuels commis par le personnel d'Oxfam Grande-Bretagne travaillant en Haïti au lendemain du tremblement de terre de 2010. Ce scandale a rapide-

a flurry of activity to review and improve safeguarding mechanisms and information sharing in the sector, both within and across humanitarian organisations.

Reports have been released, training programmes revised, conferences held and reporting mechanisms established. Donors and organisations have held various listening and investigative commissions to better understand why sexual misconduct persists and how it can better be prevented and redressed¹². Safeguarding experts have been hired, and human resources policies have been reviewed and rewritten. Interpol has been tasked with developing a more robust law enforcement response to perpetrators and helping prevent sexual predators moving between organisations¹³. Although still in its initial phase, the scheme is doing important work with local law enforcement agencies in Asia and Africa to identify what resources and operational support are necessary to hold perpetrators accountable, and with aid agencies to improve their prevention and detection of misconduct. The UK government is also establishing a global register of aid workers who may have perpetrated abuse to share information on misconduct and blacklist perpetrators, although it has already faced serious criticism, and an alliance of humanitarian organisations has set up an Interagency Misconduct Disclosure Scheme¹⁴.

— 12. See for example Oxfam International's Independent Commission on Sexual Misconduct, Accountability and Culture Change (<https://www.oxfam.org/en/what-we-do/about/safeguarding/independent-commission>) and the UK House of Commons International Development Committee's inquiry into sexual exploitation and abuse in the aid sector (<https://committees.parliament.uk/work/428/sexual-exploitation-and-abuse-in-the-aid-sector-next-steps>).

— 13. Government of the United Kingdom, "Press Release: International summit to crack down on sexual predators in the aid sector", 18 October 2018, <https://www.gov.uk/government/news/international-summit-to-crack-down-on-sexual-predators-in-the-aid-sector>

— 14. For full information on the scheme, see The Inter-Agency Misconduct Disclosure Scheme, (<https://www.schr.info/the-misconduct-disclosure-scheme>), and for critiques, see Asmita Naik, "Opinion: Global aid worker register to prevent abuse risks doing more harm than good", Devex, 10 July 2020, <https://www.devex.com/news/opinion-global-aid-worker-register-to-prevent-abuse-risks-doing>

ment contaminé d'autres organisations et missions humanitaires, entraînant une vague de décisions visant à revoir et à améliorer les mécanismes de protection et le partage d'informations dans le secteur, tant au sein des organisations humanitaires qu'entre elles.

« Interpol a été chargé d'élaborer une réponse plus forte des services de répression face aux auteurs de ces actes. »

"Interpol has been tasked with developing a more robust law enforcement response to perpetrators."

Des rapports ont été publiés, des programmes de formation révisés, des conférences organisées et des mécanismes de *reporting* établis. Les bailleurs et les organisations ont planifié diverses commissions d'écoute et d'enquête afin de mieux comprendre pourquoi les comportements sexuels répréhensibles persistent et comment mieux les prévenir et y remédier¹². Des experts en protection ont été engagés et les politiques des ressources humaines ont été revues et réécrites. Interpol a été chargé d'élaborer une réponse plus forte des services de répression face aux auteurs de ces actes, et de contribuer à empêcher les prédateurs sexuels de passer d'une organisation à l'autre¹³. Bien qu'il soit encore dans sa phase initiale, le programme fait un travail important avec les services de police locaux en Asie et en Afrique pour

These initiatives have made important progress, particularly in terms of systematically sharing information across organisations to prevent perpetrators moving around the sector unencumbered. They have also resulted in safeguarding becoming "mainstreamed" as a key area of work that staff and organisations are held accountable to. However, work remains to be done to address the driving factors and cultures behind the phenomenon, including the dynamics of power, gender and entitlement that shape the choices made by some aid workers to exploit and abuse locals and impede accountability efforts. This is particularly critical given that while few individuals perpetrate the worst forms of abuse, more are implicated in forms of transactional sex that are difficult for conduct and discipline mechanisms to address, as a result of the complexities around negotiation, coercion and consent discussed above.

This is a deeply social issue that requires a holistic response. Organisations need to complement rules-based training with ongoing opportunities for discussion about a mission and their role in it. The aim is to ensure personnel understand not only *what* rules govern their behaviours, but *why* they have been deployed, *how* their everyday behaviours affect the goals and outcomes of a humanitarian mission, and *to what end* certain behaviours have been proscribed. Grounding this in an understanding of power and gender will help personnel in navigating the complexities of allegations of misconduct and transactional sex in particular.

Organisations must also ensure that leadership is committed and accountable to safeguarding policies and have an understanding of gender and power as driving forces of misconduct. And they need to move away from understanding sexual misconduct as something individual staff perpetrate because they are "bad apples" or do not understand

— 12. Voir par exemple la Commission indépendante sur les comportements sexuels répréhensibles, la redevabilité et le changement de culture interne (<https://www.oxfam.org/fr/commission-independante-vers-une-oxfam-plus-redevable>) et l'enquête de la Commission du développement international de la Chambre des communes britannique sur l'exploitation et les abus sexuels dans le secteur de l'aide (<https://committees.parliament.uk/work/428/sexual-exploitation-and-abuse-in-the-aid-sector-next-steps>).

— 13. Government of the United Kingdom, "Press release: International summit to crack down on sexual predators in the aid sector", 18 October 2018, <https://www.gov.uk/government/news/international-summit-to-crack-down-on-sexual-predators-in-the-aid-sector>

identifier les ressources et le soutien opérationnel nécessaires afin de punir les responsables, et avec les organismes d'aide pour améliorer la prévention et la détection des comportements répréhensibles. Le gouvernement britannique est également en train de mettre en place un registre mondial des travailleurs humanitaires susceptibles d'avoir commis des abus, afin de partager des informations sur les cas de mauvaise conduite et d'en mettre les auteurs sur liste noire. Ce registre a cependant fait l'objet de critiques sérieuses, et une alliance d'organisations humanitaires a mis en place un Programme interagences de dénonciation des abus¹⁴.

Ces initiatives ont permis de réaliser d'importants progrès, notamment en matière de partage systématique des informations entre les organisations, afin d'éviter que les auteurs de délits n'évoluent sans contrainte dans le secteur. Elles ont également permis de généraliser la question de la protection, et de responsabiliser le personnel et les organisations. Toutefois, il reste du travail à accomplir pour s'attaquer aux facteurs et aux cultures à l'origine du phénomène – notamment les dynamiques de pouvoir, de genre et de permissivité – qui façonnent les choix faits par certains travailleurs humanitaires pour exploiter et maltraiter les populations locales et entraver les efforts de responsabilisation. Ceci est crucial, car bien que peu d'individus commettent les pires formes d'abus, davantage sont impliqués dans des formes de sexe transactionnel qui sont difficiles à traiter par les mécanismes de conduite et de discipline – en raison des complexités évoquées ci-dessus entourant la négociation, la coercition et le consentement.

« Si le nombre de responsables d'abus sexuels est faible, leurs effets sont importants : sur la vie de leurs victimes, sur les résultats de leurs missions et sur la perception globale de la légitimité du projet humanitaire. »

"While the number of perpetrators of sexual misconduct is small, the effects they have are huge: on the lives of their victims, the outcomes of the missions they work within, and on global perceptions of the legitimacy of the humanitarian project."

the rules, to instead recognising that it is also the product of the complex environments in which humanitarians work. This shift would have implications for how prevention and accountability mechanism operate, while recognising that an imbalance of power and resources is to a large degree inevitable in many humanitarian contexts.

Furthermore, organisations and humanitarians themselves must engage in more open and honest discussions about their behaviours in relation to local communities and with the opportunities their presence creates for acts of abuse and exploitation. This will necessarily mean grappling with issues broader than the sexual behaviours of humanitarian staff. It would include, for instance, employment practices for locally employed personnel, racism in the sector, and the everyday behaviours of international personnel in their host communities.

One of the foundational principles of the humanitarian sector is that humanitarian work should not do more harm than it seeks to redress: sexual exploitation and abuse threatens to do just that. While the number of perpetrators of sexual misconduct is small, the effects they have are huge: on the lives of their victims, the outcomes of the missions

— 14. Pour de plus amples informations sur ce programme, voir The Inter-Agency Misconduct Disclosure Scheme (<https://www.schr.info/the-misconduct-disclosure-scheme>) et pour les critiques, voir Asmita Naik, "Opinion: Global aid worker register to prevent abuse risks doing more harm than good", Devex, 10 July 2020, <https://www.devex.com/news/opinion-global-aid-worker-register-to-prevent-abuse-risks-doing-more-harm-than-good-97628>

Ce problème profondément social exige une réponse holistique. Les organisations doivent compléter l'apprentissage des règles par des possibilités de questionnement continu sur le sens d'une mission et le rôle qu'elles y jouent. Il s'agit de s'assurer que les employés comprennent non seulement *quelles* règles régissent leurs comportements, mais aussi *pourquoi* ils ont été missionnés, *comment* leurs comportements quotidiens affectent les objectifs et les résultats d'une mission humanitaire, et *à quelles fins* certains comportements ont été proscrits. Le fait de fonder cette démarche sur une compréhension du pouvoir et du genre aidera le personnel à faire face aux complexités des accusations d'abus – le sexe transactionnel en particulier.

Les organisations doivent également veiller à ce que les dirigeants soient engagés, responsables des politiques de protection, et comprennent que le genre et le pouvoir alimentent les abus. Elles doivent aussi cesser de considérer que les comportements sexuels abusifs seraient le fait de « brebis galeuses » ou de personnes ne comprenant pas les règles, et reconnaître qu'ils sont également le produit des environnements complexes dans lesquels les humanitaires travaillent. Ce changement aurait des implications sur le fonctionnement des mécanismes de prévention et de rétorsion, tout en reconnaissant qu'un déséquilibre des pouvoirs et des ressources est dans une large mesure inévitable dans de nombreux contextes humanitaires.

En outre, les organisations et les humanitaires eux-mêmes doivent s'engager dans des discussions plus ouvertes et plus honnêtes sur leurs comportements par rapport aux communautés locales, et sur les opportunités que leur présence constitue pour des actes d'abus et d'exploitation. Cela implique nécessairement de s'attaquer à des questions plus larges que les comportements sexuels du personnel humanitaire. Il s'agirait d'inclure, par exemple, les pratiques

they work within, and on global perceptions of the legitimacy of the humanitarian project. The complexity of the issue demands a deep rethink in the sector, and a concerted move away from a predominantly human resources and train-and-punish based policy setting towards a more holistic response that recognises and addresses the deep social nature of this problem. To be effective, the response must grapple with the unequal power dynamics that shape the relationships between humanitarians and those within the communities they have been deployed to serve.

d'emploi du personnel local, le racisme dans le secteur et les comportements quotidiens du personnel international dans leurs communautés d'accueil.

L'un des principes fondateurs du secteur humanitaire est que le travail humanitaire ne doit pas faire plus de mal qu'il ne cherche à réparer: l'exploitation et les abus sexuels vont à l'encontre de ce principe. Si le nombre de responsables d'abus sexuels est faible, leurs effets sont importants: sur la vie de leurs victimes, sur les résultats de leurs missions et sur la perception globale de la légitimité du projet humanitaire. La complexité de la question exige de repenser en profondeur le secteur, et de s'éloigner d'une politique basée principalement sur les ressources humaines et la formation-répression, pour adopter une réponse plus globale, qui reconnaisse et traite la nature sociale profonde de ce problème. Pour être efficace, la réponse doit s'attaquer à l'inégale dynamique de pouvoir qui façonne les relations entre les humanitaires et ceux qu'ils sont appelés à servir au sein des communautés où ils sont déployés.

Traduit de l'anglais par Benjamin Richardier

Biographie | Biography



JASMINE-KIM WESTENDORF

Titulaire d'un doctorat, elle est maître de conférences en relations internationales à l'université de La Trobe, en Australie. Jasmine a considérablement publié sur le thème de l'exploitation et des abus sexuels dans les opérations de paix et humanitaires, ainsi que sur les succès et les échecs des processus de paix. Son dernier livre, *Violating Peace: Sex, Aid, and Peacekeeping* a été publié en 2020 par Cornell University Press. La liste complète de ses publications et de ses projets de recherche est disponible sur son site: www.jasminewestendorf.com
Sur Twitter: @jasminekimw

Jasmine-Kim Westendorf holds a PhD and is a Senior Lecturer in International Relations at La Trobe University, Australia. She has published extensively on the topic of sexual exploitation and abuse in peace and humanitarian operations, as well as on the success and failure of peace processes. Her most recent book *Violating Peace: Sex, Aid and Peacekeeping* was published in 2020 by Cornell University Press. Her full list of publications and research projects can be found at www.jasminewestendorf.com She tweets @jasminekimw



TRANSITIONS



TRANSITIONS

La professionnalisation de l'action humanitaire : un chantier qui reste ouvert

The professionalisation of humanitarian action: a work still in progress

Rory Downham • Directeur ingénierie et qualité, Bioforce (Lyon-France)



Depuis longtemps, le secteur humanitaire revendique sa pleine « professionnalisation ». Pourtant, une étude récente menée par Bioforce tend à relativiser ce satisfecit. Rory Downham, qui l'a pilotée, revient sur les conclusions de ce travail participatif qui remet en cause quelques certitudes, mais ouvre des pistes d'amélioration.

For a long time, the humanitarian sector has claimed its complete “professionalisation”. However, a recent study conducted by Bioforce puts this plaudit into perspective. Rory Downham, who led it, reviews the conclusions of this participatory work which calls into question a few certainties as well as opening up avenues for improvement.





RORY
DOWNHAM

Le secteur humanitaire est engagé dans un processus de structuration permanent, et ce depuis bien longtemps. Cela passe notamment par l'élaboration de cadres d'intervention au niveau juridique et éthique ou par la démarche « qualité ». La Charte internationale des droits de l'Homme¹, la Convention relative au statut des réfugiés de 1951 et le droit international humanitaire fournissent ainsi un environnement juridique pour protéger les bénéficiaires de l'aide humanitaire. Au niveau éthique, le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a élaboré les principes humanitaires et produit le Code de conduite adoptés par la quasi-majorité des organisations non gouvernementales (ONG) ainsi que le principe « Do No Harm » (ne pas nuire). Enfin, depuis les années 1990, les standards qualité n'ont cessé de se développer, notamment à travers le programme Sphere ou la Norme fondamentale humanitaire.

Chemin faisant, d'autres éléments sont venus contribuer à cette structuration du secteur, traduisant la volonté de ce dernier d'améliorer la qualité et la pertinence de l'action humanitaire. En 1991, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (Office for the Coordination of Humanitarian Affairs en anglais) a ainsi été créé pour améliorer la coordination des réponses humanitaires. En 2005, la « Réforme humanitaire » des Nations unies a produit, entre autres, le système de clusters. Et en 2016 à Istanbul, le premier Sommet humanitaire mondial a permis la finalisation d'un accord entre les acteurs publics et privés pour améliorer l'efficacité et l'efficience de l'action humanitaire : c'était le Grand Bargain.

Peut-on pour autant parler d'un secteur humanitaire pleinement « professionnalisé » ? Si les structurations mentionnées ci-dessus y contribuent incontes-

The humanitarian sector has long been engaged in a process of permanent structuring. This has involved the development of legal and ethical intervention frameworks and a "quality" approach. The International Bill of Human Rights¹, the 1951 Refugee Convention and International Humanitarian Law provide a legal framework to protect the beneficiaries of humanitarian aid. At the ethical level, the International Red Cross and Red Crescent Movement has developed humanitarian principles and produced the Code of Conduct adopted by the vast majority of non-governmental organisations (NGOs), as well as the principle of "Do No Harm". Finally, quality standards have been improving since the 1990s, namely thanks to the Sphere programme and the Core Humanitarian Standard.

Over time, other elements have contributed to structuring this sector, demonstrating the will to improve the quality and relevance of humanitarian action. The Office for the Coordination of Humanitarian Affairs was thus created in 1991 to improve the coordination of humanitarian responses. In 2005, the United Nations' (UN) humanitarian reform gave rise, amongst other things, to the cluster system. Then in 2016, in Istanbul, the first World Humanitarian Summit led to the concluding of an agreement between public and private stakeholders to improve the efficiency and effectiveness of humanitarian action: the Great Bargain.

Yet can the humanitarian sector really be said to be fully "professionalised"? Although the significant contributions mentioned above have undeniably helped, professionalisation is mainly achieved by the men and women who implement humanitarian action and who, to do so, must apply the laws,

— 1. Ensemble constitué par la Déclaration universelle des droits de l'Homme (1948), le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966), le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1966) et ses deux Protocoles facultatifs (1976 et 1991) [NDLR].

— 1. Made up of the Universal Declaration of Human Rights (1948), the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (1966), the International Covenant on Civil and Political Rights (1966) and its two Optional Protocols (1976 and 1991) [Editor's note].

tablement, la professionnalisation passe d'abord par les femmes et les hommes qui mettent précisément en œuvre l'action humanitaire et qui doivent, pour cela, appliquer le droit, l'éthique, les standards qualité, les systèmes de coordination, et les engagements pris pour améliorer le système. Or, dans quelque domaine que ce soit, un secteur professionnel comprend, entre autres, des métiers spécifiques et reconnus, des organisations professionnelles, des référentiels de compétences communément admis et utilisés pour le recrutement et le développement du personnel, des certifications exigées pour l'exercice des fonctions, et des dispositifs de formations adaptés aux besoins et accessibles.

L'étude « The State of Humanitarian Professions »² (SOHP – État des lieux des professions humanitaires en français) a cherché à comprendre à travers une analyse des « métiers » humanitaires – autrement dit par le prisme de sa force de travail – où en était le secteur humanitaire de sa professionnalisation. Cette étude était basée sur l'hypothèse suivante: la qualité de l'action humanitaire dépend en grande partie du professionnalisme des travailleurs humanitaires.

Champ de l'étude

Circonscrire ce que recouvre précisément le « secteur humanitaire » est toujours un réel challenge tant les avis divergent en son sein même. De manière pragmatique, l'étude s'est basée sur la définition que propose ALNAP dans l'une de ses études de référence (« The State of the Humanitarian System », SOHS – L'état du système humanitaire, 2018³). Selon ALNAP, donc, le secteur

ethics, quality standards, coordination systems, and commitments made to improve the system. In any given domain, a professional sector includes, amongst other things, specific and recognised professions, professional organisations, commonly accepted competency frameworks used for the recruitment and development of personnel, certifications required for the performance of duties, and accessible training programmes that are adapted to existing needs.

The study "The State of Humanitarian Professions"² (SOHP) sought to understand the state of the humanitarian sector in relation to professionalisation through an analysis of humanitarian "professions" – in other words, through the prism of its workforce. This study was based on the following hypothesis: the quality of humanitarian action depends in large part on the professionalism of humanitarian workers.

Scope of the study

Determining what exactly the "humanitarian sector" includes is always a real challenge, given the divergence of opinions that exist within it. Pragmatically, the study was based on the definition provided by ALNAP in one of its reference studies ("The State of the Humanitarian System", SOHS, 2018³). According to ALNAP, indeed, the humanitarian sector should be understood as "the network of inter-connected institutional and operational entities that receive funds, directly or indirectly from public donors and private sources, to enhance, support or substitute for in-country responses in the provision of humanitarian assistance and protection to a population in crisis"⁴.

— 2. Menée par Bioforce et publiée en décembre 2020, l'étude « The State of Humanitarian Professions » est disponible intégralement ou sous forme résumée : <https://www.bioforce.org/share/the-state-of-humanitarian-professions>

— 3. Le rapport intégral de l'étude ALNAP, "The State of the Humanitarian System", 2018, est disponible en anglais : <https://www.alnap.org/help-library/the-state-of-the-humanitarian-system-2018-full-report> Une synthèse en français, « L'état du système humanitaire », 2018 est disponible : <https://www.alnap.org/help-library/l%27%C3%A9tat-du-syst%C3%A8me-humanitaire-2018-%E2%80%93-r%C3%A9sum%C3%A9>

— 2. The study "The State of Humanitarian Professions", led by Bioforce and published in December 2020, is available in full or in summarised form on their website: <https://www.bioforce.org/en/share/the-state-of-humanitarian-professions>

— 3. The 2015 ALNAP report is available at the following address: <https://www.alnap.org/help-library/the-state-of-the-humanitarian-system-2018-full-report>

— 4. "The State of the Humanitarian System", *op. cit.*, p. 32.

humanitaire doit ainsi être entendu comme « le réseau des entités opérationnelles et institutionnelles interconnectées qui reçoit les fonds, directement ou indirectement des bailleurs publics ou privés, afin d'améliorer, soutenir ou se substituer à la réponse en termes d'assistance humanitaire et de protection de la population d'un pays en crise »⁴.

Partant de cette définition, le « système humanitaire » comprend : « les ONG locales, nationales et internationales réalisant des activités humanitaires ; les agences humanitaires des Nations unies ; le mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ; les agences et les autorités gouvernementales hôtes, ainsi que les agences régionales et intergouvernementales ; et enfin les agences bailleurs, en particulier les agences gouvernementales, mais également les fondations et les autres bailleurs privés »⁵. Toujours selon la publication d'ALNAP, en sont dès lors exclus : « les groupes nationaux de défense civile et militaire ; les acteurs du développement ; le secteur privé lucratif ; les groupes de diaspora ; les groupes de la société civile (tels que les groupes religieux) n'ayant pas une fonction humanitaire explicite ; les médias ; et les institutions académiques »⁶.

Par exception à cette liste d'exclusions, l'étude SOHP a néanmoins intégré de nombreux acteurs du développement, en particulier les ONG locales et nationales, lorsqu'elles ont pour principe de s'orienter vers la réponse humanitaire en temps de crise. Pour les personnes travaillant sur le terrain, la distinction entre le développement et l'humanitaire peut en effet être alors superflue étant donné qu'elles répondent aux besoins les plus importants de la communauté à un moment donné. SOHP a donc fait en sorte que certaines de ces personnes puissent contribuer à l'étude à travers l'enquête ou à l'occasion des ateliers locaux.

— 4. "The State of the Humanitarian System", *op. cit.*, p. 32.

— 5. *Ibid.*

— 6. *Ibid.*

Following this definition, the "humanitarian system" includes: "local, national and international NGOs conducting humanitarian activities; UN humanitarian agencies; the International Red Cross and Red Crescent Movement; host government agencies and authorities and regional/intergovernmental agencies; donor agencies, primarily government agencies, but also trusts and other donors"⁵. Still according to ALNAP's publication, the following categories are excluded from the humanitarian system: "national militaries and civil defence groups; development actors; the private sector; diaspora groups; civil society groups (such as faith groups) that do not have an explicitly humanitarian function; the media, and the academia"⁶.

As an exception to this list of exclusions, the SOHP study nevertheless included a number of development actors, particularly local and national NGOs, when they followed the principle of focusing on humanitarian response in the event of a crisis. For people working in the field, the distinction between development and humanitarian aid can indeed become superfluous, given that both respond to the communities' most pressing needs at a given time. SOHP therefore arranged for some of these people to contribute to the study by means of the survey or the local workshops.

Beyond this necessary definition of the field, and rather than attempting to give an exhaustive description of such a large and complex sector, the SOHP study tried to capture the experiences, visions and opinions of the people working in it. In total, more than 1,500 people from every continent were consulted (with a majority of French- and English-speaking Europeans, nevertheless). Ninety-eight interviews were carried out with key informers representing the different areas of activity in humanitarian aid (see below). Next, 753 humanitarian workers took part

— 5. *Ibid.*

— 6. *Ibid.*

Au-delà de cette nécessaire délimitation de son champ, et plutôt que de tenter de donner une description exhaustive d'un secteur aussi large et complexe, l'étude SOHP s'est attelée à capturer les expériences, les visions et les opinions des personnes qui y travaillent. En tout, plus de 1 500 personnes de tous les continents (avec malgré tout une majorité d'Européens francophones et anglophones) ont été consultées. Quatre-vingt-dix-huit entretiens ont été réalisés avec des informateurs clés représentant les différents domaines d'activité (voir plus loin) dans l'humanitaire. Ensuite, 753 humanitaires ont contribué à une enquête en ligne. Les observations recueillies lors des entretiens et de l'enquête ont ensuite été discutées dans onze ateliers locaux, totalisant 121 participants, qui se sont tenus au Bangladesh, au Burkina Faso, en Colombie, en France (2), au Sénégal, en Sierra Leone, en Suisse, en Ouganda, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Enfin, une conférence a réuni 566 personnes pour discuter des résultats de l'étude et formuler des recommandations.

Il est important de noter que cette étude partage les représentations de ceux qui y ont contribué et ne prétend pas présenter un état absolu du secteur. Ainsi, les conclusions sur le niveau de professionnalisation du secteur humanitaire que nous allons en tirer doivent être nuancées : ce ne sont pas des vérités, mais le reflet des avis collectés.

Enseignements

L'étude confirme tout d'abord que, désormais, l'on « fait carrière » dans l'humanitaire, contrairement à ce que l'on observait encore au début des années 2000. À tout le moins, pour beaucoup, l'humanitaire constitue ou constituera l'élément principal de leur parcours professionnel.

in an online survey. The observations drawn from the interviews and the survey were then discussed in eleven local workshops, involving a total of 121 participants, that were held in Bangladesh, Burkina Faso, Colombia, France (2), Senegal, Sierra Leone, Switzerland, Uganda, the UK and the USA. Finally, a conference brought together 566 people to discuss the results of the study and make recommendations.

It is important to note that this study presents the representations of those who contributed to it and does not presume to provide an absolute state of the sector. Hence, the conclusions regarding the level of professionalisation of the humanitarian sector which we are going to draw require qualification: they are not absolute truths, but the reflection of collective opinions.

« Cette étude partage les représentations de ceux qui y ont contribué et ne prétend pas présenter un état absolu du secteur. »

“This study presents the representations of those who contributed to it and does not presume to provide an absolute state of the sector.”

Lessons

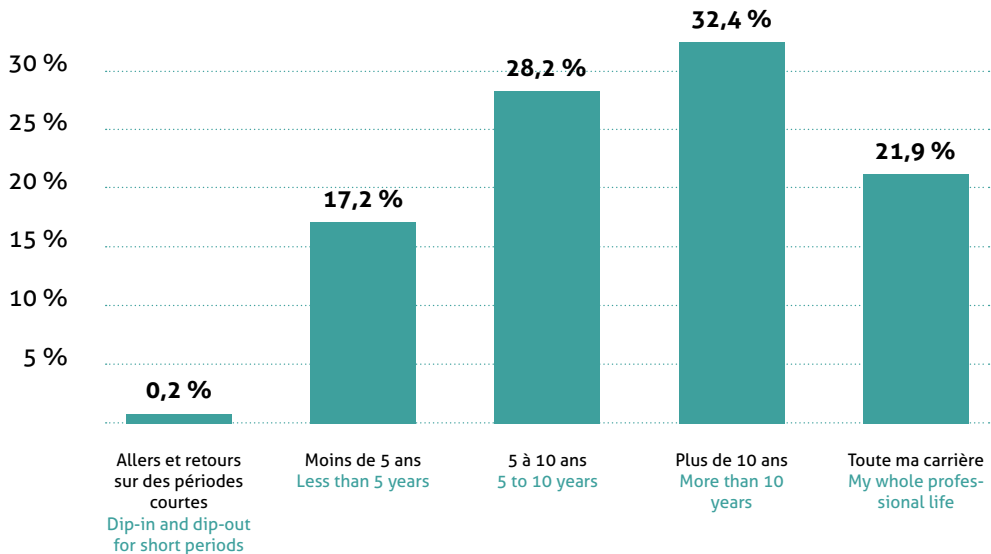
First of all, the study confirms that people are now “making a career” out of humanitarian action, contrary to what could be observed as recently as the early 2000s. To say the least, for many, humanitarian aid makes up the main element of their career paths.

Graphique 1 (figure 11 tirée du rapport final SOHP, section 5).

Combien de temps vous voyez-vous travailler au sein de votre domaine ?

Chart 1 (Figure 11 from the final SOHP report, Section 5)

How long do you see yourself working in your profession?



Pourtant, alors que le secteur humanitaire se dit – parce qu’il se croit – de plus en plus professionnalisé, lorsqu’on y regarde de plus près il semble qu’il existe encore assez peu d’éléments structurants en termes de professionnalisation concrète. Ainsi, dans un premier temps, l’étude SOHP semble indiquer que l’existence même de « métiers humanitaires » en tant que tels est discutée. L’enquête a démontré qu’en règle générale les humanitaires ne s’identifient pas à un métier humanitaire spécifique, mais plutôt au secteur humanitaire en général. Effectivement, lorsqu’il a été demandé aux répondants de spécifier leur « métier » parmi les vingt-quatre domaines professionnels humanitaires identifiés par l’étude (logistique, santé, finance, protection, etc.), la plupart ont sélectionné plusieurs domaines au lieu d’un seul qui correspondrait à leur métier spécifique. Les témoignages récoltés pendant l’étude SOHP semblent indiquer que l’on a tendance à considérer que ce sont des

And yet, although the humanitarian sector defines itself as increasingly professionalised – because it believes itself to be –, on closer inspection it seems that there are still relatively few structuring elements in terms of concrete professionalisation. First of all, the SOHP study seems to indicate that the very existence of “humanitarian professions” as such is the subject of debate. The study showed that, as a general rule, humanitarian workers did not identify with a specific humanitarian profession, but rather with the humanitarian sector in general. Indeed, when respondents were asked to specify their “profession” from a list of twenty-four professional areas identified by the study (logistics, health, finance, protection, etc.), most selected several areas instead of just one corresponding to a specific profession. The statements gathered over the course of the SOHP study seem to indicate that there is a tendency to consider that these are professions that can be found in other sectors (such as a

métiers que l'on retrouve dans d'autres secteurs (le cas du logisticien), mais qui sont simplement adaptés au secteur humanitaire avec ses spécificités et, évidemment, la prise en compte de l'environnement très particulier de l'action humanitaire. On pourrait en déduire, en tout cas en apparence, un manque de reconnaissance des métiers spécifiques au secteur humanitaire.

Cela tend à se confirmer lorsque l'on regarde le niveau de professionnalisation associé. L'étude SOHP a de fait montré une quasi-absence d'organisations professionnelles de référence associées à ces « métiers » (branches professionnelles, associations de professionnels). Il en va de même pour les autres déterminants de la professionnalisation mentionnés plus haut dans l'introduction (reconnus plus haut dans l'introduction (référentiels de compétences reconnus, etc.). En revanche, on constate un très large consensus sur l'existence de compétences spécifiques à la pratique humanitaire, et ce à travers tous les domaines d'activités.

logistics coordinator), that have simply been adapted to the humanitarian sector with all its specificities, naturally taking into account the particular environment of humanitarian action. We can deduce, at least to all appearances, that there is a lack of recognition of professions that are specific to the humanitarian sector.

This is confirmed by data regarding the associated levels of professionalisation. The SOHP study effectively showed a near-absence of professional organisations of reference associated with these "professions" (professional branches, professionals' associations). The same went for other determining factors of professionalisation mentioned above in the introduction (recognised competency frameworks, etc). On the other hand, there was a broad consensus regarding the existence of specific competencies for humanitarian practice, and this was true for all of the areas of activity.

Graphique 2 (figure 1 tirée du rapport final SOHP, section 6).

Existe-t-il des compétences humanitaires spécifiques ?

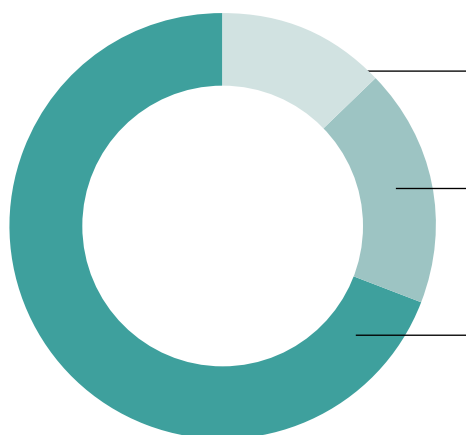


Chart 2 (Figure 1 from the final SOHP report, Section 6)

Are there distinguishable humanitarian competencies?

13 %
Oui — Yes

18 %
Non — No

69 %
Il n'existe pas de métier non humanitaire comparable — There is no comparable non-humanitarian profession

En complément au travail déjà réalisé pour élaborer en 2011 le Cadre de compétences essentielles humanitaires (Core Humanitarian Competencies Framework, CHCF⁷), l'étude SOHP a pu ainsi dresser une liste des vingt-quatre « compétences humanitaires essentielles » largement reconnues par les différentes personnes consultées et lors des échanges dans la conférence. Il est difficile de prouver que toutes ces compétences sont spécifiques au travail humanitaire. Il est probable que, dans presque chacun des cas, une compétence similaire soit nécessaire dans un autre secteur de travail. Cependant, on peut envisager que ces compétences sont particulièrement importantes pour le travail humanitaire et constituent, ainsi, un référentiel de compétences essentielles pour travailler dans le secteur. L'étude SOHP les a classées en deux catégories (voir page suivante):

In addition to research that had already been carried out in order to develop the Core Humanitarian Competencies Framework (CHCF⁷) in 2011, the SOHP study drew up a list of twenty-four “distinguishable humanitarian competencies” which were broadly recognised by the different people who were consulted and during the conference discussions. It is difficult to prove that all of these competencies are specific to humanitarian work. It is probable that, in nearly all cases, a similar skill would be required in other sectors of work. Nevertheless, we can consider that these competencies are particularly important for humanitarian work and therefore make up a reference list of essential skills for working in the sector. The SOHP study divided them into two categories (see next page):

« L'étude SOHP a pu ainsi dresser une liste des vingt-quatre “compétences humanitaires essentielles” largement reconnues par les différentes personnes consultées. »

“The SOHP study drew up a list of twenty-four ‘distinguishable humanitarian competencies’ which were broadly recognised by the different people who were consulted.”

— 7. Révisé en 2017, le CHCF est géré aujourd'hui par le CHS-Alliance : <https://www.chsalliance.org/get-support/resource/core-humanitarian-competency-framework>

— 7. The CHCF, which was revised in 2017, is currently managed by the CHS-Alliance: <https://www.chsalliance.org/get-support/resource/core-humanitarian-competency-framework>

Savoirs et savoir-faire	Knowledge and skills
– Connaître le système humanitaire et ses acteurs. Comprendre le droit, les principes et les normes humanitaires – Être capable de gérer le stress et travailler de manière efficace dans un environnement incertain, en évolution rapide et parfois dangereux – S'adapter rapidement et appliquer les connaissances techniques à des situations diverses – Travailler très rapidement, tout en maintenant la qualité et le professionnalisme – Travailler avec des ressources et des équipements limités – Comprendre les enjeux de la protection et comment les crises peuvent affecter les capacités et les vulnérabilités de personnes différentes – Travailler efficacement avec les communautés affectées par la crise et leur assurer redevabilité – Avoir d'excellentes compétences en communication, savoir créer des relations, négocier, coordonner – Comprendre et appliquer les principes de sauvegarde – Prendre des décisions de manière efficace	– Knows the humanitarian system and actors. Understands humanitarian law, principles, and standards – Able to manage stress and operate effectively in an uncertain, rapidly changing, and sometimes insecure environment – Can adapt very quickly and apply technical knowledge to a wide range of different situations – Can work very fast, whilst maintaining quality and professionalism – Can work with limited resources and equipment – Understands protection issues and how crises can affect capacities and vulnerabilities of different people – Can work effectively with crisis affected communities and ensure accountability to them – Excellent communication skills – can build relationships, negotiate and coordinate – Understands and can apply principles of safeguarding – Effective decision making
Comportements	Behaviours
– Être flexible et adaptable – Savoir travailler dans un environnement pluriculturel (qu'il s'agisse des collègues ou des communautés affectées) – Faire preuve d'empathie et de conscience émotionnelle – Utiliser une approche basée sur les besoins, faire passer les autres en premier et chercher à renforcer leur pouvoir d'agir – Être agile, rapide, concis – Être à l'écoute, dialoguer facilement avec les autres – Avoir un haut niveau de résilience personnelle, être persévérant – Être curieux, créatif et innovant – Avoir l'esprit pratique, être réaliste, se focaliser sur les solutions plutôt que sur les problèmes – Être capable d'introspection et savoir prendre du recul par rapport à une situation – Être enclin à renforcer les capacités des autres – Respecter la dignité des autres – Reconnaître le déséquilibre des pouvoirs et s'engager à ne pas abuser de son pouvoir	– Flexible and adaptable – Works well in a multicultural environment (both with colleagues and affected communities) – Human empathy and emotional awareness – Takes a needs-based approach, putting others first and seeking to empower them – Agile, rapid and succinct – Good listener – engages well with other people – High level of personal resilience, keeps going – Curious, creative and innovative – Practical and realistic, focused on the solution rather than the problem – Reflective (both self-reflection and stepping back to take a strategic view of the situation) – Inclined towards developing the capacity of others – Has respect for the dignity of others – Recognition of power imbalances and a commitment not to abuse their power

On serait tenté de croire que ces compétences sont donc exigées pour la pratique « professionnelle » de l'action humanitaire et que, même à défaut de certifications spécifiques par « métier » dans l'humanitaire, il existe une sorte de certification de référence générique basée sur ces éléments. Mais là encore, on constate que malgré quelques certifications sur une poignée de compétences spécifiques, aucune certification couvrant l'ensemble de ces compétences essentielles n'a pu être identifiée. De plus, selon l'étude, ce type de compétences, même si elles sont plus complexes à évaluer que des compétences techniques, ne semble pas faire l'objet de vérification dans les processus de recrutement.

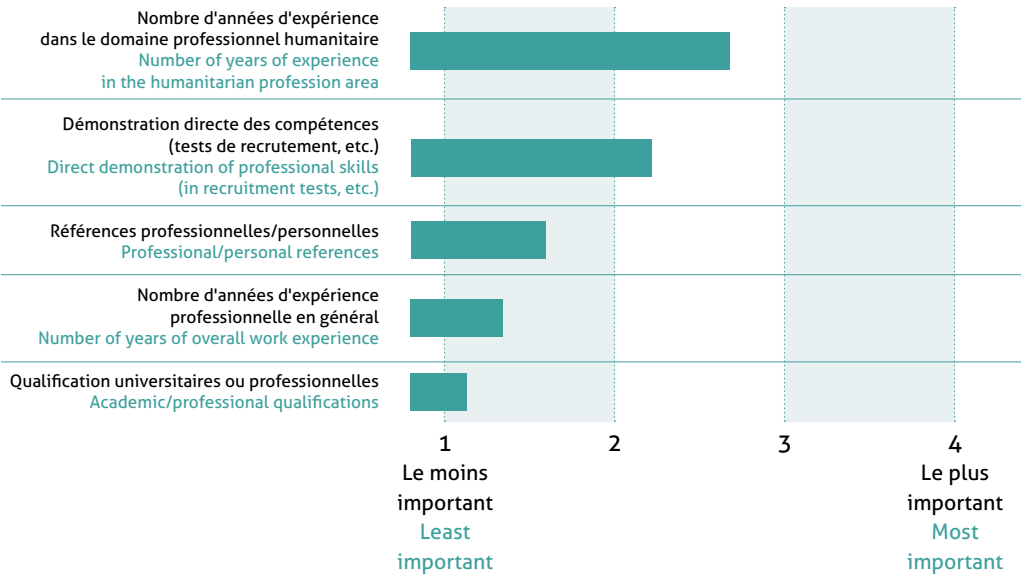
It is tempting to believe that these competencies are therefore required for the "professional" practice of humanitarian action and that, even in the absence of specific professional certifications in the humanitarian sector, there is kind of generic reference certification based on these elements. But here too, we noted that in spite of certain certifications for a handful of specific skills, no certification could be identified that covered the entirety of these distinguishable competencies. Moreover, according to the study, these kinds of skills, although admittedly more complex to evaluate than technical skills, do not appear to be checked during the recruitment process.

Graphique 3 (figure 4 tirée du rapport final SOHP, section 5).

Chart 3 (Figure 4 from the final SOHP report, Section 5)

Quest-ce qui importe aux employeurs ?

What is important for employers?



Ce constat relevé dans l'étude SOHP vient compléter la découverte, faite lors de la révision du référentiel CHCF en 2017, d'un niveau de sensibilisation modéré, voire faible, et conséquemment d'un manque de « savoir-faire » dans l'utilisation de ce référentiel.

This observation drawn from the SOHP study completes the discovery, made during the revision of the reference CHCF in 2017, of a moderate, not to say low, level of awareness, and consequently a lack of "savoir-faire" in the use of this reference.

Les données de l'étude SOHP semblent indiquer que les pratiques de recrutement favorisent l'expérience humanitaire plutôt que l'existence de compétences avérées, qu'elles soient génériques ou spécifiques à un domaine d'activité en particulier. Les recruteurs évitent les juniors sans expérience humanitaire et privilégient, selon certains témoignages, des « amis, des proches ou des candidats internes⁸ ». Ces pratiques représentent un frein à l'intégration de nouveaux entrants et à la diversité des profils, singulièrement d'acteurs nationaux à l'heure de la localisation. Elles comportent des risques de favoritisme, d'entre soi, de recrutements de « semblables », voire de népotisme ou de comportements abusifs, en l'absence de données mesurables et vérifiables. Or ne pas vérifier les compétences peut fragiliser la qualité du travail et, à terme, la nécessaire redevabilité vis-à-vis des bénéficiaires de notre aide.

Malgré une offre de formation conséquente sur des thématiques humanitaires, fournie par des universités, des organismes de formation spécialisés, mais aussi par les organisations humanitaires elles-mêmes, les témoignages collectés pendant l'étude SOHP semblent clairement indiquer une absence de formations de référence pour les futurs humanitaires, connues et reconnues par les acteurs du secteur. Ce constat, ainsi qu'un manque de structuration et de visibilité au niveau des parcours professionnels, traduit le fait que le secteur humanitaire n'investit pas suffisamment encore dans sa professionnalisation.

En conclusion, à travers les différentes données fournies par l'étude, malgré de nombreuses initiatives spécifiques à tel ou tel domaine d'activité ou pour le secteur humanitaire dans son ensemble, l'approche de la professionnalisation semble encore peu structurée et, en tout cas, insuffisamment à la hauteur des responsabilités portées par les travailleurs humanitaires et leurs employeurs.

The data from the SOHP study seem to indicate that recruitment practices favour humanitarian experience over the proven existence of competencies, be they generic or specific to a particular area of activity. Recruiters avoid juniors without humanitarian experience and, according to some accounts, favour "friends, relatives or internal candidates"⁸. These practices are an obstacle to the integration of new personnel and to the diversity of profiles, especially of national actors in a time of localisation. They carry risks of favouritism, exclusivity, the recruitment of "like-minded people", and even of nepotism or abusive behaviours, in the absence of measurable and verifiable data. Not checking competencies can weaken the quality of work and, ultimately, compromise the necessary accountability towards the beneficiaries of our aid.

Despite a significant training offer on humanitarian topics, provided by universities, specialised training organisations, and humanitarian organisations themselves, the accounts gathered over the course of the SOHP study seem to clearly indicate an absence of known and recognised reference training for future humanitarian workers. This observation, together with the lack of structure and visibility at the career path level, illustrates the fact that humanitarian sector is not investing sufficiently in its own professionalisation.

In conclusion, by means of the different data provided by the study, and despite numerous initiatives specific to various areas of activity or to the humanitarian sector as a whole, the approach to professionalisation remains little structured and, in any case, not yet equal to the responsibilities of humanitarian workers and their employers.

— 8. « The State of Humanitarian Professions », *op. cit.*, p. 37.

— 8. "The State of Humanitarian Professions", *op. cit.*, p.37.

Pistes d'améliorations

Lors de la conférence qui s'est tenue au terme de l'étude, l'analyse des résultats a permis d'identifier quatre grands enjeux pour la professionnalisation dans l'action humanitaire, sous la forme de questions, ainsi que dix-neuf recommandations concrètes pour y répondre.

Comment encourager la professionnalisation, alors que les métiers mêmes ne sont pas reconnus ?

Il est possible d'envisager la professionnalisation des travailleurs humanitaires sans nécessairement s'orienter sur la structuration de l'ensemble des différents « métiers » pratiqués. Ainsi le secteur pourrait se focaliser uniquement sur les domaines d'activités professionnels ayant le plus d'impact en termes de qualité et de performance (comme la redevabilité ou la prévention des abus). Une autre proposition intéressante est de se focaliser sur les « métiers » traditionnellement dominés par le personnel international ou expatrié afin de faciliter l'accès à ces postes du personnel local et national – en somme la professionnalisation au service de la localisation. Enfin, étant donné que les humanitaires semblent s'identifier plus fortement au travail humanitaire en général plutôt qu'à des domaines professionnels humanitaires spécifiques, une proposition très concrète est de créer un « métier humanitaire » unique basé sur les compétences essentielles identifiées dans l'étude et le Cadre de compétences essentielles humanitaires (CHCF).

Comment mettre fin aux biais qui rendent le recrutement humanitaire moins efficace ?

Pour ouvrir davantage le secteur à de nouveaux talents, les participants à la conférence SOHP ont proposé une diffusion beaucoup plus large des offres de postes et davantage de transparence sur les compétences recherchées. Et pour faciliter l'accès aux moins expérimentés, il a été proposé de mettre en place des dispositifs de stage offrant aux candidats talentueux, mais inexpé-

Areas for improvement

During the conference that took place at the end of the study, an analysis of the results enabled the identification of four major issues related to the professionalisation of humanitarian action, in the form of questions, as well as nineteen practical recommendations to address them.

How do we drive professionalisation when professions aren't recognised?

It is possible to consider the professionalisation of humanitarian workers without necessarily focusing on the structuring of the sum of different "professions" involved. The sector could focus solely on those professional areas of activity that have the biggest impact in terms of quality and performance, such as accountability or abuse-prevention, for example. Another interesting proposal was to focus on the "professions" that are traditionally dominated by international or expatriate personnel, in order to improve access to these positions for local and national personnel – professionalisation at the service of localisation, in short. Finally, given that humanitarian workers seem to identify more strongly with humanitarian work in general, rather than with specific professional humanitarian areas, one very concrete proposal was to create a single "humanitarian profession" based on the distinguishable competencies identified in the study and on the CHCF.

How do we stop bias making humanitarian recruitment less effective?

To open up the sector to new talents, participants at the SOHP conference suggested a much wider diffusion of job offers and more transparency with regard to the skill requirements. To facilitate access for less experienced people, one proposal was to set up internship programmes offering talented but inexperienced candidates a pathway towards a certificate of general competence that would be recognised by the work sector.

rimentés, une voie vers un certificat de compétence générale reconnu pour ce secteur de travail.

**Comment s'assurer
que les humanitaires aient
les compétences nécessaires pour
faire leur travail efficacement ?**

Ceci suppose tout d'abord une reconnaissance et l'adoption d'un référentiel commun de compétences essentielles – comme celui élaboré dans le cadre de l'étude SOHP et le CHCF – et son intégration concrète et opérationnelle dans les processus des ressources humaines, notamment au niveau du recrutement, du développement professionnel et de l'évaluation de la performance. Plus largement, la recommandation est de renforcer une culture d'approche par les compétences dans le secteur, et notamment au niveau des services ressources humaines des organisations humanitaires.

**Comment favoriser la localisation
du personnel humanitaire ?**

Ce dernier enjeu n'est pas le moindre si l'on considère qu'il correspond à une attente forte depuis le sommet d'Istanbul. Pour y faire face, une première proposition est de se concentrer sur les compétences et la fonction, et non sur le statut ou les étiquettes administratives telles que « national » et « international », qui représentent des obstacles au changement. Il importe aussi de valoriser l'expertise locale, notamment en accordant une plus grande importance aux connaissances contextuelles et aux compétences permettant de travailler efficacement dans des contextes divers et en rendant cette reconnaissance explicite dans le recrutement et la rémunération. Enfin, une autre recommandation, et non des moindres, est de s'appuyer sur les compétences pour justifier la nécessité de postes internationaux quand ces compétences n'existent pas au niveau local, et, en même temps, de mettre en œuvre des activités visant à aider le personnel local à développer ces compétences manquantes.

**« L'approche de la professionnalisation
semble encore peu structurée et,
en tout cas, insuffisamment à la
hauteur des responsabilités portées
par les travailleurs humanitaires
et leurs employeurs. »**

***“The approach to professionalisation
remains little structured and,
in any case, not yet equal to the
responsibilities of humanitarian
workers and their employers.”***

**How do we ensure that
humanitarians have the skills
to do their job effectively?**

This first requires the recognition and adoption of a common reference for essential competencies – such as the one developed in the framework of the SOHP study and the CHCF – and its concrete, operational integration into human resources processes, namely at the levels of recruitment, personnel development, and performance evaluation. More broadly, the recommendation is to reinforce a culture in the sector that prioritises competencies, especially at the level of humanitarian organisations' human resources departments.

**How can we drive localisation
in humanitarian staffing?**

This last issue is not the least, if we consider that it corresponds to high expectations from the Istanbul summit. To address it, the first proposal was to concentrate on competencies and function, and not on status or administrative labels such as “national” and “international”, which are obstacles to change. It is also important to promote local expertise, namely by giving greater importance to contextual knowledge and to skills that enable effective work in different contexts, and by making this recognition explicit in the processes of recruitment and remuneration. Finally, another significant recommendation was to use competencies to justify the necessity of international positions when these competencies do not exist at the

« La professionnalisation du secteur humanitaire constituera une contribution forte au processus de localisation. »

“The professionalisation of the humanitarian sector will be a strong contribution to the process of localisation.”

Perspectives

Le succès rencontré par l'étude SOHP⁹ confirme l'intérêt que celles et ceux qui œuvrent au sein du secteur humanitaire accordent aujourd'hui à ces enjeux de professionnalisation. Quatre-vingt-quinze pour cent des 566 participants à la conférence souhaitent que ce travail, qu'un des experts a décrit comme « décisif et [arrivant] à point nommé », soit poursuivi à l'avenir. Enfin, l'initiative SOHP a démontré la nécessité d'un espace collectif de consultation, de partage d'initiatives, mais surtout de coordination et de pilotage sur ces questions, notamment pour avancer sur les dix-neuf recommandations coproduites. On peut espérer que les responsables des organisations humanitaires prennent acte de ces perceptions qui leur sont renvoyées par ceux qui agissent à leurs côtés.

D'un bout à l'autre de la chaîne humaine que constitue l'aide humanitaire, depuis celui qui se mobilise pour apporter l'aide, à celui qui la reçoit, la professionnalisation du secteur humanitaire constituera une contribution forte au processus de localisation. Elle représente la garantie d'une aide apportée par des professionnels dont les compétences sont vérifiées, validées et reconnues.

local level, and at the same time, to implement activities to help local personnel to develop these lacking competencies.

Perspectives

The success of the SOHP study⁹ confirms the importance given to the issues of professionalisation by those working in the humanitarian sector today. Ninety-five percent of the 566 conference participants believed that this work, which one of the experts described as “decisive and timely”, should be pursued in the future. Finally, the SOHP initiative demonstrated the need for a collective space for consultation and the sharing of initiatives, but especially for the coordination and piloting of these issues, namely in order to pursue the nineteen recommendations that were jointly produced. We hope that the heads of humanitarian organisations will take notice of these perceptions communicated by those who work alongside them.

From one end of the human chain that makes up humanitarian aid to the other, from the person who mobilises to provide aid to the person receiving it, the professionalisation of the humanitarian sector will be a strong contribution to the process of localisation. It represents the guarantee of aid provided by professionals whose competencies are verified, validated and recognised.

Translated from the French by Juliet Powys

— 9. Lors de la conférence de clôture, 100 % des participants ont indiqué que le travail SOHP est utile, et 77 % l'ont considéré très utile.

— 9. During the closing conference, 100% of participants indicated that the SOHP work was useful, and 77% considered it to be very useful.

Biographie | Biography



RORY DOWNHAM

Diplômé d'un master en Ingénierie de formation à l'Université d'Aston (Royaume-Uni), Rory Downham travaille dans le secteur de l'apprentissage depuis plus de 30 ans. Il est aujourd'hui directeur de l'ingénierie et de la qualité à Bioforce où, depuis plus de 20 ans, il développe et met en œuvre des solutions pour répondre aux besoins de renforcement de capacités dans le secteur humanitaire. Il est à l'origine de plusieurs initiatives clés du secteur comme HPass, Taking the Lead, le Training Providers Forum, et plus récemment a piloté l'étude SOHP (State of Humanitarian Professions).

Rory Downham holds a Master's in Training Engineering from Aston University (UK) and has been working in the apprenticeship sector for over thirty years. He is now director of learning and development at Bioforce where, for more than twenty years, he has been developing and implementing solutions to meet capacity building needs in the humanitarian sector. He has been at the origin of several key industry initiatives in the sector such as HPass, Taking the Lead, the Training Providers Forum, and most recently has led the State of Humanitarian Professions study.





TRIBUNE

TRIBUNE

L'humanitaire au risque de l'empêchement: quelles analyses pour quelles stratégies correctives ?

**Humanitarian work
is coming up against a barrier:
how can analysis help devise
corrective strategies?**

Pierre Micheletti • Président d'Action Contre la Faim



Les difficultés croissantes d'acceptation des organisations non gouvernementales (ONG) comme les accidents de sécurité trouvent aussi leur source dans la structuration même du système humanitaire international. Revenant sur l'architecture de ce dernier, l'auteur remet en cause les logiques de financement comme les contraintes liées aux lois antiterroristes. Il en appelle à une réforme du système de financement et annonce un nécessaire débat au sein des ONG françaises.

Security incidents and the growing difficulties that non-governmental organisations (NGOs) are facing to gain acceptance are problems that are both also rooted in the very structure of the international humanitarian system. The author reviews the system's architecture and challenges the current funding model and the pressures brought about by anti-terrorism legislation. He calls for a reform of the funding system and argues that a debate is needed within French NGOs.





PIERRE
MICHELETTI

Chaque année, un certain nombre d'accidents majeurs de sécurité mettent un brusque coup de projecteur sur l'acceptation globale des intervenants humanitaires par des acteurs locaux sur des terrains de conflits. La violence intentionnelle peut émaner de groupes parties prenantes de conflits armés, internationaux ou non. L'année 2020 a été particulièrement marquée par des atteintes graves infligées à des acteurs humanitaires¹.

Aucune des trois grandes familles d'opérateurs internationaux, dans la diversité de leurs mandats et cadres juridiques, n'échappe à de tels événements: agences spécialisées des Nations unies, Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, et ONG y sont exposés.

Le polymorphisme des acteurs peut être lui-même source de confusion et de violence. Les stratégies et les positionnements de l'un peuvent avoir, aux yeux des belligérants, des conséquences sur l'image et la perception de tous.

Une constellation humanitaire, de multiples logiques d'acteurs

Décrire et analyser, pour les distinguer, les différents types d'organisations est primordial pour éclaircir la notion d'« action humanitaire », souvent floue dans l'esprit du public « ici » comme « là-bas ».

Les ONG sont des organisations privées dont le statut relève du droit national des pays où elles ont leurs sièges. Elles ne sont pas créées par un gouvernement ni dans le cadre d'un accord entre plusieurs d'entre eux. Par leurs activités, les ONG peuvent jouer un rôle au niveau international, mais elles n'ont pas nécessairement de statut international *officiel* ni de mandats sur lesquels leur existence ou leurs activités sont fondées.

— 1. Voir notamment Philippe Ryfman, « Se donner les moyens de lutter contre l'impunité des agresseurs de travailleurs humanitaires », *Alternatives Humanitaires*, n° 15, novembre 2020, p. 144-151, <http://alternatives-humanitaires.org/fr/2020/11/26/se-donner-les-moyens-de-lutter-contre-limpunite-des-agresseurs-de-travailleurs-humanitaires> [NDLR].

Every year, a number of major security incidents shine a sharp spotlight on the general acceptance of humanitarian workers by local actors in conflict zones. Intentional violence may be perpetrated by international or local groups involved in armed conflict. This was particularly the case in 2020, with humanitarian workers falling victim to serious attacks.¹

None of the three major families of international organisations, with their diverse mandates and legal frameworks, were spared: specialised United Nations (UN) agencies, the International Red Cross and Red Crescent Movement, and NGOs were all affected.

The polymorphic nature of humanitarian actors may in itself be a source of confusion and violence. The strategies and positions taken by one actor may, from the perspective of the warring parties, have an impact on the image and perception of them all.

A humanitarian constellation with multiple stakeholder approaches

Describing and analysing – to differentiate – the various types of organisations is essential if we are to clearly explain the concept of “humanitarian work”, whose meaning is often vague in the minds of the general public both “here” and “over there”.

NGOs are private organisations governed by the national law of the countries where they are headquartered. They are not set up by a government or as part of an agreement between governments. Due to the nature of their work, NGOs may play a role at international level but do not necessarily have an official international status or mandate that underpins their existence of the work they do.

— 1. See in particular Philippe Ryfman, “Giving ourselves the means to fight against the impunity of attackers of humanitarian workers,” *Humanitarian Alternatives*, issue 15, November 2020, p.144-151, <http://alternatives-humanitaires.org/en/2020/11/26/giving-ourselves-the-means-to-fight-against-the-impunity-of-attackers-of-humanitarian-workers/> [Editor's note].

L'expression « organisation intergouvernementale » désigne un regroupement qui est constitué, sur la base d'un traité, par des gouvernements ayant des objectifs communs et qui dispose de ses propres organes pour remplir des fonctions spécifiques. Outre les règles définissant la structure de l'organisation, il existe des dispositions relatives aux buts de ce regroupement, ainsi qu'aux droits et aux devoirs de ses membres. Une organisation intergouvernementale peut avoir un champ d'action *universel* (comme les Nations unies) ou *régional* (l'Organisation des États américains, l'Union africaine par exemple). Contrairement aux ONG, les organisations intergouvernementales ont, par définition, un mandat des gouvernements qui précise leur raison d'être et leurs activités. En outre, elles jouissent de ce que l'on appelle dans le langage diplomatique des « privilèges et immunités ».

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) est de nature hybride. En tant qu'association privée, constituée au sens du Code civil suisse, son existence ne découle pas en soi d'un mandat conféré par des gouvernements. En revanche, ses fonctions et ses activités, dont le but est de fournir protection et assistance aux victimes de conflits armés, sont prescrites par la communauté internationale des États et fondées sur le droit international. En particulier sur les Conventions de Genève qui font partie des traités les plus ratifiés dans le monde. En conséquence, on reconnaît au CICR, comme à toute organisation intergouvernementale, une « personnalité juridique internationale » ou un statut à part. Il jouit de privilèges et d'immunités comparables à ceux dont bénéficient les Nations unies.

Sur les terrains de conflit évoluent ainsi trois types d'acteurs humanitaires, mus par une même volonté de prévenir les effets les plus dramatiques de la guerre, d'en réduire les dommages sur les populations civiles, d'accompagner la convalescence et la reconstruction qui succéderont aux blessures et aux destructions de toutes

The formula "intergovernmental organisation" (IGO) refers to an entity created by treaty involving two or more nations on issues of common interest. IGOs have their own bodies to fulfil specific functions. Apart from rules governing the organisation's structure, there are provisions covering the aims of the entity and member rights and obligations. An IGO may have a global (like the UN) or regional (e.g., the Organization of American States or the African Union) scope. Unlike NGOs, by definition IGOs have a government mandate stating their mission and work areas. Moreover, they enjoy what is referred to in diplomatic parlance as "privileges and immunities".

The International Committee of the Red Cross (ICRC) is hybrid in nature. As a private organisation, formed in accordance with the Swiss Civil Code, its existence does not stem from a mandate given by governments. On the other hand, the ICRC's functions and activities, the aim of which are to provide protection and assistance to victims of armed conflict, are determined by the international community of States, and founded on international law, more specifically the Geneva Conventions, which are some of the most widely ratified treaties worldwide. Consequently, the ICRC is acknowledged to have "international legal personality" or special status, just like any IGO. It benefits from privileges and immunity comparable to those of the UN.

Thus three types of humanitarian actors operate in conflict zones, motivated by the same desire to avert the most tragic effects of war, reduce the damage done to the civil population, and support the recovery and reconstruction that follow all sorts of destruction and injury caused by conflict. Three dynamic missions and three expectations converge: for the ICRC, to humanise war by establishing rules and limits governing the use of violence; for the UN, to safeguard peace and security by maintaining a capacity for countries to negotiate, and, in the case of NGOs, to enable citizens to play an active role in providing assistance.

natures. Trois dynamiques, trois espérances convergent: humaniser la guerre en établissant des règles et des limites dans l'usage de la violence pour le CICR; préserver la paix et la sécurité en maintenant une capacité à négocier entre les pays pour les Nations unies; permettre à des citoyens de s'impliquer concrètement pour porter secours dans le cas des organisations non gouvernementales.

Au-delà de leurs différences de statuts juridiques, de leurs mandats spécifiques, des types de compétences qu'elles mobilisent, des moyens financiers propres à chacune d'elles, ces trois familles n'en possèdent pas moins des liens étroits, rendus incontournables par de nécessaires coordinations opérationnelles, comme par la nécessité d'obtenir et de gérer, de façon concertée, les financements que suppose la réponse aux crises internationales. Les trois types d'intervenants se retrouvent également sur un socle de principes fondamentaux qu'ils revendiquent d'avoir en partage et de respecter: ce sont les principes d'humanité, de neutralité, d'indépendance et d'impartialité que la logique politique peut venir malmener.

Des ONG humanitaires en situation de faiblesse

Malgré la grande diversité qui règne entre elles, les ONG internationales apparaissent aujourd'hui conjointement confrontées à un risque majeur de paralysie dans leur volonté de porter secours sur les zones de guerre. Cet « empêchement » potentiel ou avéré à agir résulte de mécanismes variés et intriqués qui traduisent une évolution du « regard de l'Autre » sur ce que sont et font les ONG internationales. Les humanitaires font désormais face à des réalités différentes de celles des moments fondateurs du mouvement des « sans-frontières » né dans le sillage de la décolonisation. La puissance symbolique et l'immunité tacite dont ils bénéficiaient ont vécu. Il existe en particulier dans le mouvement humanitaire contemporain issu des « sociétés civiles » quatre mécanismes, quatre dynamiques, pour ne pas dire

Above and beyond their different legal statuses and specific mandates, the skillsets that they harness, and their individual financial resources, all three families nevertheless have inescapably close ties due to the need for operational coordination, as well as the need to secure and manage, in a concerted fashion, the funding required for responses to international crises. The three types of actor also identify with a set of fundamental principles that they claim to share and respect, namely the principles of humanity, neutrality, independence, and impartiality, the very principles that can be undermined by political reason.

Humanitarian NGOs in a position of weakness

Despite the huge diversity of international NGOs, today they all seem jointly exposed to the same risk of paralysis in their delivery of assistance in war zones. This potential or proven "barrier" to taking action stems from a variety of overlapping mechanisms; they reflect a change in how "others view" what international NGOs are and what they do. Humanitarian workers now face a different reality to that of the founding moments of the "without borders" movement that emerged in the wake of decolonisation. The symbolic power and tacit immunity that they enjoyed in the past have become significantly weakened. In the contemporary humanitarian movement born of "civil society", there are four mechanisms, four dynamic mission, if not four "temptations". The first two are firmly rooted in the past.

The "neoliberal temptation" has been present since the advent in 1945 of the very concept of the NGO, which already covered entities that differed greatly from the single French concept of *associations*, as theorised by Alexis de Tocqueville in the 19th century. This neoliberal approach can be seen today in the international humanitarian aid global financial model. The model relies on the random generosity of private donors for 25% of its funding, and optional contributions from a small number of States

quatre « tentations », dont il apparaît qu'elles ont, pour les deux premières, des origines anciennes.

La « tentation néolibérale » est présente dès l'apparition en 1945 du concept d'ONG, lequel mêlait déjà sous cette appellation des entités très éloignées du seul concept français d'associations, tel qu'il avait été théorisé par Alexis de Tocqueville au XIX^e siècle. Cette dynamique néolibérale est perceptible aujourd'hui dans le modèle financier global de l'aide humanitaire internationale qui repose, pour un quart, sur la générosité aléatoire de donateurs privés et, pour trois quarts, sur la contribution optionnelle d'un nombre restreint d'États. La défaillance des financements publics expose les humanitaires à devoir s'engager sur les sentiers hasardeux – et parfois éthiquement discutables – du marketing émotionnel. On retrouve dans la pratique de certaines ONG internationales les ingrédients d'un libéralisme souvent nié, parfois revendiqué, régulièrement sources de conflits entre les différentes organisations: culte de la performance managériale, apologie de l'argent privé comme gage de la « liberté d'entreprendre », défiance à l'égard du pouvoir des États, revendications de vouloir s'affranchir de toutes formes de régulation/coordination, propos parfois hostiles entre ONG à l'égard de la « concurrence ».

La deuxième tentation, celle de l'« occidentalisme » est patente, comme en témoignent les sources de financement et le quasi-monopole des ONG issues des pays ouest-européens et nord-américains dans l'aide internationale. Certes, de plus en plus d'ONG du Sud sont financièrement et techniquement indépendantes. Nous ne pouvons que nous en réjouir, mais cela n'impacte pas encore suffisamment le quasi-monopole évoqué. Si, dans les ONG occidentales, les cadres de terrain se métissent, ce n'est toujours pas le cas de leurs dirigeants comme de leurs sièges « en capitale ». Presque cinq ans après sa tenue, le Sommet humanitaire

for the remaining 75%. Public funding failings force humanitarian organisations into the perilous – and sometimes ethically questionable – position of using emotional marketing. The practices of some international NGOs display signs of an often refuted and at times asserted liberalism, which is a regular source of conflict between the different organisations: the cult of performance management, justification of private funding as a mark of “freedom to chart their own course”, defiance over the power of States, a desire to free themselves from any form of regulation/coordination, and sometimes hostile statements about the “competition” made by one NGO about others.

The second temptation of “Western-centrism” is evident, borne out by the sources of funding and the near-monopoly of NGOs from Western Europe and North America in international aid. Admittedly, an increasing number of NGOs from the Global South are financially and technically independent. This can only be a good thing, but the phenomenon is yet to have enough of an impact on the aforementioned near-monopoly. There is now more diversity among field managers in Western NGOs, but this is still not the case for their line managers and their headquarters “in capital cities”. Almost five years after the World Humanitarian Summit in Istanbul, there has been a failure to implement one of its recommendations, the call for humanitarian action to be “as local as possible”, aiming to increase resources for local actors so that they are able to provide assistance. The most recent available figures show that local actors in crisis countries benefit in only a small way from the annual global budget of almost 29 billion dollars, barely receiving 2.5% of the fund, despite the 2016 Istanbul Summit recommending that this figure gradually rise to 20% by 2020. On the contrary, 2020 saw a further drop in the funds managed by local actors.

mondial d'Istanbul a échoué à mettre en œuvre l'une de ses recommandations – la « localisation » – visant à donner plus de moyens aux acteurs locaux pour délivrer des secours. Les derniers chiffres disponibles montrent que l'enveloppe financière annuelle globale de près de 29 milliards de dollars ne profite que très faiblement aux intervenants issus des pays en crise. Ceux-ci peinent à percevoir 2,5 % de ce budget, là où le Sommet d'Istanbul de 2016 préconisait d'atteindre progressivement, à l'horizon 2020, la proportion de 20 %. Au contraire, l'année 2020 a donné lieu à un nouveau recul des fonds gérés par les acteurs locaux.

Deux autres phénomènes prennent désormais une place primordiale. Cumulés avec les deux premières dynamiques, ils structurent des obstacles qui *in fine* renforcent la perspective, voire le panorama d'un empêchement à agir.

C'est ainsi la pandémie de Covid-19 qui est venue rajouter un danger supplémentaire: la « tentation de la rétraction ». L'épidémie virale, qui a commencé de se propager début 2020, a entraîné l'intervention massive de l'État, même dans les pays champions d'un capitalisme débridé, pour éviter la casse économique et sociale. On peut voir dans ces interventions le retour de l'État-providence. Chemin faisant, au-delà des réactions et plans de sauvetage de chaque pays, c'est par inférence la place des gouvernements pour financer l'aide humanitaire internationale qui est à nouveau questionnée. Ces dix dernières années, de façon stable, les appels coordonnés des Nations unies ont fait apparaître un déficit de financements gouvernementaux de l'ordre de 40 % des sommes espérées par l'ONU. Ceci représentait, pour l'année 2018, un manque d'environ 10 milliards de dollars. Ce montant apparaît brusquement dérisoire face aux moyens déployés par les pays développés pour préserver leurs économies. Il émerge une forte inquiétude: dans une situation économique mondiale très dégradée se profile le spectre d'une

Two other phenomena are now leading the way. Combined with the first two dynamics, they constitute obstacles which, in short, reinforce the prospect and even the reality of being a barrier to action.

The Covid-19 pandemic has brought with it an additional danger – the “temptation to withdraw”. The epidemic, which began spreading in early 2020, has led to massive State intervention to prevent social and economic collapse, even in countries where unbridled capitalism is championed. The return of the welfare state can be seen in these interventions. As a knock-on effect, beyond each country's own response and rescue package, by inference the role of governments in funding international humanitarian aid is once again being questioned. The coordinated appeals made by the UN over the past decade have consistently revealed a shortfall in government funding of around 40% compared with the organisation's expectations. For 2018, this represented a shortfall of roughly 10 billion dollars. A seemingly trifling amount suddenly when we see the funds deployed by developed countries to protect their economies. A real concern is emerging: the spectre of a reduction in public funding for international humanitarian aid is looming with the major global economic downturn. In a pessimistic, but not unrealistic, scenario, the entire global financial structure of worldwide humanitarian aid would be dramatically affected by a simultaneous drop in public funding from Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD) countries – turning their attention to bolstering their own economies – and a “disengagement” from private funding raised by NGOs.

The “security temptation” is the most long-standing, as it first appeared in the aftermath of the 9/11 attacks on American soil. At the instigation of the then Secretary of State, Colin Powell, who stated that American NGOs were “force multipliers” and “part of the combat team”, the US engaged in the “war

réduction des fonds publics destinés à l'aide humanitaire internationale. Dans un scénario pessimiste, mais pas irréaliste, de baisse concomitante des fonds publics provenant des pays de l'OCDE – centrés sur le renforcement de leurs économies – et d'un « décrochage » des fonds privés réunis par les ONG, c'est toute la structure financière globale de l'aide humanitaire mondiale qui se trouverait alors dramatiquement affectée.

La « tentation sécuritaire » est plus ancienne puisque ses prémices se font sentir au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 sur le sol américain. Sous l'impulsion du secrétaire d'État Colin Powell, qui affirme que les ONG américaines sont des « multiplicateurs de forces » et des « instruments du combat », les États-Unis s'engagent dans « la guerre contre le terrorisme ». Cette doxa s'impose aux principaux gouvernements financeurs de l'aide. Vingt ans plus tard, elle n'en finit pas de structurer la politique mondiale et de dérouler ses impacts sur l'aide humanitaire.

La posture des financeurs est ambiguë. Ils orientent majoritairement leurs dons vers des pays en guerre, souvent confrontés à la question du radicalisme religieux comme cofacteur de la violence. Ils mandatent les ONGI pour mettre en œuvre des actions, mais sont réticents à de nécessaires négociations, par les humanitaires, avec tous les acteurs d'un conflit. Nous assistons ainsi à un évident transfert de risques de la part des pays donateurs vers les ONG. À ces dernières la mise en œuvre des gestes de secours, la contribution aux financements, la pacification, le décompte des personnes blessées, kidnappées et tuées dans l'exercice de leurs missions. Aux gouvernements donateurs le bénéfice politique et stratégique, sur l'échiquier international, de l'aide fournie.

Perdure néanmoins une méfiance selon laquelle les programmes humanitaires pourraient « nourrir » le terrorisme, alors même que la preuve n'a jamais été documentée et encore moins partagée

on terror". This doxa became prevalent among the leading donor governments to humanitarian aid. And two decades later, it continues to inform global policy and affect humanitarian aid.

Donors have an ambiguous stance on this issue. They channel most of their donations to war-torn countries, countries where religious radicalism is often a cofactor of violence. They task international NGOs with implementing initiatives but are averse to humanitarian workers negotiating, as is necessary, with all the actors in a conflict. As a result, we are witnessing a clear transfer of risk from the donor countries to the NGOs. The NGOs have to contend with rolling out emergency assistance, contributing to funding, peace-making, and their staff being wounded, kidnapped and killed when doing their jobs. Meanwhile, donor governments reap the political and strategic benefits of the aid provided on the international stage.

« Dans une situation économique mondiale très dégradée se profile le spectre d'une réduction des fonds publics destinés à l'aide humanitaire internationale. »

"The spectre of a reduction in public funding for international humanitarian aid is looming with the major global economic downturn."

However, there is a lingering suspicion that humanitarian programmes may "fuel" terrorism, even though there is no documented evidence, let alone proof shared with the NGOs. Nevertheless, this theory underpins the cumbersome system of oversight (of project service providers, partners and staff) which drips down to procedures, to the point of saturation, and means that NGOs are faced with Kafkaesque dilemmas when transferring funds on the ground and paying expenses, such as team salaries.

avec les ONG. C'est pourtant cette hypothèse qui fonde la lourde mécanique de contrôle (des salariés, partenaires et prestataires de nos projets) qui percole jusqu'à la saturation les procédures, et font que les ONG sont confrontées à des dilemmes kafkaïens pour transférer des fonds sur le terrain et payer les dépenses comme les salaires des équipes.

Cette fonction de participation à la lutte contre le terrorisme n'est pas dans le mandat des humanitaires. À Solférino en 1859, Henry Dunant, le père du DIH, n'a pas choisi entre les Autrichiens et les Français: il a pris le parti des soldats blessés qui représentaient alors 90 % des victimes de la guerre. Aujourd'hui, 90 % des victimes de la violence sont des civils que les évolutions de la lutte contre le terrorisme viennent encore pénaliser.

Notre mandat est centré sur la possibilité de secourir les rescapés, les déplacés et les réfugiés de tous les combats. Ce mandat est indissociable des principes cardinaux dont Dunant a été l'instigateur et qui sont validés par l'Organisation des Nations unies. Ces principes sont notre paratonnerre. Le principe de neutralité d'abord, qui ne nous situe du côté d'aucune des parties aux conflits. Ces derniers ne voient d'ailleurs plus que rarement s'affronter les armées conventionnelles d'États rivaux. Ce sont souvent des groupes rebelles qui se heurtent à l'armée régulière au service de ceux qui gouvernent leurs pays et dont ils remettent en cause la légitimité ou les conditions d'exercice du pouvoir. Le second principe qui guide les humanitaires est celui de l'impartialité: nous ne choisissons pas entre les bons et les mauvais malades, entre les bons ou les mauvais blessés. Le principe d'indépendance enfin nous met en situation de n'être sous l'influence d'aucun donneur d'ordre politique ou financier.

Participating in the war on terror is not listed in the humanitarian worker's job description. Henry Dunant, the father of international humanitarian law, did not choose between the Austrians and the French at the Battle of Solferino in 1859. Instead, he sided with the injured soldiers who accounted for 90% of the victims of the war. Nowadays, civilians account for 90% of the victims of violence, and they are further penalised changes happening in the war on terror.

Our mandate is centred on helping survivors, displaced people and refugees from all conflicts. This mandate is inextricably linked to the cardinal principles established by Dunant and endorsed by the UN. These principles are our lightning conductor. First, the principle of neutrality, meaning that we do not side with any of the parties in a conflict. Furthermore, modern-day conflicts rarely pit the conventional armed forces of rival States against each other. Instead, rebel groups often clash with the armed forces serving those who govern their country and challenge the legitimacy and the conditions of exercising power. Impartiality is the second guiding principle for humanitarian workers. We do not choose between good and bad sick people, good and bad casualties. Finally, the principle of independence means that we are not influenced by any donors or political authorities.

A disappointing National Humanitarian Conference

As regards the security issue, French humanitarian NGOs had high expectations of the National Humanitarian Conference (*Conférence nationale humanitaire* in French) held in Paris on 17 December 2020. The fifth edition of this meeting, which was launched in 2012 to bring together civil society stakeholders and the State, was unable to make any crucial political decisions that would guarantee protection for humanitarian organisations and their ability to act.

Une Conférence nationale humanitaire décevante

Sur cette tendance sécuritaire, les ONG humanitaires françaises attendaient beaucoup de la Conférence nationale humanitaire (CNH) qui s'est tenue à Paris le 17 décembre 2020. Cinquième édition d'un moment de rencontre lancé en 2012 pour réunir acteurs de la société civile et l'État, elle n'a pas permis de déboucher clairement sur des décisions politiques pourtant cruciales afin de garantir la capacité à agir comme la protection des organisations humanitaires.

Le député, modérateur de la table ronde consacrée au terrorisme, a ainsi posé comme postulat de départ que l'action humanitaire, tous les acteurs confondus, avait parmi ses préoccupations majeures de ne pas être un instrument qui puisse financer le terrorisme international. Les débats juridico-administratifs aussitôt induits entre les participants traduisaient au fond la dérive technocratique dans laquelle s'embourbe le mouvement humanitaire depuis quelques années.

Les principes sont dès lors mis à terre par le rôle que les financeurs gouvernementaux, presque tous issus d'Europe de l'Ouest ou d'Amérique du Nord, entendent nous voir endosser sur les terrains de conflit. Vouloir nous impliquer dans la lutte antiterroriste, c'est symboliquement nous positionner contre les terroristes. C'est nous installer dans une polarisation politique potentiellement fatale. C'est le degré zéro du principe de précaution pour la sécurité de nos équipes sur le terrain.

Nous n'avons pas été entendus sur notre demande d'exemption globale des humanitaires vis-à-vis de l'application des lois antiterroristes. Nos propositions concrètes pour faire évoluer le Code pénal français n'ont pas été mises à l'agenda politique dans le discours du président Macron.

Une mesure additionnelle, visant à nous imposer un « criblage » des personnes incluses dans nos programmes, reste

The MP who moderated the terrorism round table started with the premise that not being a funding instrument for international terrorism was one of the humanitarian community's major concerns. Consequently, the participants immediately launched into a legal-administrative debate reflecting the technocratic drift in which the humanitarian movement has been caught in for several years.

The principles are therefore blown out of the water by the role that government funders, almost all from Western Europe and North America, want us to assume in conflict zones. We are symbolically being positioned against the terrorists, because governments want to involve us in the war on terror. This means that the humanitarian community is being placed in a potentially fatal polarised position. The precautionary principle of security for our field teams has been completely abandoned.

Our request that humanitarian workers should be globally exempt from anti-terror legislation fell on deaf ears. Our practical proposals to update the French Penal Code did not make it onto the political agenda in President Macron's speech.

It is still unclear how an additional measure, seeking to force us to "screen" people on our programmes, will be applied in practice by funders such as the *Agence française de développement*. This comes despite the fact that the president of the ICRC and the representative of the European Union, who were invited to express their views, unequivocally stated that this initiative should be scrapped. The stated intention is to check that aid beneficiaries do not appear in lists of people identified as belonging to terrorist groups. This measure exposes humanitarian workers in sometimes ultra-violent situations to appear as "grasses" and informers in the eyes of the rebel groups. This is a very serious and particularly worrying measure, and therefore constitutes a red line that international solidarity organisations must

floue quant à son application effective par des financeurs tels que l'Agence française de développement. Et ce malgré les prises de position pour la suppression de ce projet, exprimées sans équivoque par le président du CICR et la représentante de l'Union européenne, invités à s'exprimer. L'intention avouée vise à vérifier que les bénéficiaires de notre aide ne figurent pas sur des listes de personnes identifiées comme ayant appartenu à des groupes terroristes. Cette mesure expose les humanitaires, dans des environnements parfois ultra-violents, à passer pour des « mouchards » et des indicateurs aux yeux des groupes rebelles. C'est une mesure très grave, particulièrement inquiétante et en cela elle constitue une ligne rouge à ne pas franchir pour les organisations de solidarité internationale. Et la formulation sibylline utilisée par le président – « Nous appliquerons totalement le principe de non-discrimination dans l'attribution de l'aide » – représentera la base sur laquelle nous appuierons toute notre vigilance...

Un modèle de financement obsolète

Mise en danger des équipes sommées de jouer un rôle dans la lutte antiterroriste, risque d'empêchement à agir lié à la violence délibérée de certains groupes armés, menace de criminalisation de l'aide qui n'a pas totalement été écartée. Ce sont là autant d'obstacles qui persistent en partie et se cumulent avec les doutes, sur fond de pandémie persistante, à pouvoir recueillir les financements nécessaires pour les 235 millions de personnes qui auront besoin d'aide en 2021.

Tous ces éléments convergent vers une exigence: il faut changer de modèle de financement, car la concentration du pouvoir financier au sein d'un club restreint d'une vingtaine de pays donateurs touche désormais ses limites, entretenant le doute vis-à-vis d'une aide humanitaire vécue, de façon désormais décomplexée, comme un outil de *soft power* des pays contributeurs. Plus concrètement, il est nécessaire de faire

not cross. The enigmatic wording used by the president, "we will fully apply the principle of non-discrimination when allocating aid", will be the basis for our vigilance in this matter.

An obsolete funding model

Staff compelled to play a role in the war on terror and consequently endangered, the risk of barriers to carrying out our work due to violence perpetrated by armed groups, and the risk of aid being criminalised, which has not been fully ruled out, are all obstacles that persist to some extent and, against the backdrop of an interminable pandemic, are compounded by concerns about whether it will be possible to raise the funding required to provide aid to the 235 million people in need in 2021.

All of these factors converge into a single imperative: the need to change the funding model, because financial power concentrated in the hands of a small club of twenty or so donor countries is now reaching its limits, challenging the future of humanitarian aid, which is now blatantly regarded as a soft power tool for donor countries. In more practical terms, the UN General Assembly needs to vote on the principle of a financial contribution made by all high-income countries to fund the annual financial reserve for international humanitarian aid. If the UN were to ratify the abolition of the system based solely on voluntary contributions, and instead opt for a compulsory contribution of 0.03% of gross national income paid by the hundred or so high-income countries, all the funding needed to cope with international humanitarian crises would be raised.²

Create the conditions for shared evaluation in the interests of corrective strategies

The above developments are the starting point for an evaluation of the risk of humanitarian work being brought to a

— 2. See the author's latest book: *0,03%, pour une transformation du système humanitaire international*, Éditions Parole, 2020 [Editor's note].

voter par l'Assemblée générale des Nations unies le principe d'une contribution financière de l'ensemble des pays à revenus élevés pour alimenter la réserve financière annuelle, destinée à l'aide humanitaire internationale. En faisant entériner par les Nations unies l'abolition du système reposant sur les seules *contributions volontaires*, et en optant pour une *contribution obligatoire* de 0,03 % du RNB payée par la centaine de pays à revenus élevés, alors serait obtenue l'intégralité des sommes nécessaires pour faire face aux crises humanitaires internationales².

Créer les conditions d'un diagnostic partagé au service de stratégies correctives

Les développements qui précèdent constituent l'amorce d'éléments de diagnostic relatif au risque de paralysie de l'action humanitaire. Ils sont une contribution au débat qui doit s'ouvrir. Ils structurent les prémices d'un travail collectif dont la première étape sera un séminaire qui se tiendra en France, le 1^{er} avril 2021³.

La rencontre, en distanciel, a pour ambition de réunir les représentants de différents types d'organisations humanitaires, ainsi que des universitaires afin de dégager, par le croisement des regards et le débat, des éléments de réponse aux deux grandes questions suivantes : y a-t-il consensus au sein des différentes organisations quant à la réalité même de la dégradation sécuritaire sur les terrains d'intervention ? Quels sont les principaux mobiles et mécanismes qui apparaissent comme des cofacteurs récurrents conduisant à la violence dont les humanitaires sont les cibles ?

L'explicitation d'un diagnostic partagé – qu'il soit documenté et/ou ressenti – d'un symptôme aux origines multiples,

« La concentration du pouvoir financier au sein d'un club restreint d'une vingtaine de pays donateurs touche désormais ses limites. »

"Financial power concentrated in the hands of a small club of twenty or so donor countries is now reaching its limits."

standstill. They constitute a contribution to the debate that needs to begin. They form the basis for collective work on the issue. The first phase will be a seminar to be held in France on 1 April 2021³.

The aim of this remote meeting is to bring together the representatives of different types of humanitarian organisation and academics. The participants will exchange views and debate the issues in order to find answers to the following two major questions: is there a consensus among the various organisations about the deteriorating security situation in the field? What are the main motives and mechanisms which seem to be recurring cofactors and lead to violence against humanitarian workers?

A crucial first step is to have a shared evaluation, whether evidenced and/or perceived, of violence, a symptom with multiple root causes, and an analysis of the main causes of this violence. This step will help foster the conditions and agreement needed for further discussion sessions. We want other meetings to follow on from this "inaugural session" to prompt strategies and initiatives to counter this security issue, based on a shared foundation of agreed etiological hypotheses. The humanitarian system risks grinding to a halt, with all the inevitable repercussions on vulnerable populations, if we fail to address this issue now.

Translated from the French by Gillian Eaton

— 2. Voir le dernier ouvrage de l'auteur : 0,03 % ! Pour une transformation du système humanitaire international, Éditions Parole, 2020 [NDLR].

— 3. La revue *Alternatives Humanitaires* sera partenaire de l'événement [NDLR].

— 3. *Humanitarian Alternatives* will be an event partner [Editor's note].

à savoir la violence, et l'analyse des principaux ressorts de cette dernière, constituent une étape initiale incontournable. Elle contribuera à créer les conditions et les convergences nécessaires à d'autres séquences de réflexion. Notre souhait est en effet que d'autres rendez-vous suivent cette « séance inaugurale » en permettant, sur la base d'un socle d'hypothèses étiologiques convergentes, d'explicitier des stratégies et des actions pour contrer cette dynamique sécuritaire. Si nous ne nous y attelons pas maintenant, elle peut conduire à la paralysie du système humanitaire avec toutes les conséquences qui s'ensuivraient pour les populations vulnérables.

Biographie | Biography



PIERRE MICHELETTI

Médecin, diplômé de l'École des hautes études en santé publique, il entreprend ses premières expériences à l'étranger en 1985. En 1987, il rejoint Médecins du Monde en tant que chef de mission au Guatemala. Il en devient le directeur des programmes en 1996, puis sera élu à la présidence en 2006 jusqu'en 2009. De 2008 à 2020, il enseigne à l'Institut d'Études politiques de Grenoble où il codirige le master Politiques et pratiques des Organisations internationales. Il est responsable pédagogique du Diplôme d'Université « Santé-solidarité-précarité », dont il a été l'initiateur, à la faculté de médecine de Grenoble (UGA). En 2014, il rejoint le conseil d'administration d'Action Contre la Faim, dont il devient président en 2019. Il est l'auteur de nombreux articles dans la presse écrite nationale, en particulier comme collaborateur du *Monde diplomatique*. Il est également auteur, coauteur ou directeur de nombreux ouvrages. Son dernier livre, *0,03 % ! Pour une transformation du système humanitaire international*, est paru aux Éditions Parole en 2020.

A doctor and graduate of the École des Hautes Études en Santé Publique, Pierre Micheletti first worked abroad in 1985. He joined *Médecins du Monde* as a head of mission in Guatemala in 1987. He became the programme director in 1996, and was then elected as president, holding the post from 2006 to 2009. From 2008 to 2020, he has taught at Grenoble's Institut d'Études politiques where he was co-course director for the master's degree in Politiques et pratiques des Organisations internationales. He is the educational manager of the University Diploma « Santé-solidarité-précarité » of which he was the initiator at Grenoble Medical School. In 2014, he joined the board of *Action Contre la Faim*, becoming president in 2019. He is the author of numerous articles published in the French national press, particularly as a contributor to *Le Monde Diplomatique*. Pierre Micheletti is also the author, co-author and director of a large number of publications. His latest book, *0,03%, pour une transformation du système humanitaire international*, was published by Éditions Parole in 2020.

REPORTAGE

Bye bye, Moria ?



|↓|

À l'aube du 9 septembre 2020, plusieurs départs de feu sont observés en périphérie du centre d'accueil et d'identification de Moria, sur l'île de Lesbos, en Grèce.

En quelques heures, l'incendie se propage et détruit le cœur du camp.

In the early hours of 9 September 2020, several fires start on the outskirts of Moria Reception and Identification Centre, on the island of Lesbos, Greece. Within a few hours, the fires spread and destroy the heart of the camp.





© Douglas E. Herman, ReFOCUS Media Labs



REFOCUS
MEDIA LABS

En septembre 2020, le camp de réfugiés de Moria, situé sur l'île de Lesbos, en Grèce, opérait un bref retour sur le devant de la scène internationale du fait de sa destruction quasi totale dans une série d'incendies. Si l'événement mit en lumière la situation désespérée dans laquelle plus de cinq ans de politique d'en-campement avaient plongé les habitants du camp, il avait également éveillé espoirs et attentes parmi les populations migrantes et une partie de la société civile. Le slogan « bye bye, Moria », qui naquit alors, en témoignait.

Pour retracer les mois qui ont précédé et suivi l'incendie, *Alternatives Humanitaires* s'est associé aux photographes et journalistes citoyens de ReFOCUS Media Labs, une initiative créée par des activistes engagés auprès des demandeurs d'asile. Depuis 2017, la formation qu'ils dispensent a permis de certifier des centaines de demandeurs d'asile à Lesbos qui ont ainsi pu acquérir des compétences professionnelles en photographie, en production audio et vidéo et en journalisme, et développer leur portfolio ainsi que la confiance nécessaire à l'obtention d'un emploi. Le collectif s'attache à rendre compte de la violence structurelle à laquelle sont confrontés les demandeurs d'asile en Europe et son travail a été mis en valeur dans des médias internationaux dont *Al Jazeera* ou *BBC News* ou récemment lors du Festival du film des droits de l'Homme de Berlin, où il a présenté son premier long métrage documentaire *Even After Death*. Dans le présent reportage, des membres du collectif reviennent sur une année 2020 éprouvante pour l'immense communauté de réfugiés de cette île aux portes de l'Europe, comme pour la majorité de ses résidents grecs. En images et en texte, ils retracent les circonstances d'un incendie aux origines troubles et ses conséquences dramatiques pour des milliers de personnes réinstallées dans un camp « Moria 2 » qui ne dit pas son nom.



|◀|

Après une première nuit d'incendies, les habitants du camp reviennent pour évaluer les dégâts et tenter d'accéder aux installations d'eau et d'hygiène. Beaucoup s'installent dans les quelques zones préservées des flammes.

After a first night of fires, the camp's residents return to assess the damage and try to access water and hygiene facilities. Many settle in the few areas that have been saved from the flames.

Texte/text • *Douglas F. Herman*,
Cofondateur/co-founder, ReFOCUS Media Labs
Photographies/photographs • *Yaser Akbari*,
Milad Ebrahimi, *Mustafa Nadri*, *Douglas F. Herman*

www.refocusmedialabs.org

Sur les réseaux sociaux/On social media:
[@refocusmedialabs](https://twitter.com/refocusmedialabs)

In September 2020, Moria refugee camp on the island of Lesbos, Greece, made a brief return to the forefront of the international stage when it was almost completely destroyed in a series of fires. While the event highlighted the desperate situation in which more than five years of encampment policies had left the camp's inhabitants, it also raised hopes and expectations among migrant populations and part of civil society, as expressed by the slogan "bye bye, Moria" that emerged from the flames.

To retrace the months before and after the fire, *Humanitarian Alternatives* partnered up with the photographers and citizen journalists of ReFOCUS Media Labs, an initiative launched by activists working with asylum seekers. Since 2017, the training they provide has certified hundreds of asylum seekers in Lesbos who have been able to acquire professional skills in photography, audio and video production and journalism, and to develop their portfolios as well as the confidence needed to secure employment. The collective is dedicated to reporting on the structural violence faced by asylum seekers in Europe and its work has been highlighted in international media including *Al Jazeera* and *BBC News*, and recently at the Human Rights Film Festival Berlin where it presented its first feature-length documentary film *Even After Death*. In this article, members of the collective look back on a challenging year 2020 for the large refugee community of this island at the gates of Europe and for the majority of its Greek residents. In words and pictures, they retrace the circumstances of a fire with unclear origins and its dramatic consequences for thousands of people resettled in a "Moria 2" camp which does not say its name.



|↑|

Alors qu'une deuxième série d'incendies éclate en début de soirée, des demandeurs d'asile empaquettent à la hâte les quelques affaires qu'il leur reste et quittent définitivement Moria.

As a second series of fires breaks out in the early evening, asylum seekers hurriedly pack up the few things they have left and leave Moria for good.



|←|

Des habitants de Moria, incendié pour la deuxième nuit consécutive, sont contraints de passer la nuit sur la route reliant le camp à la ville de Mytilène, cernés par une série de barrages policiers.

Residents of Moria, which is burning for the second night in a row, are forced to spend the night on the road linking the camp to the town of Mytilene, surrounded by a series of police roadblocks.



© Douglas F. Herman, ReFOCUS Media Labs

|↑|

Pendant près de deux semaines, les demandeurs d'asile vivent sur la route entre Moria et la ville de Mytilène sans accès à l'eau, à la nourriture ou aux services.

For almost two weeks, asylum seekers live on the road between Moria and the town of Mytilene without access to water, food or services.

Au bord du gouffre

Plus de 25 000 demandeurs d'asile bloqués sur une île. Des gaz lacrymogènes tirés contre des manifestants pacifiques dénonçant les conditions inhumaines à l'intérieur d'un camp de réfugiés. Des grèves générales menées par les insulaires contre le projet de leur nouveau gouvernement visant à construire des centres d'accueil fermés. Des groupes d'habitants s'opposant physiquement à leur propre police anti-émeute. Un discours national présentant toutes les organisations non gouvernementales (ONG) comme des « parasites » corrompus et les demandeurs d'asile comme des migrants illégaux. Un rival historique qui menace « d'ouvrir les

Well beyond the brink

Over 25,000 asylum seekers stranded on an island. Tear-gassing of peaceful protestors decrying inhumane conditions inside a refugee camp. General strikes led by islanders in resistance to their new government's plan to build closed reception centres. Groups of locals physically fighting their own riot police. National rhetoric painting all non-governmental organisations (NGOs) as corrupt "blood-suckers" and asylum seekers as illegal migrants. A historic rival threatening to "open the gates" and flood the continent with refugees. Unilateral suspension of international rights to asylum in defence of the nation. Neo-Nazi and far-right groups flocking in to "defend their brothers."

vannes » et d'inonder le continent de réfugiés. Le droit d'asile suspendu unilatéralement au nom de la défense de la nation. Des groupes néonazis et d'extrême droite qui affluent pour « défendre leurs frères ». Des refoulements illégaux aux frontières maritimes et terrestres. Des attaques fascistes contre les journalistes et les nouveaux arrivants par la mer. Des incendies criminels visant à détruire des centres d'assistance humanitaire. Un harcèlement policier, une indifférence croissante face à la violence collective, et des atteintes à la liberté de la presse. Bienvenue à Lesbos, en Grèce, dans les semaines qui ont précédé le début de la pandémie de Covid-19 en Europe.

Illegal push-backs at sea and land borders. Fascists attacks on journalists and new sea arrivals. Multiple acts of arson aiming to destroy humanitarian support centres. Police harassment, growing indifference to mob violence and strangulation of the free press. Welcome to Lesbos, Greece, in the weeks just before the Covid-19 pandemic hit Europe.

To understand the volatile, complex and toxic climate on Lesbos in early 2020, it is important to untangle three major threads of conflict. The first sets part of the local Greek population against refugees and NGOs; the second, islanders against the central Greek government; the third, asylum seekers against European and Greek



Pour comprendre le climat volatil, complexe et toxique qui prévalait à Lesbos au début de l'année 2020, il est important de démêler trois principaux sujets de conflit. Le premier oppose une partie de la population grecque locale aux réfugiés et aux ONG ; le deuxième, les insulaires au gouvernement central grec ; le troisième, les demandeurs d'asile aux politiques de rétention grecques et européennes. À cela s'ajoutent les confinements liés à la pandémie, des politiques ségrégatives restreignant la liberté de circulation, des violations des droits humains, et l'on obtient une poudrière prête à exploser sous l'effet de tensions bien avant que le camp de Moria, à quelques centaines de mètres

containment policies. Add pandemic lockdowns, segregated restrictions on freedom of movement, human rights violations, and you have got a powder keg of tension that was ready to blow well before Moria camp, a few hundred metres away from the village it was named after, burnt down. 2020 was a horrific year on Lesbos. Long gone are the days of international respect for solidarity in the face of "the largest movement of refugees since World War II". Five years of mismanagement of asylum procedures, polarising politics and inaction by central European bodies left five small Greek islands bordering Turkey shouldering the crisis alone.

And then, Covid-19 spread like wildfire across Europe.



|<|

Six mois de confinement ayant exacerbé les tensions persistantes entre les communautés de réfugiés, les demandeurs d'asile africains, largement minoritaires, se sont installés au plus près de la police dans l'espoir d'une sécurité accrue. Très éloignés des lieux où la distribution d'aide humanitaire est autorisée, ils souffrent particulièrement du manque de nourriture et d'eau.

Six months of lockdown having exacerbated standing tensions between refugee communities, African asylum seekers, in a severe minority, have set up camp closest to the police in the hope of extra protection. Far from the location where humanitarian aid distributions are permitted, they suffer acutely from the lack of food and water.



|↑|

La crainte d'être emprisonnés dans un centre fermé pousse des femmes et des enfants à manifester pacifiquement dans la rue. Bien que le manque de nourriture et d'eau soit une préoccupation immédiate, la plupart des pancartes appellent à la liberté de circulation et à la solidarité internationale.

The fear of being imprisoned in a closed centre leads women and children to fill the streets in protest. Although the lack of food and water is an immediate concern, most signs display calls for freedom of movement and international solidarity.

du village d'où il tire son nom, ne brûle. L'année 2020 a été éprouvante pour Lesbos. L'ère de la solidarité internationale face au « plus grand mouvement de réfugiés depuis la Seconde Guerre mondiale » est révolue. Cinq années de mauvaise gestion des procédures d'asile, de polarisation politique et d'inaction des organes centraux européens ont laissé cinq petites îles grecques frontalières de la Turquie assumer seules la crise.

Et c'est alors que la Covid-19 s'est répandue comme une traînée de poudre à travers l'Europe.

The pandemic is the least of our concerns

The pandemic provided the conservative administration of recently elected Greek prime minister Kyriákos Mitsotákis with a perfect cover to pre-emptively quarantine camps like Moria. With all “non-essential” services suspended, most NGOs barred from working inside and a near-blackout on media access, Moria became an experiment for how to manage closed Reception and Identification Centres (RIC) for asylum seekers entering the European Union via its sea borders. From late March 2020 onward,



© Yaser Akbari, ReFOCUS Media Labs

|↓|

Face aux manifestations, la police répond agressivement en aspergeant de gaz lacrymogène la route où vivent désormais des milliers de personnes, dont des familles avec de jeunes enfants. Les ONG médicales présentes sur l'île ne sont pas autorisées à pénétrer dans la zone.

In response to the protests, the police forces respond aggressively by spraying tear gas on the road where thousands of people now live, including families with young children. Medical NGOs active on the island are not allowed to enter the area.



© Mustafa Nedri, ReFOCUS Media Labs

La pandémie est le cadet de nos soucis

La pandémie a fourni au gouvernement conservateur du Premier ministre grec réécemment élu, Kyriákos Mitsotákis, une excuse parfaite pour mettre en quarantaine préventive des camps comme Moria. Avec la suspension de tous les services « non essentiels », l'interdiction pour la plupart des ONG de travailler à l'intérieur du camp et un quasi-embargo médiatique, Moria est devenu un lieu d'expérimentation sur la gestion à huis clos de centres d'accueil et d'identification (*Reception and Identification Centres* – RIC en anglais) pour les demandeurs d'asile entrant dans l'Union européenne via ses frontières maritimes. À partir de la fin du mois de mars 2020, le camp a été quasiment coupé du monde extérieur, la surpopulation à l'intérieur empêchant toute mise en œuvre des mesures de prévention de la Covid-19 auprès de ses habitants. Les

Moria was essentially closed off to the outside world, yet the overcrowded reality of life in the camp made Covid-19 preventive measures impossible to practice for its residents. Asylum processes were suspended, access to doctors, lawyers or mental health professionals was non-existent, and the fragile economy inside the camp was strangled by the cutting-off of access to the financial support provided each month to asylum seekers by the United Nations High Commissioner for Refugees. Unsurprisingly, organised crime and violence spiked, with threats of extreme violence terrorising residents.

By late May, Greece put an end to its general lockdown and reopened its borders, just in time for the tourist season. Hundreds of cases were soon confirmed in the capital city of Mytilene, a few kilometres south of the camp. Moria, on the other hand, remained under strict quarantine

procédures d'asile ont été suspendues, l'accès aux médecins, aux avocats ou aux professionnels de la santé mentale est devenu inexistant, et la fragile économie du camp a été étouffée par l'interruption de l'accès au soutien financier attribué chaque mois aux demandeurs d'asile par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Sans surprise, le crime organisé et la violence sont montés en flèche, plaçant les habitants sous la menace de violences extrêmes.

Fin mai, la Grèce a mis fin au confinement avant d'ouvrir de nouveau ses portes, juste à temps pour la saison touristique. Rapidement, des centaines de cas ont été confirmés dans Mytilène, la capitale de l'île située à quelques kilomètres au sud du camp. Moria, en revanche, est resté sous quarantaine stricte sans qu'un seul cas ne soit officiellement confirmé parmi ses habitants. Un système d'apartheid se développait, instaurant « deux mondes sur la même île », tandis que l'idée fausse selon laquelle les réfugiés étaient porteurs du virus faisait son chemin. Parmi ces derniers, une conviction répandue était que la pandémie de Covid-19 n'était qu'un alibi pour maintenir les conditions d'un camp fermé.

Au même moment, la colère qui couvait depuis longtemps sur l'île a commencé à éclater. Fin août, les habitants du village avoisinant le camp ont protesté contre la création d'un nouveau dispensaire à proximité de celui-ci. D'autres actions ont été menées en réponse aux informations selon lesquelles des contrats avaient été signés avec les pouvoirs publics pour instaurer un « supercamp » en forçant l'achat d'oliveraies privées le bordant. Quelques jours après, le premier cas de coronavirus a été identifié à l'intérieur du camp, qui a alors été soumis à un confinement strict.

Moins d'une semaine plus tard, à l'aube du 9 septembre, Moria était la proie des flammes.

without a single case officially confirmed among its residents. A "two worlds, one island" apartheid system was unfolding, while a false assumption that refugees were carriers of the virus permeated. Among Moria residents, a prevalent attitude was that the Covid-19 pandemic was being used as cover to maintain the conditions of a closed camp.

During this time, the long-simmering anger on the island started bubbling up. In late August, locals in the village next to the camp protested the creation of a new health clinic set up just adjacent to it. Further actions flared up in response to reports that contracts had been signed with the public authorities to expand Moria into a "super camp" via forced purchases of privately-owned olive groves bordering it. Within days, the first case of coronavirus was identified inside the camp, which went under strict lockdown.

Less than a week later, in the early hours of 9 September, Moria was engulfed in flames.

Moria in flames

On the night of 8 September into 9 September, some asylum seekers gathered to protest against the opacity of contact-tracing practices suddenly put in place that were resulting in the quarantine of untested residents. In the midst of these protests, contained fires were set in response to police use of tear gas. Yet, shortly after, much larger fires sprung up on the fringes of the camp, far away from the demonstrations. More and more fires rapidly appeared, engulfing the majority of the central area as well as the wild sprawls known as "the jungle".

Destructive fires have always been an object of fear for residents in Moria, with many lives lost over the years. Yet, with nearly 80% of the camp destroyed within moments, it was hard for asylum seekers to accept that random fires had suddenly overwhelmed the whole site. The following day, rumours started spreading that those responsible for the fires were "coming back to finish the



© Mustafa Nadri, ReFOCUS Media Labs

|↑|

Le nouveau camp est construit au bord de l'eau, sur un champ de tir et avoisinant la route où les demandeurs d'asile dorment. Les relevés d'échantillons de sol longtemps réclamés par les ONG révéleront une forte contamination au plomb dans certaines zones.

The new camp is built on the waterfront, on a shooting range next to the road where the asylum seekers sleep. Soil samples long requested by NGOs will later reveal high levels of lead contamination in some areas.



© Douglas F. Herman, ReFOCUS Media Labs

|←|

Des demandeurs d'asile patientent à l'entrée du nouveau camp, deux semaines après les incendies. Nombre d'entre eux y entrent volontairement, espérant y trouver un abri de fortune et pouvoir poursuivre leurs procédures d'asile. Des tests Covid sont réalisés à l'entrée et 214 personnes sont testées positives et parquées dans des abris de fortune en bord de mer, derrière des barbelés.

Asylum seekers wait at the entrance to the new camp, two weeks after the fires. Many of them move in voluntarily, hoping to find basic shelter and continue their asylum procedures. Covid tests are carried out at the entrance and 214 people are tested positive and parked in makeshift shelters by the sea, behind barbed wire.



Moria en feu

Dans la nuit du 8 au 9 septembre, des demandeurs d'asile se sont rassemblés pour protester contre l'opacité des pratiques de recherche de cas contact soudainement mises en place, qui conduisaient à la mise en quarantaine de personnes non testées. Dans ce climat de protestation, des feux circonscrits furent allumés en réponse à l'utilisation de gaz lacrymogènes par la police. Peu de temps après, pourtant, des départs de feu bien plus importants se sont déclarés aux abords du camp, loin des manifestations. Les incendies se sont rapidement multipliés, engloutissant une grande partie de la zone centrale, ainsi que les campements sauvages connus sous le nom de « jungle ».

Les incendies destructeurs ont toujours été un sujet de crainte pour les habitants de Moria, de nombreux morts ayant été à déplorer au fil des années. Pourtant,

job”, prompting them to pack up and flee. Nearly on cue, around 7pm, another series of fires erupted, destroying the remaining areas and leaving nearly 13,000 people homeless on the streets. As people fled, the Greek police blocked the roads out of the camp and met those walking toward town with tear gas.

Despite global attention to this new humanitarian crisis, the response of the Greek State was all but swift. Instead of transporting victims to safe housing, the government sent riot police to create a series of blockades, trapping everyone on the streets. For nearly two weeks, asylum seekers were left without adequate access to food, water or shelter, while the army hastily built a new camp on a recently active military shooting range. During these gruelling days and nights, humanitarian aid was continuously restricted, free press was suppressed, and peaceful protests broke out. Greek



|←|

Des demandeurs d'asile s'approvisionnent en eau dans le nouveau camp, dépourvu d'un réseau d'eau courante. Les camions-citernes viennent une fois par jour, entraînant de longues files d'attente, et les habitants signalent régulièrement des robinets à sec dans les heures suivant la livraison.

Asylum seekers stock up on water in the new camp, which lacks a running water system. Water trucks come once a day, causing long queues, and residents regularly report empty taps within hours of delivery.

avec près de 80 % du camp détruit en quelques instants, il était difficile pour les demandeurs d'asile d'accepter que des incendies fortuits aient soudainement submergé l'ensemble du site. Le lendemain, des rumeurs ont commencé à se répandre selon lesquelles les responsables des incendies allaient « revenir finir le travail », poussant les habitants à plier bagage et à fuir. Presque aussitôt, vers 19 heures, une autre série d'incendies a éclaté, détruisant les zones restantes et laissant près de 13 000 personnes sans abri dans les rues. Alors que les gens fuyaient, la police grecque a bloqué les routes au départ du camp et a accueilli ceux qui se dirigeaient vers la ville avec des gaz lacrymogènes.

Malgré l'attention mondiale portée à cette nouvelle crise humanitaire, la réponse de l'État grec a été tout sauf rapide. Au lieu de transporter les victimes vers des logements sûrs, le gouvernement

police forces responded to them by repeatedly firing tear gas on a vulnerable population that had nowhere to go. They utilised siege tactics to push everyone to enter the new camp branded as "temporary". Fearing a closed centre, many refused to comply with the injunction, before massive police forces ushered everyone that resisted into it.

New camp, same indignity

In late September, European Commissioner for Home Affairs Ylva Johansson declared "No More Morias!" as the Commission unveiled its new Migration Pact, which included financing for the construction of closed RICs in the Greek hotspots. Yet, on 8 October, the first rain of the winter season proved in shocking fashion how ill-prepared the new camp on Lesbos truly was for the elements, with the entire site flooded within thirty minutes.



© Douglas F. Herman, ReFOCUS Media Labs

|↑|

Face à l'absence complète de système de douche à leur arrivée, des habitants du nouveau camp utilisent la mer pour leur hygiène personnelle. Huit semaines s'écoulent avant qu'un système rudimentaire de « douche au seau » ne soit mis en place. Chaque demandeur d'asile dispose désormais d'un créneau hebdomadaire de 7 minutes 30 pour s'y laver.

Faced with a complete lack of a shower system on arrival, inhabitants of the new camp use the sea for personal hygiene. Eight weeks pass before a rudimentary "bucket shower" protocol is implemented. Each asylum seeker is now allocated a weekly 7-and-a-half-minute time slot for washing.

|→|

Une fillette joue à l'intérieur du nouveau camp peu après les premières pluies hivernales de Lesbos, réputée pour ses hivers extrêmement froids, venteux et pluvieux.

A young girl plays inside the new camp shortly after the first winter rains on Lesbos, known for its extremely cold, windy and wet winters.



a dépêché la police anti-émeute pour installer une série de barrages, piégeant tout le monde dans les rues. Pendant près de deux semaines, les demandeurs d'asile se sont retrouvés sans accès adéquat à la nourriture, à l'eau ou à un abri, tandis que l'armée construisait à la hâte un nouveau camp sur un champ de tir militaire encore récemment utilisé. Pendant ces jours et ces nuits éprouvants, l'aide humanitaire a été systématiquement restreinte, la liberté de la presse supprimée, et des manifestations pacifiques ont éclaté. Les forces de l'ordre grecques y ont de nouveau répondu en tirant à plusieurs reprises des gaz lacrymogènes sur une population vulnérable qui n'avait nulle part où aller. Elles ont utilisé des tactiques de siège pour pousser tout le monde à entrer dans le nouveau camp qualifié de « temporaire ». Craignant qu'il ne s'agisse d'un centre fermé, beaucoup ont refusé de se

Since the fires, the international media has moved on from Lesbos and freedom of press has been consistently strangled under the pretence of Covid-19 protection measures and active military operations. Short of highly orchestrated tours, journalists are not permitted into the new camp. During these critical times, the only witnesses of living conditions inside the camp are the residents themselves, including the citizen journalists trained by ReFOCUS Media Labs. Through collaborative engagement with mainstream media partners, they continued to report throughout 2020 while international media could not.

Six months have passed since all were forced into a "temporary" camp ill-equipped to handle the harsh winters Lesbos is known for. Slowly but surely, independent and affiliated journalists have been intimidated, harassed, detained,





© Mustafa Nauri, ReFOCUS Media Labs

|↑|

Sans système de drainage fonctionnel, le terrain en forme de cuvette sur lequel a été installé le camp est inondé à chaque averse et les demandeurs d'asile sont contraints de creuser eux-mêmes régulièrement des rigoles pour rediriger l'eau loin des tentes.

Without a functioning drainage system, the trough-shaped ground on which the camp has been set up is flooded every time it rains, and asylum seekers are forced to create their own runoffs to redirect the water away from the tents.

plier à cette injonction, avant que de nombreuses forces de police ne contraignent à y entrer tous ceux qui leur résistaient.

Nouveau camp, même humiliation

Fin septembre, la Commissaire européenne aux Affaires intérieures, Ylva Johansson, a déclaré qu'il « ne devait pas y avoir d'autre Moria », tandis que la Commission dévoilait un nouveau pacte migratoire prévoyant le financement de la construction de RIC fermés dans les hotspots grecs. Pourtant, le 8 octobre, les premières pluies de la saison hivernale ont prouvé de façon brutale à quel point le nouveau camp de Lesbos était mal préparé aux intempéries quand la totalité du site a été inondée en 30 minutes.

arrested and removed from the island in an effort to shut down the flow of information related to migration management and human rights violations. The Greek government even recently passed a new law further restricting NGOs, their volunteers and employees working inside the camp from sharing the reality on the ground. Now more than ever, it falls to the residents and the citizen journalists in the camp to bring attention to the harsh reality they endure.

On 19 February 2021, another fire erupted in a section of the new camp housing families. Residents were quick to extinguish it before it spread. Will the same happen to their indignation and their hopes?



© Mustafa Nadri, ReFOCUS Media Labs

|↑|

L'électricité n'étant disponible que quelques heures par jour, un habitant du nouveau camp cuit sa nourriture sur un petit feu à l'intérieur de sa tente.

With electricity available for only a few hours a day, a resident of the new camp cooks his food on a small fire inside his tent.

Depuis les incendies, les médias internationaux ont quitté Lesbos et la liberté de la presse a été systématiquement limitée sous couvert des mesures de protection contre la Covid-19 et d'opérations militaires en cours. En dehors de visites savamment orchestrées, les journalistes ne sont pas autorisés à pénétrer dans le nouveau camp. En cette période critique, les seuls témoins des conditions de vie dans le camp sont les habitants eux-mêmes, dont les journalistes citoyens formés par ReFOCUS Media Labs. Grâce à la collaboration mise en place avec des partenaires médiatiques traditionnels, ils ont poursuivi leur mission d'information tout au long de l'année 2020, alors que les médias internationaux en étaient empêchés.

Six mois se sont écoulés depuis que tous ont été contraints d'entrer dans ce camp « temporaire » mal équipé pour affronter la rigueur bien connue des hivers à



Lesbos. Lentement mais sûrement, les journalistes indépendants et affiliés ont été intimidés, harcelés, détenus, arrêtés et expulsés de l'île, dans le but de mettre un terme au flux d'informations relatives à la gestion migratoire et aux violations des droits humains. Le gouvernement grec a même récemment adopté une nouvelle loi interdisant aux ONG, ainsi qu'à leurs bénévoles et employés travaillant à l'intérieur du camp, de rendre compte de la réalité sur le terrain. Plus que jamais, il incombe aux habitants

et aux journalistes citoyens du camp d'attirer l'attention sur la dure réalité qu'ils endurent.

Le 19 février 2021, un nouvel incendie a éclaté dans une section du nouveau camp abritant des familles. Les habitants l'ont rapidement éteint avant qu'il ne se propage. En sera-t-il de même de leur indignation, et de leurs espoirs ?

Traduit de l'anglais par Sophie Jeangeorges



© Mustafa Naur, RefOCUS Media Lab

|↑|

Une femme attend à l'intérieur du nouveau camp. Depuis novembre 2020, un deuxième confinement mis en place à Lesbos pour freiner la propagation de la pandémie de la Covid-19 a vu un système de rotation se mettre en place pour les demandeurs d'asile : ils ne sont autorisés à sortir du camp que pour une durée maximale de trois heures par semaine.

A woman is waiting inside the new camp. Since November 2020, a second lockdown set up in Lesbos to curb the spread of the Covid-19 pandemic has seen a rotation system put in place for asylum seekers: they are only allowed to leave the camp for a maximum of three hours a week.

CULTURE

COMPLÈTEMENT BRAX | TOTALLY BRAX

Les ONG rattrapées par #MeToo
NGOs caught up by #MeToo

165

LIVRES | BOOKS

S. Brière
Y. Poulin
Y. Conoir
S. Maltais
I. Auclair

La gestion de projets de A à Z
An A to Z of project management

166

A. Ghosh

Le dérèglement climatique saisi par la littérature
Climate change as captured in literature

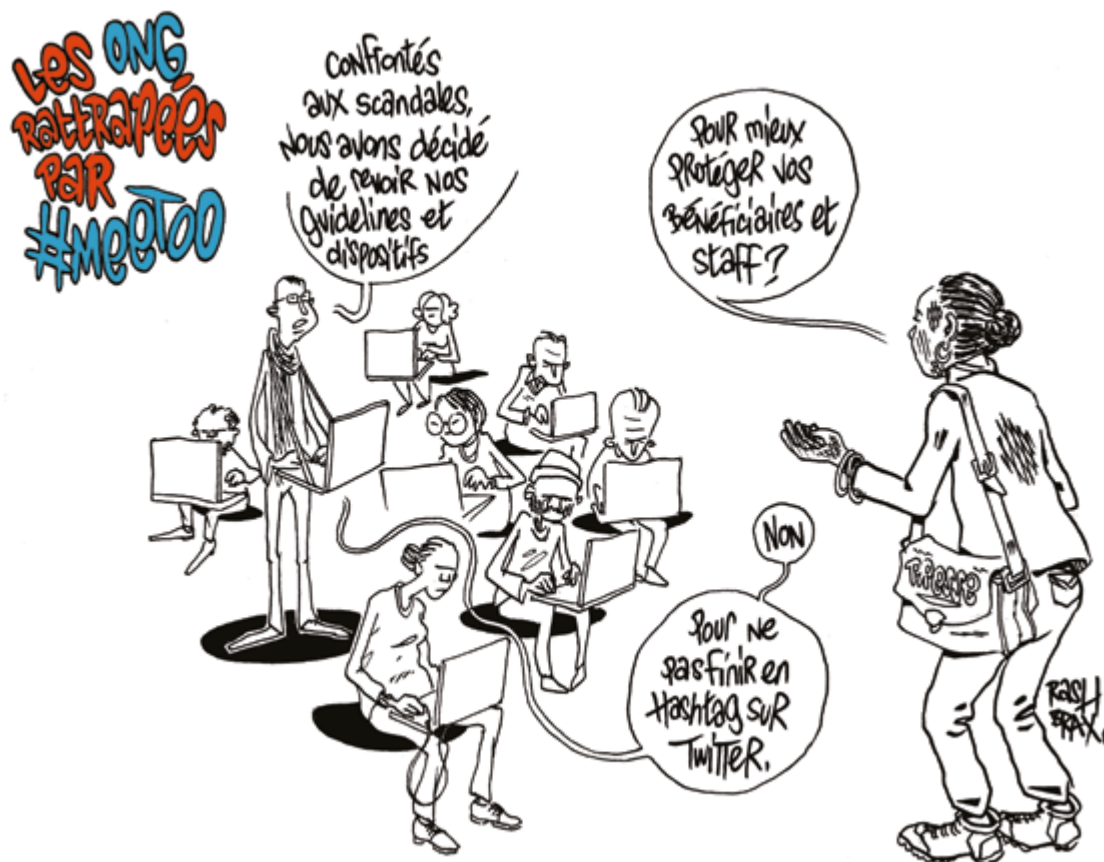
168

L. Mandel
Y. Bouagga

Quand la BD rencontre la sociologie
When comic books meet sociology

170





NGOs confronted with #MeToo

- In light of the scandals, we have decided to review our guidelines and measures...

- In order to better protect your beneficiaries and staff?

- No, so we don't end up as a hashtag on Twitter.



La gestion de projets de A à Z



La gestion de projets de développement international et d'action humanitaire

**Sophie Brière, Yves Poulin, Yvan Conoir,
Stéphanie Maltais, Isabelle Auclair**

Presses de l'Université Laval

Deuxième édition, 2021

(Published in French)

Le mot de l'éditeur



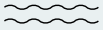
Conçu dans une approche de gestion, cet ouvrage répertorie et documente toutes les étapes du cycle de vie d'un projet de développement international ou d'action humanitaire. Ce guide propose une démarche rigoureuse qui permet à la fois d'intégrer une vision complète et actuelle des concepts, méthodes et outils d'application en matière de gestion de projets et d'aborder de façon simultanée le développement international et l'action humanitaire. L'accent a volontairement été mis sur les compétences et les rôles des personnes qui proposent des projets, les gèrent, en assurent le suivi ou en font l'évaluation. Cet ouvrage est une source d'enrichissement pour la formation et pour la pratique professionnelle des personnes qui veulent s'engager dans l'action humanitaire et le développement international.

Parmi les auteurs, Sophie Brière, Yvan Conoir et Stéphanie Maltais sont membres du Conseil Scientifique d'Alternatives Humanitaires. Yvan Conoir est également membre de son Conseil d'Orientation [NDLR].

An A to Z of project management



Publisher's note



Designed with a management approach, this book lists and documents all the phases of the international development and humanitarian project life cycle. The guide's rigorous approach provides a comprehensive and up-to-date vision of project management concepts, methods and implementation tools, and simultaneously tackles international development and humanitarian work. The emphasis is deliberately placed on the skills and roles of the people who propose, manage, monitor and assess projects. The book will inform the training and vocational practices of anyone looking to become involved in humanitarian work and international development.

Three of the authors – Sophie Brière, Yvan Conoir and Stéphanie Maltais – are members of the Scientific Council of Humanitarian Alternatives. Yvan Conoir is also a member of its Steering Committee [Editor's note].

Translated from the French by Gillian Eaton



Le dérèglement climatique saisi par la littérature



Le Grand Dérangement. D'autres récits à l'ère de la crise climatique

Amitav Ghosh

Traduit de l'anglais par Morgane Iserte et Nicolas Haeringer

Éditions Wildproject, coll.

Le monde qui vient, janvier 2021

The Great Derangement.

Climate Change and the Unthinkable.

Amitav Ghosh

University of Chicago Press, 2016

Le mot de l'éditeur



Tout commence par une question simple : pourquoi le dérèglement climatique est-il absent de notre littérature contemporaine ?

La crise climatique est un nouveau type d'événement, difficile à se représenter, car incompatible avec les récits et l'imaginaire qui ont structuré notre monde. Ce phénomène constitue la réfutation de nos récits, de nos histoires et de nos mythes modernes. Ghosh nous invite donc à un remaniement en profondeur de nos cadres narratifs. D'abord en appelant de ses vœux une autre littérature, émancipée de cette Nature immuable et cantonnée à l'arrière-plan des actions humaines. Ensuite en réécrivant l'histoire de la modernité, pour en finir avec le mythe d'une industrialisation uniquement menée par les pays du Nord. Enfin en interrogeant les États-nations, dont la structure impériale est indissociable de la débauche énergétique qui cause le réchauffement climatique.

Né en 1956 à Calcutta, Amitav Ghosh est l'un des plus importants écrivains anglophones contemporains. Mondialement reconnu pour ses vastes romans historiques comme Un océan de pavots (2010, sélection Booker Prize) et Les Feux du Bengale (Prix Médicis étranger, 1990), et également salué pour ses essais par Giorgio Agamben, Naomi Klein ou Roy Scranton, Ghosh est considéré comme l'un des plus grands penseurs de l'Anthropocène. La question du changement climatique, auparavant présente à l'arrière-plan de son œuvre, est au cœur du Grand Dérangement. Cet essai a également inspiré son dernier roman, Gun Island.

Climate change as captured in literature



Publisher's note



It all starts with a simple question: why is climate change absent from contemporary literature?

The climate crisis is a new kind of event and one that is difficult to comprehend because it is incompatible with the narratives and imagination that have shaped our world. This phenomenon is the rebuttal of our modern tales, our stories and our myths. Ghosh therefore invites us to embark on a thorough reshaping of our narrative frameworks. Firstly, by calling for another type of literature, liberated from this immutable Nature and confined to the background of human actions. Secondly, by rewriting the history of modernity so as to dispel the myth of industrialisation driven solely by the countries of the North. Finally, by questioning the Nation-States, whose imperial structures are inseparable from the profligate consumption of energy that causes global warming.

Born in Calcutta in 1956, Amitav Ghosh is one of the most important contemporary English-speaking writers. Internationally recognised for his vast historical novels such as Sea of Poppies (2008, shortlisted for the Booker Prize) and The Circle of Reason (1990, Prix Médicis étranger), and also praised for his essays by Giorgio Agamben, Naomi Klein or Roy Scranton, Ghosh is regarded as one of the greatest thinkers of the Anthropocene epoch. The issue of climate change, previously present in the background of his work, sits at the very heart of The Great Derangement. This essay also inspired his latest novel, Gun Island.



Quand la BD rencontre la sociologie



*Sociorama – Les Nouvelles
de la Jungle de Calais*
Lisa Mandel et Yasmine Bouagga
Casterman, 2017
(Published in French)

Le mot de l'éditeur



La collection *Sociorama* signe la rencontre entre bande dessinée et sociologie. D'un côté, des sociologues amateurs de BD qui ont créé l'association Socio en cases ; de l'autre, des auteurs de BD curieux de sociologie. Ensemble, ils ont initié une démarche originale : ni adaptation littéraire, ni illustration anecdotique, mais des fictions ancrées dans les réalités du terrain. Toute ressemblance n'est pas pure coïncidence...

Dans *Les Nouvelles de la Jungle de Calais*, Lisa (la dessinatrice) et Yasmine (la sociologue) se sont rendues dans la « jungle » de Calais durant un an. Elles témoignent avec humour – et sans misérabilisme – du travail quotidien des associations pour soulager la détresse de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qui fuient la guerre. Une enquête de terrain pour découvrir l'accueil réservé aux réfugiés en France, pays des droits de l'Homme...

Extrait de l'ouvrage *Les Nouvelles de la Jungle de Calais*,
Lisa Mandel et Yasmine Bouagga, © Casterman
Avec l'aimable autorisation des auteurs et des Éditions Casterman

Extract from the book *Les Nouvelles de la Jungle de Calais*
by Lisa Mandel and Yasmine Bouagga, © Casterman
With the kind permission of the authors and Éditions Casterman

When comic books meet sociology



Publisher's note

The *Sociorama* series is where comic books meet sociology. On one side, you have sociologists who happen to love comic books and founded the *Socio en cases* association; on the other, comic book authors curious about sociology. Together, they came up with an original approach: to produce neither literal adaptation nor anecdote, but fiction based on the reality of the field. Any resemblance is not entirely coincidental...

In *Les Nouvelles de la Jungle de Calais*, Lisa (the artist) and Yasmine (the sociologist) visited the Calais “jungle” over the course of one year. With humour – and without descending into miserabilism – they depict the daily work of organisations easing the plight of thousands of men, women and children fleeing war. A field survey that sheds light on how refugees are welcomed in France, the land of human rights...

Translated from the French by Derek Scoins



CRÉDITS PHOTOS

1 – Couverture

| Cover

© ICRC/TOGGENBURG, Christoph von/2010/V-P-CO-E-00829

- Département de Valle del Cauca, Cali, Colombie. Dans le cadre de son programme d'assistance médicale et psychologique, le CICR visite une femme victime d'abus sexuels.
- Valle del Cauca department, Cali, Colombia. As part of their programme of medical and psychological assistance, the ICRC visits a woman victim of sexual abuse.

2 – Éditorial

| Editorial

© ICRC/LEMBRYK, Wojtek/2006/V-P-CD-E-00481

- Province du Katanga, Kilumbe, région du lac Upemba, République démocratique du Congo. Femme victime de violences sexuelles et son enfant.
- Katanga province, Kilumbe, Lake Upemba region, Democratic Republic of Congo. Woman victim of sexual violence and her child.

3 – Perspectives

© HI

- Sensibilisation sur la Covid-19 et distribution de kits d'hygiène produits par HI Togo auprès de femmes en consultation prénatale et de santé maternelle.
- Awareness-raising on Covid-19 and distribution of hygiene kits produced by HI Togo to women in prenatal and maternal health consultations.

4 – Focus

© ICRC/REVOL, Didier/2012/V-P-CD-E-01583

- Sud-Kivu, Bukavu, République démocratique du Congo. Affichage contre les violences sexuelles.
- South Kivu, Bukavu, Democratic Republic of Congo. Display against sexual violence.

5 – Transitions

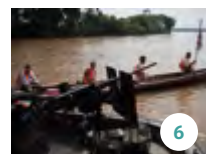
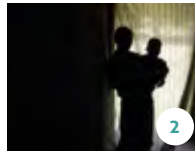
© Corentin Fohlen / HI

- Haïti, Port au Prince, Novembre 2014. Atelier de formation au HHH (Healing Hands for Haiti).
- Haiti, Port au Prince, November 2014. Training workshop at HHH (Healing Hands for Haiti).

6 – Tribune

© ICRC/HEGER, Boris/2013/V-P-CO-E-02445

- Département du Putumayo, Colombie. Une équipe du CICR, dont le président de l'organisation Peter Maurer, arrive au village de Piñuña Negro après une série de réunions avec des membres des communautés locales.
- Putumayo department, Colombia. An ICRC team, including the president of the organisation, Peter Maurer, arrives at the village of Piñuña Negro after a series of meetings with members of local communities.



À propos / About us

La création de la revue répond aux ambitions suivantes :

- Encourager et participer à la réflexion globale du secteur humanitaire sur ses pratiques et son évolution grâce à une publication imprimée sur abonnement et une diffusion numérique en accès libre.
- Établir un espace de rencontre et de dialogue, une proximité et une dynamique d'échange entre chercheurs en sciences humaines (sociologie, histoire, économie, anthropologie...) et praticiens de l'action humanitaire sur les défis auxquels ce secteur est confronté.
- Faire mieux entendre sur la scène internationale les approches humanitaires puisant leurs racines dans le courant « sans-frontières » grâce à une mise en commun de moyens, de pensée et de projets.
- Favoriser le dialogue et les échanges dans ces domaines entre chercheurs et praticiens des pays du Nord et du Sud.

The creation of the review pursues the following ambitions:

- Encourage and participate in the global reflection concerning the humanitarian sector, its practices and its evolution, with a digital open access distribution and a printed edition available by subscription.
- To create a meeting place and a space for dialogue, proximity and a dynamic exchange between researchers in humanities (sociology, history, economics, anthropology...) and practitioners of humanitarian action concerning the challenges that this sector is confronted with.
- To give a broader international audience to a specific approach of humanitarian action rooted in the "without borders" movement, through the pooling of resources, thinking and projects.
- Stimulate the dialogue and exchanges in these fields between researchers and practitioners from the countries of the North and the South.

Remerciements | Acknowledgements

Pour leurs contributions bénévoles à ce numéro :

For their voluntary contribution to this issue:

Brax • Damian Gonzalez Dominguez (CICR/ICRC) • Éditions Casterman •
Douglas F. Herman • Laethicia Lamotte (HI - Humanité & Inclusion)

Conception | Conception

In medias res

ISSN : 2492-7120

ISBN : 978-2-37704-765-9

Imprimerie | Printer

Imprimerie Brailly – Saint-Genis-Laval



This product comes from sustainably managed forests and controlled sources

Politique de diffusion de la revue

Alternatives Humanitaires est disponible :

- en accès libre dans sa version numérique (lecture seule et téléchargement) sur notre site : <http://alternatives-humanitaires.org>
- sur support papier, soit par abonnement annuel soit par achat au numéro.

Distribution policy of the review

Humanitarian Alternatives is available:

- in open access in its digital version (read-only and download) on our website: <http://alternatives-humanitaires.org>
- on subscription or by purchasing a single hard copy issue.

Pour toute question ou souhait de contribution, n'hésitez pas à nous contacter :

If you have any questions or if you wish to contribute to the review please do not hesitate to contact us:

contact@alternatives-humanitaires.org

Twitter: @AlterHuma

Facebook: www.facebook.com/AltHuma/

LinkedIn: <https://fr.linkedin.com/company/alternatives-humanitaires-humanitarian-alternatives>

YouTube: https://www.youtube.com/channel/UCJXwxApzR_fxMj5rDKboyHg

<http://alternatives-humanitaires.org>



ÉDITORIAL | EDITORIAL

J. Verlin
B. Martin

L'humanitaire au défi des violences sexistes et sexuelles
— Humanitarian aid and the challenge of gender-based and sexual violence

1

PERSPECTIVES

Y. Jaffré

Comment la pandémie de Covid-19 renforce la nécessité d'une pratique opérationnelle en anthropologie de la santé
— How the Covid-19 pandemic is increasing the need for an operational approach in health anthropology

10

FOCUS | VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES : OÙ EN EST L'HUMANITAIRE ?

GENDER-BASED AND SEXUAL VIOLENCE: THE CURRENT STATE OF THE HUMANITARIAN SECTOR

J. Verlin

Comment mieux comprendre la gestion des violences sexistes et sexuelles commises par des humanitaires
— How to better understand the management of sexist and sexual violence committed by humanitarian aid workers

34

S. Guillaumat

Réflexions sur le patriarcat et la lutte contre les violences sexistes et sexuelles au sein du secteur humanitaire
— Reflections on patriarchy and the fight against gender-based and sexual violence in the humanitarian sector

47

F. Duroch
E. Noyer

Abus sexuels commis par des acteurs humanitaires : du relativisme moral à la concurrence des victimes
— Sexual abuse perpetrated by humanitarian workers: from moral relativism to competitive victimhood

58

I. Auclair
J. St-Georges
S. Maltais
S. Brière
A. Delorme

Portrait de la lutte contre les violences sexuelles dans les organisations québécoises de coopération internationale
— Confronting sexual violence in Quebec's international cooperation organisations

71

J. É. Mba

Exploitation et abus sexuels dans les organisations humanitaires au Cameroun : dispositifs de repérage et logiques d'obstruction
— Sexual exploitation and abuse in humanitarian organisations in Cameroon: methods for identification and logics of obstruction

84

J.-K. Westendorf

« Ne pas nuire » : le défi du sexe transactionnel dans les opérations humanitaires
— "Do no harm": the challenge of transactional sex in humanitarian operations

96

TRANSITIONS

R. Downham

La professionnalisation de l'action humanitaire : un chantier qui reste ouvert
— The professionalisation of humanitarian action: a work still in progress

112

TRIBUNE

P. Micheletti

L'humanitaire au risque de l'empêchement : quelles analyses pour quelles stratégies correctives ?
— Humanitarian work is coming up against a barrier: how can analysis help devise corrective strategies?

130

ReFOCUS
Media Labs

REPORTAGE

Bye bye, Moria ?

144

CULTURE

Complètement Brax — Totally Brax
Livres — Books

164

Mars 2021
Numéro 16 —

ALTERNATIVES HUMANITAIRES

HUMANITARIAN ALTERNATIVES

March 2021
— Issue 16

18 €



9